



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le jeudi 18 juin 1987

Vol. 29 - No 127

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Table des matières

Présence du vice-président de la République populaire de Pologne, M. Mlynczak	8663
Présence de l'ambassadeur de la République hellénique, M. Mavromichalis	8663
Affaires courantes	
Déclarations ministérielles	
Mesures d'ajustement à caractère fiscal	
M. Gérard D. Levesque	8663
M. Jean Garon	8664
M. Gérard D. Levesque (réplique)	8664
Dépôt de documents	
Rapport annuel d'Hydro-Québec	8665
Avant-projet de loi sur la Régie du gaz naturel	8665
Renvoi en commission pour consultation générale	8666
Rapport annuel du coroner en chef	8666
Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	8666
Dépôt de rapports de commissions	
Vérification des engagements financiers	8666
Étude détaillée du projet de loi 44 - Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle	8667
Vérification des engagements financiers	8667
Étude détaillée du projet de loi 30 - Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives	8667
Étude détaillée du projet de loi 203 - Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation des Jésuites et la Corporation du collège Saint-Charles-Garnier	8667
Étude détaillée du projet de loi 206 - Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke	8667
Étude détaillée du projet de loi 209 - Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil	8667
Étude détaillée du projet de loi 212 - Loi concernant la ville de Saint-Georges	8667
Étude détaillée du projet de loi 224 - Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'amélioration Milton Parc Inc.	8667
Étude détaillée du projet de loi 235 - Loi modifiant la charte de la ville de Granby	8668
Étude détaillée du projet de loi 262 - Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes	8668
Étude détaillée du projet de loi 267 - Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield	8668
Dépôt de pétitions	
Faire retirer du marché les aliments irradiés	8668
Questions et réponses orales	
Le sens et la portée de "société distincte"	8668
Commission parlementaire sur le libre-échange	8672
L'ONE refuse à Hydro-Québec d'exporter de l'électricité aux États-Unis	8674
Menaces de fermeture à Quebecair	8675
Programme d'aide à l'habitation pour les sans-abri	8676
Subvention à la Communauté urbaine de Québec (CUQ) pour le traitement des eaux usées et l'épuration de l'air	8678
Avis touchant les travaux des commissions	8679

Table des matières (suite)

Motions sans préavis	
Demande de directive sur un projet de motion pour suspendre les règles de procédure de l'Assemblée	8680
Décision du président	8685
Motion proposant la suspension des règles pour approuver la modification constitutionnelle de 1987	8688
M. Michel Gratton	8688
M. Guy Chevrete	8691
M. Gil Rémillard	8694
M. Jacques Brassard	8698
M. Michel Gratton (réplique)	8703
Mise aux voix	8706
Affaires du jour	
Motion proposant que l'Assemblée nationale autorise la modification de la constitution du Canada en conformité avec l'entente d'Ottawa	8707
M. Robert Bourassa	8707
M. Pierre Marc Johnson	8710
M. Claude Trudel	8713
M. Jean-Pierre Charbonneau	8716
M. Cosmo Maciocia	8719
M. Jacques Rochefort	8721
M. Yves Séguin	8726
M. Christian Claveau	8728
M. Guy Rivard	8732
M. Jean-Guy Parent	8734
M. André J. Hamel	8738
M. Gérald Godin	8740
M. Jacques Chagnon	8742
M. Jacques Brassard	8744
Mme Madeleine Bleau	8748
M. Jean-Pierre Jolivet	8749
Ajournement	8754
Annexe:	
Mesures d'ajustement à caractère fiscal	8755
Modification constitutionnelle de 1987	8759

Abonnement: 50 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 6 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, Qc
GIR 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le jeudi 18 juin 1987

(Dix heures onze minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
Un moment de recueillement.
Veuillez vous asseoir.

**Présence du vice-président de la
République populaire de Pologne**

Si vous me permettez, avant de procéder aux affaires courantes, j'ai le très grand plaisir de souligner la présence, dans la tribune, du vice-président de la République populaire de Pologne, M. Mlynczak. M. Mlynczak.

**Présence de l'ambassadeur
de la République hellénique**

Également, est présent ce matin dans la tribune et je souligne sa présence, M. l'ambassadeur de la République hellénique, M. Mavromichalis. M. Mavromichalis.

Nous allons maintenant procéder aux affaires courantes.

Déclarations ministérielles. M. le ministre des Finances.

Mesures d'ajustement à caractère fiscal

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque: M. le Président, comme il est devenu coutumier de le faire, à cette période-ci de l'année, je désire annoncer certaines mesures d'ajustement à caractère fiscal. Dans le discours sur le budget du 30 avril dernier, j'ai souligné l'importance que notre gouvernement accorde aux objectifs de rationalisation et de simplification fiscales et il me fait plaisir de vous faire part, dès aujourd'hui, de certains changements qui faciliteront la production des déclarations de revenus.

Premièrement, afin de permettre aux contribuables d'effectuer un seul calcul pour obtenir un remboursement d'impôt foncier et un crédit d'impôt pour taxes à la consommation, les règles relatives à la notion de conjoint et à celle de la résidence seront uniformisées. Deuxièmement, plusieurs ajustements qui devaient être apportés au revenu net et qui affectaient peu de contribuables ne seront plus pris en compte.

Ces modifications permettront également une meilleure harmonisation avec les règles d'application de la réduction d'impôt accordée aux familles à faible et moyen revenu et du nouveau programme d'aide aux parents pour leur revenu de travail; je me

réfère au programme APPORT. Le détail de ces modifications apparaîtra dans l'annexe de la présente déclaration, annexe qui, d'ailleurs, en fait partie intégrante. (Voir annexe)

D'autre part, afin de favoriser le développement de l'aquaculture ou, si vous voulez, l'aquiculture marine, j'annonce qu'à compter de minuit ce soir, les corporations qui oeuvrent principalement dans ce secteur seront admissibles à recevoir des investissements de sociétés de placement dans l'entreprise québécoise, c'est-à-dire les SPEQ. Cela facilitera la levée de capitaux externes pour développer ce secteur d'activité qui entraîne l'implantation de nouvelles technologies de production au Québec.

Le 30 avril dernier, une série de mesures visant à stimuler l'industrie des courses de chevaux au Québec a été introduite, dont une simplification de la structure de taxation sur le pari mutuel. Depuis lors, l'industrie des courses, qui s'est montrée très satisfaite des changements apportés m'a demandé d'établir des taux de taxation de base plus appropriés par type de paris et par type d'hippodromes. Des nouveaux taux de taxation sur le pari mutuel sont présentés en annexe. Les revenus du gouvernement ne seront pas modifiés à la suite de ces derniers ajustements.

En outre, une modification sera apportée à la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie afin de bien s'assurer qu'il ne soit pas permis de scinder le prix d'un ou de plusieurs repas dans le seul but d'éviter le paiement de la taxe. Cette modification s'applique à compter de minuit ce soir. D'autre part, une autre mesure à caractère technique décrite en annexe concerne l'adaptation de certaines règles du REA pour faciliter l'émission d'actions de corporations issues de fusion.

Par ailleurs, le dernier discours sur le budget contenait différentes mesures fiscales dans le but de promouvoir la recherche et le développement au Québec. Des précisions doivent être apportées à certaines de ces mesures. Je vous avise qu'un bulletin d'information à cette fin sera émis par le ministère des Finances dans les prochaines semaines.

En terminant, M. le Président, j'annonce également certaines mesures d'harmonisation à la loi fiscale fédérale donnant suite aux avis de motion des voies et moyens déposés à la Chambre des communes à Ottawa les 2 et 5 juin 1987.

Le Président: M. le ministre des

Finances, avant de reconnaître le critique de l'Opposition pour ses commentaires sur votre déclaration ministérielle, est-ce que vous demandez que votre document soit déposé?

M. Levesque: Oui, M. le Président.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement pour déposer le document et l'annexe mentionnés par M. le ministre?

Une voix: Consentement.

Le Président: Consentement. Alors, votre document est déposé. M. le député de Lévis.

M. Jean Garon

M. Garon: M. le Président, on ne saura jamais s'il y a eu une fuite ou non parce que même s'il y avait eu une fuite, j'estime que le journaliste n'aurait pas jugé important d'écrire un article. Je ne sais pas si le ministre des Finances fait par exprès aujourd'hui pour avoir l'air d'un ministre des Finances de bourgeois. Alors que ce soir le ministre des Finances fédéral va nous faire une présentation d'une réforme totale de la fiscalité au Canada, le ministre des Finances du Québec essaie de nous parler de quelques "giddys". Il va nous dire qu'à partir de ce soir - je ne sais pas s'il est cassé à ce point - les restaurateurs ne pourront pas scinder la soupe et le dessert. Grosse mesure, je ne sais pas combien cela va lui rapporter.

Deuxièmement, il nous dit qu'il faut simplifier les rapports d'impôt. Je me méfie des simplifications annoncées par le ministre des Finances auxquelles le ministre du Revenu ne semble pas partie parce que chaque fois que ce gouvernement a annoncé des simplifications du rapport d'impôt, cela a été plus compliqué que jamais. À tel point que nous avons demandé un délai au printemps, justement pour que les gens se retrouvent dans ces nouvelles formulations.

Ce que je ne comprends pas, c'est qu'avant de parler d'harmonisation, on n'attend pas le discours du ministre des Finances fédéral à 20 heures, ce soir. Le ministre des Finances veut s'harmoniser sur quelques petites...

Une voix: Des grenailles!

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Garon: Je ne trouve pas le mot assez petit pour indiquer cette simplification. À la fin, il nous annonce, à la page 2, que, concernant la recherche et le développement, il publiera éventuellement un bulletin d'information qui sera émis par le ministre des Finances dans les prochaines semaines. Grosse annonce, M. le Président. Vous

comprenez? Je pense que la plus grosse annonce qu'on a est à la page 2, quand il dit: "Mon dernier discours sur le budget contenait diverses mesures fiscales." On vient de savoir que c'était le dernier discours sur le budget du ministre des Finances, celui qui a été présenté était le dernier. Je pense bien que les mots lui ont échappé, mais il dit bien: "Mon dernier discours sur le budget contenait différentes mesures fiscales."

M. le Président, nous nous serions attendus de savoir du ministre des Finances ce qu'il fera - cela aurait été une déclaration ministérielle - à la suite de la déclaration du ministre fédéral des Finances ce soir, à 20 heures. Est-ce qu'il y aura une commission parlementaire? Est-ce qu'il y aura des consultations publiques, en commission parlementaire, sur le document présenté par le ministre des Finances fédéral, ce soir? Est-ce qu'il y aura un livre blanc du ministre? Est-ce qu'il a l'intention de s'ajuster avant la fin de l'année pour le début de l'année 1988? Comment va-t-il se positionner?

En commission parlementaire, lors de l'étude des crédits de son ministère, il nous a indiqué qu'il ne le savait pas au juste. On lui en a parlé justement pour lui donner un genre de préavis qu'on était intéressé à savoir ce qu'il ferait, mais aujourd'hui, il me semble que la déclaration n'était pas nécessaire, parce qu'elle aura tout simplement pour effet de montrer à quel point le ministre des Finances du Québec voit son ministère petit avec sa déclaration d'aujourd'hui, en comparaison de la déclaration que fera le ministre fédéral des Finances ce soir. Je pense que cela n'est pas bon pour le Québec. Alors que le Québec recherche plus de pouvoirs, alors que le Québec a manifesté depuis des années qu'il veut plus de pouvoirs, on a l'impression que le ministre québécois des Finances veut se cantonner dans de petites formulations... (10 h 20)

Une voix: Des peccadilles.

M. Garon: ...des peccadilles, des bébelles, des choses qui auraient pu être faites sous forme de communiqué de presse.

Le Président: Sur la même déclaration ministérielle, je vais maintenant reconnaître M. le ministre des Finances.

M. Gérard D. Levesque (réplique)

M. Levesque: M. le Président, je me demande si ces remarques appellent la réplique de qui que ce soit tellement les propos sont dénués de sérieux. On ne tient absolument pas compte de l'intérêt des contribuables du Québec. Je comprends qu'il ne s'agit pas ici d'un discours sur le budget. Certains ajustements deviennent nécessaires,

mais, pour les personnes qui seront affectées par ces changements, qui nous ont demandé certaines précisions, cette déclaration va répondre positivement à leurs attentes. Cela me surprend, surtout les derniers propos du député de Lévis qui me dit que cela aurait pu être fait par communiqué. Il faut être... Je ne comprends pas. Est-ce que le député de Lévis a déjà fait des études de fiscalité? Est-ce qu'il a déjà été professeur de fiscalité?

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Levesque: Il nous dit qu'on peut régler tout cela par communiqué de presse. M. le Président, je vous assure que j'attends la prochaine critique de ce monsieur de Lévis lorsqu'il voudra critiquer les moyens que je prendrai pour communiquer à l'avenir. S'il y a des choses qui sont faites par communiqué de presse, il sera le dernier à vouloir me critiquer.

On parle de simplification de déclaration des revenus. On sait que tous les contribuables du Québec avaient hâte qu'on procède à une simplification des rapports d'impôt. Le ministre du Revenu me signalait qu'en 1983, par exemple, dans le contexte d'un Québec souverain, on avait fait certains changements majeurs aux formulaires fondés sur certaines données américaines. Cela complique largement, grandement et profondément les formulaires d'impôt lorsqu'on vit dans un régime fédéral comme le nôtre.

Deuxièmement, est-ce qu'on a pensé au discours sur le budget du 23 avril 1985, alors que ces gens-là ont apporté des changements qui ont encore modifié substantiellement et compliqué d'une façon très négative les formulaires d'impôt, particulièrement pour les allocations familiales quand on a maintenu ces dernières, mais annoncé qu'il fallait, dans la prochaine déclaration de revenus, les ajouter à ce qui était dû au fisc? Ce sont ces gens-là, qui, aujourd'hui, viennent nous blâmer et nous dire que c'était absolument inutile et que, par communiqué de presse, on peut régler toutes ces choses-là.

M. le Président, je dis qu'il y a là des choses importantes pour les contribuables. Je suis fier d'arriver aujourd'hui et de dire aux contribuables du Québec que nous allons commencer à corriger ces erreurs du passé.

Quant aux autres changements qui ont été apportés, c'est à la demande de citoyens, particulièrement dans le domaine important de la recherche et du développement. On nous demande partout des précisions. Nous pouvons le faire et nous y sommes autorisés d'autant plus que nous faisons, ce matin, cette déclaration. Nous voulons avoir également plus de pouvoirs pour suivre cette taxe sur les repas et l'hôtellerie où il y a beaucoup d'évasion fiscale, et on le sait de

l'autre côté. C'est pour cela que nous voulons nous donner cette autorisation pour ceux qui font l'inspection dans le secteur des repas et de l'hôtellerie.

Dans le domaine de l'aquaculture, le député de Lévis, ancien ministre responsable des pêches au Québec, dit que nous aurions pu envoyer un communiqué de presse pour permettre l'aquaculture à ceux qui veulent développer ces technologies nouvelles dans les régions maritimes, dans l'Est du Québec. Vous viendrez dire qu'on aurait pu régler cela par communiqué de presse alors que, présentement, on rend admissibles aux SPEQ ceux qui s'occupent d'aquaculture. Cela ne pouvait pas se faire par communiqué de presse, M. le député de Lévis, spécialiste en fiscalité.

Des voix: Bravo!

M. Levesque: M. le Président, toutes les mesures d'harmonisation avec le gouvernement fédéral, là encore cela ne pouvait pas se faire par communiqué de presse. Je dirai au député de Lévis qui aurait voulu que je commente immédiatement la réforme fiscale qui sera faite ce soir à 20 heures: Attendez, on ne commente pas avant une déclaration; on attend que la déclaration soit faite pour la commenter.

Des voix: Bravo!

Le Président: Ceci met fin à la déclaration ministérielle.

Présentation de projets de loi.

Dépôt de documents.

M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

Rapport annuel d'Hydro-Québec

M. Ciaccia: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel d'Hydro-Québec pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986.

Le Président: Votre rapport est déposé, M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

Avant-projet de loi sur la Régie du gaz naturel

M. Ciaccia: M. le Président, je dépose l'avant-projet de loi sur la Régie du gaz naturel.

Cet avant-projet de loi retranche l'électricité et la vapeur du domaine de réglementation visé par la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz qu'il remplace. Il prévoit en outre une réorganisation et une modification des fonctions et pouvoirs de l'organisme de réglementation institué par cette loi.

Cet organisme, appelé Régie du gaz naturel, sera dorénavant composé de trois membres. Il aura principalement pour fonction d'approuver les tarifs proposés par un distributeur de gaz naturel, de déterminer le taux de rendement d'un distributeur, d'ordonner à un distributeur de rembourser aux consommateurs un trop-perçu lorsque le taux de rendement résultant de l'application d'un tarif qu'elle a approuvé est plus élevé que le taux préalablement déterminé par elle, d'arbitrer tout litige entre un consommateur et un distributeur...

Le Président: S'il vous plaît! Vous êtes à l'étape de dépôt de documents. Vous n'avez qu'à déposer le document.

M. Ciaccia: Je voulais donner quelques... L'avant-projet de loi prévoit en outre que le gouvernement peut, par décret, énoncer les orientations générales selon lesquelles les tarifs d'un distributeur doivent être élaborés et approuvés.

Le Président: Document déposé, M. le ministre.

Dépôt de documents.

M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, si j'avais le consentement de l'Opposition, je procèderais immédiatement à faire une motion de renvoi en commission parlementaire pour consultation générale sur l'avant-projet de loi que vient de déposer le ministre de l'Énergie et des Ressources.

Le Président: Consentement, M. le leader de l'Opposition?

Votre motion est adoptée, M. le leader du gouvernement.

Renvoi en commission pour consultation générale

M. Gratton: Je remercie l'Opposition. Je fais motion pour que la commission de l'économie et du travail procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 13 octobre 1987 dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi sur la Régie du gaz naturel, que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 11 septembre 1987 et que le ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Le Président: Est-ce que cette motion est adoptée?

M. le député de Roberval.

M. Gauthier: M. le Président, je me réjouis qu'on ait une consultation pour la réforme de la Régie de l'électricité et du

gaz mais je m'étonne que le gouvernement ait tant le souci de consulter pour la Régie de l'électricité et du gaz et qu'il ne veuille pas nous consulter sur l'adhésion du Québec à la constitution canadienne avec la résolution. C'est plutôt étonnant.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Est-ce que...

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je ne sais pas où était le député de Roberval pendant les 55 heures alors qu'on a entendu des organismes et des individus, en commission parlementaire, et je ne sais pas si je dois interpréter sa remarque comme étant une indication que l'Opposition ne participera pas au débat qui va s'amorcer cet après-midi.

Le Président: Bon. On va continuer les dépôts de documents. M. le Solliciteur général, toujours à l'étape des dépôts de documents.

Rapport annuel du coroner en chef

M. Latulippe: Oui. M. le Président, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel du coroner en chef couvrant les activités du Bureau du coroner du 1er janvier au 31 décembre 1986. Ce rapport a un intérêt particulier puisqu'il est le premier déposé en vertu de la nouvelle Loi sur la recherche et les causes et circonstances des décès.
(10 h 30)

Le Président: Votre rapport est déposé, M. le Solliciteur général. Toujours à l'étape des dépôts de documents, M. le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.

Rapport annuel de SOQEM

M. Savoie: Oui, M. le Président. Il me fait plaisir de déposer le rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière pour l'année 1986-1987.

Le Président: M. le ministre, votre document est déposé.

Dépôt de rapports de commissions. M. le président de la commission du budget et de l'administration et député de Vanier.

Vérification des engagements financiers

M. Lemieux: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la

commission du budget et de l'administration qui a siégé les 12, 17 et 24 février 1987 afin de procéder à la vérification des engagements financiers des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, du ministre du Revenu, du ministre délégué aux Finances et à la Privatisation et du ministre des Finances pour les mois de septembre à décembre 1986.

Étude détaillée du projet de loi 44

J'ai aussi l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 17 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 44, Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle. Le projet de loi a été adopté.

Le Président: M. le député de Vanier, vos rapports sont déposés. M. le président de la commission des affaires sociales et député de Laval-des-Rapides.

Vérification des engagements financiers

M. Bélanger: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission des affaires sociales qui a siégé les 1er et 7 avril 1987 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, du Conseil exécutif, programme 3 et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine pour les mois de juillet à décembre 1986 ainsi que les engagements financiers dont la vérification avait été reportée.

Le Président: M. le député de Laval-des-Rapides, vos rapports sont déposés. M. le président de la commission de l'économie et du travail et député de Verchères. Dépôt de rapports de commissions.

Étude détaillée du projet de loi 30

M. Charbonneau: M. le Président, je dépose le rapport de la commission qui a siégé les 12, 15, 16 et 17 juin afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives. Le projet de loi a été adopté avec des amendements.

Le Président: Votre rapport est déposé, M. le député de Verchères.

M. le président de la commission de l'aménagement et des équipements, et député de Gouin.

Étude détaillée du projet de loi 203

M. Rochefort: M. le Président, permettez-moi de déposer huit rapports de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 17 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 203, Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation des Jésuites et la Corporation du collège Saint-Charles-Garnier. Ce projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: M. le député de Gouin, étant donné qu'il s'agit d'un projet de loi d'intérêt privé, le rapport du projet de loi portant le numéro 203 est-il adopté? Adopté. M. le député de Gouin.

Étude détaillée du projet de loi 206

M. Rochefort: Dans un deuxième temps, le projet de loi 206, Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke. Ce projet de loi a été adopté.

Le Président: Le rapport sur le projet de loi 206 est-il adopté? Adopté.

Étude détaillée du projet de loi 209

M. Rochefort: Le projet de loi 209, Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil. Ce projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Le projet de loi modifiant la charte de la ville de Longueuil est-il adopté? Le rapport? Adopté.

Étude détaillée du projet de loi 212

M. Rochefort: Le projet de loi 212, Loi concernant la ville de Saint-Georges. Ce projet de loi a été adopté.

Le Président: Le rapport sur le projet de loi 212 est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Étude détaillée du projet de loi 224

M. Rochefort: Le projet de loi 224, Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'amélioration Milton Parc Inc. Ce projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Le rapport sur le projet de loi d'intérêt privé 224 est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Étude détaillée du projet de loi 235

M. Rochefort: Le projet de loi 235, Loi modifiant la charte de la ville de Granby. Ce projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Le rapport sur le projet de loi privé 235 est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Étude détaillée du projet de loi 262

M. Rochefort: Le projet de loi 262, Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil—Deux-Montagnes. Ce projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Le rapport sur le projet de loi 262 est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Étude détaillée du projet de loi 267

M. Rochefort: Le projet de loi 267, Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield. Ce projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Ce dernier rapport sur le projet de loi 267 est-il adopté? Adopté.

Dépôt de pétitions. M. le député de Lévis.

Faire retirer du marché les aliments irradiés

M. Garon: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une troisième pétition adressée à l'Assemblée nationale qui contient cette fois-ci 1770 pétitionnaires additionnels, citoyens du Québec, invoquant les faits suivants: qu'ils refusent de consommer des aliments irradiés; que l'irradiation des aliments entraîne la formation de radicaux libres que des chercheurs relie à la formation de nombreux cancers; que, selon des études, l'irradiation détruit des gras, des acides aminés et des vitamines; que des animaux nourris avec de la nourriture irradiée développent plusieurs maladies et meurent jeunes; que, par ailleurs, les spécialistes tendent à diminuer les conséquences néfastes de tout ce qui se rapporte à l'industrie nucléaire et que les changements prochains au niveau de l'étiquetage permettront à

l'irradiation des aliments d'échapper à tout contrôle, et concluant à ce que l'Assemblée nationale intervienne auprès des gouvernements et des instances concernés, afin qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour que soit retiré du marché tout aliment irradié et non identifié du symbole international des produits irradiés et que soit prévu par législation l'étiquetage suivant: "Attention! Ce produit a été irradié avec isotopes radioactifs pour des raisons de préservation; les effets sur la santé sont inconnus."

Je certifie que cet extrait de la pétition est conforme à l'original et au règlement.

Le Président: M. le député de Lévis, votre pétition est déposée. Y a-t-il d'autres dépôts de pétitions?

Ce matin, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel. Nous allons maintenant procéder immédiatement à la période de questions régulière. Je vais reconnaître une première question principale à M. le chef de l'Opposition.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Le sens et la portée de "société distincte"

M. Johnson (Anjou): M. le Président, évidemment, le premier ministre a décidé, avec son gouvernement, d'utiliser le poids de sa majorité en Chambre pour faire en sorte que, dans les jours qui viennent, ce Parlement soit obligé de se consacrer exclusivement à l'adoption de l'accord d'Ottawa du 3 juin.

Cependant, on sait qu'il y a encore beaucoup de confusion quant au contenu de cet accord, quant à l'interprétation qui peut être faite de certaines de ses dispositions et quant à l'intérêt du Québec, à toutes fins utiles, là-dedans. Je cite une déclaration faite hier par le sénateur Lowell Murray au Sénat canadien. Il déclarait: "that the accord commits all eleven governments - donc, y compris celui du Québec - to protecting what I should call the linguistic duality of this country"; ce qui, en pratique, à ses yeux, signifiait que les droits des anglophones du Québec ont probablement été renforcés par cet accord.

On comprend que le premier ministre s'était rendu à Ottawa en disant qu'il allait chercher une extraordinaire clause de sauvegarde en matière linguistique pour le Québec et on voit que le ministre responsable au fédéral dit qu'au contraire, à ses yeux, cela a renforcé les droits de la minorité anglophone du Québec. Le premier ministre ne croit-il pas, étant donné que tout cela fera l'objet d'interprétations par la Cour

d'appel ou par la Cour suprême, que c'est maintenant qu'il doit aller devant la Cour d'appel et la Cour suprême pour leur demander le sens et la portée de "la société distincte", avant d'engager l'avenir du Québec là-dedans?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, le chef de l'Opposition, dans sa question, se réfère encore aux droits de la majorité. Il m'accusait, hier après-midi, assez étonnamment, de vouloir brutaliser les droits du Parlement et, en fin d'après-midi, il me comparait à un épagneul plutôt docile et candide. Je suis toujours à la recherche de la logique du chef de l'Opposition dans ses propos contradictoires.

Une voix: Des épagneuls enragés...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le premier ministre.

À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Le calme et le sang-froid, M. le Président, dans la mesure où cela existe en cette Chambre, ne se situent pas à votre gauche!

M. Gratton: C'est vrai.

M. Bourassa: Je voudrais dire au chef de l'Opposition qu'il y a eu, qu'il y a et qu'il y aura toutes sortes de déclarations sur l'interprétation de l'accord du lac Meech. Nous-mêmes, nous avons siégé en commission parlementaire durant 55 heures. Il y a eu plusieurs propositions et plusieurs interprétations qui ont été faites. Nous sommes convaincus que l'accord, comme tel, comporte des gains très nets pour le Québec. On aura l'occasion d'en discuter dans les prochaines 35 heures. Cela donnera suffisamment de temps au chef de l'Opposition et à ses collègues, pour faire valoir leur point de vue.

Quant à des références à la Cour d'appel et, par la suite, à la Cour suprême, cela devrait se faire nécessairement sur des questions théoriques, alors que la société distincte va se bâtir au fil d'exemples concrets. Alors, c'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec l'interprétation du chef de l'Opposition.

Le Président: En additionnelle, M. le chef de l'Opposition.
(10 h 40)

M. Johnson (Anjou): M. le Président, je prends acte du fait que le premier ministre nous dit qu'elle n'est pas encore bâtie, la société distincte. Je trouve qu'il devrait s'ouvrir les yeux. Je vais poser une question

au premier ministre et c'est exactement le genre de question qu'il pourrait adresser à la Cour d'appel. Est-ce que, par exemple, le chapitre VI de la loi 101 qui touche la langue de travail, un instrument essentiel de développement de la langue française sur notre territoire et du développement des francophones sur notre territoire... Est-ce qu'à ses yeux, la Cour d'appel considère qu'une fois que la société distincte et la dualité canadienne seront adoptées et intégrées dans la constitution canadienne, ce chapitre pourrait s'appliquer à des entreprises comme Bell Canada, les Chemins de fer nationaux ou l'ensemble des chemins de fer de juridiction fédérale ou aux entreprises qui tombent sous la juridiction ou sous le Code du travail fédéral?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Nous avons discuté de cette question, il le sait, durant plusieurs heures. J'ai dit qu'à la suite des débats de la commission parlementaire, nous avons conclu qu'il devrait y avoir pertinence pour l'inclusion d'une clause de sauvegarde.

Je reviens sur le point de vue du chef de l'Opposition que nous, nous n'aurons pas l'occasion de discuter les textes juridiques contrairement à l'ensemble des autres provinces. Je lui répète que l'accord du 3 juin reproduit presque intégralement l'accord du lac Meech, s'il veut bien prendre connaissance des textes, sauf l'addition de deux clauses de sauvegarde. Or, dans le cas de la société distincte, nous avons obtenu - et cela n'a pas toujours été nécessairement très facile - l'addition d'une clause de sauvegarde qui protège les droits et les pouvoirs existants du Québec. Je lui ai fait part de tout le débat que nous avons eu sur les termes "déroger" ou "changer". Si on utilisait le terme "déroger", on protégeait les pouvoirs existants et on pouvait en obtenir d'autres additionnels, que ce soit dans le domaine des communications ou de l'immigration. Déjà, dans le domaine de l'immigration, nous avons un nouveau partage des pouvoirs à l'avantage du Québec: le premier partage des pouvoirs, le premier changement constitutionnel depuis 170 ans. Ce sont toutes des choses qu'on va dire dans les prochaines heures, M. le Président, dans la mesure où on a une toute petite chance d'amener le chef de l'Opposition à changer d'idée sur cette question. S'il pouvait se rallier à la grande majorité au Canada et au Québec. Un sondage était encore rendu public ce matin, dans une proportion de presque de quatre à un, on appuie l'accord du lac Meech. Pourquoi cet entêtement du chef de l'Opposition à s'allier à un ancien premier ministre fédéral pour dénoncer l'accord du lac Meech?

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Président: Si vous me permettez... À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le chef de l'Opposition, en additionnelle. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Johnson (Anjou): Le premier ministre a l'air d'oublier que lui et ses troupes qui viennent de l'applaudir étaient avec Pierre Elliott Trudeau quand vous avez planté le Québec en 1980 par exemple. Est-ce que le premier ministre...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! J'ai reconnu M. le chef de l'Opposition en additionnelle. M. le chef de l'Opposition. À l'ordre, s'il vous plaît! M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Peut-être que le premier ministre pourrait suggérer à son ministre des Transports d'aller prendre une marche. Cela le calmerait un peu, M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle. En additionnelle, M. le chef de l'Opposition. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Johnson (Anjou): Si le ministre des Transports peut se calmer un peu, M. le Président. Je vais peut-être pouvoir parler des vraies affaires ici ce matin.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

Une voix: Ménagez vos transports!

M. Johnson (Anjou): M. le Président, vous comprenez que je ne peux pas ignorer les hurlements hystériques du ministre des Transports.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, s'il vous plaît!

Une voix:...

Le Président: Sur une question de règlement. On est à la période de questions, j'avais reconnu...

M. Côté (Charlesbourg): Oui, M. le Président, mais ce n'est pas pour hurler. C'est simplement pour rappeler que le 20 mai 1980, c'est l'indépendance qui a été battue.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle. Ce n'était pas une question de règlement. M. le chef de l'Opposition, en additionnelle. M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, le premier ministre, qui a annoncé hier, en conférence de presse, une nouvelle stratégie de son gouvernement, déclarait publiquement devant la population du Québec, par les journalistes, à notre grande surprise à tous, que le Québec était en demande en matière constitutionnelle, alors que, pendant des mois, lui et son ministre ont toujours dit que c'était le Canada qui demandait d'avoir le Québec dans la Confédération. Je veux simplement dire au premier ministre, qui dit souhaiter qu'on change d'idée, que nous ne changerons pas d'idée sur le fait que c'est un mauvais accord, comme vous changez de stratégie à la dernière minute parce que vous êtes organisés et mal pris en ce moment.

J'ai remarqué, M. le Président, que le premier ministre...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Johnson (Anjou): Est-ce que le premier ministre ne convient pas que c'est sa nervosité de dernière seconde qui l'amène à passer, en fin de session, à la bousculade, parce qu'il s'est rendu compte qu'il y avait du mou dans les Maritimes sur son accord fragile, est-ce que le premier ministre ne reconnaît pas, dis-je, que cet accord pose un certain nombre de problèmes, notamment quant au pouvoir de dépenser? Est-ce que le premier ministre, par exemple, considère que dans l'accord du lac Meech, l'obligation de compenser une province qui se retirerait d'un programme est une obligation qui n'est faite qu'au gouvernement fédéral et non pas au Parlement fédéral? En voit-il les conséquences possibles?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, je voudrais quand même rétablir les faits quant aux propos voulant que, parce qu'on est contre le Parti québécois, on est contre le Québec. Toujours cette tendance à l'arrogance: chaque fois qu'on n'est pas d'accord avec eux, c'est le Québec qui est attaqué. Toujours cette humilité qui les caractérise si bien dans la personne du chef de l'Opposition. Je veux lui dire, quand il dit que nous sommes en demande, qu'il devrait se souvenir lui-même qu'il a présidé à 73 demandes du Québec au mois de mai 1985...

M. Gratton: Le beau risque.

M. Bourassa: ...à l'époque du beau risque. 23 demandes du Québec. Je ne sais pas comment il peut soutenir sa logique ou expliquer sa position. Pourquoi, pour nous, est-ce une erreur de faire cinq propositions, cinq demandes, cinq exigences - on peut jouer sur les mots et tirer toutes sortes de conclusions - alors que lui, il pouvait en faire 23? Nous, on est en demande et eux ne le sont pas.

Une voix: Ils n'avaient même pas la société distince, ils n'avaient rien de tout cela.

M. Bourassa: Nous avons obtenu satisfaction sur toutes les propositions qui ont été faites par le Québec. Quant à la stratégie - c'est le sens de la question du chef de l'Opposition - nous nous sommes engagés, le 3 juin, après 20 heures de négociations, à procéder dans les meilleurs délais pour réaliser cet accord. Dans notre cas, comme nous avions déjà eu une commission parlementaire, contrairement à d'autres provinces, nous pouvions procéder dans les meilleurs délais. Nous avons laissé passer une période d'une dizaine de jours. On a vu que, dès qu'on a annoncé la possibilité de procéder, la machine a été bloquée pour quelques heures. Cela fait partie de la stratégie, et je ne blâme pas le leader de l'Opposition de faire de la stratégie. H le fait avec efficacité, talent, savoir-faire et brio.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je dis au chef de l'Opposition que, dans notre cas, nous avons donc tenu 55 heures de commission parlementaire. Nous nous sommes engagés à procéder dans les meilleurs délais et, les cinq demandes du Québec ayant été acceptées, pourquoi devrait-on attendre cet automne alors qu'il y a d'autres problèmes qui intéressent le Québec? Toute la question du libre-échange. Je pense qu'il est temps que le chef de l'Opposition nous pose des questions sur le libre-échange. Il reste deux ou trois jours de session. Toute la question du libre-échange qui affecte le bien-être économique des Québécois, est l'une des grandes priorités des prochains mois.

(10 h 50)

De ce côté-ci de la Chambre, on veut s'occuper de questions financières et économiques. Cela ne nous a pas empêchés de le faire en même temps que la constitution...

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: On l'a vu avec le ministre de l'Énergie quand on a répondu aux pétrolières. On l'a vu avec le ministre délégué aux Mines dans le cas de J.M. Asbestos. On le voit avec le ministre des Finances, avec la réduction des impôts et les 44 % des emplois de tout le Canada...

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: ...avec 25 % de la population. Mais il reste quand même que c'est important.

Le Président: S'il vous plaît!

M. Bourassa: On a obtenu satisfaction à nos demandes, on a eu une commission parlementaire de 55 heures, on s'est engagé à procéder dans les meilleurs délais et on aura un débat équivalent au débat référendaire, il était temps d'agir. C'est ce que nous avons fait et c'est ce que nous faisons.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, je prends acte d'un certain nombre de choses. D'abord, le premier ministre, alors que cela fait un an qu'on lui demande de parler de libre-échange et qu'on demande à son ministre de faire une commission, nous annonce maintenant que cela l'intéresse, quand l'accord est presque conclu. L'accord est presque conclu, il le sait. S'il y a un accord, cela va se faire d'ici à quelques mois et cela fait un an qu'on vous demande une commission. Vous l'avez toujours refusée parce que vous êtes des paresseux sur cette question.

Des voix: Bravo!

Le Président: En additionnelle, M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Je remarque cependant, M. le Président, et je demande au premier ministre: Est-ce qu'il ne considère pas qu'au-delà de ses placotages, de ses verbiages et de ses...

Des voix: Woh!

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Johnson (Anjou): Oui, cela vous ennuie, mais, enfin, c'est ça.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, votre question additionnelle.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que le premier ministre ne se rend pas compte qu'il a placoté, qu'il a "verbié" et qu'il a oublié la question que je lui avais posée? Considérez-vous que le Parlement du Canada a l'obligation de compenser le Québec dans le cas d'un programme national établi par loi du Parlement canadien plutôt que par décret gouvernemental?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, je fais des excuses au chef de l'Opposition d'avoir mal compris la dernière partie de sa question. Il faut dire que ses préambules font toujours preuve d'une certaine verdeur: paresseux, verbiage, placotage... Le chef de l'Opposition m'attriste par tous les reproches qu'il me fait constamment dans toutes ses questions.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Bourassa: Ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que, dans le cas du pouvoir de dépenser, encore une fois, ce dont nous pourrions discuter durant les 35 heures... Est-ce que vous avez décidé d'utiliser moins de 35 heures, parce que vous passez toutes les périodes de questions à traiter de sujets qui devront normalement être traités au cours du débat?

Une voix: ...

M. Bourassa: Bien oui, mais on prend le précédent du référendum.

Ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que nous avons...

M. Gratton: Non, non, il l'a dit avant le 2 décembre.

M. Bourassa: ...nous avons obtenu dans le cas du pouvoir de dépenser la première limitation. Ce sont des questions dont nous avons traité en commission parlementaire: nous avons un droit de retrait, nous avons obtenu cette flexibilité qui n'existait pas. Comme je l'ai dit au chef de l'Opposition en commission parlementaire - j'ai déjà répondu à sa question - dans le cas de C-3, par exemple, on sait que les normes et les critères avaient été établis par l'ancien gouvernement fédéral et que nous étions devant la situation suivante: le gouvernement fédéral pouvait se retirer, diminuer les fonds d'une façon unilatérale et les provinces devaient continuer de respecter les normes et les critères. Je dis au chef de l'Opposition que, dans les nouveaux programmes nationaux, nous avons réussi... S'il veut bien m'écouter.

Une voix: Cela ne l'intéresse pas.

M. Bourassa: Je dis au chef de l'Opposition que, dans les nouveaux programmes nationaux, nous avons réussi, pour la première fois, à mettre un frein à ce fédéralisme unilatéral. C'est la première fois dans l'histoire du Québec, dans l'histoire du Canada que, grâce à des demandes, à des propositions du Québec...

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: M., le Président, je termine à l'instant. C'est la première fois qu'on met un frein à ce fédéralisme unilatéral pour le remplacer par un fédéralisme de concertation. Ce que vous avez essayé d'obtenir, nous, on l'a obtenu, et c'est cela qui va faire avancer l'équilibre du fédéralisme au Canada.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Bertrand, en principale.

Commission parlementaire sur le libre-échange

M. Parent (Bertrand): En principale, M. le Président. L'avenir économique du Québec pour les prochaines décennies est en train de se décider, en train de se jouer, et les principaux agents économiques de même que la population sont tenus à l'écart de tout le débat sur le libre-échange. L'échéance concernant le lac Meech est dans trois ans. L'échéance concernant le libre-échange, je rappellerai au premier ministre que c'est le 4 octobre 1987. Le ministre du Commerce extérieur a affirmé, le 12 juin, en cette Chambre, qu'à plusieurs reprises il avait rencontré le leader et le premier ministre à ce sujet. Qu'est-ce que le premier ministre attend pour convoquer une commission parlementaire sur le libre-échange, alors que le vrai débat urgent, c'est le libre-échange et non pas le lac Meech?

Des voix: Ah!

Le Président: M. le premier ministre.

Des voix: Ah! Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le premier ministre.

M. Bourassa: Est-ce que le député de Bertrand parle au nom de son parti? Il y a un peu de confusion.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Bourassa: M. le Président, le chef de l'Opposition réclamait des audiences

publiques sur les textes juridiques et là, c'est mis de côté, ça.

Une voix: Un débat d'urgence.

M. Bourassa: C'est mis de côté, ça, les nouvelles commissions parlementaires.

Une voix: Relevez les galées, vous allez comprendre. Entre deux choses...

M. Bourassa: Non...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le premier ministre, vous avez la parole.

M. Bourassa: M. le Président.

Des voix: ...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Plus rien ne m'étonne du Parti québécois. Je dirai au député de Bertrand qu'il a raison de poser cette question. Il met en relief l'importance actuelle pour le gouvernement d'accorder une plus grande priorité à ces questions et de procéder, selon son engagement, dans les meilleurs délais, à faire adopter l'accord du lac Meech. Si la rencontre est reportée au 7 juillet, c'est évident que cela ne va pas très bien dans les négociations sur le libre-échange. Si on est obligé de reporter de deux semaines, c'est que la situation n'est pas au beau fixe. Donc, il est important pour l'ensemble des gouvernements, le gouvernement canadien et le gouvernement du Québec, de faire en sorte qu'on puisse procéder à la préparation de cet accord, qu'on puisse travailler à la conclusion de cet accord. Nous verrons, après la rencontre du 7 juillet, où nous en sommes et je puis assurer le député de Bertrand que le gouvernement fera tout ce qu'il doit faire pour faire en sorte que les intérêts du Québec soient protégés. Comme ils l'ont été dans le secteur constitutionnel, ce sera également le cas dans le domaine économique et c'est ce qui nous permet, M. le Président...

Une voix: ...

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: Vous devriez être moins inquiets. Si vous aviez un peu d'intérêt pour les chiffres...

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: ...vous verriez dans les chiffres, comme je l'ai mentionné tantôt,

qu'actuellement le Québec est la province la plus dynamique sur le plan économique.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Oui, en additionnelle, toujours au premier ministre. Est-ce que le premier ministre est d'accord avec les déclarations de son collègue, le ministre du Commerce extérieur, qui, toujours le 12 juin dernier, disait, en cette Chambre, concernant une résolution à adopter devant cette Assemblée: Je doute fortement que nous signions l'adhésion de la province dans un processus aussi important sans le présenter devant l'électorat québécois? Comment le premier ministre va-t-il faire pour que cette Assemblée soit saisie d'une résolution avant le 4 octobre 1987, alors que nous devons ajourner nos travaux dans quelques jours? Je le répète, comment le premier ministre entend-il agir? Est-ce qu'il entend convoquer la Chambre plus rapidement? Est-ce qu'il va mettre en place le vrai et bon débat?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Le ministre responsable du Commerce extérieur n'a pas éliminé la convocation d'une commission parlementaire. Il a dit que ce n'était pas opportun tant qu'on ne verrait pas plus clair dans l'évolution du dossier. Alors, on n'est pas opposé, en principe, à la convocation d'une commission parlementaire. On veut la convoquer d'une façon opportune. Sa déclaration, c'est évident, vise à ce que les représentants de la population doivent être impliqués dans un dossier comme celui-là. C'est nous-mêmes, les premiers, qui en avons parlé. Je ne vois pas en quoi le député de Bertrand s'étonne que nous ne soyons pas intéressés, au moment opportun, à convoquer une commission parlementaire représentant la population - les députés représentent la population - pour examiner les implications de ce dossier.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.
(11 heures)

M. Parent (Bertrand): Le premier ministre m'a sûrement mal compris, M. le Président. La résolution qui devra être adoptée par l'Assemblée nationale devra l'être avant le 4 octobre 1987. Comment le premier ministre compte-t-il faire en sorte que cette Assemblée soit saisie d'une résolution et pour qu'on puisse la débattre et la voter ici à l'Assemblée nationale?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, au début, le député de Bertrand parlait de la population et maintenant il parle des résolutions de l'Assemblée nationale. Au moment opportun, le gouvernement prendra la décision la plus conforme à l'intérêt économique des Québécois.

Le Président: Je vais maintenant reconnaître en principale M. le député de Roberval.

L'ONE refuse à Hydro-Québec d'exporter de l'électricité aux États-Unis

M. Gauthier: Merci, M. le Président. Une nouvelle hier et aujourd'hui nous apprenait que l'Office national de l'énergie s'apprêterait à rendre officielle une décision qui refuserait à Hydro-Québec la possibilité de donner suite à la signature du contrat de NEPOOL, en 1985, par le gouvernement précédent. Il ne faut pas oublier que c'est une affaire de 3 000 000 000 \$ qui est impliquée là-dedans.

J'imagine que le ministre de l'Énergie a fait des vérifications sur ce dossier et j'aimerais qu'il nous indique à ce moment-ci ce qu'il en est de cette annonce.

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: M. le Président, je voudrais informer le député de Roberval que je n'ai pas encore eu l'occasion de prendre connaissance de la décision de l'ONE. J'ai communiqué avec le P.-D.G. d'Hydro-Québec, M. Guy Coulombe, et la décision est présentement à l'étude. Il est fort possible que ce soit pour des raisons techniques parce que, comme vous le savez, l'ONE est un organisme quasi judiciaire qui a des règles assez strictes qui doivent être suivies. Comme le député de Roberval l'a mentionné, c'est un contrat qui a été signé par l'ancien gouvernement. Je ne sais donc pas si toutes les formalités ont été suivies à cette époque-là. Nous allons examiner la décision et nous verrons quelles actions nous devons prendre. Si ce sont des raisons techniques, j'espère qu'on pourra les surmonter dans un délai très bref.

Le Président: Je vais maintenant reconnaître en additionnelle M. le député de Roberval.

M. Gauthier: Je ferai remarquer au ministre que c'est le gouvernement, l'État qui a signé. Il n'a qu'à regarder dans ses dossiers, il est encore ministre de l'Énergie et des Ressources jusqu'à nouvel ordre.

J'aimerais savoir de la part du ministre de l'Énergie et des Ressources quelles démarches ont été faites jusqu'à présent par

son gouvernement pour soustraire les ventes d'électricité à la juridiction de l'ONE.

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: M. le Président, quant à la première remarque du député de Roberval à savoir que c'est le gouvernement du Québec qui a signé le contrat, c'est vrai, c'est évident, comme c'est le gouvernement qui a fait le décret pour la ligne 6 qui a permis un certain raccourci mais qui nous cause certains problèmes aujourd'hui.

En ce qui concerne les mesures que nous avons prises pour sensibiliser le gouvernement fédéral, la position officielle que nous avons prise, même avant les auditions sur le contrat de NEPOOL, c'est de demander au gouvernement fédéral de soustraire à la réglementation d'exportation le produit électrique. Les contrats d'électricité d'Hydro-Québec ne doivent pas être assujettis à une réglementation de l'ONE parce que nous voyons que la vente des produits pétroliers de l'Ouest canadien n'est pas réglementée. Le gaz naturel n'est pas réglementé. Ce sont des ressources non renouvelables. Raison de plus pour que le gouvernement fédéral accède à notre demande de ne pas réglementer la vente d'électricité soit aux provinces avoisinantes ou aux États-Unis. C'est la position que nous avons prise et que nous continuons de défendre.

Le Président: M. le député de Roberval, en additionnelle.

M. Gauthier: Merci, M. le Président. En additionnelle au premier ministre. Ne croit-il pas qu'avant de taper dans le dos de ses autres collègues du Canada au lac Meech et avant de "buldozer" l'Assemblée nationale avec ses 99 députés, il aurait pu s'assurer que les Québécois pourront encore disposer de leur électricité comme ils l'entendent?

Une voix: Voilà!

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, je voudrais d'abord exprimer ma joie de voir maintenant le Parti québécois et son chef rejoindre le camp des partisans de la phase II de la Baie James. Le chef de l'Opposition parle beaucoup des droits du Parlement mais sa pseudo-proposition de créer des emplois pour les jeunes à la Baie James, il l'a faite devant ses partisans. Il n'en a pas dit un mot devant le Parlement. C'est toujours là que le chef de l'Opposition méprise le Parlement mais une proposition supposeraient très importante pour son parti, il décide de la faire devant ses propres militants, devant ses

propres partisans. Encore là, M. le Président, j'ai tout lieu de m'étonner.

Pour ce qui a trait à la question du député de Roberval...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Ce que je dis au député de Roberval, c'est que nous verrons le jugement, la décision cet après-midi. Si la raison de cette décision est qu'Hydro-Québec aurait dû offrir les surplus en cause aux provinces voisines, je pense que cela pourrait être corrigé. Le Québec dispose de surplus énormes - 25 000 mégawatts non encore aménagés - qui lui permettent, à la fois, d'attirer des investissements au Québec et d'en offrir aux provinces dont l'Ontario; on est prêt à négocier avec l'Ontario pour qu'il puisse utiliser nos surplus d'électricité s'il veut arrêter son développement nucléaire ou ne pas le continuer dans d'autres phases.

M. le Président, pour répondre d'une façon complète au député de Roberval, on est prêt à offrir de l'électricité aux autres provinces. Nous avons des surplus qui nous permettent de satisfaire notre demande, d'exporter aux États-Unis et dans les provinces voisines. C'est le grand atout économique du Québec et c'est nous qui, les premiers, d'une façon déterminante et importante, l'avons réalisé à l'avantage des Québécois.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, question principale.

Menaces de fermeture à Quebecair

Mme Harel: Oui, M. le Président. Ce matin, j'avais moi-même, ainsi que des employés de Quebecair, la désagréable surprise de constater, dans la salle des passagers à Dorval, la présence d'agents de sécurité à mine très spéciale appartenant à l'agence Colossale bien connue pour les services qu'elle rend. Le ministre nous a confirmé hier que, le prix d'achat étant toujours en discussion, la vente n'avait pas été conclue, que pas un cent n'avait encore été versé et que le gouvernement était toujours propriétaire.

Ma question est la suivante. Comment peut-il expliquer que Michel Leblanc ait signé une lettre envoyée à tous les employés, le 10 juin dernier, les menaçant déjà de fermer à moins qu'ils n'acceptent la baisse de salaire proposée? Entérine-t-il comme propriétaire cette façon de procéder?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, je l'ai dit hier, tel que convenu au contrat, nous sommes en négociation pour ce

qu'on appelle le "closing" de la vente de Quebecair, selon le contrat qui est intervenu. Je n'ai pas confirmé à Mme la députée de Maisonneuve, dans mes propos d'hier, que nous étions en négociation à la baisse. J'ai dit que nous étions en négociation et qu'il y avait à l'intérieur de cela certains éléments. Vous en voulez, des éléments? On va vous en donner.

Il a toujours été convenu que le déficit de Quebecair était de 1 000 000 \$ par mois. Et vous disiez que ce n'était pas vrai à l'époque. Vous êtes surprise? À l'analyse des documents et en pleine possession de la vérité pour une des premières fois, le déficit n'est pas de 1 000 000 \$ par mois mais de 1 500 000 \$ par mois. C'est fort différent des chiffres que vous aviez évoqués dans le passé. Il est clair qu'il y a toute une série... Cela a des impacts sur l'entente qui avait été négociée, le contrat qui a été négocié avec les nouveaux propriétaires de Quebecair. Dans ce sens effectivement, cela a des répercussions dans les négociations. Nous allons continuer de faire le travail que nous avons à faire, compte tenu des délais qu'on s'était donnés à l'époque et de bien d'autres choses que vous apprendrez en temps et lieu.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, question additionnelle.

Mme Harel: Oui. M. le Président, en vertu du règlement de cette Chambre, je demande au ministre des Transports de déposer les documents auxquels il vient de référer.

Le Président: M. le ministre des Transports.

(11 h 10)

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, je n'ai cité aucun document. Vous devriez d'abord prendre connaissance de tous ceux qui ont déjà été déposés. Vous ne seriez pas surprise de certaines choses.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, question additionnelle.

Mme Harel: Le ministre, qui doit soutenir ses allégations, doit déposer dans cette Chambre, avant la fin de la présente session, les états financiers de 1986 qui vont nous permettre de connaître la situation. A-t-il l'intention de le faire? A-t-il l'intention, en ce qui concerne les employés... Je le répète, les nouveaux acquéreurs de Quebecair n'ont pas encore déboursé un seul sou. Ils ont d'ailleurs l'intention de payer la vente avec les économies réalisées sur les baisses de salaires des employés. Le ministre a-t-il l'intention de laisser décider un lock-out ou une fermeture au moment où le gouvernement est encore propriétaire?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, c'est drôle d'entendre de ces choses, mais on n'a toujours qu'un seul côté de la médaille. Chaque fois, je suis obligé de donner l'autre côté de la médaille. N'avez-vous qu'un seul parti pris ou si vous voulez savoir la vérité dans cette transaction?

M. Chevette: On a posé des questions.

M. Côté (Charlesbourg): Je pense que c'est mon problème à moi, M. le député de Joliette. Si vous avez le monopole des questions...

Le Président: M. le ministre.

M. Côté (Charlesbourg): ...j'ai des réponses à donner, c'est moi qui vais les donner, ce n'est pas vous.

Le Président: M. le ministre, à la question, s'il vous plaît!

M. Côté (Charlesbourg): Dans ce sens, on dit...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît!

Des voix: ...

Le Président: M. le ministre, à la question!

M. Côté (Charlesbourg): ...est-ce que... Qu'est-ce qui se passe, là? Cela vous énerve? Vous devriez nous le dire, M. le député d'Abitibi-Ouest...

Le Président: À la question, M. le ministre!

M. Côté (Charlesbourg): ...que maintenant Quebecair va desservir Val-d'Or, ce sur quoi vous aviez chiâlé à l'époque.

M. le Président, une chose est certaine: Il n'y a pas eu d'argent de déboursé jusqu'à maintenant par Quebecair, depuis le 1er août 1986, c'est eux qui assument les déficits de Quebecair. Deuxièmement, ce qui est très important, l'entretien des CL-215 se fait depuis octobre par le nouveau groupe. Je puis vous dire qu'il y a deux côtés à la médaille. Il y a eu maintenant des factures déposées au ministère pour tout près de 700 000 \$ et il n'y a pas un sou qui a été versé par le gouvernement. C'est cela, les deux côtés de la médaille.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, en additionnelle. Excusez-moi. M. le député de Shefford, en principale.

M. Paré: Oui, M. le Président...

Le Président: Je m'excuse! Je m'excuse! On m'avait demandé une question ministérielle et ça faisait déjà quatre principales. Je vais vous permettre... Un instant! Je vais reconnaître M. le député de Shefford en principale et, après, M. le député de Louis-Hébert. Je m'excuse. M. le député de Shefford.

Programme d'aide à l'habitation pour les sans-abri

M. Paré: Merci, M. le Président. Avant-hier soir, à l'étude des crédits, le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation faisait l'éloge de son programme d'aide pour l'habitation dans le cadre de l'Année internationale du logement des sans-abri. Lorsque l'on consulte les appels de propositions pour venir en aide et loger les plus démunis, on s'aperçoit que ce programme s'applique seulement aux nouvelles ressources. Donc, on exclut les ressources déjà existantes. Comment le ministre peut-il justifier que des organismes qui possèdent déjà une bonne expertise - à titre d'exemple, le Service d'hébergement Saint-Denis, qui est une aide indispensable aux jeunes itinérants de Montréal depuis dix ans - comment le ministre peut-il justifier que son programme exclue des organismes semblables?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation.

M. Bourbeau: Je suis heureux de voir que le député de Shefford s'est enfin rendu compte que nous avons publié les demandes de propositions dans le cadre de l'Année internationale du logement des sans-abri, puisque, avant-hier soir, il me demandait à quel moment nous publierions des demandes de propositions. Je lui ai fait savoir qu'elles avaient été publiées le 22 mai 1987. Maintenant que le député a pris connaissance des documents et qu'il a retrouvé les journaux de l'époque, il s'est rendu compte, finalement, que nous avons deux programmes, un de 17 000 000 \$ à des fins d'immobilisations et un de 2 500 000 \$ pour permettre aux organismes qui s'occupent des sans-abri de recevoir des subventions pour du matériel, afin de venir en aide aux itinérants ou aux clochards. Ce matériel pourra être constitué d'appareils ménagers, soit des réfrigérateurs, soit des congélateurs, ou encore des draps, des oreillers ou des lits pour les dortoirs publics, autant d'objets qui pourront être utilisés immédiatement par les gens qui circulent dans nos rues et qui n'ont pas de toit pour se loger.

Ces programmes sont disponibles à tous

les organismes qui s'occupent des sans-abri, sans distinction; ils n'ont qu'à en faire la demande.

Le Président: M. le député de Shefford, en additionnelle.

M. Paré: Je vais inviter le ministre à prendre connaissance aussi des appels de propositions. Ce qu'il vient de dire n'est pas vrai, puisque...

Des voix: Ah!

Une voix: Vrai. Pas vrai.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez retirer, s'il vous plaît, votre dernière phrase et poser votre question additionnelle.

M. Paré: En retirant les paroles que j'ai prononcées, comment le ministre peut justifier ce qu'il dit, à savoir que le programme de 13 000 000 \$ pour aider les gens les plus démunis à se loger est ouvert à toutes les associations, à tous les groupes et à toutes les ressources, alors qu'on retrouve, dans les appels de propositions, une limite qui dit que c'est seulement pour les nouvelles ressources, que cela n'est pas permis pour les ressources déjà existantes? Pourtant, celles-ci aident les plus démunis depuis des années et ont une expertise dans le domaine.

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Bourbeau: M. le Président, le programme de 13 000 000 \$ que nous proposons vise à permettre des investissements immobiliers, soit des restaurations de maisons de chambres, de la construction ou de la restauration d'autres facilités comme des dortoirs publics, par exemple. Ces programmes sont disponibles à ceux qui oeuvrent dans le milieu, y compris, par exemple, les groupes de ressources techniques. Je ne vois pas pourquoi le député fait un plat avec la question. À ma connaissance, les groupes de ressources techniques sont, au premier chef, intéressés par ce programme. Je souligne au député, en terminant, ainsi qu'à la population, que le programme de 13 000 000 \$ en investissements immobiliers coûtera au gouvernement 1 000 000 \$ par année en déficit d'exploitation. Comme ce programme se prolongera sur une période de 35 ans, on parle, au minimum, d'une somme de 35 000 000 \$ qui sera consacrée par les gouvernements pour les sans-abri, uniquement dans le cadre de ce programme.

Une voix: Très bien.

M. Paré: En additionnelle, M. le Président.

Le Président: En additionnelle, M. le député de Shefford.

M. Paré: Est-ce que le ministre ne trouve pas contradictoire de vouloir développer de nouvelles ressources avant de consolider les ressources existantes? Si le ministre est d'accord avec cela, à savoir qu'on doit consolider, est-ce qu'il est prêt à prendre l'engagement public, ici, ce matin, comme quoi...

Le Président: En additionnelle.

M. Paré: ...le programme dont on vient de parler, de 13 000 000 \$, va être ouvert à toutes les ressources, y compris les ressources existantes?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Bourbeau: M. le Président, le programme dont on parle est un programme conjoint financé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et par la Société d'habitation du Québec. Il s'inscrit dans les programmes, même si c'est un volet nouveau, si je peux dire, destiné essentiellement aux sans-abri. Ce programme peut être utilisé. Ceux qui sont intéressés à poser leur nom pour des projets sont ceux qui, normalement, sollicitent dans des programmes, par exemple, de catégories 1 ou 2, les programmes de HLM privés. Les groupes de ressources techniques sont tout à fait habilités à faire poser leur candidature pour ce programme.

Une voix: Très bien!

Le Président: M. le député de Shefford, une dernière additionnelle et, ensuite, je vais reconnaître une principale à M. le député de Louis-Hébert.

M. Paré: Oui, en additionnelle, M. le Président. Le ministre n'a pas répondu à ma dernière question. Est-ce qu'il est prêt à prendre ici, ce matin, l'engagement public que son programme, le programme dont on parle, pour permettre de loger les sans-abri, va être ouvert à toutes les ressources, y compris celles existantes et non seulement les nouvelles ressources? Quand je parle de ressources existantes, je parle entre autres du Centre d'hébergement Saint-Denis dans le comté de Gouin.

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Bourbeau: M. le Président, cela fait

deux fois que je réponds à la question du député. Le député fait la lecture du document qui a été publié. Je répète au député que les groupes qui, normalement, sont habilités à faire application pour les programmes de construction dans le cadre des HLM privés sont également habilités à faire application dans le cadre de ce programme, y compris, bien sûr, les groupes de ressources techniques qui sont intéressés au premier chef.

Une voix: Très bien!

Le Président: Alors, je vais reconnaître une principale à la formation ministérielle. M. le député de Louis-Hébert.

Subvention à la CUQ pour le traitement des eaux usées et l'épuration de l'air

M. Doyon: Merci, M. le Président. On connaît les profondes préoccupations du ministre de l'Environnement pour l'assainissement des eaux et la qualité de l'air. (11 h 20)

Après de longues études en collaboration avec les autorités de la Communauté urbaine de Québec, études qui ont tenu compte des considérations, suggestions, propositions et recommandations formulées lors de réunions d'information et de consultation avec les diverses autorités municipales, les citoyens de Sainte-Foy, de Québec, de Beauport, les membres de comités d'experts et de citoyens lors de l'étude d'impact, les mémoires présentés lors des audiences du Bureau de l'évaluation environnementale et aussi des opinions de ce bureau, le ministre de l'Environnement a annoncé récemment, à la grande satisfaction des citoyens de la région de Québec, une très importante subvention pour permettre le traitement des eaux usées et l'épuration des émissions dans l'atmosphère par l'incinérateur de la Communauté urbaine de Québec. Est-ce que le ministre pourrait nous donner les détails de cette subvention?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

Une voix: ...

M. Lincoln: Voilà un député qui sait apprécier la question, M. le Président.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre de l'Environnement, à la question.

M. Lincoln: M. le Président, en effet, toute la question de la Communauté urbaine de Québec par rapport à l'assainissement des eaux était très problématique pendant plusieurs années. En octobre 1986, il y avait

eu une demande de faite pour un projet de 374 000 000 \$, lequel avait été réduit de 76 000 000 \$. Donc, c'était une demande de 298 000 000 \$ où le ministère devait participer pour 260 000 000 \$. Sur ces entrefaites, la Communauté urbaine de Québec nous a demandé...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! En conclusion, M. le ministre.

M. Lincoln: Je pense que cela ne les intéresse pas, le sujet de l'environnement et de la Communauté urbaine de Québec. Je suis sûr que les gens de la région en prendront note.

Une voix: Ils n'ont pas gagné de siège ici.

M. Lincoln: Il y avait eu une demande de la Communauté urbaine de Québec pour 322 000 000 \$. Là, il y avait une différence de 50 000 000 \$ à 60 000 000 \$ entre les chiffres du ministère et ceux de la Communauté urbaine de Québec. Nous avons offert un montant de 24 000 000 \$ à trois conditions: que la situation environnementale de l'usine de l'est soit prise en considération comme une condition essentielle; que tous les problèmes reliés à l'incinérateur régional de Limoilou soient corrigés et troisièmement, que l'on tienne compte du transfert du site de Sainte-Foy pour préserver le tissu urbain dans cette ville. Donc, je pense que c'est un compromis honorable de toutes les parties qui va réussir à régler ce dossier après plusieurs années d'inactivité.

Le Président: Alors cette réponse met fin à la période régulière de questions.

M. Blais: M. le Président, question de règlement.

Le Président: Sur une question de règlement, M. le député de Terrebonne.

M. Blais: Est-ce permis en Chambre de dire que l'Opposition ne s'occupe pas de l'environnement quand on parle d'un dossier comme celui-là?

Le Président: Non, la période de questions est maintenant terminée. Nous allons continuer les affaires courantes, M. le leader du gouvernement. Il n'y a pas de vote reporté ce matin.

Je voudrais appeler immédiatement les avis touchant les travaux des commissions pour permettre aux députés de vaquer chacun à leurs travaux. M. le leader adjoint du gouvernement. M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Je comprends que vous le permettez parce qu'on vous a fait part

qu'il y avait une entente?

Le Président: Oui. Je le tiens pour acquis. On m'a avisé qu'il y avait eu entente des deux côtés pour procéder immédiatement... Oui, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevrete: M. le Président, j'aimerais que vous le souligniez à ce moment, parce que c'est une dérogation. Pour déroger, je pense que cela prend le consentement. Nous sommes prêts à le donner mais si nous le donnons, c'est en fonction purement et simplement du fait que ce sont des invités qu'il y a en commission parlementaire aujourd'hui. Les travaux à ce moment pourraient être fortement écourtés. Si nous donnons notre consentement, c'est parce que nous avons convenu avec le leader du gouvernement de ne pas retarder l'audience des gens qui se sont déplacés pour les projets de loi privés.

Le Président: Je vous remercie pour votre mise au point, M. le leader de l'Opposition. M. le leader adjoint du gouvernement concernant les avis touchant les travaux des commissions.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre: M. le Président, j'avise cette Assemblée qu'aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures et de 15 heures à 18 heures et si nécessaire de 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission des institutions entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants et ce, dans l'ordre ci-après indiqué: le projet de loi 223, Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur; le projet de loi 261, Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin et le projet de loi 214, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette.

Après les affaires courantes jusqu'à 13 heures et de 15 heures à 18 heures et si nécessaire de 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine, la commission du budget et de l'administration entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants et ce, dans l'ordre ci-après indiqué: le projet de loi 204, Loi concernant Quick O Wash Inc.; le projet de loi 205, Loi concernant Fleming Mines Limited; le projet de loi 217, Loi concernant Roma Gardens Inc.; le projet de loi 236, Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec.

Après les affaires courantes jusqu'à 13 heures, et si nécessaire de 15 heures à 18 heures, à la salle du Conseil législatif, la commission de l'aménagement et des équipe-

ments procédera à l'étude détaillée du projet de loi 192, Loi modifiant la Loi concernant la ville de La Salle. Ce soir, de 20 heures à 24 heures, au même endroit, ladite commission entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la ville de Montréal. Merci, M. le Président.

Le Président: Je remercie M. le leader adjoint du gouvernement. Si vous me permettez, j'ai également un avis à donner à cette Assemblée. La commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail, le jeudi 18 juin 1987, à 13 heures, à la salle du Conseil législatif de l'Hôtel du Parlement. Ce n'est pas une quatrième commission, il n'est donc pas nécessaire d'avoir le consentement. La commission de l'aménagement et des équipements à 13 heures.

M. le député de Verchères, une question concernant les avis concernant les travaux des commissions.

M. Charbonneau: Oui, M. le Président. Il y a quelques jours, le leader du gouvernement a donné avis que la commission de l'économie et du travail procédera à des auditions publiques à compter du 9 septembre sur la question du prix de l'essence. Le problème est le suivant - je le signale au leader - c'est que de la façon dont le texte est rédigé et présenté, les citoyens qui verront l'avis dans les journaux ne comprendront rien.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plait! Allez, M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: Je vais vous lire l'avis, je pense que le leader du gouvernement conviendra qu'au plan de l'information publique, il y a quelque chose qui cloche. "Avis public est par les présentes donné que la commission de l'économie et du travail est chargée d'examiner les meilleurs moyens d'assurer le respect des objectifs des mesures d'aide aux régions périphériques prévues dans l'énoncé budgétaire du ministre des Finances le 18 décembre 1985. La commission tiendra des audiences publiques à compter du 9 septembre 1986."

Le problème, c'est que pour les citoyens qui ne sont pas trop au courant et qui verront l'avis "le respect des objectifs des mesures d'aide aux régions périphériques prévues", on ne fait allusion, à aucun endroit à la problématique du prix de l'essence. Comme président de la commission, je souhaiterais que le leader du gouvernement nous donne son accord pour qu'on puisse avoir un texte qui, pour les avis dans les journaux, sera plus explicite et fera en sorte que les citoyens qui verront l'avis public,

l'annonce dans les journaux comprendront l'objet précis de la consultation publique qui aura lieu à partir du 9 septembre.

Le Président: M. le leader du gouvernement, sur la question posée par M. le député de Verchères.

M. Gratton: En effet, je pense que ce que souligne le député de Verchères n'est pas sans fondement. Nous allons examiner la chose, et dans la mesure où il est encore temps que la publication de l'avis puisse être faite dans des termes différents, on pourra examiner, avec le député de Verchères, ce que pourrait être une nouvelle formulation.

Le Président: Cela va. On m'avise qu'il est bien exact qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir un consentement pour le dernier avis que j'ai donné concernant la commission de l'aménagement et des équipements à 13 heures.

Est-ce qu'il y a d'autres renseignements concernant les travaux de l'Assemblée? M. le député de Laviolette.

M. Jolivet: Oui, M. le Président, j'ai une question. Je n'ai pas voulu la poser durant la période de questions pour ne pas déranger, mais depuis quelque temps, il y a à l'Assemblée des gens qui ont commencé à taper non pas des mains, mais sur les bureaux. Cela fait un bruit épouvantable avec les micros que nous avons. Est-ce que vous avez l'intention de donner une directive dans ce sens pour que les gens agissent de façon plus normale? C'est là première question.

Le Président: Je prends bonne note de ce que vous dites, qu'on taperait sur les tables de travail... J'en prends bonne note et je verrai à agir.

M. Jolivet: Ma deuxième question, M. le Président. J'ai posé une question hier, je n'ai pas eu de réponse et je reviens à la charge. Le document officiel de REXFOR indique 4 000 000 \$ de bénéfices. C'est à l'encontre des arguments invoqués pour le congédiement de M. Duchesneau. Est-ce que le ministre délégué aux Forêts va déposer le rapport financier 1986?

Des voix: Bravo!

M. Gratton: Question de règlement.

Le Président: Sur une question de règlement, M. le leader du gouvernement.

Une voix: Je lui ai dit, hier, qu'il pouvait poser une question à l'Assemblée, et il ne l'a pas fait.
(11 h 30)

M. Gratton: M. le Président, je ne sais si le député de Laviolette a des problèmes pour se faire autoriser par son caucus à poser des questions à la période de questions, mais voilà une question qui ne peut pas être posée, en vertu du règlement, à ce moment-ci.

Le Président: Je vais maintenant appeler... À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! S'il n'y a pas d'autres... Est-ce qu'il y a des questions de renseignement sur les travaux de l'Assemblée?

M. Rochefort: M. le Président.

Le Président: M. le député de Gouin.

M. Rochefort: Est-ce que le leader du gouvernement entend faire en sorte qu'on donne réponse aux questions inscrites au feuillet avant l'ajournement des travaux?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Il est évident, M. le Président, que tous les cabinets de ministres savent que les travaux seront ajournés très prochainement, dans les quelques jours, sinon les quelques heures qui viennent. Donc, tous les cabinets de ministres ont été invités à fournir les réponses aux questions inscrites au feuillet avant que nous nous quittons. C'est ainsi que, dès que je reçois une réponse à une question inscrite au feuillet, je la dépose immédiatement.

Le Président: Cela met fin aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée s'il n'y a pas d'autres questions.

Toujours aux affaires courantes, je vais maintenant appeler les motions sans préavis selon le consentement qui est intervenu. M. le leader du gouvernement... Alors, M. le leader de l'Opposition.

Demande de directive sur un projet de motion pour suspendre les règles de procédure

M. Chevette: M. le Président, ayant été avisé qu'il y avait une motion sans préavis, le leader du gouvernement m'ayant fait parvenir par courtoisie le texte de la motion, j'ai une question à la fois de directive et de règlement à vous poser, et je vais l'expliciter. Étant donné que le motif invoqué dans la motion sans préavis, qui, à toutes fins utiles, nous parvient à ce stade-ci... Ce n'est pas une motion sans préavis au sens de la loi, c'est une motion en vertu de l'article 182. Donc, ce n'est pas pour la bloquer au niveau de l'article 182. C'est écrit que le leader du gouvernement ou un

ministre peut proposer une suspension des règles.

Je voudrais invoquer le règlement suivant: Dans l'avis qu'on m'a fait parvenir... Je ne veux pas que le leader du gouvernement entame son discours et que, par la suite, je me lève sur une question de règlement, je veux le faire avant par une question de directive ou de règlement... J'aimerais que vous demandiez un peu de silence, on a de la misère à se concentrer.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: Si vous me le permettez, s'il vous plaît! M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Sur la même question, moi aussi, j'aimerais demander à nos collègues qui ont des discussions à l'Assemblée nationale d'aller les tenir à l'extérieur. On ne s'entend pas penser ce matin.

Le Président: J'ai rappelé les députés à l'ordre à deux reprises. Je demanderais... Je vous cède la parole, M. le leader de l'Opposition.

Je demanderais le silence, s'il vous plaît, pour qu'on puisse entendre les propos de M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Oui, M. le Président. Ma question de directive et de règlement est la suivante: En vertu de l'article 182, il est vrai que le leader du gouvernement ou un ministre peut proposer la suspension de toute règle de procédure prévue aux paragraphes 2 et 3 de l'article 179 du règlement qui, lui, stipule qu'un ministre peut le faire, que le leader peut le faire, suspendre certaines règles, plusieurs règles, le nombre étant indéterminé. À ce stade-ci, je m'interroge sur la validité du geste que posera dans quelques secondes ou dans quelques minutes le leader du gouvernement en vertu de l'article 183 où il est dit ceci: "La motion ne requiert pas de préavis si le motif invoqué est l'urgence."

À ce stade-ci de nos délibérations et de nos travaux, il me paraît que l'article 88 qui donne le pouvoir à la présidence de trancher sur la notion d'urgence doit jouer. L'article 88 de notre règlement dit bien ceci: "Tout député peut demander la tenue d'un débat d'urgence sur un sujet précis, d'importance particulière, qui relève de l'Assemblée et qui ne peut ou n'aurait pu être discuté autrement." On sent très bien que par l'article 88 et qu'en vertu de l'article 183 il y a un lien sur la notion d'urgence. Lorsqu'un débat n'est pas urgent au point de suspendre les règles, il est bien dit que toute motion doit être précédée d'un préavis. La notion d'urgence n'est pas tranchée par le leader du gouvernement ni

par le leader de l'Opposition. La notion d'urgence revient de par l'économie des articles de notre règlement à la présidence de l'Assemblée nationale qui est là pour assurer l'ensemble des droits d'un député. Si jamais, M. le Président, on ne se rendait pas à cette interprétation, il faudrait donc dire qu'un ministre qui doit partir pour Toronto dans l'après-midi et qui veut que son projet de loi soit adopté le soir pourrait invoquer l'urgence, ce qui n'aurait aucun bon sens par rapport à l'esprit de nos règlements et de nos lois.

Je vous demande donc cette précision, M. le Président, parce que je considère qu'à ce moment-ci de nos travaux toute l'argumentation va se faire sur l'urgence. Je voudrais tout de suite vous prévenir que cette motion aurait dû être précédée d'un préavis de suspension des règles, précisément parce qu'il n'y a pas d'urgence. Cela rentre dans la planification normale des travaux et, si on devait invoquer la notion d'urgence, comme c'est le cas dans le préavis dont on m'a fait part verbalement et même par écrit il y a quelques minutes, j'ai la conviction profonde qu'on viendrait, à ce moment-là, rendre, à toutes fins utiles, ridicule notre règlement, le rendre caduc. La notion d'urgence doit jouer dans les cas patents ou *prima facie* - vous l'avez dit vous-même dans deux de vos décisions, M. le Président, *prima facie*: à sa face même. Il faut que l'urgence saute aux yeux.

Dans le cas présent, le leader du gouvernement aurait pu tout aussi bien faire un préavis de suspension des règles hier pour le plaider aujourd'hui, mais invoquer l'urgence à ce stade-ci pour faire la suspension des règles, M. le Président, c'est donner un poids démesuré à un individu, à l'encontre de l'Assemblée nationale qui, elle, est là pour l'ensemble des droits des parlementaires. L'article 183 dit très bien: "La motion ne requiert pas de préavis si le motif invoqué est l'urgence." Mais l'urgence, quand on se réfère à l'article 88, n'est pas analysée par un individu, n'est pas analysée par une formation politique. Elle est analysée par la présidence en vertu de l'article 88. Je vous réfère à toute la jurisprudence.

Vous nous avez refusé, M. le Président, il y a à peine une semaine, un débat d'urgence sur Murdochville et la fermeture de la ville. Vous nous avez refusé, il y a à peine quinze jours, un débat d'urgence sur UniMédia et, pourtant, c'étaient des échéances très brèves, très proches, à portée de vue. Malgré tout, vous avez dit: Il y a d'autres moyens, d'autres occasions pour en discuter et d'autres temps. Dans ce cas-ci, dans le cas qui saute aux yeux, ce n'est même pas trois jours, ce n'est même pas trente jours, c'est un délai minimum de trois ans. Invoquer, à ce moment-ci, l'urgence pour suspendre nos règles, M. le Président,

ce serait aller à l'encontre de l'esprit, de la lettre et de l'économie de notre législation et de notre réglementation à l'Assemblée nationale.

Je voudrais donc, M. le Président, avant que le leader du gouvernement ne dépose sa motion, avoir une directive précise sur l'article 183 en relation avec l'article 88 et l'économie même de notre règlement. Je comprends que le leader du gouvernement voudra plaider. Je suis d'accord qu'il plaide, parce que c'est extrêmement important, M. le Président, sinon, si vous arriviez à la conclusion et disiez: Oui, mais il y a peut-être un vide... Il y a des vides certains jours et il y a des pleins les autres jours. J'ai plaidé à deux reprises en cette Chambre, devant vous, la notion d'urgence et, M. le Président, s'il n'est pas urgent de plaider pour la fermeture d'une ville, s'il n'est pas urgent que l'intérêt des Québécois soit sauvegardé face à une transaction dans la presse, s'il n'est pas urgent de parler de situation chronique de chômage, comme le dit la jurisprudence, il ne doit toujours pas être urgent de discuter de quelque chose qui nous donne encore un délai de trois ans, et plus, parce que le délai de trois ans dans l'entente du lac Meech - si vous lisez l'entente constitutionnelle de 1982 - ne débute qu'au moment où la première résolution dans une Assemblée nationale est adoptée.

(11 h 40)

Imaginez-vous donc qu'on viendrait donner au sens du mot "urgence" une portée où seul le gouvernement, au détriment de n'importe quelle réglementation de cette Chambre, pourrait faire adopter ce qu'il veut. On devrait interpréter votre décision, M. le Président. Quand un ministre n'est pas satisfait d'un horaire qui ne lui convient pas et veut partir à 7 h 45 le lendemain matin, il suspend les règles pour pouvoir partir. Ce n'est pas comme ça que ça fonctionne dans un Parlement. On respecte les directives, les règles et les procédures. On permet aux formations politiques de se préparer en conséquence par des préavis, à ce moment-là. L'urgence arrive au moment où on n'a plus moyen de se permettre une minute de plus. Comme c'est le cas, par exemple, lors d'une grève appréhendée dans les services de santé. Quand la santé publique est en danger, là, on peut invoquer l'urgence, mais qu'on ne vienne pas invoquer l'urgence pour suspendre les règles à ce stade-ci, au moment même où l'entente elle-même prévoit trois ans.

M. le Président, c'est très important avant que ne débute la discussion sur le fond même de la recevabilité de la motion d'urgence que s'approprie à faire le leader du gouvernement.

Le Président: Avant de vous reconnaître, M. le leader du gouvernement,

il est clair et net que si vous ne déposez pas... Peut-être pas argumenter tout au long sur la motion de suspension des règles... Il faut qu'une motion soit déposée. Je ne donne jamais une opinion ou une directive sur un cas hypothétique. Jusqu'à maintenant, M. le leader de l'Opposition, il n'y a pas de motion devant moi. Je ne rendrai pas une décision si on me dit qu'on va peut-être invoquer les articles 182, 183, et je ne connais pas les autres articles. J'aimerais d'abord que, dans un premier temps, vous fassiez votre motion, M. le leader du gouvernement, que vous argumentiez sur la directive par la suite et on viendra au fond sur la motion advenant le cas qu'elle serait recevable ou pas.

M. Chevette: Advenant le cas... Je m'excuse, M. le Président. Si vous n'avez pas le droit de vous prononcer parce qu'elle n'est pas déposée, vous ne pouvez pas dire qu'on va revenir au fond tout de suite. Je suppose que vous allez la regarder.

Ce que je propose, pour que cela ne compte pas dans le délai de deux heures du débat restreint, c'est que le leader du gouvernement dépose la motion mais que vous l'entendiez par la suite sur mon argumentation. On verra par la suite à se brancher.

Le Président: M. le leader du gouvernement, si vous voulez bien simplement présenter le contenu de votre motion, m'en donner copie et si vous voulez argumenter non pas sur la motion comme telle, parce que ça va faire partie du débat restreint, mais sur le point de droit qui vient d'être soulevé, là, je vais pouvoir statuer parce que j'aurai quelque chose devant moi, je rendrai une décision sur les points que vous avez soulevés, M. le leader de l'Opposition, mais pas avant.

M. Gratton: D'accord, M. le Président. Je lis la motion, non pas pour la proposer à ce moment-ci mais pour que vous puissiez en être saisi, M. le Président, afin de déterminer si elle est recevable.

La motion est faite en vertu des articles 182 et 183 du règlement de l'Assemblée et se lit comme suit: "Qu'en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption de certaines mesures, dont une motion inscrite au feuillet au nom du premier ministre et portant sur la modification de la constitution du Canada ainsi que des projets de loi, il y a lieu de proposer:

"Que les règles suivantes soient suspendues: le paragraphe]^o de l'article 19, les articles 20, 21 et 107 jusqu'à ce que l'Assemblée décide d'ajourner ses travaux au 20 octobre 1987; les articles 199, 200 et 205 à 209 dans le cadre du débat sur la motion ci-dessus mentionnée;

"Que la durée du débat sur ladite motion soit d'au plus 35 heures et que chaque groupe parlementaire dispose d'un maximum de 17 heures 30 minutes;

"Que lors du débat sur la motion ci-dessus mentionnée: deux représentants de chaque groupe parlementaire puissent s'exprimer pendant 60 minutes chacun; qu'un député puisse intervenir plus d'une fois, sans toutefois excéder 30 minutes lors de chaque intervention; qu'un député puisse proposer une motion d'amendement ou de sous-amendement, sans que cette motion ne restreigne le droit d'un autre député de présenter une telle motion ni de traiter à la fois de la motion de fond et des motions d'amendement ou de sous-amendement; et qu'au terme de ce débat, le président, après une réunion avec les leaders parlementaires, mette successivement aux voix, sans débat, et de la manière qu'il l'indique, les sous-amendements avant les amendements et ces derniers, avant la motion de fond;

"Que, sous réserve de ce qui précède, les dispositions du règlement de l'Assemblée particulières aux mois de juin et décembre s'appliquent;

"Que l'Assemblée puisse continuer à siéger tous les jours, sauf les samedis et dimanches, à compter de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 13 heures à 15 heures et de 18 heures à 20 heures et;

"Que les règles qui précèdent s'appliquent au plus tard jusqu'à ce que l'Assemblée décide de s'ajourner au 20 octobre 1987."

Quant au point de droit soulevé par le leader de l'Opposition, je ne pense pas que je doive comprendre qu'il suggère qu'on puisse assimiler la motion que je présente en vertu des articles 182 et 183 à une demande de débat d'urgence qui est prévue aux articles 88 et suivants. En effet, une demande de débat d'urgence est effectivement une motion avec préavis puisqu'à l'article 88 même on indique qu'il y a obligation que la demande soit faite dans des délais convenus, c'est-à-dire une heure avant la séance où la demande est faite à l'Assemblée nationale.

Donc, on doit, lorsqu'on fait une demande de débat d'urgence, prouver, démontrer à la satisfaction du président de l'Assemblée nationale qu'il y a effectivement urgence. On sait que la jurisprudence de même que le règlement de l'Assemblée nationale édictent à partir de quels critères le président décide si la demande de débat d'urgence est recevable ou non.

Ce n'est pas du tout ce dont il s'agit ce matin. Ce matin, j'invoque les articles 182 et 183 et, dans le cas de l'article 183, il se lit comme suit: "La motion ne requiert pas de préavis si le motif invoqué est l'urgence." Ce n'est pas dit: si le motif

prouvé, si le motif accepté par le président, si le motif justifié ou le justifiant. C'est le motif invoqué. M. le Président, du seul fait que le leader parlementaire en l'occurrence ou un ministre, puisque c'est ce que l'article 182 dit, invoque l'urgence, il n'a pas à la prouver avant que le débat s'enclenche. Vous n'avez pas à trancher pour savoir s'il y a urgence ou non avant de statuer qu'elle est recevable. C'est seulement après et vous devez, selon moi, accepter qu'elle soit recevable pour qu'on puisse ensuite... A la suite du débat restreint de deux heures qui est prévu, c'est l'Assemblée qui décide s'il y a urgence et s'il y a lieu d'adopter la motion qui suspend les règles.

Avec tout le respect que je dois à la présidence de l'Assemblée nationale, je dis qu'il n'appartient pas au président de décider s'il y a urgence ou non. Il appartient au président de constater que le gouvernement, que le leader parlementaire invoque l'urgence et, en vertu des articles 182 et 183, il appartiendra à l'Assemblée de décider si les motifs pour suspendre les règles que nous invoquons, soit l'urgence, sont justifiés ou non.

M. le Président, il y a de la jurisprudence aussi. Le leader de l'Opposition disait qu'il y en a à l'appui de sa thèse. Il n'en a pas cité. Je vais vous citer un cas, exactement le même, ou en tout cas très analogue, le 18 août 1977. On retrouve cela à la page 182/1 du "Recueil des décisions concernant la procédure parlementaire". Le 18 août 1977, on se le rappellera sûrement de ce côté-là, il s'agissait du débat entourant l'adoption du projet de loi 101. En passant, ce n'était pas le 18 juin; c'était le 18 août, deux mois plus tard. Donc, on voit que les coutumes ont changé au Parlement quant à l'adoption de mesures d'urgence.

Le gouvernement d'alors, le gouvernement du Parti québécois, son leader du gouvernement avait appelé le débat sur une motion de suspension des règles de procédure qui était inscrite au feuilleton afin de permettre à l'Assemblée de siéger intensivement jusqu'à l'adoption du projet de loi 101. Alors, vous voyez que c'est pas mal semblable à ce qu'on propose ce matin. La question qui se posait à ce moment c'était: Est-ce que la motion de suspension des règles inscrites au feuilleton est régulière, et ce même s'il y avait urgence? La décision est fort intéressante. C'est votre prédécesseur, M. Clément Richard, qui l'avait rendue. Elle se lit comme suit: "Le leader du gouvernement peut appeler une motion de suspension des règles inscrite au feuilleton. Le président n'a pas à juger du fond de la question et n'a pas à déterminer s'il y a urgence ou non. Il n'a qu'à vérifier si les prescriptions de l'article 182 ont été respectées." Les articles 182 et 183 et suivants, M. le Président.

(11 h 50)

Effectivement, le leader de l'Opposition m'indique qu'à 182 on ne remplirait pas les conditions. L'article 182 se lit comme suit: "Le leader du gouvernement ou un ministre peut proposer la suspension de toute règle de procédure prévue aux paragraphes 2 et 3 de l'article 179." Alors, on peut suspendre toute règle de procédure qui est prévue à 179, premièrement, par la loi ou, deuxièmement, par son règlement et ses règles de fonctionnement. En lisant la motion que je viens de présenter, vous constaterez qu'on respecte ce premier alinéa de l'article 182.

Deuxième alinéa: "La motion doit indiquer le motif de la suspension et, s'il y a lieu, la règle qui s'appliquera." Le motif que nous invoquons est indiqué dans la motion, c'est l'urgence.

Le troisième paragraphe se lit comme suit: "Elle fait l'objet d'un débat restreint et ne peut être ni amendée ni scindée." Le débat restreint va s'engager à compter du moment où vous allez, en vertu du règlement, en vertu de la jurisprudence, déclarer que la motion est recevable sans pour autant vous substituer à l'Assemblée nationale pour juger si l'urgence qui est invoquée dans la motion existe ou pas.

M. Chevette: M. le Président...

Le Président: Quelques secondes, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Si je suivais le raisonnement du leader du gouvernement, je pourrais faire n'importe quand une motion d'urgence. J'invoquerais l'urgence. Oui. Sésame, ouvre-toi: J'invoque l'urgence même s'il est loin d'y avoir urgence, même s'il n'y a pas feu en la demeure; ce serait automatique. C'est un non-sens. Il faut que la notion d'urgence soit appuyée par des faits, par des motifs. On ne peut pas invoquer l'urgence sans invoquer les motifs qui prouvent l'urgence. Ce serait un non-sens. Si personne ne pouvait trancher, cela voudrait dire que le gouvernement n'importe quand pourrait dire: C'est urgent. Sésame, ouvre-toi! Il a la porte ouverte et il nous "bulldoze" n'importe quand. Cela n'a pas de bon sens.

L'esprit, l'économie du règlement donnent au moins un fardeau de preuve à quelqu'un. Je pense que c'est la présidence de l'Assemblée nationale, en vertu de la loi, qui est là pour assumer les droits des parlementaires et non pas le leader du gouvernement, avec tout le respect que j'ai pour lui. C'est la présidence de l'Assemblée nationale qui est là pour assumer les droits des parlementaires, en vertu de la loi et en vertu des règlements, à part ça, M. le Président. Les deux vous donnent le pouvoir de faire respecter nos droits. On ne peut pas avoir de formule magique ici qui donne un

droit automatique sans dire: C'est urgent, bonjour, Luc, le bal est parti, on discute sur le fond des choses parce qu'on a décidé de discuter de cela aujourd'hui, qu'il y ait urgence ou pas. Ce serait un non-sens par rapport à l'esprit même, à l'économie de nos règlements et de notre Loi sur l'Assemblée nationale. On ne peut pas suivre le leader du gouvernement là-dessus. On invoque... À toutes fins utiles, le leader du gouvernement se lève, plaide et donne l'exemple de votre prédécesseur, M. Richard, sur l'article 182. Ce n'est pas là qu'est la question de règlement que je vous ai posée. La question que je vous ai posée, c'est sur l'article 183. Qu'il me cite un cas de jurisprudence à 183, je le mets au défi. Même dans le petit livre qu'il a lu, parce qu'il n'en a pas.

M. le Président, c'est une question précise qui vous est posée en vertu peut-être d'une obscurité du règlement actuel. Je ne disconviens pas de cela. Mais l'obscurité, vous êtes là pour la clarifier. Vous êtes là pour mettre la lumière au bout du tunnel quand notre règlement n'a pas la clarté ou la transparence qu'il devrait avoir. C'est pour cela que je me suis levé pour vous dire, M. le Président, qu'on ne rira tout de même pas de nous. On aurait pu donner un préavis il y a trois semaines. Ça fait trois semaines que Meech est fait, si on voulait l'adopter. Là, aujourd'hui... Pardon?

Le Président: Ça va, ça va.

M. Chevette: Depuis le 3 juin, M. le Président. Il avait le temps de mettre des avis. Il avait le temps de planifier les travaux. La question que je vous pose est en vertu de 183. Je la répète. L'article 183 ne peut pas être une potion magique pour qui que ce soit en cette Chambre, même pas pour une formation politique. L'article 183 est là, M. le Président, précisément pour contrer une stratégie d'une formation politique. L'article 183 est là pour donner une soupape à un gouvernement pour pallier des situations extrêmement graves, extrêmement urgentes, mais l'article 183 n'est pas là pour permettre à des personnes de pallier un manque de planification des travaux parlementaires. Si tel était le cas, M. le Président, on changerait le mot urgence à 183 pour marquer "autoritarisme" ou "fantaisie". Cela n'aurait pas de bon sens. L'article ne devrait pas exister, si le mot "urgence" n'était pas là pour permettre de remédier à des situations très spécifiques, mais pour lesquelles le fardeau de la preuve incombe au gouvernement ou à celui qui la fait en tant que parlementaire.

Je soumets respectueusement, M. le Président, que ce point obscur de nos règlements doit être clarifié avant tout débat sur le fond de cette motion.

M. Gratton: Très brièvement, M. le Président.

Le Président: Dernière intervention, très brève.

M. Gratton: Oui. M. le Président, le leader de l'Opposition dit: Il ne se peut pas que le gouvernement puisse invoquer l'urgence n'importe quand. Eh bien oui! Si on lit le règlement aux articles 182 et 183, effectivement, le gouvernement, en vertu de ces articles, peut saisir l'Assemblée nationale de n'importe quelle question en invoquant l'urgence, n'importe quand. Il n'appartiendrait plus, à ce moment-là, au président de juger si le gouvernement se comporte bien ou pas, il s'agirait pour la population d'en juger. Il s'agirait, surtout pour les membres de l'Assemblée nationale, d'en décider au moment du vote sur la motion. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'insister davantage pour dire que, si on avait voulu que le gouvernement fasse la preuve, à la satisfaction du président, qu'il y a urgence avant de pouvoir inscrire une motion en vertu des articles 182 et 183, c'est cela qu'on aurait écrit. On aurait écrit, à l'article 183: la motion ne requiert pas de préavis si le président juge qu'il y a urgence pour le gouvernement de procéder. Ce n'est pas cela que l'article dit, il dit: "La motion ne requiert pas de préavis si le motif invoqué est l'urgence."

Donc, M. le Président, il me semble que c'est clair. Je voudrais bien essayer de suivre le leader de l'Opposition dans sa plaidoirie, mais il ne vous appartient pas de juger. Il vous appartient de savoir si on respecte les articles 182 et 183, ce matin. La réponse, c'est oui. La motion est donc déposée, on en débat et, ensuite, les députés décident si l'urgence invoquée justifie la suspension des règles que je propose. On votera là-dessus au moment où le vote sera appelé.

Décision du président

Le Président: Donc, je suis prêt à rendre ma décision.

Maintenant que la motion, en vertu des articles 182 et 183 du règlement de l'Assemblée, est déposée, elle est faite sans que l'argumentation soit commencée, sans que le débat restreint soit commencé...

M. Chevette: Je m'excuse, M. le Président.

Le Président: Oui?

M. Chevette: Qu'est-ce que vous dites?

Le Président: Je dis: Maintenant qu'on a déposé, que j'ai quelque chose devant

moi... J'ai mentionné, tout à l'heure, que je refusais de donner une directive ou une opinion sur un cas hypothétique. J'ai demandé et je vous ai demandé - il y a eu consentement des deux côtés - d'au moins déposer la motion afin que je puisse décider de votre question de règlement sur la motion. Cela ne fait pas partie du débat restreint, advenant le cas où on procède à une motion de suspension des règles de procédure, tel qu'on vient de me la donner il y a quelques minutes, tel qu'on me l'a déposée et présentée en substance, pour que je puisse rendre une décision sur les articles 182 et 183.

Maintenant que j'ai cette motion de suspension devant moi, je me dois de rendre une décision sur la question de règlement que vous avez soulevée, soit sur la différence entre la notion d'urgence prévue à notre règlement de l'Assemblée nationale, aux articles 88 et suivants concernant les débats d'urgence, et la notion d'urgence qui est aussi mentionnée aux articles 179 à 184 de notre règlement de l'Assemblée nationale.

Ce matin, la motion qui est devant nous en vertu des articles 182 et 183, je le répète, est une motion comme celles sur lesquelles j'ai eu à statuer à quelques reprises depuis 18 mois; ce n'est pas la première qui a été présentée par le gouvernement alléguant les articles 182 et 183. Depuis toujours, en cette Chambre, on a présenté des motions de suspension des règles de procédure, parfois non en alléguant nécessairement l'urgence. Mais, advenant le cas où on n'alléguerait pas l'urgence, ce matin, dans la motion qui est devant moi, telle qu'elle se lit, eh bien! on serait obligé d'aller en préavis tel que le prévoit notre règlement aux articles suivants, c'est-à-dire aux articles 88 et suivants qui prévoient un préavis au feuillet. Il est nécessaire de faire ce préavis.
(12 heures)

Quant à la notion d'urgence dans la motion faite par M. le leader du gouvernement, elle n'a qu'à être invoquée. C'est constant dans toute la jurisprudence. Je veux faire une distinction, M. le leader de l'Opposition, très nette maintenant entre le fait, ce matin, de n'avoir qu'à invoquer la notion d'urgence, alors qu'il y a quelques semaines je devais décider, avant d'entendre votre motion pour un débat d'urgence, de la notion d'urgence en vertu de toute la jurisprudence, de toutes les décisions et des articles 88 et suivants.

Dans l'intérêt, je pense, de tous les parlementaires, pour que ce soit extrêmement clair, je vais lire les articles concernant les débats d'urgence. L'article 88 se lit comme suit: "Tout député peut demander la tenue d'un débat d'urgence sur un sujet précis, d'importance particulière, qui relève de l'Assemblée et qui ne peut ou

n'aurait pu être discuté autrement. La demande ne doit être accompagnée que de brèves explications".

Et l'article spécifique qui s'adresse au président de l'Assemblée nationale se lit comme suit: "Le député doit, au plus tard une heure avant la période des affaires courantes, remettre un avis écrit de sa demande au président".

Pour la motion de suspension des règles, le gouvernement, un ministre ou le leader du gouvernement n'a pas à me faire de préavis ou à m'aviser une heure avant. Il n'y a, d'ailleurs, aucun avis prévu à notre règlement.

L'article 90 maintenant qui est spécifique: "Le président décide sans discussion si la demande est recevable", donc, de sa recevabilité.

J'ai eu à décider, il y a à peine quinze jours, sur une demande - vous l'avez allégué, M. le leader de l'Opposition - concernant des fermetures. J'ai eu à décider aussi depuis 18 mois d'autres débats d'urgence ici en cette Chambre pour d'autres motifs et d'autres sujets.

Il est vrai que, sur la recevabilité d'une motion sur un débat d'urgence tous mes prédécesseurs, les présidents de l'Assemblée, ont eu à se prononcer sur la notion d'urgence et sur la recevabilité de cette motion.

Quant aux articles 182 et 183 de notre règlement allégués ce matin, c'est spécifique. Je suis obligé de vivre avec. Toute l'Assemblée nationale depuis plusieurs années vit avec ces articles. C'est l'exception à la règle. On donne la discrétion. - c'est un pouvoir très large, mais prévu à notre règlement, qui est donné à tous les ministres et au leader du gouvernement - d'invoquer l'article 183 que je cite: "La motion ne requiert pas de préavis si le motif invoqué est l'urgence." Il n'y a aucun article... C'est clair et je l'ai expérimenté en cette Chambre au moins à deux reprises, et d'autres présidents, à plusieurs reprises. Je n'ai pas à décider. Ils n'ont pas à indiquer, à la présidence de l'Assemblée nationale, peu importe le ministre, peu importe le leader du gouvernement quel est le motif de l'urgence. Est-ce que le motif est vraiment urgent ou pas? On invoque l'urgence et c'est tout. Je n'ai pas...

M. Chevette: L'article 182 parle de motif, quand même!

Le Président: Je m'excuse! J'arrive à l'article 182. Je viens de régler le cas de l'article 183 qui est spécifique et qui dit que le leader du gouvernement ou un ministre invoque l'urgence et il n'est pas nécessaire de donner un préavis. À l'article 182, si on invoque tout autre motif pour la même motion, à l'article 179.2 et 179.3, de

suspension des règles de procédure, eh bien, il faut donner un préavis. Ce sont les articles 188 et suivants qui disent: "Sauf exception prévue par la loi et le présent règlement, le député qui désire présenter une motion doit en donner préavis." Ici, c'est le ministre ou le leader. À l'article 183, on dit: "La motion ne requiert pas de préavis" et, plus que cela, il n'a qu'à invoquer l'urgence.

C'est le cas d'une motion de suspension des règles. La présidence de l'Assemblée nationale n'a pas à se prononcer sur les motifs de l'urgence. On n'a même pas à invoquer pourquoi il y a urgence. On a simplement à mentionner qu'il y a urgence et on invoque l'article 183 en disant qu'on veut suspendre pour une période X, tel que le prévoit la motion qui vient d'être déposée et qui est très détaillée en deux pages: tel ou tel règlement de l'Assemblée nationale.

Maintenant, à l'article 179, et je termine sur cela, on voit que la procédure de l'Assemblée est régie de trois façons: la première, c'est par la loi; la deuxième, c'est par son règlement et ses règles de fonctionnement - c'est notre règlement qui le prévoit en vertu de l'article 183 - et aussi, dernièrement, par des ordres que l'Assemblée adopte. Ces ordres peuvent être de deux types: soit par consentement des deux côtés de l'Assemblée ou par un vote. C'est de cette façon que, toujours, dans cette Chambre, on a décidé des motions de suspension des règles de procédure, par un vote à majorité simple de cette Assemblée, et c'est ce qui se produira.

Je ne me prononce pas sur la recevabilité de la motion qui vient d'être déposée par M. le leader du gouvernement, je ne fais que la recevoir. Il s'agit d'un débat restreint de deux heures et je suis obligé de réunir les deux leaders pour partager le temps. Mais c'est un débat très spécial prévu dans notre règlement, qui ne nécessite pas de préavis et dont le motif ne doit être invoqué que par un ministre ou le leader du gouvernement. Cela a été fait dans la motion qui a été présentée devant moi, ce matin, et qui vient d'être déposée il y a quelques minutes.

C'est ma décision et je ne veux pas répéter la jurisprudence qui a été mentionnée, je pense qu'elle est extrêmement claire. Je le répète: Ce n'est pas la première fois qu'on utilise cette procédure devant moi et jamais, ni mes prédécesseurs, ni moi n'avons eu à nous prononcer sur la recevabilité ou sur le fondement de l'urgence.

M. Johnson (Anjou): M. le Président...

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): ...j'aurais une

nouvelle question de règlement, dans ce contexte.

Le Président: Pas sur cette...

M. Johnson (Anjou): Non, une nouvelle question.

Le Président: Parfait, cela va.

M. Johnson (Anjou): Une question de règlement additionnelle, M. le Président.

Le Président: Cela va, M. le chef de l'Opposition, sur une nouvelle question de règlement.

M. Johnson (Anjou): Je crois comprendre que vous venez de décider d'une première question, c'est-à-dire est-ce que l'urgence est fondée? Vous dites: Je n'ai pas à me prononcer là-dessus, elle est invoquée et on arrête là.

Ma question additionnelle, M. le Président, sur le plan de la procédure, est la suivante: Est-ce que, pour vous, le fait d'alléguer l'urgence correspond aux prescriptions de l'article 183? Je m'explique. Nous avons un article général dans notre code qui prévoit qu'une motion doit faire l'objet d'un préavis. L'article 183 vient créer une exception, c'est-à-dire la règle générale qui veut qu'une motion précédée d'un préavis ne s'applique pas quand il s'agit d'une motion de suspension où l'on invoque l'urgence. Je veux donc savoir si l'urgence dont on parle, c'est bel et bien celle de l'article 183.

Pourquoi, M. le Président? Est-ce que l'article de fond dont se sert le leader du gouvernement pour suspendre les règles de procédure n'est pas l'article 182 qui, lui, établit le droit substantif, les règles de base autour de la notion de suspension? Je ne suis pas sûr qu'on parle de la même urgence, M. le Président, et c'est cela que je voudrais savoir de vous.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, sur la question de règlement, brièvement. Je pense que j'ai déjà la réponse à...

M. Gratton: J'ai une question de règlement sur les propos du chef de l'Opposition parce que, en définitive, il est en train de faire indirectement ce que l'article 41 lui défend de faire directement. En effet, on lit à l'article 41 que la décision du président de l'Assemblée ne peut être discutée. Sur quel article s'appuie le chef de l'Opposition pour invoquer sa question de règlement? C'est sur les articles 182 et 183, et vous venez de rendre votre décision là-dessus. Libre à vous de continuer d'écouter le chef de l'Opposition contester votre décision, mais il me semble que, dans le

respect de l'article 41, la décision est rendue; on ne peut la discuter ni la commenter, et c'est ce qu'est en train de faire le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Non, c'est parce qu'il y a quelque chose... Si vous me le permettez, M. le Président.

Le Président: Si vous voulez m'éclairer, M. le chef de l'Opposition, mais il ne faut pas revenir sur la décision.

M. Johnson (Anjou): Non, je comprends. Évidemment, on parle des mêmes mots, on parle des mêmes faits, etc., j'en suis parfaitement conscient, mais je veux juste savoir si votre décision porte bel et bien sur la bonne question et si le mot "urgence", qui est utilisé à la première ligne de la motion du ministre, correspond bel et bien à l'exigence de l'article 183, et non pas de l'article 182.

(12 h 1(1))

Je m'explique. L'article 182 dit qu'on peut suspendre les règles du Parlement, ce qui est énorme, on le sait. Vous le disiez vous-même, M. le Président, c'est une espèce de pouvoir discrétionnaire considérable entre les mains des membres de l'Exécutif dans cette Assemblée. Notre règlement prévoit, à l'article 182, que le leader du gouvernement peut suspendre les règles et que tout cela fait l'objet d'un débat restreint, qu'on doit prendre le vote, etc. L'article 183, par ailleurs, dit qu'il n'y a pas besoin de préavis si le motif invoqué est l'urgence.

La question que je vous pose, M. le Président, c'est que l'article 182, on le sait, ne permet pas au ministre de ne pas invoquer de motifs. L'article 182 dit que "la motion doit indiquer le motif de la suspension". L'article 183 dit que le préavis n'est pas nécessaire s'il y a urgence. La question que je vous pose, M. le Président: Est-ce bel et bien la même urgence dont on parle à l'article 183 et celle que vous avez invoquée en vertu de l'article 182 en vous référant, cependant, à d'autres articles, par exemple, à la notion d'un débat d'urgence? A mon avis, c'est une deuxième question de droit. J'ai hâte de voir comment ce raisonnement pourra tenir avec une certaine cohérence par rapport à votre première décision.

Le Président: Je suis prêt à rendre ma décision. Tout à l'heure, si j'ai parlé des débats d'urgence, c'est parce que cela a été invoqué par un des deux intervenants qui m'a cité, aux articles 88 et suivants, le fait que le président de l'Assemblée nationale doit se prononcer sur l'urgence quand il y a motion, demande d'un débat d'urgence.

En ce qui nous concerne - je l'ai répété tout à l'heure, mais je vais ajouter à

la nuance que vous apportez - non seulement l'article 183 fait une exception, mais même dans l'ancien règlement Geoffrion, à l'article 531, on lit ce qui suit aux annotations: "C'est à la Chambre et non pas à l'Orateur de décider s'il y a urgence." Plus que cela, il y a une décision du 9 décembre 1982 qui répète la même chose, ici même en cette Chambre, une autre décision du 18 août 1977 et une décision du 20 avril 1972. Alors, je n'ai pas à définir quelle est la notion d'urgence, s'il y a urgence ou non, ou à qualifier l'urgence. C'est la Chambre, à la fin du débat restreint, qui décidera s'il y a vraiment motif d'urgence. La jurisprudence est très constante autant dans l'ancien que dans le nouveau règlement. Je maintiens ma décision et j'ajoute cette nuance, M. le chef de l'Opposition. Sur ce point, nous allons maintenant procéder au débat restreint sur cette motion.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, toujours sur cette question.

Le Président: Je ne voudrais pas qu'on...

M. Johnson (Anjou): Je vous pose une dernière question, M. le Président, là-dessus. Est-ce que votre décision - j'aimerais simplement avoir une réponse très claire là-dessus pour notre gouverne et pour l'avenir - a pour effet - je la pose très candidement - de soustraire le leader du gouvernement à l'obligation d'alléguer des faits quand il veut suspendre les règles de la Chambre?

Le Président: Non, non, j'ai déjà répondu. M. le chef de l'Opposition, j'ai répondu d'une façon extrêmement claire dans ma première décision et j'y ai ajouté dans la deuxième. L'article 183 est là. Le motif qu'on a invoqué, c'est l'urgence et je n'ai pas de discrétion. La Chambre statuera dans deux heures, à la fin du débat restreint, s'il y a ou non urgence. Le seul motif à être invoqué par un ministre ou par le leader, c'est l'urgence et j'ai rendu ma décision là-dessus.

Motion proposant la suspension des règles

Maintenant, si vous me le permettez, à la suite de la motion qui a été déposée et dont le leader du gouvernement a fait lecture, je vais reconnaître M. le leader du gouvernement sur cette motion.

M. Gratton: Merci, M. le Président.

Le Président: J'inviterais également les deux représentants des formations politiques à une mini-rencontre pour décider du temps à être partagé à l'intérieur des deux heures de ce débat restreint. M. le leader du

gouvernement.

M. Michel Gratton

M. Gratton: Merci, M. le Président. La raison qui motive le gouvernement à invoquer l'urgence pour suspendre les règles de pratique a déjà été donnée tant par le premier ministre à la période de questions que par le ministre responsable dans les rencontres avec les journalistes. Je laisserai, d'ailleurs, au ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes le soin d'explicitier davantage les raisons qui motivent le gouvernement à penser que c'est maintenant qu'on doit procéder à l'adoption de la motion qui donne suite aux accords du lac Meech entérinés à Ottawa le 1er juin dernier.

C'est l'urgence de la situation dans la mesure où le gouvernement du Québec avait posé cinq conditions pour son adhésion à la constitution canadienne et où l'accord de principe du lac Meech a satisfait à ces cinq conditions qui, soit dit en passant - il n'est pas inutile de le rappeler - avaient été acceptées et agréées par la population le 2 décembre 1985, lorsque celle-ci s'est exprimée de façon non équivoque en élisant le gouvernement actuel avec 99 députés contre 23. Donc, l'accord du lac Meech entérinait ces cinq conditions et satisfaisait le gouvernement.

Nous avons tenu une commission parlementaire, un débat de 55 heures, au cours duquel le gouvernement s'est laissé convaincre à juste titre qu'il pourrait y avoir des améliorations dans les textes juridiques qui donneraient suite à l'entente du lac Meech. Effectivement, le 3 juin, au cours de cette séance marathon des premiers ministres canadiens, on a amélioré les textes juridiques et obtenu entière satisfaction sur les cinq points.

Aujourd'hui même, le 18 juin 1987, au moment où nous aurions pu, de toute évidence, mettre fin aux travaux de l'Assemblée nationale, le programme législatif ayant été adopté - je me réfère à des déclarations du leader de l'Opposition lui-même qui considérait cette possibilité que nous puissions terminer quatre jours avant la date prévue par notre règlement, soit le 23 juin à minuit - l'Assemblée nationale dispose encore du temps nécessaire pour adopter la motion dans un débat acceptable. J'y reviendrai tantôt.

Nous avons proposé hier à l'Opposition, à la suite d'une décision, hier matin, du Conseil des ministres de procéder, des modalités de débat. L'Opposition a refusé de s'entendre avec le gouvernement, comme c'est son droit le plus strict. Elle s'est refusée à donner l'assurance que nous pourrions disposer de cette motion inscrite au nom du premier ministre avant l'ajourne-

ment prévu du 23 juin et elle a également refusé d'assurer que nous pourrions, comme c'était son intention explicite, voter les lois inscrites au programme législatif avant la date prévue par nos règlements de l'ajournement d'été.

Donc, il y a urgence de présenter la motion de suspension des règles maintenant, parce qu'on a décidé - et je laisserai à mon collègue le soin d'en faire la preuve - qu'il y a urgence pour le Québec, pour l'Assemblée nationale, de dire au reste du Canada: Oui, voilà l'entente qui nous satisfait. Ce que le premier ministre du Québec a signé le 3 juin, ce qu'il a signé au lac Meech, c'est ce que l'Assemblée nationale du Québec veut entériner. Donc, M. le Président, il y a urgence que nous procédions et, parce que nous n'avons pas les assurances nécessaires que nous pourrions procéder en respectant l'ensemble des règles de l'Assemblée nationale, nous proposons d'en suspendre quelques-unes.

(12 h 20)

Allons voir quelles sont les règles que nous suspendons, M. le Président. J'entends déjà des échos de débats qu'on a faits ici. On va crier au bulldozer, à l'abus de pouvoir, à l'imposition de règles inhumaines pour adopter une motion aussi importante. Allons donc voir de quoi il s'agit. Dans un premier temps, on suspend le premier alinéa de l'article 19 et les articles 20 et 21. Ce que ça dit? Tout simplement, à l'article 19, on prévoit que l'Assemblée peut siéger jusqu'au 23 juin au plus tard. Si nos travaux ne sont pas complétés le 23 juin, en suspendant cette règle, on pourra siéger plus tard. Rien ne nous y obligera, mais, si on doit le faire, en suspendant le premier alinéa de l'article 19, on pourra le faire.

L'article 20 prévoit l'horaire des travaux, sauf en juin et décembre, soit du mardi 14 heures au jeudi 22 heures. Il faut suspendre cet article pour que l'Assemblée puisse continuer à siéger à compter de 10 heures le lundi jusqu'au vendredi, à 24 heures, et ce, même après le 23 juin. Ce n'est pas sorcier, ça fait trois semaines qu'on procède comme ça. On procède toujours comme ça en décembre et en juin. C'est un règlement qui a été adopté alors que le Parti québécois était au pouvoir. Donc, il n'y a rien d'abusif là-dedans. On ne fait que continuer ce que nous faisons déjà depuis deux semaines.

À l'article 21, on prévoit que l'Assemblée peut siéger aux heures en vigueur depuis le début de juin, mais seulement jusqu'au 23 juin. Il s'agit simplement d'une suspension de concordance avec le premier alinéa de l'article 19.

Il me semble que cela va de soi qu'on doit suspendre l'article 107 puisqu'il dit: "Si la motion propose l'ajournement de l'Assemblée pour une période de plus de

quinze jours, elle fait l'objet d'un débat restreint." On est en train de faire un débat restreint présentement pour décider que nous n'ajournerons pas obligatoirement à minuit, le 23.

À l'article 199: "Après l'adoption d'un amendement, le débat reprend sur la motion de fond telle qu'elle a été amendée. Elle peut faire l'objet d'un nouvel amendement." Ce que nous faisons, nous édictons exactement les mêmes règles que lors du débat où l'Assemblée nationale a adopté la question référendaire. En 1980, il y a eu un débat de 35 heures à l'Assemblée nationale avec des règles différentes des règles normales, en ce sens qu'un député, par exemple, pouvait intervenir plus d'une fois, et ce sera le cas au cours de ce débat, ce qui n'est pas permis par l'article 107.

On prévoit que les 35 heures seront divisées - dans la motion, j'entends - également entre les partis politiques. Il y a 99 députés libéraux et 23 députés péquistes, mais ce qu'on dit dans la motion, c'est que le temps de 35 heures sera divisé avec une enveloppe maximum de 17 heures 30 minutes pour chaque formation politique, et ça, c'est plus généreux à l'endroit de l'Opposition que les règles qui avaient prévalu en 1980, lors du débat sur la question référendaire. Lors de la question référendaire, M. le Président, j'en ai fait le relevé, le parti ministériel, qui était le Parti québécois, qui proposait qu'on adopte une question qui était, en quelque sorte, la première étape d'une démarche pour sortir le Québec de la fédération canadienne, avait disposé de 20 heures 30 minutes, alors que l'Opposition, qui était le Parti libéral, avait eu 10 heures 40 minutes, soit la moitié du temps, à quelques minutes près.

On se rappellera que, dans le temps, il y avait des députés indépendants: M. Rodrigue Tremblay, ex-député péquiste, siégeait à ce moment-là comme indépendant; il y avait Rodrigue Biron, ex-chef de l'Union Nationale devenu indépendant avant de devenir péquiste; il y avait, évidemment, l'Opposition de l'Union Nationale; il y avait M. Camil Samson, qui était député de Rouyn-Noranda; il y avait également M. Bill Shaw, député indépendant de Pointe-Claire.

Tous ces gens-là avaient disposé de 3 heures 50 minutes. En réunissant l'ensemble des députés d'Opposition, libéraux, unionistes et indépendants, on en avait pour un total de 14 heures 30 minutes contre 20 heures 30 minutes pour le Parti québécois. Ce sont les règles qui avaient été établies par une décision du président.

M. Chevrete: Adoption par votre ex-chef.

M. Gratton: Je m'excuse, M. le Président. Il n'y avait eu aucune adoption.

M. le Président, ce qu'affirme le leader de l'Opposition est faux. Voici le texte de la décision du président d'alors qui était, si je ne m'abuse, M. Clément Richard. Il avait décidé, et on n'a jamais contesté sa décision, que telles seraient les règles, telle serait l'interprétation de l'article 9 de la Loi sur la consultation populaire.

Nous, les libéraux, on a eu 10 heures 30 minutes, alors que le Parti québécois a eu 20 heures 30 minutes lors de ce débat. Ce que nous offrons aujourd'hui c'est 17 heures et 30 minutes pour les 23 du Parti québécois, 17 heures 30 minutes pour les 99 du Parti libéral du Québec. Quant à moi, c'est beaucoup plus adéquat, beaucoup plus juste que ce qu'on avait connu en 1980.

Si on vient nous dire du côté de l'Opposition que 35 heures, ce n'est pas assez, mais pourquoi alors est-ce que cela ne le serait pas? Si 35 heures suffisaient pour enclencher le processus pour sortir le Québec de la fédération canadienne, pourquoi 35 heures ne seraient-elles pas suffisantes pour faire en sorte que le Québec rejoigne la fédération canadienne? Je les entends déjà dire: Oui, mais il y avait un référendum, la population devait se prononcer. Bien, elle s'est, justement, prononcée d'avance, la population. On n'a pas besoin de tenir un référendum aujourd'hui pour savoir si la population est d'accord avec l'entente signée le 3 juin, avec la motion du premier ministre, avec l'annexe de la motion du premier ministre qu'on débattrait tantôt.

On a eu l'accord le 2 décembre 1985 alors qu'on avait posé cinq conditions et que cela faisait partie du mandat du gouvernement, qui a été agréé par 55 % de la population. On pourrait tout simplement regarder les sondages aujourd'hui qui nous démontrent qu'il y a 77 % de Québécois qui pensent qu'il s'agit là d'une bonne entente pour le Québec. C'est ce que l'Assemblée nationale veut faire, entériner officiellement une entente qui est appuyée par 77 % des Québécois dans les sondages.

Donc, M. le Président, la suspension des règles, c'est tout simplement cela, prévoir 35 heures de débat comme en 1980 avec une meilleure répartition du temps à l'égard du point de vue de l'Opposition qu'en 1980.

On s'aperçoit également qu'on suspend les règles qui ont trait, par exemple, au temps de parole des députés. On sait que, dans un débat normal, seuls les chefs de parti ou leurs représentants ont droit à une intervention d'une heure. Tous les autres députés ont droit à 20 minutes. En suspendant l'article, il ne s'agit pas de brimer les droits des députés. Au contraire, on dit: Il y aura deux interventions pour chaque formation politique d'une heure au lieu d'une seule. Deux. On double. Et pour les députés, au lieu de se limiter à 20 minutes, ils ont droit à un maximum de 30

minutes. Ce n'est pas leur enlever, c'est leur en donner.

Deuxièmement, on dit: De la même façon que lors du débat sur la question référendaire, un député pourra intervenir plus d'une fois. Y a-t-il quelque chose de plus ouvert, de plus libre que cela? On dit: Si le chef de l'Opposition veut intervenir dix fois dans le débat, il le fera. Il pourra le faire pendant 30 minutes chaque fois. La même règle s'appliquera aux autres députés, M. le Président.

Donc, il ne s'agit pas de mesures excessives et d'abus de pouvoir. Il s'agit simplement de donner une suite logique à une décision du gouvernement. On peut ne pas être d'accord, et on reviendra au cours du débat de 35 heures sur les désaccords profonds qui peuvent exister entre l'Opposition et le gouvernement. Cela, c'est tout à fait permis. En fait, ce qui serait dangereux, c'est que nous soyons tous du même avis parce qu'on n'aurait pas besoin de 35 heures à ce moment. On ferait cela dans une motion comme on fait sur un projet de loi qu'on adopte en un temps, deux mouvements. Quand tout le monde est d'accord, il n'y a pas de problème, mais on ne peut pas dire que c'est là la meilleure façon de faire en sorte que nos concitoyens soient mieux informés.

(12 h 30)

Donc, il y aura un débat de 35 heures, VI. le Président, et on fera valoir pourquoi nous sommes profondément convaincus que l'entente qui est incluse dans la motion du premier ministre est bonne. À ce moment-ci, il me semble que c'est l'évidence même qu'en gouvernement responsable on prenne les moyens qui nous permettent de faire en sorte que l'Assemblée entérine l'entente avec la dissidence de certains si nécessaire. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'élaborer plus longuement. Je dirai simplement, en terminant, que nous entendons mener ce débat de la façon la plus objective, la plus correcte possible, que les règles que nous prévoyons dans cette motion de suspension des règles sont tout à fait conformes avec les précédents, le précédent du référendum.

J'indiquerai tout de suite que ce n'est pas l'intention du gouvernement de siéger à des heures indues. Je persiste à croire qu'avec un minimum de collaboration de la part de l'Opposition - je ne leur demande pas de voter pour la motion, je ne leur demande pas de parler pour la motion - je dis qu'avec un minimum de collaboration de l'Opposition, nous pouvons, avant minuit le 23 juin prochain, disposer de la motion du premier ministre, de ce débat de 35 heures, adopter le programme législatif qui, de toute façon, était sur le point d'être adopté aujourd'hui même et faire tout ça avant le 23 juin. C'est ce que je souhaite.

J'offre mon entière collaboration à

titre de leader du gouvernement à l'Opposition et à mon vis-à-vis le leader de l'Opposition pour qu'on puisse tâcher ensemble d'aménager ce débat sur la motion de même que les débats sur les projets de loi de la façon la plus démocratique possible, M. le Président. Quant à nous, nous ferons le débat visière levée, convaincus que nous sommes qu'il y a urgence de procéder maintenant, qu'il y a urgence pour le Québec de s'exprimer par la voix de l'Assemblée nationale sur une entente qui, dans l'histoire, fera reconnaître les grands talents du chef du gouvernement actuel.

Le Président: Je remercie, M. le leader du gouvernement. Toujours sur la même motion de suspension des règles de procédure, je vais maintenant reconnaître M. le leader de l'Opposition. Sur la même motion de suspension des règles de procédure, M. le leader de l'Opposition.

M. Guy Chevrette

M. Chevrette: Je n'ai jamais vu aussi "cheap" que ça, essayer de mettre sur le dos de l'Opposition et de son leader le fait qu'on ne finisse pas le 23 juin. C'est "cheap" à mon goût et ce n'est même pas digne d'un leader qui doit traiter avec une certaine transparence, un certain fair play avec son vis-à-vis. Imaginez-vous donc! Essayer de faire passer que c'est nous qui allons faire en sorte que ce ne sera pas fini le 23 juin alors que depuis le 3 juin, la fameuse entente du lac Meech a été signée. On aurait pu l'amener le 16, on aurait pu l'amener le 13, on aurait pu l'amener le 7, on attend le 18 pour suspendre les règles, parce qu'on a peur de ne pas finir le 23. On va essayer de mettre cela sur le dos de l'Opposition.

Quant à moi, je ne le prends pas, M. le Président. Si c'est de même un fair play pour le traitement entre deux leaders et entre deux formations politiques, je m'excuse, mais le leader du gouvernement devrait avoir la décence au moins de s'excuser sur cette partie de son exposé.

Deuxièmement, vous aurez compris que pendant 20 minutes, le leader du gouvernement n'a même pas explicité un seul motif d'urgence. Pourtant, sa grande plaidoirie écrite pour vous donner sa motion, c'est l'urgence. Il n'a pas invoqué un fait qui nécessitait l'urgence. Il n'a pas invoqué une seule argumentation logique qui prouvait l'urgence d'agir, M. le Président. Si cela avait été urgent tant que ça, pourquoi ne pas avoir, immédiatement après l'entente du lac Meech, dit à la Chambre: Nous allons discuter correctement, dans des heures normales, sans bousculer la fin de la session, sans bousculer le programme législatif. C'est

tout au moins étonnant que nos règlements permettent cette stupidité d'invoquer l'urgence sans être capable de la justifier.

Ça, je vous avoue que si c'est un vide réglementaire, il est temps qu'on le corrige. C'est une porte ouverte à l'insignifiance, à l'arbitraire. Parlons-en d'urgence. Une farce! Une tromperie! Ce sont de faux prétextes. C'est de la cachotterie, M. le Président, des demi-vérités. Il n'y a pas d'urgence et vous le savez. C'est une farce, parce que le texte de la loi votée en 1982 le délai que l'on donne. Qu'est-ce qu'on dit dans la loi de 1982? "La proclamation visée au paragraphe 38 (1) ne peut être prise que dans les trois ans suivant l'adoption de la résolution à l'origine de la procédure de modification."

Cette entente a trois ans pour être adoptée par l'ensemble des Législatures. Qu'est-ce qui urge à ce stade-ci? Qu'est-ce qui fait qu'on bouscule les parlementaires? Qu'est-ce qui fait qu'on change le menu législatif? On a trois ans pour l'adopter. A ce stade-ci, au moment où l'on se parle, on a plus que trois ans. Les trois ans, savez-vous à quel moment ils commencent? C'est après qu'une première Législature de l'ensemble canadien l'aura adoptée. Tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas un Parlement qui va l'adopter, une première fois, les trois ans persistent toujours. C'est, peut-être, le Québec qui sera le déclencheur, en l'occurrence, en adoptant cette motion d'urgence. C'est un non-sens.

C'est contradictoire aussi, en plus d'être une farce monumentale, car je me souviens très bien... Que disait Robert Bourassa, premier ministre du Québec, quand il est sorti après le lac Meech? Beaucoup de boulot à faire! Là, il faut prendre notre temps, il faut voir les réactions des autres provinces avant de faire quoi que ce soit au Québec. Ce même premier ministre, aujourd'hui, c'est lui qui est le parrain de la motion. Il n'a même pas les réactions des autres provinces. Aucune des provinces n'a commencé encore à débattre le fond de l'accord; seulement deux provinces l'ont déposé en Chambre: le Nouveau-Brunswick et l'Alberta, je crois.

Les autres provinces nous donnent une leçon de démocratie; elles ont compris que ce n'est pas au sujet d'un communiqué de presse qu'on consulte la population. Qu'est-ce qu'elles ont fait? L'Ontario a dit: Il faut que je consulte. Le gouvernement canadien, qui est celui qui voulait faire rentrer le Québec dans la constitution canadienne, a dit: Il faut consulter. Le Sénat, qui a voulu être tout seul, va participer avec le gouvernement canadien; ils vont consulter. D'autres provinces s'apprêtent à consulter.

Le leader du gouvernement a sans doute eu un lapsus tantôt quand il a dit: Nous avons corrigé les textes juridiques. Je m'excuse, le pompeux ministre délégué aux

Affaires intergouvernementales canadiennes n'avait pas de textes juridiques pour consulter au salon rouge. Il a consulté sur un communiqué de presse. Je veux bien qu'on dise la vérité en cette Chambre. N'essayez pas de faire croire à la population que vous avez consulté sur des textes juridiques, vous avez consulté sur des communiqués de presse. Là, les textes juridiques existent et vous refusez catégoriquement de consulter la population.

Le leader du gouvernement dit: 35 heures pour sortir de la Confédération, cela mérite bien 35 heures pour rentrer. Ce que le leader du gouvernement oublie de dire dans cela, c'est que les 35 heures qu'il propose, c'est pour mettre le couvercle sur un processus démocratique, alors que les 35 heures du référendum, c'était pour ouvrir un débat démocratique. C'est nettement différent, M. le Président. Au référendum, ce furent 60 jours de discussion populaire par après. Là, ce que vous voulez, c'est éviter une minute de discussion populaire en votant cette proposition. C'est cela que vous faites présentement et cela fait votre affaire.

Vous rigolez! Riez-en, messieurs, vous allez être de piètres pères de quelque chose dans l'histoire. Je vois le pompeux député de Jean-Talon, encenser; j'ai hâte qu'il nous démontre, noir sur blanc, l'urgence d'agir. Il n'y a aucune urgence à agir. On aurait très bien pu se rendre aux propositions de l'Opposition, ouvrir une commission parlementaire itinérante au Québec, à part de cela, pour entendre les groupes dans nos régions. Le leader du gouvernement nous dit: Oui, mais, la population, nous l'avons consultée le 2 décembre. Ce n'est pas vrai qu'on a dit à la population, le 2 décembre, qu'on abdiquerait au sujet des pouvoirs de l'Assemblée nationale d'être la seule à légiférer en matière linguistique. Ce n'est pas vrai. Celui qui affirme cela, M. le Président, je n'ai pas le droit de le qualifier en vertu du règlement, mais vous savez qu'il ne dit pas la vérité, parce que les Québécois sont très sensibles à leur langue, à leur culture. Ils ne veulent pas de quelqu'un qui les vend à rabais. Ils veulent qu'on exige pour eux absolument tous les pouvoirs susceptibles de leur assurer cette distinction. (12 h 40)

Nous ne nous sommes jamais contentés de phrases vides de sens. Société distincte! Qu'est-ce qui nous distingue dans cette société nord-américaine, si ce ne sont pas notre langue et notre culture? Si on avait voulu donner un sens à "société distincte", le ministre et ses acolytes se seraient levés pour aller chercher l'ensemble des pouvoirs pour maintenir cette distinction, l'accroître même, au besoin. Ce n'est pas cela que le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes a fait, M. le Président. Ils sont partis sur un communiqué de presse

et alors qu'ils ont fait accroire à la population... Et je vois le député de Jean-Talon se lever dans cette Chambre pour dire: Nous nous en allons à Ottawa, non pas pour proposer quelque chose, nous nous en allons à Ottawa pour les écouter, pour voir ce qu'ils ont à nous offrir. Il revient ici et il dit qu'il a signé! C'était quoi cela au moment où il s'est levé en Chambre pour faire cette déclaration, si ce n'était pas pour donner des demi-vérités aux parlementaires et à la population du Québec? Pourquoi, M. le Président, n'avait-il pas le courage de dire: Oui, nous sommes en demande. Nous voulons rentrer à tout prix à quatre pattes, s'il le faut. C'était cela l'attitude qu'ils ont donnée en sortant de là. Mais avant d'entrer c'était des attitudes pompeuses. On allait à Ottawa pour écouter, quoi! Voyons! Nous verrons ce qu'ils ont dans le ventre, bien sûr. Ils sont revenus tout heureux d'avoir obtenu si peu. Ils se gonflent d'orgueil, ils se regardent dans les miroirs et ils se trouvent beaux et bons. M. le Président!

Ce n'est pas de même qu'on bâtit, ce n'est pas de même qu'on lie une population québécoise pour des décennies et des décennies. C'est en discutant et en permettant la plus large diffusion, pas en essayant d'étouffer le débat comme on le fait présentement à la fin de la session. L'objet même de la motion qui est devant nous, c'est supposé être urgent de discuter. On n'a pas entendu un motif d'urgence. Je sais ce que l'on craint. On craint que les Québécois, à force de lire ceux qui forgent l'opinion, se rendent compte qu'ils se sont fait leurrer et que, si l'on retardait à l'automne, les Québécois n'aimeraient sûrement pas se rendre compte qu'un gouvernement les a laissés aller sur le plan linguistique et sur le plan culturel, et a fait en sorte que les pouvoirs de dépenser au Québec soient encore plus faibles qu'on le croyait et plus faibles que la situation qui existait antérieurement sur le pouvoir de dépenser. Non, M. le Président, je sais ce que l'on craint. C'est pour cela que cela devient urgent. On se rend compte qu'il y a du monde qui se réveille lentement mais sûrement. L'urgence; ils n'osent pas invoquer les vrais motifs. Ils vont sûrement invoquer, et je vois le très pompeux ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes se lever pour dire encore une fois: Mais, voyons, il y aura des élections dans les autres provinces.

Est-ce parce que vous croyez que le reste du Canada peut exiger davantage? Nous qui étions désirés par l'ensemble canadien, nous disait-il. Le ministre nous disait, il y a à peine trois semaines: Le Canada anglais veut avoir le Québec dans la constitution. Bien si c'est vrai qu'ils nous veulent dans la constitution pourquoi aurait-on peur qu'ils déforment ce qu'ils ont donné? Depuis quand

le Québec est en demande dans cela? Le rapport de forces que sera-t-il, si on est les premiers à se lier, alors qu'on sait que cela bouillonne un peu dans d'autres provinces? Quel sera le rapport de forces du Québec pour maintenir le statu quo qu'ils ont obtenu? Comment pourrait-il se placer s'il y a des additions qui pourraient être recevables? Non, M. le Président.

C'est la faiblesse de ce consensus de nuit qui fait peur aux dirigeants libéraux actuels. Ils craignent comme la peste que le monde se réveille, comprenne et s'oppose. Ils craignent qu'on apporte des amendements si on avait un tant soit peu une tournée d'information nationale au Québec. C'est cela qu'on craint. On veut mettre tout de suite le couvercle sur la marmite. On ne veut surtout pas que les Québécois eux, contrairement à l'île-du-Prince-Édouard, par exemple... 160 000 habitants, même pas la grosseur de la ville de Québec, qui a 350 000. À l'île-du-Prince-Édouard, les citoyens vont discuter des textes juridiques; au Québec, il ne faut pas. Communiqué de presse, voyons, la victoire du siècle.

M. le Président, c'est exactement cela, la situation. On n'a jamais prouvé qu'il y avait urgence à cette étape-ci. Plus que cela, le leader du gouvernement a poussé l'indécence jusqu'à aller nous mettre sur le dos le fait que cela ne finissait pas le 23. Ce que je ne prends pas, M. le Président... On verra comment agir dans nos délibérations, ce n'est pas du chantage. On va se respecter sur ce plancher. Si je n'ai pas de respect pour celui qui ne me respecte pas sur ce plancher, je n'en aurai sûrement pas, en arrière. C'est clair, M. le Président.

Les contradictions ont été nombreuses dans ce dossier. Ce sont des gestes antidémocratiques. Partout on consulte, je le disais tantôt, M. le Président, mais là-dessus, il ne faut pas. Pourtant, on proposait des débats, de vrais débats d'urgence. Le député de Bertrand disait ce matin: Dans quelques mois, à peine, on fera face au libre-échange. On n'a même pas eu, entre parlementaires, une discussion sur le libre-échange. C'en est un débat d'urgence qu'on aurait dû faire. Quand le Canada sera lié, quelle aura été la position du Québec? Elle n'est pas connue. Non, on a des livres, on a des chiffres, on s'obstine pour les rendre publics, on ne sait pas s'il y aura une commission parlementaire. Pourtant, c'est urgent, c'est dans quelques mois.

La constitution, c'est dans trois ans, au minimum, mais cela devient urgent. Le libre-échange, cela n'est pas urgent. Une fermeture de ville, Murdochville, la semaine dernière, on propose un débat d'urgence, la présidence a tranché: Il n'y a pas d'urgence. Non, il n'y a pas d'urgence, c'est une ville qui va disparaître. On a trois ans devant nous pour parler de constitution; cela devient

une urgence acceptable, y compris par la présidence. UniMédia, débat d'urgence demandé à l'Assemblée nationale pour s'assurer que notre presse demeure propriété francophone au Québec, ce n'est pas urgent, voyons. Ce qui est urgent, c'est quelque chose dont l'échéance pourrait être dans trois ans. Cela a l'air fou, ça semble fou, et si j'avais le droit, au point de vue parlementaire, d'employer les termes qui me viennent à l'esprit, il y en a quelques-uns qui en prendraient pour leur rhume.

De l'à-plat-ventrisme et de la stratégie au-dessus de l'intérêt collectif québécois, je n'accepte pas cela de la part des hommes politiques, des hommes publics. Je n'accepte pas cela. Des paons qui veulent voir leur nom passer à l'histoire, sous prétexte qu'ils ont signé un bout de papier, une nuit, et qu'ils ont trois ans pour le faire adopter et qui ont assez peur que cela tourne mal et que leur nom n'apparaisse pas en bas, excusez-moi, M. le Président, ce n'est pas là l'intérêt des Québécois. Une formation politique qui prétend que, le 2 décembre dernier, elle a reçu le mandat d'introduire le bilinguisme au Québec, excusez-moi, mais elle ne l'a pas. C'est de la malhonnêteté intellectuelle, il faut le dire. Cela sonne faux. C'est de la tromperie vis-à-vis de la population, c'est clair.

Je conclurai en disant que dans toute l'argumentation utilisée par le leader du gouvernement, d'abord, il y a eu une absence totale de motifs d'urgence. Cela, c'est clair. Deuxièmement, ce sont sûrement des demi-vérités que l'on nous donne à ce stade-ci pour nous faire gober l'importance de l'adoption d'une telle motion. Troisièmement, c'est antidémocratique de ne pas permettre à l'ensemble des Québécois de discuter sur les véritables textes juridiques qui existent maintenant. C'est antidémocratique, M. le Président.

Qui plus est, quatrièmement, c'est de la malhonnêteté intellectuelle que de faire croire que les 35 heures de discussion que l'on donne sont l'équivalent des 35 heures du référendum. Au référendum, c'était l'ouverture d'un débat démocratique, alors que cela est la clôture du débat démocratique qui devrait être fait sur les textes officiels.

Quand on se compare aux autres provinces, comme on aime le faire, acceptons au moins de nous comparer sur des principes qui sont nobles. Quand on dit que le peuple doit suivre cette démarche, il me semble qu'on devrait lui fournir la possibilité de suivre cette démarche. Le peuple à qui vous refusez de suivre une démarche démocratique, tôt ou tard, se renseignera et tôt ou tard, vous paierez la facture et vous la paierez très cher, parce qu'il ne sera pas facile de sortir du carcan dans lequel vous l'aurez placé sans lui permettre de

s'exprimer. Je trouve cela extrêmement grave. S'il y avait feu en la demeure, je serais peut-être un des premiers à me lever en cette Chambre pour dire: Oui, il y a urgence, parce qu'on risque beaucoup. Mais écoutez une minute, c'est rendu - je vais finir là-dessus - que c'est le Canada anglais qui nous veut comme Québec. À ce moment-là, qu'on fixe notre prix. Ils veulent nous avoir. S'ils veulent nous avoir, c'est à nous de leur dire: On est prêts à vous rejoindre, mais pas à des conditions minimales. (12 h 50)

Croyez-le ou non, les ministres et le premier ministre qui disaient qu'on devait d'abord comprendre ce qu'ils étaient prêts à nous donner pour nous avoir, c'est rendu que c'est le Québec qui rampe à genoux - l'à-plat-ventrisme - comme un petit chien battu. Il a dit: Bah! Ils nous ont offert quelque chose, tout à coup que... Il faut signer tout de suite. Voyons, M. le Président! Les Anglais qui ont le moindrement de fierté doivent rigoler en regardant nos petits matelots en goguette, en culottes courtes, négociier. Ils doivent rigoler de nous voir à quatre pattes pour signer. Est-ce que ces gens-là ne doivent pas rire dans leur barbe? Le Solliciteur général de l'Ontario, le Sénat canadien et des chefs politiques qui disent: Maintenant qu'ils ont signé, nous autres, on va peut-être voir ce que cela nous prendrait comme amendements, d'abord. Nous autres? Le député de Jean-Talon, tout déployé comme un paon, se pavane au Québec et essaie de nous faire croire qu'ils ont gagné le trophée du siècle. Sa "pavanerie" ou son orgueil l'aveugle au point de donner l'image d'une fierté du peuple québécois pour leur dire: Nous, on avait des exigences. Si vous y croyiez, à vos exigences, M. le ministre, si le premier ministre y croyait à ses exigences, quelle crainte auriez-vous de ne pas vous tenir debout et de voir la réaction des anglophones qui vous veulent ou qui vous voulaient tant? Quelle crainte avez-vous? Vous êtes des faibles et l'histoire vous qualifiera de faibles.

Une voix: Bravo!

Le Président: Je remercie, M. le leader de l'Opposition.

Avant de reconnaître le prochain intervenant sur la motion de suspension des règles de procédure, j'aimerais faire part aux membres de cette Assemblée de l'entente intervenue quant à ce débat restreint. Le partage se fera comme suit: une heure de chaque côté, un maximum de trente minutes par intervenant et le temps qui n'est pas utilisé par une des deux formations ne peut être utilisé par l'autre. On m'a communiqué...

M. Chevette: M. le Président.

Le Président: Oui.

M. Chevette: Si on vous a communiqué cette entente, excusez-moi, mais il n'y en a pas.

Le Président: Alors, c'est monsieur... Ah! Il n'y en a pas? Excusez-moi...

M. Chevette: Finalement, M. le Président...

Le Président: Oui, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: ...quand il y a une entente, il y a deux leaders autorisés à vous faire part qu'il y a une entente.

Le Président: Oui. Je n'ai pas quitté. Excusez-moi, on m'a donné de l'information tout à l'heure, il y a une dizaine de minutes, alors que vous interveniez, M. le leader de l'Opposition, et je n'ai pas quitté le trône. J'admets qu'il n'y a pas eu de rencontre entre nous deux, mais on est venu me donner une information, selon laquelle c'était une heure, une heure...

Une voix: ...

Le Président: Excusez-moi. Il n'y a pas d'entente. L'enveloppe de temps, tel que le règlement le dit, la jurisprudence le prévoit, ce sera une heure, une heure, et il n'y a pas de temps maximal prévu pour chacun des intervenants.

Je retire ce que j'ai mentionné. On m'avait donné une mauvaise information.

Je vais maintenant reconnaître le prochain intervenant toujours sur la même motion. M. le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, sur la même motion de suspension des règles de procédure. M. le ministre, vous avez la parole.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Au mois de mai 1985, le gouvernement péquiste rendait public son projet d'accord constitutionnel, où on voyait environ 23 demandes dont le gouvernement du Québec faisait part au reste du Canada pour adhérer à la constitution canadienne. Ce projet d'accord constitutionnel, M. le Président, le gouvernement péquiste, à l'époque, en informait tout d'abord le gouvernement fédéral avant d'en informer cette Chambre, l'Assemblée nationale. De plus, aucune commission parlementaire sur ce projet d'accord constitutionnel pour réintégrer le Québec dans la fédération canadienne. C'était, à l'époque, ce qu'on appelait le "beau risque". Le 2 décembre 1985, le

gouvernement changeait. La population du Québec donnait un mandat clair au Parti libéral du Québec pour former le gouvernement du Québec. Et, dès le début de notre mandat, M. le Président, nous avons commencé notre étude de ce dossier constitutionnel pour permettre au Québec de réintégrer pleinement, comme partenaire majeur, la fédération canadienne, à la suite de ces événements du rapatriement et de la Loi constitutionnelle de 1982 qui étaient nettement inacceptables pour le Québec.

Le 9 mai 1986, au nom du gouvernement, je reformulais au Mont-Gabriel les cinq conditions qu'on retrouve dans le programme électoral du Parti libéral qui nous a permis de nous faire élire le 2 décembre 1985, conditions qui sont fondamentales pour le Québec pour réintégrer, comme partenaire majeur, la Fédération canadienne. Tout d'abord, être reconnu comme société distincte dans la constitution canadienne. Ensuite, pouvoir participer au processus de nomination des juges à la Cour suprême, pour ses juges qui viennent du Québec. De donner au pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral des limites d'application. Pouvoirs aussi accrus du Québec en matière d'immigration pour garantir sa sécurité culturelle et enfin formule d'amendement qui peut redonner au Québec son droit de veto sacrifié par le gouvernement péquiste, ce 16 avril 1981, lorsque ce dernier signait une entente politique pour reconnaître que toutes les provinces étaient égales - le Québec égal à toutes les provinces faisant partie de la Fédération canadienne.

Donc, à la suite de cette reformulation des cinq conditions du Québec, au mois de mai 1986, au Mont-Gabriel, nous avons dit au reste du Canada, à nos partenaires fédéraux, aux neuf autres provinces et au gouvernement fédéral: Si vous êtes intéressés à ce qu'on revienne comme partenaire majeur de cette Fédération, vous n'avez qu'à manifester votre intention de négocier, de discuter avec nous de bonne foi sur la base de nos cinq conditions. Nous ne sommes pas des quêteurs. Ce n'est pas à cause de nous, si nous sommes dans cette situation, c'est à cause de ces événements malheureux de 1981, 1982 et nous voulons revenir dans cette Fédération, mais pas à n'importe quel prix. Nous avons cinq conditions.

Nous avons donc engagé des discussions à la suite d'une réponse claire de l'ensemble de nos partenaires fédéraux qui nous disaient oui, nous voulons discuter avec vous sur la base de vos cinq conditions. À Edmonton, au mois d'août 1986, les premiers ministres provinciaux, réunis en conférence, décidaient clairement qu'ils étaient prêts à négocier avec le Québec sur la base de ces cinq conditions émises par le Québec; ensuite, dans une deuxième étape, de procéder à d'autres négociations constitutionnelles sur

d'autres sujets, d'autres revendications constitutionnelles que le Québec pourrait avoir mais qu'aussi les autres provinces pourraient avoir.

Mais, à Edmonton, les premiers ministres acceptaient donc de discuter avec nous et de procéder en deux étapes. Dans un premier temps, une étape de négociations constitutionnelles consacrée exclusivement au Québec et ensuite, une étape de négociations qui pourrait comprendre d'autres sujets de discussion. On acceptait aussi, clairement, de ne discuter d'aucun autre sujet d'ordre constitutionnel avant qu'on ait réglé ce problème du Québec. C'était un pas majeur à Edmonton au mois d'août 1986.

À Vancouver au mois de novembre 1986, c'est le premier ministre du Canada et le premier ministre du Québec qui, en faisant le point sur ces négociations constitutionnelles que nous pouvions avoir depuis maintenant plus de quatre mois, disaient: Nous sommes satisfaits de ces discussions qui sont informelles mais qui nous permettent de mieux comprendre la signification de vos demandes. Nous sommes satisfaits... Excusez-moi, M. le Président.

Le Président: 3e vais être obligé de vous demander... Si vous me permettez, M. le ministre.

M. Rémillard: Très bien, M. le Président.

Le Président: Je vais à nouveau vous céder la parole à 15 heures. Votre temps est loin d'être écoulé mais, étant donné les règlements de cette Chambre, je suis obligé d'intervenir - il est déjà passé 13 heures - et de suspendre les travaux de cette Assemblée jusqu'à 15 heures cet après-midi. Je m'excuse, M. le ministre.

(Suspension de la séance à 13 h 1)

(Reprise à 15 h 12)

Le Vice-Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez vous asseoir. L'Assemblée nationale va maintenant reprendre ses travaux. Nous en sommes au débat restreint sur la motion en vertu des articles 182 et 183 du règlement de l'Assemblée nationale, motion présentée par M. le leader du gouvernement. Lors de la suspension de nos travaux à 13 heures, la parole était au ministre des Relations internationales et délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Je reconnais donc M. le ministre.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Avant l'ajournement pour le déjeuner, j'ai dit

que le 9 mai 1986 j'ai formulé au nom du gouvernement les cinq conditions du Québec pour accepter de politiquement adhérer à la constitution de 1982, cette constitution qui a suivi ce que nous avons appelé le rapatriement. Nous avons dit à nos autres partenaires fédéraux, les provinces et le gouvernement fédéral: Si vous voulez qu'on redevienne un partenaire majeur dans cette fédération, si vous voulez que nous acceptions cette constitution de 1982, vous devez accepter ces cinq conditions. Maintenant, nous ne sommes pas des quêteurs, on n'est pas des quémandeurs, et si vous voulez discuter avec nous sérieusement, eh bien, faites-nous savoir que vous êtes prêts à discuter sur la base de ces cinq conditions. La réponse nous est arrivée au mois d'août.

Tout d'abord, du gouvernement fédéral, du premier ministre du Canada par une lettre où il mentionnait aux autres premiers ministres qu'ils devaient accepter de discuter avec le Québec sur la base des cinq conditions du Québec. Ensuite, cette réponse nous est arrivée par les premiers ministres des provinces eux-mêmes à la rencontre d'Edmonton au mois d'août 1986, le 12 août 1986, où les neuf autres premiers ministres ont convenu qu'ils devaient tout d'abord procéder, dans un premier temps, dans une première étape, pour régler le cas du Québec, sur la base des cinq conditions du Québec avant de procéder, dans une deuxième étape, en fonction d'autres considérations constitutionnelles qui pouvaient intéresser le Québec, mais aussi les autres provinces.

Donc, en fonction de cette réponse que nous avons eue de nos partenaires fédéraux, nous avons engagé des discussions informelles. Quand je dis informelles, M. le Président, ce que je veux dire, c'est que nous ne voulions pas, à ce moment-là, nous engager dans un processus formel qui nous aurait amenés à une conférence formelle sur la constitution qui aurait pu aboutir à un échec. Le Québec ne pouvait se permettre d'avoir un autre échec dans cette fédération. Déjà, le Québec a été profondément touché, soit par le référendum, soit par les négociations constitutionnelles qui ont entouré le rapatriement. Il fallait éviter que, publiquement, dans un geste officiel, il y ait un autre refus à des conditions du Québec.

Nous avons donc discuté avec les autres provinces. Je suis allé visiter les premiers ministres des provinces, mes homologues dans les autres provinces aussi, pour leur expliquer les cinq conditions que nous avions. J'ai travaillé avec le responsable du dossier au niveau constitutionnel pour le gouvernement fédéral, le sénateur Lowell Murray, pour expliquer aussi ces cinq conditions. Et, à Vancouver, à la rencontre des premiers ministres, le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces en

arrivaient à la conclusion que le processus de discussion allait très bien, qu'il fallait l'accélérer et qu'ils avaient une meilleure compréhension maintenant de ces cinq conditions du Québec.

Donc, après ces deux premières étapes, il fallait aborder un processus politique plus officiel. Cela a été la rencontre au lac Meech, toujours d'une façon informelle. Les premiers ministres du Canada, sur la base des cinq conditions du Québec, en sont arrivés à une entente historique, ce 30 avril 1987, une entente historique en ce qu'elle reconnaît que le Québec est une société distincte, en ce qu'elle reconnaît que l'Assemblée nationale a le rôle de protéger et de promouvoir la spécificité du Québec. C'était encore, bien sûr, une étape du processus informel, mais nous avions alors de bonnes raisons de croire qu'on pourrait en arriver, dans un processus formel, dans une rencontre officielle sur la constitution, à une entente avec les autres premiers ministres. C'est ce qui s'est passé le 3 juin dernier à Ottawa. Après plus de 20 heures de discussions très sérieuses, les premiers ministres ont signé une entente, un accord constitutionnel sur la base de ces cinq conditions.

Entre ces deux étapes, c'est-à-dire l'entente du lac Meech et la rencontre du 3 juin à Ottawa, nous avons tenu ici, au Québec, une commission parlementaire. Pendant plus de 55 heures, nous avons reçu des experts, des groupes, des citoyens et des citoyennes qui sont venus nous exprimer leur sentiment, leur réaction face à cette entente conclue avec les partenaires de la fédération canadienne. Nous avons voulu faire cette commission parlementaire immédiatement après l'entente du lac Meech parce que nous voulions la faire avant la rencontre officielle pour concrétiser officiellement l'entente informelle qui avait été conclue au lac Meech. C'est comme cela que nous avons pu, pendant le laps de temps qui a séparé cette rencontre du lac Meech et la rencontre d'Ottawa du 3 juin, discuter avec le gouvernement fédéral et avec les autres provinces pour améliorer encore le texte que nous avions au lac Meech de sorte que nous avons maintenant, comme entente constitutionnelle conclue le 3 juin dernier, l'entente du lac Meech améliorée entre autres par deux clauses de sauvegarde: une qui nous garantit une sécurité culturelle pour le Québec en particulier en ce qui regarde la langue et qui est directement reliée à ce caractère distinct du Québec et une autre en ce qui regarde le pouvoir de dépenser qui établit clairement que le pouvoir de dépenser ne permet pas au gouvernement fédéral de s'introduire dans un champ de compétence provinciale. Mais, essentiellement, ce que nous retrouvons dans cette entente du 3 juin d'Ottawa, c'est l'entente du lac Meech avec

en plus ces deux clauses de sauvegarde, une pour la sécurité culturelle du Québec et une autre pour le pouvoir de dépenser.
(15 h 20)

Lorsque les gens de l'Opposition nous disent: Vous ne nous avez pas permis de discuter sur des termes juridiques, ils devraient se rendre compte maintenant que ce que nous avons comme texte juridique, ce que nous allons discuter en cette Chambre comme résolution, c'est essentiellement ce que nous avons discuté pendant plus de 55 heures en commission parlementaire. Nous avons suivi un processus essentiellement démocratique qui nous a permis d'améliorer l'entente que nous avons conclue le 3 juin dernier à Ottawa.

M. le Président, nous avons demandé cinq conditions. Et on nous a donné ces cinq conditions. Nos partenaires fédéraux, les autres provinces, le gouvernement fédéral nous ont donné ces cinq conditions que nous avons demandées. Il nous reste maintenant, comme geste officiel, nous, à l'Assemblée nationale, à dire: Oui, nous acceptons cette entente constitutionnelle historique, nous acceptons la réponse que vous nous avez donnée à ces cinq conditions que nous avons posées, nous du Québec. Il s'agit du "Québec round", il s'agit d'une étape constitutionnelle qui était destinée essentiellement à permettre au Québec de réintégrer pleinement, sur le plan politique, la fédération canadienne.

Il est donc normal et il est urgent que nous puissions maintenant dire à l'ensemble du Canada que nous sommes d'accord sur cette entente du 3 juin, que, en ce qui nous concerne, nous considérons que l'étape première de la réforme constitutionnelle, qui portait essentiellement sur les cinq demandes du Québec, est terminée. Après le débat que nous aurons ici et qui sanctionnera le processus que nous avons suivi depuis plus d'un an maintenant, cela voudra dire que le débat est clos pour nous, que c'est terminé, que le "Québec round" est terminé et que nous sommes maintenant prêts à passer à cette deuxième étape, qui sera la réforme du partage des pouvoirs, réforme des institutions fédérales.

M. le Président, nous avons là l'obligation de procéder le plus rapidement possible. D'ailleurs, dans l'entente constitutionnelle signée par les premiers ministres le 3 juin dernier, il est mentionné qu'on doit procéder le plus rapidement possible, dans les plus brefs délais. Ces plus brefs délais, pour le Québec, ont une signification particulière. Pourquoi? Parce que cette ronde de négociations, cette première étape de discussions était faite pour nous. C'est à nous à dire au reste du Canada: Nous acceptons votre réponse aux cinq conditions que nous avons posées. Par conséquent, sur le plan du droit

constitutionnel, nous allons enclencher le compte à rebours pour que les autres provinces et le gouvernement fédéral acceptent législativement cette résolution.

C'est donc dans ce contexte que nous devons discuter en priorité de cette résolution qui comprend une entente historique pour le Québec, une entente historique parce qu'elle garantit au Québec qu'il sera maintenant reconnu comme une société distincte et permet aussi de reconnaître le gouvernement du Québec et l'Assemblée nationale du Québec comme les gardiens de cette spécificité québécoise, spécificité qui n'est pas définie expressément dans la constitution, précisément parce que nous voulons lui garder tout son impact, tant du point de vue social et culturel que du point de vue économique et aussi historique.

Cette entente permettra au Québec de participer d'une façon directe au processus de nomination des juges qui proviennent du Québec à la Cour suprême du Canada et elle nous permettra d'acquérir des droits, des pouvoirs concernant l'immigration, pouvoirs que nous n'avions pas jusqu'à présent, en particulier dans le domaine linguistique, en permettant au Québec d'avoir la compétence nécessaire pour intégrer nos immigrants en leur donnant, notamment, des cours de langue. Il ne faudrait pas l'oublier, parce que c'est un point très important, le Québec par cette entente récupère le droit de veto qui avait été perdu et que nous récupérons maintenant pour redonner au Québec cette place de partenaire majeur dans la fédération canadienne. Le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, qui existe depuis plus d'un siècle dans la fédération canadienne et qui permettait au gouvernement fédéral de dépenser des sommes d'argent dans à peu près tous les domaines de compétence législative du Québec, sera maintenant circonscrit en fonction d'une délimitation bien établie dans la constitution, ce qui nous permettra à nous, du Québec, comme aux autres provinces, d'ailleurs, d'exercer un droit de retrait avec une compensation financière en conséquence.

Il est donc urgent que le Québec puisse faire valoir que maintenant il dit oui à cette réponse qu'il a reçue aux cinq conditions qu'il a posées à ses partenaires fédéraux. Nous devons le faire en toute priorité, parce qu'il est urgent de pouvoir mentionner au reste du Canada que nous acceptons cette entente pour refaire du Québec le partenaire majeur de la fédération canadienne. Je vous remercie, M. le Président.

Des voix: Bravol

Le Vice-Président: Pour la poursuite du débat, je cède la parole à M. le député de Lac-Saint-Jean et whip de l'Opposition.

M. Jacques Brassard

M. Brassard: M. le Président, le leader du gouvernement, à aucun moment de son intervention de tout à l'heure, n'a invoqué un seul motif d'urgence pour discuter de cette résolution constitutionnelle en cette Assemblée. Le leader de l'Opposition, d'ailleurs, qui intervenait tout de suite après, l'a signalé avec raison en affirmant que, curieusement, en présentant sa motion de suspension des règles, le leader avait oublié, comme par hasard, d'invoquer les motifs d'urgence justifiant ces dispositions tout à fait spéciales et particulières.

Je m'étais dit, en entendant le leader de l'Opposition signaler cette omission assez curieuse de la part du leader du gouvernement, que, tout compte fait, ce serait sans aucun doute le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes qui aurait la responsabilité d'énumérer et d'expliquer les motifs d'urgence pour justifier que cette Assemblée se retrouve soudainement, en fin de session, en train d'étudier en vitesse la résolution constitutionnelle, la motion ratifiant l'accord constitutionnel d'Ottawa.

Malheureusement, je suis resté sur ma faim parce que ce à quoi j'ai eu droit, ce à quoi tout le monde a eu droit, en cette Chambre, c'est au traditionnel vidéoclip du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes qu'on connaît maintenant depuis un bon bout de temps, que j'ai vu et entendu pendant plusieurs semaines en commission parlementaire: les mêmes clichés, les mêmes stéréotypes, une entente historique extraordinaire, etc. Mais aucun motif permettant d'expliquer qu'il y a urgence que l'Assemblée nationale interrompe ses travaux législatifs et entreprenne l'étude d'une motion visant à ratifier l'accord constitutionnel d'Ottawa.
(15 h 30)

Pourtant, Dieu sait que nous avons le temps de le faire et la Loi constitutionnelle, à cet effet, est très claire. Je vous signale qu'on n'a pas besoin cette fois-ci d'une règle d'interprétation pour la comprendre. Elle est très claire. C'est l'article 39 de la Loi constitutionnelle de 1982 qui se lit comme suit: "La proclamation visée au paragraphe 38 - il s'agit d'amendements à la Loi constitutionnelle - ne peut être prise que dans les trois ans suivant l'adoption de la résolution à l'origine de la procédure de modification." Nous disposons d'un délai de trois ans, pas de six mois, pas d'un an, de trois ans. Comme le signalait mon collègue de Joliette, le compte à rebours n'est même pas commencé. Il ne commencera qu'à partir du moment où une des Législatures ou le Parlement canadien aura ratifié l'entente constitutionnelle. Il n'est même pas commencé et nous disposons de trois ans. C'est un délai considérable mais qu'on avait

jugé normal à l'époque pour en arriver à ratifier des modifications à la constitution du Canada.

Pourquoi ce délai de trois ans? Parce que c'est important de prendre le temps qu'il faut, d'examiner des amendements à la constitution, des textes constitutionnels parce qu'on sait que ces textes constitutionnels, une fois adoptés, s'appliquent pendant un bon bout de temps. La durée d'application des textes constitutionnels est fort longue. Cela concerne même parfois des générations et des générations avant qu'on les modifie. Donc, il est normal, partant de là, qu'on prenne tout le temps qu'il faut pour examiner en profondeur, sérieusement, ces amendements avant de les ratifier.

Pourquoi trois ans également? Je pense que c'est d'abord parce que ces textes constitutionnels ne sont pas faciles à modifier. Si on commet une erreur en amendant la constitution, ce n'est pas facile de corriger cette erreur-là, parce que la modification des textes constitutionnels n'est pas simple. La procédure est compliquée. Donc, il faut prendre tout le temps qu'il faut avant d'en arriver à ratifier de façon définitive des amendements à la constitution. C'est pour cette raison que, dans l'Acte constitutionnel de 1982 on prévoit un délai de trois ans pour en arriver à une ratification d'amendements à la constitution.

C'est normal et c'est comme ça que ça se passe, je vous le signale, M. le Président, partout dans le monde, dans les sociétés démocratiques qui ont des constitutions écrites. Que ce soit aux États-Unis, en France ou dans la République fédérale allemande, dans les sociétés à caractère démocratique qui ont des constitutions, lorsqu'il s'agit d'amender et de modifier ces constitutions on prend le temps qu'il faut.

Les procédures sont parfois différentes. La procédure d'amendement aux États-Unis n'est pas la même que celle qu'on retrouve en France. Les procédures diffèrent, les moyens de modifier diffèrent mais il y a un trait commun qu'on retrouve dans toutes les sociétés démocratiques, un trait commun en matière de modification constitutionnelle. On prend son temps. On prend le temps qu'il faut. On prend tout le temps qu'il faut parce que dans ces sociétés démocratiques, tout le monde juge importants, fondamentaux les textes constitutionnels, impliquants pour les citoyens. Et, partant de là, tout le monde reconnaît qu'il faut prendre le temps qu'il faut pour modifier la constitution.

Il y a même, dans beaucoup de cas, vous le savez, M. le Président, des mécanismes démocratiques qui sont prévus. Dans beaucoup d'États américains, par exemple, toute modification constitutionnelle, tout amendement à la constitution doit être ratifié par voie référendaire. Il y a un référendum qui suit, une consultation

populaire. Les électeurs votent, ont le pouvoir de ratifier un amendement constitutionnel, des mécanismes donc éminemment démocratiques.

Dans certains autres cas, on prévoit la convocation de constituantes ou de conventions constituantes pour examiner ou réviser les textes constitutionnels. C'est le cas dans certains États américains. Mais le trait commun, le trait caractéristique de tout cela, c'est qu'on donne le temps à tous les intervenants, aux citoyens, à la population, on leur donne le temps qu'il faut pour bien saisir les enjeux, pour bien cerner les enjeux.

Ici, au Québec, c'est tout le contraire. On a choisi la bousculade. On a choisi de faire vite en invoquant l'urgence mais en n'évoquant aucun mobile, aucun motif d'urgence. On a choisi de précipiter les choses. On a choisi de passer le tout rapidement à la vapeur, en catastrophe même, en fin de session, à la veille de vacances, alors qu'il y a une certaine indifférence qui s'est établie, qui s'est instaurée dans la société québécoise à l'égard de ces questions constitutionnelles qui, il faut bien le reconnaître, sont complexes et parfois arides. C'est ce qu'on choisit de faire.

Donc, alors que partout ailleurs dans le monde, dans les sociétés démocratiques, l'amendement, les amendements, les modifications à la constitution requièrent du temps et qu'on retrouve également des mécanismes éminemment démocratiques pour en arriver à modifier la constitution, ici, au Québec, qui est pourtant une société démocratique, je pense que tout le monde s'entend là-dessus, ici, au Québec, on choisit la bousculade. On choisit de faire vite et de précipiter les choses.

M. le Président, nous sommes en face d'un gouvernement déboussolé qui a perdu le sens de l'essentiel et du fondamental, et dont le sens démocratique s'est curieusement émoussé dans le contexte actuel.

On le voit, ce gouvernement a décrété, à juste titre, des consultations générales. Encore ce matin, le ministre de l'Énergie et des Ressources présente un avant-projet de loi, pas un projet de loi, un avant-projet de loi sur la Régie de l'électricité et du gaz, sujet important, j'en conviens, et le leader décrète tout de suite après une consultation générale ouverte à tout le monde, à tous les intervenants intéressés par cet avant-projet sur la Régie de l'électricité et du gaz.

Hier ou avant-hier, même chose concernant un projet de loi sur le registre des associations et des entreprises. Consultation générale également sur ce projet de loi. Consultation ouverte avec les avis à la **Gazette officielle** permettant à tout le monde qui est intéressé d'intervenir et de témoigner devant la commission parlementaire concernée. M. le Président, je suis

bien prêt à reconnaître que le registre des associations et des entreprises, ce n'est pas un sujet négligeable. Je suis bien prêt à reconnaître que la Régie de l'électricité et du gaz, ce n'est pas un sujet négligeable. On voit le gouvernement juger utile et essentiel de décréter des consultations générales sur des sujets de cette nature et pourtant, sur l'avenir du Québec, sur l'avenir du français - parce qu'on sait que la question linguistique est directement au coeur du débat constitutionnel actuellement en cours - sur l'avenir du peuple québécois, sur l'encadrement des ingérences et des empiètements du gouvernement fédéral dans des champs de juridiction provinciale, donc tout ce qui concerne ce qu'on a l'habitude d'appeler au Québec l'autonomie québécoise, sur l'avenir du Québec, dis-je, sur l'avenir du peuple québécois, curieusement, bizarrement, de façon incompréhensible, M. le Président, on enclenche un débat à l'Assemblée nationale sans l'avoir précédé d'une consultation générale.

(15 h 40)

C'est carrément aberrant. On va débattre de la Loi sur le registre des associations et entreprises après avoir au préalable consulté de façon générale la population du Québec, et quand ça concerne l'avenir même du peuple québécois, on ne juge pas utile de tenir une consultation générale, ouverte, publique, au Québec, avant même d'entreprendre le débat sur la motion constitutionnelle. C'est à la fois aberrant, inacceptable, inqualifiable et incompréhensible. M. le Président, le gouvernement se vante, se congratule en disant et en répétant qu'il a déjà tenu une commission parlementaire, celle sur les institutions, et qu'elle a siégé pendant 55 heures. C'est vrai. J'en conviens. Je vous signale toutefois que cette commission parlementaire, si elle a été convoquée, c'est grâce, en partie, aux pressions, aux demandes répétées de l'Opposition et des forces vives du Québec. Le gouvernement a finalement consenti à tenir une commission parlementaire après le 30 avril, après l'entente du lac Meech.

Je vous signale également que les travaux de cette commission ont été vraiment, carrément surchargés. On a siégé des journées entières, parfois on dépassait minuit; travaux surchargés et surtout cette commission parlementaire a porté sur un communiqué de presse. L'objet de la consultation de cette commission parlementaire, c'était le communiqué de presse du lac Meech. Tous les groupes qui sont intervenus - je le sais, je m'en souviens, j'étais présent, j'ai assisté à toutes les délibérations de cette commission - et qui ont témoigné devant la commission ont regretté, parfois même c'était plus, ils ont reproché au gouvernement de ne pas avoir

déposé devant la commission les textes juridiques de façon à ce que les organismes et les experts, qui avaient à se prononcer et à exprimer leurs points de vue, puissent le faire sur les textes juridiques et non pas sur un communiqué de presse. Tout le monde a réclamé les textes juridiques.

On arrive à la situation la plus aberrante possible, qui est la suivante: Une fois l'accord constitutionnel conclu à Ottawa, on se prépare à tenir des audiences publiques sur cet accord, en particulier, bien sûr, au Parlement du Canada, fort probablement en Ontario, en Colombie britannique. Un peu partout au Canada anglais, on organise des audiences publiques par le biais des commissions parlementaires pour entendre la population, les organismes, les citoyens intéressés à venir exprimer leurs points de vue sur l'accord conclu par les premiers ministres à Ottawa. Situation aberrante et qui a même un côté odieux, c'est qu'au Canada anglais, ce qui est en train de se passer présentement, ce qui va se passer dans les semaines qui suivent, c'est que les Canadiens anglais vont se prononcer sur les vrais textes juridiques d'abord, mais ils vont se prononcer sur un texte juridique qui doit prévoir, dit-on, l'entrée du Québec dans la constitution.

Le gouvernement fédéral également prévoit des audiences publiques par le biais d'une commission parlementaire mixte; maintenant, c'est une chose assurée. C'est le gouvernement fédéral qui, tout compte fait, va entendre les Québécois, les organismes québécois, les intervenants québécois sur un texte constitutionnel prévoyant l'entrée du Québec dans la constitution. Pendant ce temps-là, l'Assemblée nationale va regarder le train passer. L'Assemblée nationale va prendre acte du fait que le Parlement fédéral, que des Parlements provinciaux tiennent des audiences publiques sur l'entrée du Québec dans la constitution. Y a-t-il plus aberrant comme situation?

À la base, je pense qu'il y a, d'une façon très évidente, de la part du gouvernement une espèce de mépris assez clair et assez évident à l'égard de l'Assemblée nationale, du Parlement de Québec, des élus du Québec. Les élus du Canada anglais, les élus des Parlements des autres provinces, les élus du Parlement fédéral vont consulter la population, les élus fédéraux en plus vont consulter les Québécois et l'Assemblée nationale, les élus du Québec, eux, n'auront aucune occasion pour consulter les Québécois et les Québécoises sur l'accord constitutionnel conclu à Ottawa récemment. C'est carrément aberrant, inacceptable comme situation, inqualifiable et il nous faut, je pense, sans cesse répéter que cette situation est pour le Québec tout à fait inadmissible. M. le Président, j'espère que vous allez faire respecter mon droit de

parole correctement.

Le Vice-Président: Effectivement, M. le député de Lac-Saint-Jean, j'étais en train d'indiquer à certains parlementaires ici de baisser le ton et d'écouter attentivement les propos du député de Lac-Saint-Jean tel que le prévoit notre règlement. M. le député de Lac-Saint-Jean, vous avez la parole.

M. Brassard: M. le Président, je ne leur demande pas de m'écouter attentivement. Je leur demande simplement de me laisser parler.

Une voix: C'est cela.

M. Brassard: Je ne vais pas jusque là. Qu'ils respectent mon droit de parole, cela va suffire. Je ne leur demande pas de m'écouter.

Le Vice-Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Je demanderais votre collaboration. Chaque député peut exercer un droit de parole. Ceux qui voudront s'adresser à la Chambre, vous aurez simplement à vous lever après le prochain orateur. S'il reste du temps, je vous reconnaitrai, mais autrement, si vous voulez tenir des caucus et parler plus fort, je vous inviterai à quitter l'Assemblée. M. le député de Lac-Saint-Jean.

M. Brassard: M. le Président, il y a là un caractère odieux à la situation présente où la consultation, les audiences publiques vont se tenir au Canada anglais, le Parlement fédéral va en tenir pour les Québécois de façon évidente et l'Assemblée nationale, elle, ne juge pas utile. Le gouvernement ne juge pas utile et important de tenir une consultation sur un accord qui l'engage et qui engage l'avenir même du Québec et du peuple québécois.

J'entendais tout à l'heure le leader du gouvernement parler des 35 heures de débat prévues par la motion qu'il a déposée et s'en féliciter et évoquer à cet effet le débat référendaire. Je dois dire qu'il s'agit là d'une manoeuvre habile que de faire le rapprochement entre le débat qui va s'enclencher bientôt et le débat sur la question référendaire. Sauf que le seul trait commun véritable entre les deux, c'est la durée. Les deux ont duré 35 heures, mais les deux sont très différents. D'abord, le débat référendaire s'est tenu en plein coeur d'une session, au mois de février ou de mars, ce qui est important, je pense, alors que le débat présent va s'enclencher et se dérouler à la toute fin d'une session, à la veille des vacances, à la veille de la fête nationale. Donc, l'intérêt de la population est évidemment moins grand que si un débat semblable se déroulait en plein coeur d'une session.

D'autre part, il faut bien reconnaître et rappeler que le débat référendaire était une phase seulement d'un processus démocratique qui conduisait à une consultation générale, à un référendum. C'est un débat de 35 heures, oui, mais c'est un débat de 35 heures qui débouchait sur un référendum où tous les citoyens du Québec étaient appelés à se prononcer et à voter. C'est très différent de ce qui se passe présentement. Ce n'était pas une phase finale. Cela ne complétait pas un processus. Cela donnait lieu à un événement éminemment démocratique qui s'appelle un référendum et une consultation populaire alors que le débat qui va s'enclencher tout à l'heure, oui, il est de 35 heures comme celui du référendum, j'en conviens, mais c'est la conclusion d'un processus, c'est le couvercle sur la marmite, tout est maintenant fini après cela, il n'y a plus rien, c'est la phase finale. C'est très différent, M. le Président. (15 h 50)

Je veux bien croire que c'est 35 heures de débat dans l'un et l'autre cas, mais la signification des deux débats est très différente. Je pense que, la vérité ayant ses droits, il convient de rétablir les faits à ce sujet. Le seul trait commun entre les deux débats, je le répète, c'est la durée. Les deux auront duré 35 heures, mais les deux n'ont pas du tout la même signification.

M. le Président, l'autre argument du gouvernement, M. le premier ministre le disait, on rapportait ses propos aujourd'hui dans les journaux: "Disant exprimer et refléter la volonté populaire du Québec, le premier ministre juge logique et cohérent que l'Assemblée nationale - etc. - dispose de l'accord constitutionnel et de la motion ratifiant l'accord constitutionnel." Refléter la volonté populaire du Québec. D'abord, M. le Président, prétendre que le gouvernement est mandaté pour procéder comme cela, en vitesse, à la vapeur, à la ratification de cet accord constitutionnel, je pense que c'est un peu gros et un peu exagéré, un peu abusif. Je me souviens fort bien, comme tout le monde, de la campagne électorale, et celui qui affirme que la question constitutionnelle était au cœur de l'élection de novembre et décembre 1985 se trompe grandement.

Le député de Jean-Talon, ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, répète sans cesse depuis des mois que le gouvernement est mandaté à cette fin et qu'il a été mandaté pendant la campagne électorale, à l'occasion de l'élection. Excusez-moi, mais la question constitutionnelle n'était en aucune façon au cœur du débat électoral. Je veux bien croire qu'il y avait les cinq conditions dans leur programme électoral, mais ils ne viendront pas me faire croire que cela a fait l'objet de la campagne électorale de novembre et

décembre 1985, ce n'est pas vrai, du tout. Cela n'a, en aucune façon, été discuté et débattu à l'occasion de la campagne électorale. La campagne électorale a porté sur d'autres sujets que celui-là.

Le Vice-Président: Un instant, M. le député de Lac-Saint-Jean! Je vais demander de nouveau la collaboration de tous les députés de l'Assemblée afin de permettre à l'orateur de s'exprimer librement. S'il le faut, j'indiquerai à des députés personnellement, par le nom de leur comté, que je les invite à quitter l'Assemblée pour respecter le droit de parole de l'intervenant. M. le député de Lac-Saint-Jean.

Une voix: Les ministres pareil.

M. Brassard: M. le Président, je n'accepte en aucune façon la thèse du mandat. Pendant la campagne électorale, cela n'a pas été discuté, cela n'a pas été débattu, et ce n'est pas vrai de prétendre et d'affirmer que le gouvernement était mandaté, à partir du 2 décembre 1985, sur la question constitutionnelle. La volonté populaire n'est pas si claire que pourrait le prétendre le premier ministre. Il y a des sondages qui révèlent de façon très explicite que les Québécois auraient souhaité que, dans tout accord constitutionnel, le Québec voie ses pouvoirs accrus, puisse voir ses compétences élargies. Cela, c'est un trait qu'on retrouve dans tous les sondages. Quand on pose la question aux Québécois: En cas d'entente constitutionnelle, est-ce que vous jugez que le Québec devrait accroître ses pouvoirs, devrait se voir octroyer de nouveaux pouvoirs, des pouvoirs accrus, des compétences accrues? La réponse est positive à plus de 60 %.

Cette réponse est encore plus claire lorsqu'il s'agit des questions linguistiques. Là-dessus, il n'y a pas d'équivoque possible, il n'y a pas d'ambiguïté possible. Les Québécois, dans une très large proportion, une très large majorité, surtout les francophones, bien sûr, sont entièrement d'accord pour qu'en matière linguistique l'Assemblée nationale soit le seul lieu de décision, que l'Assemblée nationale ait pleine et entière compétence en matière linguistique, sur les questions linguistiques. C'est quasiment unanime parmi les francophones; en tout cas cela fait l'objet d'un très large consensus.

Il est évident que, dans l'entente du lac Meech et de l'accord constitutionnel qui a suivi, il n'y a aucune reconnaissance, mais alors aucune reconnaissance de la pleine et entière compétence de l'Assemblée nationale en matière linguistique. Quand le premier ministre dit: Oui, il faut aller de l'avant parce que cela reflète la volonté populaire du Québec, je ne fais pas la même lecture

de la réalité que lui sur certains points, sur certaines questions. Cet accord constitutionnel est loin de refléter la volonté populaire et loin de refléter la volonté du Québec, en particulier pour ce qui est de la question linguistique et, en deuxième lieu, pour ce qui est de l'accroissement des pouvoirs du Québec.

M. le Président, faut-il signer en premier, faut-il ratifier en premier? J'aurais aimé que le ministre responsable du dossier me donne des raisons tout à l'heure, qu'il essaie de justifier l'urgence en donnant des raisons, en expliquant les raisons pour lesquelles le Québec doit signer le premier, doit ratifier le premier. Moi, je dis non, il ne doit pas ratifier le premier, il ne doit pas signer le premier. D'abord, il n'est pas demandeur. À moins que le gouvernement n'ait changé d'avis. Il y a eu un mouvement, une espèce de virage que le premier ministre a semblé faire hier et à moins qu'il n'ait changé d'avis, du moins si j'en crois les déclarations du premier ministre et du ministre responsable, le gouvernement du Québec n'était pas demandeur. Le ministre responsable a eu une expression imagée en disant: Nous n'allons pas là en quêteux, en mendians.

Le Québec n'est pas demandeur, cela paraît très évident. C'est le Canada anglais, par conséquent, qui doit agir en premier puisque le Québec n'est pas demandeur. Puisque le Québec n'a pas à mendier, à quêter, c'est le Canada anglais qui doit faire les premiers mouvements sur l'accord constitutionnel. Donc, le Québec n'a pas à ratifier et à signer en premier. Je dis non également parce que si les provinces du Canada anglais décident d'amender le texte constitutionnel à rabais - on est pourtant sur un plancher le plus bas possible, à des conditions vraiment minimales... Supposons que les provinces décident d'amender à rabais - il y a un certain mouvement dans ce sens - en diminuant encore les conditions déjà minimales de cet accord constitutionnel, le Québec se trouve à ce moment-là placé dans une situation qu'on peut qualifier d'humiliante, la situation humiliante d'avoir entériné ce qu'on considère toujours comme un mauvais accord qui, en outre, est rejeté par le Canada anglais et par certaines provinces anglophones.

Il ne faudrait pas qu'en signant le premier le Québec se place dans une situation humiliante face au Canada anglais qui décide... En tout cas, certaines provinces pourraient décider d'amender cet accord à rabais. Si cela se produisait, si certaines provinces décidaient d'amender à rabais le texte constitutionnel de l'accord, on aurait là la preuve irréfutable que le rapport de forces dans lequel se trouve le Québec n'était pas favorable au Québec, contrairement à ce qu'affirmait, à ce que claironnait

constamment le premier ministre qui disait: Oui, il faut conclure un accord, parce qu'on est dans une situation où le rapport de forces est favorable au Québec. Si on voyait les provinces anglaises amender le texte à rabais, je pense qu'on aurait là la preuve, contrairement à ce qu'affirmait le premier ministre, que le rapport de forces entre le gouvernement fédéral, le Canada anglais et le Québec n'était pas favorable au Québec, n'était pas bon pour le Québec. A ce moment-là, il vaudrait mieux ne pas avoir signé, il vaudrait mieux ne pas avoir ratifié. (16 heures)

Quand on fera, si on a à la faire, cette découverte que le rapport de forces n'était pas favorable, il vaudrait mieux ne pas avoir signé, ne pas avoir ratifié, de façon à pouvoir se placer dans l'attente, attendre, en quelque sorte, un meilleur contexte, une meilleure situation qui soit plus favorable au Québec en matière constitutionnelle.

Il faut aussi - c'est une idée qui a été lancée hier et aujourd'hui par le chef de l'Opposition et je pense que le premier ministre devrait la prendre en considération de façon sérieuse - attendre de façon à permettre au Québec et au gouvernement du Québec de faire preuve d'une élémentaire prudence en matière constitutionnelle. On sait qu'en 1981, le Québec, le gouvernement québécois a demandé à la Cour suprême de lui donner un avis sur le droit de veto. Le Québec a-t-il ou non un droit de veto? Et le gouvernement a demandé un avis à la Cour suprême. Là, on se trouve en face de ce qu'on appelle une règle d'interprétation, celle sur la société distincte. Des témoignages entendus en commission parlementaire, d'abord, une très grande majorité considérait que c'était insuffisant, cette notion de société distincte, et même ceux qui étaient d'accord avec cette règle d'interprétation étaient incapables de nous dire les effets, de nous faire connaître les effets qu'aurait cette règle d'interprétation.

On ne sait pas du tout actuellement comment les tribunaux et la Cour suprême vont interpréter la notion de société distincte et quels seront les effets de cette règle d'interprétation, entre autres, sur les pouvoirs du Québec et en particulier sur la question linguistique. On ne le sait pas. On ne le sait pas du tout. Me Côté, un spécialiste en matière d'interprétation, est venu devant la commission et il a répondu à la question: Est-ce que le concept de société distincte va être interprété généreusement, va avoir des effets positifs pour le Québec? Il a répondu: Je ne le sais pas. Est-ce que la règle d'interprétation concernant la société distincte va plutôt être interprétée de façon restrictive, donc très négative pour le Québec? Me Côté a dit: Je ne le sais pas. On ne le sait pas. On est en face de l'inconnu. Il serait donc sage, ce serait de

l'élémentaire sagesse, de l'élémentaire prudence, qu'avant de ratifier de façon définitive cet accord, le gouvernement fasse ce qu'on appelle "un référé aux tribunaux" et qu'il demande à la Cour d'appel ou même à la Cour suprême comment elle interprète ces dispositions de l'accord constitutionnel, quelle est son interprétation, quel est son avis sur ces dispositions contenues dans l'accord constitutionnel. Pour ce faire, il faut attendre, il ne faut pas faire le débat maintenant et ratifier maintenant l'accord constitutionnel. Il faut le reporter à plus tard. Nous avons trois ans pour le faire. Nous avons tout le temps qu'il faut. Il faut le reporter à plus tard et permettre au gouvernement de demander un avis. Je pense que ce serait sage et prudent de demander un avis aux tribunaux.

M. le Président, je regarde aller le gouvernement et je me pose la question: Quelle est la stratégie, au fond, du gouvernement depuis le 30 avril dernier? Elle m'apparaît très simple. Elle est très transparente. Je pense que tout le monde l'a devinée et l'a comprise. Le gouvernement part du postulat suivant. Le peuple, la population ne s'intéresse pas naturellement aux questions constitutionnelles. Ce sont des questions complexes, des questions parfois arides et - il a raison de poser ce postulat d'ailleurs - la population n'éprouve pas beaucoup d'intérêt, naturellement, pour ces questions constitutionnelles, complexes et parfois arides. Partant de là, le gouvernement s'est dit: En faisant vite, en procédant très rapidement et en ratifiant très rapidement l'accord constitutionnel, on ne permet pas au peuple, à la population, on ne lui laisse pas le temps suffisant pour bien cerner les enjeux contenus dans cet accord, pour bien identifier et pour s'intéresser aux enjeux contenus dans cet accord alors qu'il est évident que, si on prenait le temps qu'il faut, si on donnait le temps qu'il faut à la population, au fil des semaines et des mois l'intérêt pourrait surgir, se développer face à ces questions et la population pourrait mieux en comprendre, en saisir les enjeux.

On en a d'ailleurs eu la preuve en commission parlementaire. Je pense qu'avant la commission parlementaire, on s'est rendu compte que les citoyens québécois n'étaient peut-être pas tellement intéressés par ce qui s'était passé au lac Meech. Mais, avec et grâce à la commission parlementaire et à tous ceux qui ont témoigné devant cette commission, on a pu constater un intérêt grandissant dans la population pour ces questions vitales, importantes pour le Québec.

Or, la stratégie du gouvernement est très claire, elle ne veut pas laisser le temps à la population de s'intéresser à la question, de bien saisir les enjeux, elle veut faire vite, rapidement, de façon précipitée pour faire en

sorte que dans quelques jours tout soit réglé et que, lorsque des citoyens, des intervenants dans la société manifesteront de l'intérêt pour cette question, tout sera bâclé, tout sera conclu, il n'y aura plus rien à faire.

M. le Président, le premier ministre du Québec déclarait en 1977, en répondant à la question sur la constitution à l'occasion d'une entrevue: "Malheureusement, l'intérêt pour les questions constitutionnelles au sein de la population du Québec n'a jamais été très grand. C'est dû, je crois, au caractère technique des débats, mais il reste que ces choses ont des conséquences très sérieuses. J'ai fait mon élection du 15 novembre là-dessus. Cela n'a pas suscité beaucoup d'intérêt auprès de la population." Il n'a pas répété l'erreur en décembre. Contrairement à ce que pense le ministre, cela n'a pas été un objet prioritaire du débat électoral. "Pourtant, c'est le problème qui mène à tous les autres. La constitution représente notre façon de vivre. - C'est M. Bourassa qui parle - Je sais qu'il n'a jamais été facile pour les hommes politiques de faire des débats sur les questions constitutionnelles, parce qu'il faut expliquer ce lien fondamental. Pour ça, il faut du temps. Je ne blâme pas du tout la population qui est prise quotidiennement avec des problèmes de niveau de vie ou de chômage."

Ce qu'il y a de vrai dans ce que le premier ministre disait à l'époque, c'est que la population ne s'intéresse pas naturellement à des questions constitutionnelles. Démocratiquement, normalement, il faudrait, par conséquent, lui en laisser le temps, lui laisser le temps de s'intéresser à ces choses-là. Malheureusement, ce n'est pas la stratégie qu'a adoptée le gouvernement et on doit le déplorer tout en disant que, ce faisant, il commet, à mon avis, une erreur historique. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je reconnais maintenant M. le leader du gouvernement pour l'exercice de sa réplique en lui précisant qu'il reste exactement 19 minutes comme longueur maximum d'intervention.

M. Michel Gratton (réplique)

M. Gratton: Merci, M. le Président. Dès le début, je voudrais tenter d'éclaircir un malentendu qui s'est glissé entre le leader de l'Opposition et moi ce matin. Vous vous appellerez, M. le Président, que le leader de l'Opposition a commencé son intervention en disant littéralement qu'il m'avait trouvé "cheap" - j'emploie son expression - de reprocher à l'Opposition, et donc à lui comme leader de l'Opposition, de les blâmer que nous ne puissions terminer nos travaux avant le 23 juin prochain.

Vous me permettez de citer - et

j'espère que le leader de l'Opposition prêterait attention à mes propos - ce que je disais ce matin pour bien indiquer que je n'ai jamais adressé de reproche à l'Opposition pour un manque de collaboration quelconque. Je lis le **Journal des Débats** de ce matin où je disais: "J'indiquerai tout de suite que ce n'est pas l'intention du gouvernement de siéger à des heures indues. Je persiste à croire qu'avec un minimum de collaboration de la part de l'Opposition - je ne leur demande pas de voter pour la motion, je ne leur demande pas de parler pour la motion - je dis qu'avec un minimum de collaboration de l'Opposition, nous pouvons, avant minuit le 23 juin prochain, disposer de la motion du premier ministre, de ce débat de 35 heures, adopter le programme législatif qui, de toute façon, était sur le point d'être adopté aujourd'hui et faire tout ça avant le 23 juin. C'est ce que je souhaite. J'offre mon entière collaboration, à titre de leader du gouvernement, à l'Opposition et à mon vis-à-vis, le leader de l'Opposition, pour qu'on puisse tâcher ensemble d'aménager ce débat sur la motion de même que les débats sur les projets de loi de la façon la plus démocratique possible."

Il n'y a là aucun reproche à l'endroit de l'Opposition et je voudrais que ce soit clair, parce que, effectivement, à titre de leader du gouvernement, j'ai joui d'une excellente collaboration jusqu'à hier de la part de l'Opposition et particulièrement du leader de l'Opposition. Ce que je tentais de dire ce matin, et je pense que ce que j'ai dit, c'est que, finalement, en ayant décidé d'adopter la motion constitutionnelle avant l'ajournement prévu pour le 23 juin prochain, on ne mettait aucunement en péril la possibilité de terminer et la motion et les projets de loi, moyennant une collaboration de l'Opposition et pas une collaboration quant à l'adoption de la motion constitutionnelle.
(16 h 10)

Je l'ai clairement indiqué, il n'y a personne de ce côté-ci qui demande à l'Opposition de souscrire et de nous aider à adopter la motion constitutionnelle. Mais ce que je dis, c'est que, sur le programme législatif sur lequel l'Opposition est déjà presque à 100 % d'accord, la preuve, c'est qu'on a eu une collaboration exceptionnelle jusqu'à hier, je dis qu'avec ce minimum de collaboration, nous pourrions tout bâcler avant l'ajournement prévu par nos règlements. C'est cela que je dis. Ce n'est que cela et rien de plus, M. le Président.

Je voudrais également revenir sur certains propos. On a dit qu'il s'agit de règles antidémocratiques que nous imposons par la suspension des règles, par cette motion que j'ai présentée. M. le Président, il me semble qu'il n'y a rien d'antidémocratique que de faire ce que le règlement de

l'Assemblée nationale prévoit en l'aménageant de modalités qui sont beaucoup plus souples que celles qu'on a connues lors de précédents exercices semblables, et notamment lors de l'adoption de la question référendaire.

Je conviens qu'il ne s'agit pas de la même situation. Le député de Lac-Saint-Jean disait, c'était en mars, on est en juin. Evidemment, en mars, on n'aurait pas pu présenter la motion. Il n'y avait pas eu le lac Meech. Le lac Meech a eu lieu en avril. La ratification de tout cela s'est faite le 3 juin. Si on procède aujourd'hui, c'est parce qu'il existe, aujourd'hui, une dynamique qui favorise que l'Assemblée nationale se prononce. Je reviendrai là-dessus tantôt. Mais si on parle de mécanique, si on parle de tuyauterie, qu'y a-t-il d'antidémocratique à proposer, contrairement à ce qui s'est passé au moment du débat pour l'adoption de la question référendaire alors que les députés de l'Opposition avaient disposé, comme je l'ai indiqué ce matin, d'un temps beaucoup moindre, qu'on offre maintenant en moyenne à chacun des députés de l'Opposition beaucoup plus de temps?

En fait, en moyenne, si les 99 députés devaient prendre la parole au cours du débat, ils pourraient disposer de dix minutes chacun, alors que si l'ensemble des députés de l'Opposition devaient intervenir au cours de ces 35 heures, c'est quelque chose comme 50 minutes chacun dont ils disposeraient. C'est du cinq pour un en faveur de l'Opposition, alors que la représentation ici est de 99-23. Il me semble qu'il n'y a rien d'antidémocratique dans cela. S'il y a quelque chose d'antidémocratique, c'est à l'égard de mes collègues ministériels qui devront peut-être ne pas intervenir pour laisser les députés de l'Opposition intervenir.

M. le Président, on m'a reproché, et le député de Lac-Saint-Jean a rejoint le leader de l'Opposition là-dessus, de ne pas avoir fait allusion ou invoqué le motif pour justifier l'urgence de procéder aujourd'hui. Je pensais avoir commencé mon intervention en indiquant que, pour les détails, c'est mon collègue, ministre responsable du dossier qui les fournirait, mais que quant à moi, il me semblait que l'initiative devait venir du Québec. En écoutant mes deux collègues d'en face, j'ai puisé justement l'argument qui me manquait peut-être, ce matin. Les deux nous ont dit: Pourquoi cette précipitation? On dispose de trois ans pour terminer le processus. Effectivement, on dispose de trois ans pour que l'ensemble des provinces, ou tout au moins un minimum de sept représentant 50 % de la population pour quatre des cinq questions, endosse ou approuve cette résolution, de même que le gouvernement fédéral.

On disait même, du côté du leader de l'Opposition, que tant et aussi longtemps

qu'aucune Législature n'adoptera la résolution, les trois ans ne commenceront pas à courir. Donc, théoriquement, ça pourrait prendre aussi longtemps qu'une province adopte la résolution et qu'un temps de trois ans s'écoule. Mais justement, n'appartient-il pas au Québec de poser le premier geste? N'est-il pas dans l'intérêt du Québec de faire en sorte qu'au moment où les conditions que le Québec posait pour son adhésion à la fédération canadienne sont remplies à 100 %, n'est-il pas normal, dis-je, que ce soit nous, le Québec, qui disions: On veut que les trois ans commencent à compter de maintenant?

Il est urgent de procéder par la suspension des règles parce que quand on parle d'urgence, ce n'est pas une question d'urgence au cours des trois ans dont on parle, c'est une question d'urgence de dire: Si on ne commence pas maintenant, on ne pourra pas commencer avant l'automne. Si personne d'autre ne prend l'initiative, ce ne sera plus trois ans, ce sera trois ans et trois mois, trois ans et six mois, quatre ans, quatre ans et demi. Nous pensons qu'il est du meilleur intérêt de l'ensemble des Québécois que le Québec devienne partie intégrante de la fédération canadienne et ce le plus tôt possible parce que les conditions sont bonnes pour l'adhésion du Québec. On pense que ça doit commencer maintenant.

Ce qui est urgent en fin de session, c'est de suspendre les règles, parce qu'on n'obtient pas l'assentiment. Et je ne les en blâme pas encore une fois. Je ne voudrais pas que le leader de l'Opposition vienne me traiter de "cheap" à nouveau, en disant: Il nous accuse de ne pas collaborer. Je ne les accuse pas de ne pas collaborer, je dis simplement que nous, comme gouvernement responsable, on a un règlement de l'Assemblée nationale qui nous permet de suspendre certaines règles. On pourrait faire ce que l'ancien gouvernement a déjà fait. Je ne voudrais pas insister trop longtemps là-dessus, mais je me rappelle qu'un certain leader du gouvernement, dont le nom est Jean-François Bertrand, évoque un certain souvenir à des députés de la région de Québec. Alors leader du gouvernement, il avait dit, à un moment donné: On va vous passer sur le corps. D'ailleurs, j'ai ici un article du journal **Le Soleil**. On y lit: Le gouvernement va vous passer sur le corps, disait M. Bertrand, grandiloquent, le verbe haut, les yeux comme des pistolets et les intonations méprisantes et menaçantes à la fois, et il a ajouté: Il va vous couper en utilisant la motion de clôture. Ce n'est pas de ça qu'il s'agit ici. On ne dit pas: On va vous passer sur le corps en vous coupant avec la motion de clôture. On dit: On vous propose de suspendre les règles pour avoir un débat de 35 heures au cours desquelles vous aurez la moitié du temps, 17 1/2 heures, malgré que nous soyons trois fois plus

nombreux, sinon quatre fois.

M. le Président, on dit: On voudrait que cela se termine dans les 35 heures parce qu'il y a un précédent qui existe et que le précédent, c'est celui de l'adoption de la question référendaire en 1980 où les règles du jeu étaient moins favorables à l'Opposition. Donc, je reviens là-dessus et je termine en disant que c'est à nous, au Québec, de prendre les décisions et de poser le premier geste. C'est nous qui avions indiqué que nous voulions que cinq conditions soient respectées pour que le Québec devienne partie intégrante de la fédération canadienne.
(16 h 20)

Au lac Meech et le 3 juin à Ottawa, les neuf premiers ministres des provinces et le premier ministre du Canada ont tous signé pour remplir, de façon complète, ces cinq conditions. À qui appartient-il, maintenant, de dire: Nous marchons avec l'entente? Est-ce que cela appartient à quelqu'un d'autre qu'au Québec? Je soutiens que non, parce que nous sommes les premiers à avoir intérêt, par exemple, à obtenir une compensation financière pour des programmes dont nous voudrions nous retirer. Nous sommes les premiers à vouloir refuser des amendements aux changements dans les pouvoirs, moyennant compensation, évidemment. Au fond - il n'y a pas un seul des intervenants de l'Opposition qui l'a dit - la vraie raison pour laquelle le Parti québécois s'oppose à cette entente, c'est qu'ils ne peuvent pas y souscrire, pas plus qu'en 1981 ils ne pouvaient accepter que la constitution soit rapatriée de quelque façon que ce soit. Pas plus aujourd'hui ils ne peuvent admettre qu'il puisse exister des conditions acceptables pour le Québec, parce que, en faisant cela, ils sont obligés de renier - cette fois-ci, pour le vrai - l'article 1 de leur programme qui dit que, pour eux, la seule solution, c'est la souveraineté du Québec. Si les péquistes étaient vraiment francs, ils nous diraient: Retardez le plus possible; ce qu'on veut, c'est que cela ne finisse jamais. La plus belle façon que cela ne finisse pas, c'est justement que cela ne commence pas. C'est ce qu'ils nous reprochent: de vouloir commencer aujourd'hui.

Évidemment, les différences sont fondamentales entre nous. J'ai énormément de respect pour les gens qui défendent une option. J'ai du respect dans la mesure où ils me disent franchement où ils se logent. Je suis obligé de dire, à regret, que cela devient de plus en plus ambigu avec le Parti québécois. On est souverainiste, mais à la fois on ne veut pas en parler ni se présenter comme tel au moment des élections. Moi, je suis fédéraliste et je ne m'en suis jamais caché. Si cela devait, un jour, me faire perdre une élection, j'aimerais mieux être battu en m'affichant comme je suis qu'être

élu en faisant semblant d'être ce que je ne suis pas. J'ai l'impression que c'est ce que vous faites, le Parti québécois.

Donc, on ne réussira jamais à faire admettre aux membres de l'Opposition que, quelles que soient les conditions, ils ne pourraient y souscrire. Je vois des députés qui y souscriraient peut-être plus facilement que d'autres. J'en regarde un qui, j'en suis sûr, n'y souscrirait jamais, et tout au moins... Il se lève, M. le Président, et je ne l'identifierai pas, mais je reconnais qu'il est constant et fidèle à lui-même. Évidemment, j'attends sa démission du Parti québécois pour prochainement!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je termine en disant ceci: Pour nous, il est dans l'intérêt des Québécois que le Québec redevienne partie prenante de la fédération canadienne. Il est dans l'intérêt du Québec que cela se fasse le plus tôt possible parce que maintenant les conditions favorables à notre adhésion sont réunies avec l'entente du lac Meech et les textes juridiques auxquels les onze premiers ministres du Canada ont souscrit le 3 juin dernier. Maintenant que ces conditions sont réunies, M. le Président, nous pensons qu'il est temps, dans le meilleur intérêt de l'ensemble des Québécois, que le Québec reprenne sa place au sein du Canada et sa place, c'est la première au Canada.

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Président: Si vous me permettez, cette dernière intervention de M. le leader du gouvernement met fin au débat sur la motion présentée par M. le leader ce matin concernant la suspension des règles de procédure en vertu de nos règlements, c'est-à-dire les articles 182 et 183. Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Vote enregistré.

Le Président: Alors qu'on appelle les députés.

(Suspension de la séance à 16 h 27)

(Reprise à 16 h 34)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Messieurs les députés. Que chacun regagne son siège.

Mise aux voix

Je vais maintenant mettre aux voix la motion présentée ce matin par M. le leader

du gouvernement, c'est-à-dire la motion de suspension des règles de procédure en vertu des articles 182 et 183 de notre règlement.

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Que ceux et celles qui sont pour la motion présentée par M. le leader du gouvernement en vertu des articles 182 et 183 de notre règlement veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Bourassa (Saint-Laurent), Gratton (Gatineau), Saintonge (Laprairie), Marx (D'Arcy McGee), Pagé (Portneuf), Levesque (Bonaventure), Mme Bacon (Chomedey), M. Ryan (Argenteuil), Mme Lavoie-Roux (L'Acadie), MM. Bourbeau (Laporte), Paradis (Brome-Missisquoi), Côté (Rivière-du-Loup), Mme Robic (Bourassa), MM. Rémillard (Jean-Talon), Savoie (Abitibi-Est), Vallerand (Crémazie), French (Westmount), Côté (Charlesbourg), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Vallières (Richmond), Gobeil (Verdun), Picotte (Maskinongé), Fortier (Outremont), Rocheleau (Hull), Mme Bégin (Bellechasse), MM. Cusano (Viau), Vaillancourt (Orford), Dauphin (Marquette), Maltais (Saguenay), Philibert (Trois-Rivières), Mme Dougherty (Jacques-Cartier), MM. Lefebvre (Frontenac), Sirros (Laurier), Doyon (Louis-Hébert), Maciocia (Viger), Middlemiss (Pontiac), Beaudin (Gaspé), Cannon (La Peltre), Chagnon (Saint-Louis), Lemire (Saint-Maurice), Paradis (Matapédia), Mme Pelchat (Vachon), MM. Rivard (Rosemont), Polak (Sainte-Anne), Assad (Papineau), Audet (Beauce-Nord), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Bélanger (Laval-des-Rapides), Bélisle (Mille-Îles), Mme Hovington (Matane), M. Séguin (Montmorency), Mmes Trépanier (Dorion), Bélanger (Mégantic-Compton), MM. Fortin (Marguerite-Bourgeoys), Parent (Sauvé), Gervais (L'Assomption), Trudel (Bourget), Mme Bleau (Groulx), MM. Bradet (Charlevoix), Brouillette (Champlain), Camden (Lotbinière), Mme Cardinal (Châteauguay), M. Després (Limoulu), Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata), MM. Farrah (Îles-de-la-Madeleine), Forget (Prévost), Gardner (Arthabaska), Gauvin (Montmagny-L'Islet), Gobé (Lafontaine), Hamel (Sherbrooke), Laporte (Sainte-Marie), Dubois (Huntingdon), Bissonnet (Jeanne-Mance), Houde (Berthier), Kehoe (Chapleau), Mme Legault (Deux-Montagnes), MM. Leclerc (Taschereau), Hétu (Labelle), Joly (Fabre), Khelfa (Richelieu), Lemieux (Vanier), Messier (Saint-Hyacinthe), Poulin (Chauveau), Richard (Nicolet), Tremblay (Rimouski), Tremblay (Iberville), Thérien (Rousseau), Théorêt (Vimont), Saint-Roch (Drummond).

Le Président: Que ceux et celles qui sont contre ladite motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Johnson (Anjou), Chevrete (Joliette), Mme Blackburn (Chicoutimi), MM. Jolivet (Laviolette), Garon (Lévis), Rochefort (Gouin), Charbonneau (Verchères), Gendron (Abitibi-Ouest), Brassard (Lac-Saint-Jean), Filion (Taillon), Godin (Mercier), Mme Vermette (Marie-Victorin), MM. Paré (Shefford), Claveau (Ungava), Blais (Terrebonne), Dufour (Jonquière), Parent (Bertrand),

Le Secrétaire: Pour: 89
Contre: 17
Abstentions: 0

Le Président: La motion de M. le leader du gouvernement concernant la suspension des règles de procédure est adoptée.

Ceci met fin aux affaires courantes. Je vais maintenant appeler les affaires du jour, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je vous prierais d'appeler l'article 77 du feuillet, s'il vous plaît.

Motion proposant que l'Assemblée nationale autorise la modification de la constitution du Canada en conformité avec l'entente d'Ottawa

Le Président: À l'article 77 du feuillet, M. le premier ministre présente la motion suivante: "Que l'Assemblée nationale autorise la modification de la constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le Gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité de l'annexe ci-jointe." (Voir annexe)

Je reconnais maintenant le premier ministre sur cette motion.

Des voix: Bravo!

M. Robert Bourassa

M. Bourassa: M. le Président, je me permettrai, contrairement à mon habitude, comme vous le savez, de me référer à des notes écrites à cause de l'interprétation qui pourra être faite par les tribunaux. Selon la jurisprudence, les déclarations, les intentions du constituant peuvent être très utiles. Donc, j'essaierai, à cet égard, d'être le plus précis et le plus concis possible et je devrai m'abstenir de faire de l'humour aux dépens du chef de l'Opposition.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: M. le Président, je veux

d'abord signaler et reprendre brièvement les raisons - sans entrer dans les détails, puisque le leader du gouvernement, tantôt, avec beaucoup d'éloquence et de conviction, a donné toutes les raisons qui pouvaient le justifier - de procéder immédiatement. Comme il l'a dit, le Québec a assumé le leadership de cette opération. Nos propositions ont été discutées longuement au niveau intergouvernemental. Le ministre responsable, le député de Jean-Talon, a visité toutes les provinces, à plusieurs reprises, pour discuter de cette question. Il a effectué un travail exceptionnel. Il y a eu la rencontre du mois d'août 1986 où les premiers ministres, unanimement, ont accepté d'accorder la priorité à la question constitutionnelle. Il y a eu également une confirmation de cette décision, en novembre 1986, à l'occasion d'une rencontre à Vancouver et de deux conférences constitutionnelles, le 30 avril et le 3 juin. Par la suite, il y a eu 55 heures de commission parlementaire et, finalement, le gouvernement, aujourd'hui, se conforme à l'accord et respecte son engagement. Nous assumons nos responsabilités et nous n'allons pas laisser une entente qui est fondamentalement bonne pour le peuple québécois, maintenant et pour les générations futures. Nous n'allons pas laisser passer cette chance historique de pouvoir faire un pas en avant, un progrès très important pour notre avenir, d'autant plus, comme je le disais ce matin, à la période de questions, qu'il y a d'autres dossiers qui doivent retenir notre attention au cours des prochaines semaines et au cours des prochains mois.

De même, il y a évidemment cet engagement de l'accord politique qui était joint à l'accord constitutionnel et qui demande aux différents gouvernements d'agir dans les meilleurs délais. Comme nous avons nous-mêmes eu cette commission parlementaire de 55 heures, nous pouvons donc procéder à l'adoption.

M. le Président, il n'y a pas de doute que le Québec sort grand gagnant de cette opération constitutionnelle de 1987. Les gains sont substantiels. La constitution reconnaîtra, pour la première fois en 120 ans d'histoire, le Québec comme société distincte. La constitution fera enfin une place au Québec et c'est une place d'honneur: l'article 2 de la loi de 1867. La constitution assurera au Québec les moyens pour préserver et promouvoir le caractère distinct du Québec et donnera une assise constitutionnelle au fait français du Québec. La constitution assurera au Québec la sécurité qui lui est nécessaire pour son développement à l'intérieur de la fédération. J'énumère à cet égard les pouvoirs que nous avons obtenus:

pouvoirs accrus en immigration;
pouvoirs en matière de nomination des juges à la Cour suprême;
pouvoirs accrus en matière de réforme

des institutions fédératives;

pouvoirs accrus en ce qui a trait à l'exercice du pouvoir fédéral de dépenser et garanties quant à l'exercice éventuel de deux droits de retrait, le premier dans la formule d'amendement et le deuxième dans le pouvoir fédéral de dépenser.

Si nous voulons préciser davantage, M. le Président, nous devons constater d'abord qu'avec la société distincte, nous réalisons un gain majeur qui ne se limite pas à la pure symbolique, car toute la constitution du pays devra dorénavant être interprétée, conformément à cette reconnaissance.

La langue française constitue une caractéristique fondamentale de cette spécificité, mais celle-ci comporte d'autres aspects comme la culture et les institutions politiques, économiques et juridiques. Comme nous l'avons dit à de très nombreuses reprises, nous n'avons pas voulu définir précisément pour éviter de réduire le rôle de l'Assemblée nationale de promouvoir cette spécificité. Il faut observer que cette spécificité du Québec sera protégée et promue par l'Assemblée nationale et le gouvernement, alors que la dualité sera préservée par les législateurs.

Il faut souligner que toute la constitution, y compris la charte, sera interprétée et appliquée à la lumière de cet article sur la société distincte. L'exercice des compétences législatives est visé et cela nous permettra de consolider les acquis et de gagner du terrain.

Nous avons, avec l'article 2 concernant la spécificité du Québec, obtenu des moyens constitutionnels sûrs et solides pour consolider nos pouvoirs en matière linguistique. Grâce à l'aménagement de l'article, notamment par la clause de sauvegarde, les pouvoirs de l'Assemblée nationale sont maintenus et sauvegardés. Il n'y aura plus d'érosion de notre compétence linguistique. Aucun recul ne sera possible, c'est une protection absolue, comme je l'ai dit à plusieurs reprises à l'Assemblée nationale. Le seul chemin que nous prenons est celui du renforcement et de la consolidation de la langue française.

Les seules limitations à notre compétence se trouvent aux articles 23 de la charte et 133 de la Loi de 1867. Le droit de recourir, le cas échéant, à l'article 33 de la Charte canadienne est maintenu intégralement. Bref, et c'est extrêmement important, M. le Président, nous venons, pour la première fois en 120 ans de fédéralisme, de donner des assises constitutionnelles à la préservation et à la promotion du caractère français du Québec.

Pour ce qui a trait à l'immigration, qui est évidemment un pouvoir de plus en plus important pour le Québec, étant donné les circonstances démographiques que nous

connaissions, il nous faut préserver les délicats équilibres démographiques. Premièrement, la volonté du Québec de contrôler son immigration est reconnue partout. À l'intérieur, les Québécois veulent s'assurer de l'équilibre démographique et du maintien du caractère français. À l'extérieur du Québec, ils veulent conserver leur part de la population canadienne, facteur crucial de leur poids dans la fédération canadienne. Minoritaire au Canada et en Amérique du Nord, la société québécoise se distingue de celle qui l'entoure et les outils de contrôle de l'immigration sont essentiels. Il faut s'assurer que l'arrivée croissante de nouveaux Québécois consolide au lieu d'infléchir l'importance numérique de la société québécoise.

Les pouvoirs dans ce secteur sont déterminants. Le Québec obtient la garantie qu'il pourra, s'il le désire, recevoir annuellement, à l'intérieur du nombre total d'immigrants du Canada, un nombre d'immigrants correspondant à son poids démographique plus 5 %.

Le Québec obtient le pouvoir de sélectionner l'ensemble des immigrants désireux de venir ici. Ce pouvoir s'exerce, bien sûr, à l'intérieur des règles générales d'admission et des politiques d'immigration du Canada en ce qui concerne la réunification des familles. Le Québec sera seul responsable en ce qui concerne l'adaptation et l'intégration des immigrants.

(16 h 50)

Pour ce qui a trait à la Cour suprême, le Québec, en tant que société distincte, tient à s'assurer qu'il est adéquatement représenté à la Cour suprême, l'arbitre ultime de la constitution. Le statut constitutionnel de la Cour suprême a été conservé. Elle est donc vue comme au-dessus d'un palier unique de gouvernement. Il y a plus. À cause de la dualité des deux systèmes de droit au Canada, le Québec a exigé d'être adéquatement représenté au sein de la cour par une garantie de trois juges et de contribution du Québec au processus de sélection et une nomination des juges.

Le Québec a obtenu dans l'entente du 3 juin cette garantie de trois juges et il a obtenu qu'Ottawa devra, désormais, les choisir parmi la liste des candidats suggérés par le gouvernement du Québec.

Pour ce qui a trait au pouvoir fédéral de dépenser, son exercice, le meilleur encadrement qui a été obtenu c'est cette garantie de flexibilité et de respect des compétences provinciales. L'exercice du pouvoir fédéral de dépenser a constitué, en particulier depuis les 30 dernières années, une zone de friction constante entre le gouvernement fédéral et les provinces. Le Québec a toujours dénoncé avec vigueur l'exercice unilatéral de ce pouvoir de dépenser qui s'est révélé l'équivalent de véritables amendements

constitutionnels de fait apportés au partage des compétences législatives.

L'accord constitutionnel du 3 juin constitue une étape très significative dans l'évolution des rapports entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, puisqu'elle modifie profondément la dynamique vécue jusqu'à maintenant. L'introduction d'une garantie de droit de retrait assorti d'une juste compensation financière pour une province qui ne désire pas participer à un nouveau programme à frais partagés constitue un gain majeur. Ce droit de retrait ne signifie pas la fin des programmes nationaux. Il va signifier que ces programmes seront conçus dans un contexte plus respectueux des provinces et que le Québec aura la flexibilité nécessaire pour mettre en oeuvre des mesures et des programmes qui, tout en étant compatibles avec les objectifs nationaux, refléteront davantage ses propres besoins.

La définition de ces objectifs nationaux devra nécessairement se faire en concertation avec les provinces, et nous obtenons l'assurance que l'exercice de la définition de ces objectifs se fera dans le cadre normal des rapports intergouvernementaux au Canada, c'est-à-dire finalement dans le cadre des négociations politiques usuelles.

Nous avons pris des précautions spéciales pour que la reconnaissance d'un droit de retrait pour le Québec n'entraîne pas la reconnaissance juridique du pouvoir fédéral de mettre en oeuvre des programmes dans des domaines provinciaux. Ainsi, le nouvel article 106a est rédigé de façon à ne parler que du droit de retrait sans reconnaître ni définir le pouvoir fédéral de dépenser. Pour être doublement certains, nous avons insisté pour qu'une clause de réserve ou de sauvegarde soit ajoutée et qu'elle précise que les pouvoirs législatifs du Parlement fédéral ne sont pas augmentés. Donc, le Québec garde la faculté de contester devant les tribunaux tout usage du pouvoir de dépenser qui serait inconstitutionnel.

Finalement, M. le Président, il y a cette reconnaissance d'un droit de veto, la capacité de dire non à une modification qui irait à l'encontre des intérêts du Québec. Tout gain constitutionnel serait de bien peu de signification si la constitution pouvait à nouveau être modifiée sans l'accord du Québec. Nous avons obtenu la sécurité à double tour, si je puis dire. Le Québec aura droit à une compensation raisonnable dans tous les cas où il se dissocierait d'une modification portant transfert d'une compétence provinciale au Parlement fédéral.

Le Québec a obtenu un droit de veto complet sur tout changement dans les sujets suivants: représentation des provinces à la Chambre des communes, réforme du Sénat, certains attributs de la Cour suprême,

rattachement de territoires aux provinces existantes ou création de nouvelles provinces.

Donc, voilà, M. le Président, très brièvement mais d'une façon concise, les avantages que nous avons obtenus. À l'occasion de la commission parlementaire, il a été traité du droit à l'autodétermination du Québec. Des questions ont été posées sur ce qu'il adviendrait du droit à l'autodétermination du Québec. J'ai répondu, en commission parlementaire, au chef de l'Opposition, que le Parti libéral avait reconnu ce droit et reconnaissait ce droit. D'ailleurs, il y a, dans cette démarche libre et volontaire d'adhésion du Québec à la Loi constitutionnelle de 1982, une expression particulière du droit du peuple du Québec de disposer de lui-même, comme nous l'avons fait d'une manière plus explicite en 1980, en choisissant l'option canadienne.

À cet égard, comme sur tous les autres aspects de l'entente du lac Meech, il n'y a donc aucun recul du Québec, aucun renoncement, aucune diminution des droits et prérogatives du Québec.

Je me permettrai de citer, M. le Président, une résolution qui a été adoptée par le Parti libéral, qui reste encore en vigueur et qui fait partie du programme constitutionnel du Parti libéral. Elle avait été adoptée à l'occasion du congrès d'orientation de Montréal tenu les 29 février, 1er et 2 mars 1980, et au conseil général de Saint-Hyacinthe tenu les 5 et 6 juillet 1980 alors que le ministre de l'Éducation était chef du Parti libéral. Dans cette résolution, il est mentionné que le Parti libéral reconnaît le droit du Québec de déterminer sa constitution interne et d'exprimer librement sa volonté de maintenir l'union fédérale canadienne ou d'y mettre fin. Elle reconnaît, en bref, le droit du peuple québécois à disposer librement de son avenir. C'est une résolution adoptée par le Parti libéral en 1980 et qui n'est aucunement modifiée - elle fait encore partie du programme - ou affectée par l'adoption de l'accord du lac Meech.

Voilà donc ce pas en avant qui sera accompli avec l'adoption de cette résolution. Depuis 200 ans, depuis le début de son histoire, le Québec a eu à se battre constamment. Des progrès considérables ont été accomplis par notre société, par notre peuple, notamment, depuis le début de la révolution tranquille et, surtout, depuis quelques décennies dans le secteur économique. Avec l'adoption de cette résolution, nous aurons une stabilité politique plus grande. Le vrai patriotisme est celui qui s'exprime par cette volonté de combattre et de progresser collectivement et individuellement.

L'accord du lac Meech, M. le Président, est pour nous l'une des plus belles et des plus fortes démonstrations de patriotisme éclairé que nous ayons eues dans cette

Assemblée nationale depuis le début de son histoire. Je suis fier et, j'en suis convaincu, ma fierté est partagée par la très grande majorité de nos compatriotes. Merci.

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Président: Je remercie le premier ministre. Sur la même motion présentée par M. le premier ministre, je vais reconnaître M. le chef de l'Opposition.

M. Pierre Marc Johnson

M. Johnson (Anjou): M. le Président, je trouve - et le premier ministre comprendra - regrettable que nous soyons obligés aujourd'hui, en fin de session, à la suite de l'adoption d'une motion prétendue d'urgence, de clore le débat autour de la question constitutionnelle. Car c'est précisément le contexte dans lequel nous sommes situés en ce moment. En adoptant tout à l'heure, par le poids de la majorité, une motion dite d'urgence, alors qu'il n'y a pas d'urgence, le Parti libéral du Québec vient de mettre fin au débat public au Québec autour de ce qui risque de lier le Québec pour un certain temps sur le plan constitutionnel. Je m'explique.

Contrairement à ce qu'ont dit et le premier ministre et le leader de l'Opposition...

Une voix: Au gouvernement.

M. Johnson (Anjou): ...du gouvernement, dis-je, qui a bien des égards d'ailleurs dans le dossier constitutionnel a fait figure de leader de l'Opposition à l'égard de son ancien chef, on s'en souviendra, contrairement, M. le Président, aux prétentions du député de Gatineau et aux prétentions du premier ministre, le débat de 35 heures que nous amorçons aujourd'hui et qui s'étendra sur trois, quatre, cinq ou six jours, c'est selon; contrairement au débat référendaire, ces 35 heures de débat à l'Assemblée nationale visent à mettre le couvercle sur le dossier alors que les 35 heures de débat en 1980 ouvraient un débat public qui a duré 60 jours et qui s'est terminé par une décision des citoyens du Québec par un vote libre.

Ce que vous faites aujourd'hui, c'est de limiter en fin de session...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chevette: M. le Président, je m'excuse.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.
(17 heures)

M. Chevette: Je n'ai pas le goût de me battre sur la procédure durant le discours

du chef de l'Opposition. Nous avons été très respectueux, tout au cours du débat. Nous avons écouté attentivement le premier ministre du Québec. Si l'Opposition, à 23, est capable d'avoir le respect du premier ministre, les 99 du gouvernement devraient avoir le respect du chef de l'Opposition en cette Chambre.

Le Président: J'ai reconnu M. le chef de l'Opposition et il y a un usage en cette Chambre, c'est de respecter le droit de parole de celui qui est reconnu. M. le chef de l'Opposition, vous pouvez continuer. Je demande la collaboration de tous.

M. Johnson (Anjou): Merci, M. le Président. Contrairement à ce que vous prétendez, ce que vous faites, c'est que vous êtes en train de mettre fin au débat au Québec et de vous en remettre, pour le reste du temps, à l'initiative du reste du Canada.

Paradoxalement, dès le mois de juin 1987, les élus du peuple québécois auront décidé que le débat cesse ici et que l'initiative est entre les mains des gens des provinces anglaises du Canada. C'est quand même un bout... D'abord, j'y vois une stratégie, à mon avis, quelque peu sans "dessein". C'est un choix, cependant, qui peut être fait par le gouvernement, mais je trouve cela dangereux, notamment pour les citoyens qui voudraient aller se présenter devant, par exemple, la commission mixte du Parlement canadien qui va entendre des citoyens. Or, voyez-vous des professeurs d'université, des citoyens, des représentants de syndicats, des gens impliqués dans le dossier constitutionnel qui se préoccupent de l'avenir collectif du Québec, se présenter au Parlement fédéral dans quelques semaines? Ils vont se faire dire: Vous êtes qui, au juste? L'Assemblée nationale du Québec a déjà pris sa décision. Pourquoi est-ce qu'on vous entendrait? C'est ce que vous êtes en train de faire. Cela découle, finalement, d'un calcul un peu mesquin, un calcul à la mesure de l'époque estivale des trempages de sondages temporaires et non pas d'une certaine vision de ce que peut être le développement d'un véritable consensus au Québec.

Le premier ministre a fait bien attention dans son discours de parler comme, disait-il, un constituant, puisque des jugements récents des tribunaux supérieurs, semble-t-il, permettent maintenant, dorénavant, que leurs seigneuries, de temps en temps, s'inspirent de nos modestes discours pour interpréter la loi. Je dirai au premier ministre que c'est un bien mauvais exercice du droit à l'autodétermination que ce dans quoi il engage le Québec.

Moi, je suis souverainiste. Cela veut dire que je pense que le Québec est un pays

et qu'il doit devenir un pays. Pour moi, des résidents du Québec, cela n'existe pas. Je vois les gens comme des citoyens et non pas comme des résidents, parce que je veux que mes enfants possèdent cette terre, assument des responsabilités. À mes yeux, le gouvernement de Québec n'est pas un gouvernement provincial, c'est le siège du seul État français en Amérique du Nord. Cet État a besoin de se développer et, ultimement, de se développer pour être reconnu dans le monde entier comme ce qu'il est et non pas ce qu'on voudrait qu'il soit. Je suis aussi conscient que le Québec n'en est pas là.

Je suis conscient que le fait d'appartenir à ceux qui, dans notre peuple, croient que nous habitons non pas une province, mais un territoire qui peut aspirer à la dignité d'être un pays, je suis conscient que c'est un motif qui peut être invoqué contre nos critiques de cette entente. Mais, ce qui fait que je pense que le Québec peut être un pays, c'est que je suis attaché à ce peuple-là, je suis attaché à son développement comme, je n'en doute pas, la plupart des membres de cette Assemblée, je suis attaché aussi au pouvoir des Québécois, à leur recherche d'envergure parce que je pense que les Québécois aiment les choses d'envergure. Pour moi, cette entente constitutionnelle, c'est la médiocrité pour le Québec et c'est ce qui est monstrueux dans l'accord du lac Meech.

On ne saurait se satisfaire, comme peuple, de payer le prix politique de l'accord du Québec avec le reste du Canada pour si peu, d'engager notre avenir pour longtemps pour des miettes, parce qu'on est parti de l'autre côté avec un plancher trop bas. Certes, je reconnais que quand vous avez été élus, les Québécois savaient qu'ils élisaient un gouvernement fédéraliste. Je le reconnais sans aucune difficulté. Certes, je reconnais que si les Québécois avaient à être confrontés ce matin entre la notion d'adhérer à un Canada différent et un Québec indépendant, ils choisiraient probablement la notion d'adhérer à un Canada différent. Mais tout est dans le mot "différent".

Malgré la rhétorique, le chef d'orchestre est le deuxième violon des Affaires intergouvernementales. Je vois ici, en ce moment, se reproduire la mascarade de 1980. Nous existons sur les bords du Saint-Laurent depuis trois cents ans. Nous nous sommes développés. Notre peuple s'est enrichi, francophone d'origine, de la contribution des autres. Il a coexisté avec les Britanniques. Il est en train de redécouvrir, trois cents ans après, qu'il aurait dû faire une place aux autochtones dans son développement. Et depuis une quarantaine d'années, ce peuple a décidé non seulement de survivre mais de se développer. Il s'est donné des instruments: la scolarisation, l'équité sociale et la conquête économique

depuis une vingtaine d'années, notamment en utilisant l'État comme moyen de développement de ce peuple différent en Amérique du Nord.

Pendant 25 ans, tous les premiers ministres du Québec, de Duplessis avant la Seconde Guerre mondiale jusqu'à tout récemment, ont constamment revendiqué pour l'État québécois, le seul maîtrisé par notre peuple, plus de pouvoir, non pas des mots, du pouvoir. C'est cela que vous avez abandonné sur les berges du lac Meech. C'est cela qui rend cette entente inacceptable pour le Québec. Ce n'est pas étonnant, quand on voit comment tout cela s'est déroulé depuis un an, ce n'est pas étonnant d'avoir vu galoper à travers les plaines de l'Ouest le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales qui, sûrement, était convaincu qu'il rendait un service à quelqu'un ou à quelque chose, à moins que ce ne soit aux doubles drapeaux dans lesquels il se drapait pendant la campagne électorale.

Vous vous êtes retrouvés avec une stratégie, disiez-vous, où c'était le Canada qui était en demande. Le Canada voulait avoir le Québec dans son giron. Vous vous êtes retrouvés au lac Meech avec cinq conditions maigres et vous êtes sortis du lac Meech - où, nous disait le ministre, on va aller voir - avec une entente. Vous vous êtes fait embarquer dans une atmosphère. L'étape suivante, vous êtes revenus au Québec. Vous vous êtes rendu compte que dans le texte du lac Meech... Parce que, pendant 55 heures qu'on a été obligé de quémander, qu'on a obtenues parce qu'on a crié ici, parce qu'on a chiâlé, parce qu'on a utilisé tous les moyens dont on pouvait disposer, on a fini par avoir quelques heures pour discuter de vos communiqués de presse.

(17 h 10)

Qu'est-ce qu'on a vu dans cela? On a vu qu'au lac Meech vous aviez perdu des pouvoirs linguistiques pour le Québec et non pas gagné des pouvoirs linguistiques. Dans la clause d'interprétation sur la société distincte et la dualité canadienne, il vous est apparu en cette commission parlementaire que la dualité canadienne pouvait l'emporter sur la spécificité du Québec et que cela signifiait quoi, en pratique? Que vous veniez de consentir aux tribunaux du Canada la possibilité de faire connaître encore plus de recul à la loi 101 qu'elle n'en avait connu depuis dix ans. Bel accord au lac Meech!

Vous êtes revenus du lac Meech, sur le pouvoir de dépenser, pour vous rendre compte qu'en croyant limiter le pouvoir de dépenser de l'État fédéral, vous étiez en train de le reconnaître, avec ses conséquences dans l'allocation des ressources par l'État fédéral à même nos taxes. Bel accord au lac Meech!

Quant à la Cour suprême, vous me permettez de ne pas voir là l'objet de

gorges chaudes pour le Québec. Depuis 1875, la Cour suprême confère au Québec la possibilité d'avoir trois juges. Vous y aurez gagné quoi? L'exercice occasionnel dans un événement rare de proposer le nom d'un juriste pour occuper un poste à la Cour suprême. Ce n'est pas la fin du monde, ce n'est pas le développement du peuple québécois, ce ne sont pas des instruments pour l'État québécois. Cela a un sens politique, peut-être, et cela présuppose, contrairement à ce que pense l'ancien premier ministre canadien, votre allié de 1980, M. Trudeau, qu'au Québec, un gouvernement du Québec, un ministre de la Justice, selon l'époque, peut-être, ou un premier ministre peut s'assurer qu'il y a dans la communauté juridique, au Québec, des gens qui peuvent devenir des juges de la Cour suprême. Je dois vous dire que si cela prenait une entente constitutionnelle pour être convaincu de cela, je pense qu'on a des problèmes de complexe d'infériorité.

En matière d'immigration, la reconduction en principe de l'entente Cullen-Couture avec, c'est vrai, des transferts pour les services d'accueil, soit 4 000 000 \$ par année, mais une reconnaissance très précise de l'encadrement des politiques d'immigration au Canada, dans un domaine qui, je le rappelle, depuis 1967, était un domaine de juridiction concurrente. Il ne faut pas s'imaginer qu'on vient de faire un grand gain historique. L'immigration est un domaine de juridiction concurrente depuis 1867. L'entente Cullen-Couture existe depuis dix ans. On va mettre cela dans la constitution.

Qu'est-ce qu'on va mettre dans la constitution? C'est un texte qui reste à négocier. À ma connaissance, le Québec, aujourd'hui, donne son consentement à la formule d'Ottawa, alors qu'il n'a pas encore terminé la négociation sur le texte définitif. À moins que le ministre ne nous annonce que c'est fait.

Quant au droit de veto maintenant normalisé, qui est un signe de paralysie constitutionnelle au Canada pour les X prochaines années, à cause de l'égalité du veto qui aura un effet évident dans le système fédéral canadien - et là j'oublie les préoccupations québécoises - cela aura un effet de paralysie sur l'évolution constitutionnelle au Canada. Bonne chance tout le monde durant la deuxième ronde!

Au total, c'est maigre. Au total, c'étaient des demandes trop basses. Au total, c'est un plancher que vous avez vu se faire défoncer quand vous êtes partis. Ce n'est pas édifiant comme pouvoirs, ce n'est pas édifiant comme rapport de forces entre le Québec et le Canada. Ce n'est pas édifiant dans la perspective des 25 dernières années de combat concret de cette Assemblée pour assumer plus de responsabilité sur son territoire. C'est faible, mais c'était

inévitables, parce que vous avez mis - et ailleurs au Canada, dans le cas du premier ministre du Canada - tellement d'oeufs dans ce panier, que vous allez donc vous retrouver dans une situation où vous perdez totalement l'initiative.

Non seulement avez-vous abandonné la revendication que seule cette Assemblée devrait disposer des questions linguistiques sur son territoire, mais en même temps, vous avez laissé pour les mois qui viennent l'initiative du jeu entre les mains des autres provinces. Vous vous imaginez que vous créez une sorte de plancher et que cela va faire trembler des gens à Edmonton, à Calgary ou à Halifax. Voyons donc! À Edmonton, à Calgary et à Halifax, en général, ils s'en fichent pas mal du Québec. Il ne faut pas avoir voyagé beaucoup, il ne faut pas avoir fait bien des conférences fédérales-provinciales pour savoir cela.

La seule place où on ne se fiche pas du Québec, c'est à Toronto. Ils craignent non pas le Québec actuel mais le Québec en devenir. Ils craignent cela, parce qu'ils savent que l'intérêt supérieur au Canada est défini autour du lac qui porte ce nom, le lac Supérieur. Ils savent que les grandes données macro-économiques des politiques monétaires, des politiques fiscales, des politiques budgétaires, du développement économique, du développement de la recherche, de l'industrie militaire, de l'industrie de haute technologie reliée aux contrats militaires, ils savent que c'est eux qui contrôlent cela depuis longtemps. Ce qu'ils craignent du Québec, c'est son développement économique, parce qu'ils savent qu'un jour, le développement économique s'accompagnera d'une revendication politique qui n'est pas de la maigreur de ce que vous avez fait.

Le développement du Québec exige plus que cela. Je me permets ici de référer le premier ministre à la définition du dictionnaire Larousse du mot "chétif". Cet accord est chétif car, comme le dit Larousse, il manque de développement sur le plan de sa constitution. Mais en même temps, il est en train de lier le Québec et peut-être pour plus longtemps qu'il n'est souhaitable pour le Québec d'être lié. En même temps, il permettra à l'État fédéral, en dépit d'un faux débat créé par l'ancien premier ministre du Canada sur la place publique, notamment en Ontario, il permettra au gouvernement fédéral de remettre toujours à plus tard, pour un certain nombre d'années, en tout cas, sûrement tant que vous allez être là, toute demande additionnelle du Québec pour se développer. Vous aurez oublié un pan de mur de ce qui est essentiel, même pour des nationalistes bien-pensants qui ne seraient pas souverainistes, qui est tout le pan des pouvoirs. Qu'est-ce que cela donne une constitution pour les Québécois si cela ne vise pas à nous donner

des moyens de répondre aux problèmes de l'emploi, du développement de notre économie, de l'équité sociale et de la culture? Cela va donner, je vais vous le dire, essentiellement bien des choses à faire à des avocats pendant quelques années.

Régulièrement, vous allez voir des gens de l'industrie ou d'ailleurs se présenter devant un avocat pour demander qu'on plaide la société distincte pour faire invalider peut-être un règlement fédéral, et on attendra sept, huit, dix ans avant d'avoir des jugements définitifs alors que cette clause de société distincte est essentiellement une clause d'interprétation. Cela veut dire quoi? Cela veut dire que c'est le gouvernement par les juges, ce n'est pas bien compliqué. Moi, je suis un élu depuis dix ans. Je pense que les élus doivent prendre des décisions. Je pense qu'il y a une place importante pour les juges dans notre système de droit, mais je pense que ce n'est pas aux juges à faire les lois. Je pense que c'est aux juges à les interpréter.
(17 h 20)

Or, que faites-vous dans cette entente? Vous vous en remettez totalement aux tribunaux pour nous dire ce que signifie la société distincte. Pourquoi? Parce que vous n'avez pas eu le courage de mettre les vrais enjeux sur la table, parce que vous avez accepté de régler pour une clause d'interprétation qui remet la définition de ce que nous sommes, et de l'aire de liberté que cela nous donne, entre les mains des juges. Je suis de ceux qui pensent que ce n'est pas normal que les tribunaux, de façon systématique, aient à trancher dans des débats de société. C'est aux élus à trancher dans les débats de société. Si c'était vraiment l'accord du siècle plutôt que le malentendu de la décennie, ce que vous êtes en train de faire, il y aurait des vraies affaires réglées là-dedans. On n'aurait pas été pris pour entendre les experts du ministre, qui ont servi de consultants dans certains cas, et d'autres venir nous expliquer toutes les subtilités juridiques auxquelles s'adonneront leurs seigneuries en Cour d'appel et en Cour suprême. On aurait un texte clair qui dit: L'Assemblée nationale du Québec est maîtresse des lois en matière linguistique. Ce serait cela être clair. Point. Cela, c'est clair. Cela, les juges le comprennent et cela, le peuple le comprend.

En fin de compte, dans un contexte de débat de chiffonnier, on prétend, pour des années, lier l'avenir du Québec. On perd l'initiative du rapport de forces politiques en adoptant ici, les premiers, cette résolution et en déclenchant le chronomètre des trois ans, alors que vous aviez devant vous trois ans pour le faire, alors que vous aviez devant vous la possibilité de regarder les choses aller dans le reste du Canada. De même, si on avait eu à admettre, ce que nous

n'admettons pas, que cet accord est bon, à ce moment-là, vous auriez peut-être eu un peu d'initiative. Vous n'en aurez plus; c'est fini. Vous n'avez plus d'initiative dans ce dossier-là. C'est terminé. Et on va finir cela avec un débat de 35 heures. Urgence, M. le Président. Un débat urgent.

Le Québec mérite mieux que cela et pendant 35 heures, ici, on va vous l'expliquer article par article, chapitre par chapitre, et passion par passion, parce que notre passion du Québec, de ses citoyens et du pays qui est en train de se faire, c'est de vous dire qu'ils ne se contentent pas d'une telle médiocrité et que vous le paierez. Le peuple va vous faire payer cela. Merci.

Le Président: Je remercie M. le chef de l'Opposition.

Toujours sur la même motion présentée par M. le premier ministre, je suis prêt à reconnaître le prochain intervenant.

M. Trudel: M. le Président.

Le Président: M. le député de Bourget.

M. Trudel: Merci, M. le Président.

Le Président: M. le député, vous avez la parole.

M. Claude Trudel

M. Trudel: M. le Président, bien qu'au Québec et, admettons-le, ailleurs au Canada, on ait le sens historique facile, surtout quand il s'agit de notre constitution, je n'hésite pas à qualifier d'historique le moment que nous vivons aujourd'hui et ceux que nous avons vécus depuis l'accord du lac Meech le 30 avril dernier.

Avec l'accord d'Ottawa, je pense que nous pouvons dire avec autant de fierté que de satisfaction: Mission accomplie, et ce, avec le plein accord de la population québécoise qui nous confiait massivement, le 2 décembre 1985, le mandat de maîtriser en son nom l'avenir, en gérant les affaires de l'État d'une manière efficace et responsable. Le programme politique, le document, **Maîtriser l'avenir**, dont il a été largement question quotidiennement durant la campagne électorale de 1985, est devenu programme de gouvernement. Et l'on vient nous dire que nous n'avons pas de mandat. Quelle farce ou, plutôt, quelle démagogie! Jamais, Mme la Présidente, un parti politique ne fut mieux préparé que le nôtre à assumer les responsabilités du pouvoir. Rarement a-t-on vu, à l'exception peut-être de 1960, population mieux avertie des intentions, des orientations du programme d'un parti politique que ne le fut celle du Québec à l'automne de 1985.

Soutenir aujourd'hui, dans ce dossier comme dans tant d'autres, que nous n'avons

pas de mandat, c'est tout simplement se moquer des gens. Nos trois objectifs étaient connus puisqu'ils sont écrits noir sur blanc à la page 49 de notre programme politique. Premier objectif: Inscrire dans la constitution du Canada la reconnaissance explicite du Québec comme société distincte, foyer de l'élément francophone de la dualité canadienne. Deuxième point: Obtenir des garanties réelles pour la sécurité culturelle du Québec. Troisième point: Préserver les pouvoirs actuels du Québec tout en lui redonnant les moyens d'influencer l'évolution de la Fédération canadienne dans l'avenir.

Dans une allocution prononcée le 9 mai 1986, le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes reprenait les grandes lignes du programme politique du Parti libéral du Québec et énonçait les cinq conditions préalables à l'adhésion du Québec à la constitution de 1982, soit: la reconnaissance du Québec comme société distincte, page 49 de notre programme politique; la garantie de pouvoirs accrus en matière d'immigration, page 50 de notre programme politique; troisièmement, la limitation du pouvoir fédéral de dépenser, page 52 de notre programme; la reconnaissance d'un droit de veto, page 54 du programme politique *Maîtriser l'avenir*; cinquièmement, la participation du Québec à la nomination des juges à la Cour suprême, page 52 du programme politique du Parti libéral en 1985.

Comme le rappelait le premier ministre au cours d'une allocution radiophonique récente, le Parti libéral a toujours eu pour principe de ne pas entreprendre de grands débats académiques mais plutôt de concentrer ses efforts vers un dialogue à convaincre ses partenaires canadiens de la valeur de ses propositions. C'est grâce à cette stratégie censée que nous avons réussi d'éclatante façon, je n'hésite pas à le dire, à faire respecter les cinq conditions que nous avions posées et même plus.

Le Québec, vous le savez, Mme la Présidente, n'est pas partie prenante à la Loi constitutionnelle de 1982 et celle-ci s'applique pourtant chez nous. Autant elle représente un gage de protection lorsqu'elle tient compte de nos intérêts, autant elle souffre de lacunes importantes en ce que son texte ne reflète pas suffisamment les aspirations et les droits légitimes du Québec.

À force d'improvisation constitutionnelle en 1981 par le gouvernement précédent, le Québec a subi des reculs historiques: perte du droit de veto qu'il avait exercé en 1971, diminution de son rôle de partenaire majeur dans la fédération canadienne. Le Québec est devenu une province comme les autres, une province isolée de surcroît. À long terme, cela ne peut être que néfaste pour la stabilité politique et économique du Québec et celle du Canada.

Vous le savez, Mme la Présidente, depuis son élection, le gouvernement libéral a véhiculé un message clair à ses partenaires du Canada. La conclusion en 1981 d'un accord constitutionnel sans l'assentiment du Québec demande réparation. Le Québec exige de ses partenaires canadiens la place qui lui revient, rien de moins, au sein de la Fédération canadienne.

Or, pour reprendre cette place qui lui revient, il est essentiel que le Québec soit reconnu pour ce qu'il est, une société distincte au sein de la fédération canadienne, et pour ce qu'il apporte au Canada, la dualité linguistique. Cette question est réglée. En effet, l'accord d'Ottawa reconnaît que le Québec forme une société distincte qui apporte une contribution spécifique au Canada. Voilà, vous l'admettez, Mme la Présidente, un premier gain substantiel. (17 h 30)

De plus, la sécurité culturelle du Québec exige qu'il conserve son poids politique et démographique dans le Canada. Pour cela, le profil et le niveau de l'immigration qui lui est destinée doivent venir enrichir son patrimoine culturel, social et linguistique. Autre question réglée. En plus de reconnaître en effet la prépondérance des pouvoirs québécois en matière de sélection, l'accord d'Ottawa reconnaît au Québec une compétence exclusive quant aux mesures d'accueil, d'intégration et de formation des immigrants. Voilà un second gain important.

Pour participer pleinement à la fédération canadienne, le Québec doit être adéquatement représenté à la Cour suprême. Celle-ci, vous le savez, est l'arbitre ultime de la constitution, de la répartition des pouvoirs et du respect des valeurs et des idéaux de notre pays. Cela aussi, c'est réglé. L'accord d'Ottawa confère un statut constitutionnel à la Cour suprême, assure qu'au moins trois de ses juges proviennent du Québec et qu'ils seront choisis parmi les candidats suggérés par le Québec. Voilà un troisième gain majeur.

Pour s'épanouir pleinement au Canada, le Québec doit pouvoir agir exclusivement dans ses propres champs de compétence. Pour cela, il faut qu'Ottawa ne puisse plus dépenser les impôts des Québécois pour ainsi passer à côté des priorités de développement établies par le Québec, pour le Québec. C'est réglé. L'accord politique permet au Québec de ne plus avoir à financer un programme national dont il jugerait ne pas avoir besoin. Voilà, Mme la Présidente, vous l'admettez encore une fois, un quatrième gain d'une importance capitale.

Enfin, pour garantir la pleine protection de nos intérêts, en somme pour assurer que les événements de 1981 ne se reproduisent plus, l'adoption sans l'assentiment du Québec d'amendements constitutionnels contraires à

ses intérêts fondamentaux doit être dorénavant impossible. C'est réglé. L'accord d'Ottawa confère un droit de veto sur tout changement aux institutions du fédéralisme canadien. Il permet aussi d'élargir le droit du Québec de se retirer et d'obtenir compensation dans tous les cas où il jugera préférable de conserver une compétence qui est sienne, alors que ses partenaires préféreraient transférer la leur à Ottawa. Voilà un cinquième gain inestimable pour le Québec.

Mme la Présidente, l'approche réaliste et efficace du dossier constitutionnel adopté par un gouvernement responsable a porté fruits. Des objectifs précis, un dialogue soutenu et constructif ont mené à la conclusion de l'accord historique d'Ottawa. Ainsi, le Québec obtient réparation pour l'accord intervenu sans son assentiment en 1980. Il récupère des droits historiques et est désormais à même d'occuper toute la place qui lui revient au sein de la fédération canadienne.

"Cet accord remarquable satisfait à la fois notre société et celle des autres provinces", écrit Mme Solange Chaput-Rolland dans *Le Devoir* du 8 mai 1987. "Everyone emerges a winner", écrit encore Graham Fraser dans le *Globe and Mail* du 2 mai 1987. Et pourquoi pas? L'accord est-il moins bon pour nous parce qu'il accorde aux neuf provinces quatre des cinq conditions posées par le Québec? Évidemment non, malgré ce qu'en pensent les irréductibles. D'autant plus qu'il reconnaît au Québec seul le caractère de société distincte. Les garanties nouvelles ne protègent pas moins le Québec du simple fait qu'elles sont accordées aux autres, Mme la Présidente.

Évidemment, cet accord ne fera pas l'unanimité chez les Québécois qui, cependant, je le répète, l'acceptent très majoritairement. Cet accord déplaît, bien sûr, aux partisans de la séparation, aux tenants de l'isolement du Québec, "pour qui est condamnable tout ce qui contribue à raffermir la fédération canadienne. On les comprend puisqu'ils aspirent à l'indépendance politique du Québec", ainsi que l'écrivait Michel Roy dans *La Presse* du 2 mai 1987.

Ces gens seraient de toute façon en désaccord avec toute proposition permettant au Québec de joindre volontairement le Canada, parce qu'ils ne veulent pas le règlement du contentieux Québec-Canada. Aucun argument ne les atteint. Aucune démonstration ne les touche, assurés qu'ils sont dans une béate quiétude de la justesse de leur position. Laquelle, bien sûr - et on a commencé à l'entendre déjà - est la seule digne d'un vrai Québécois.

Mme la Présidente, si cet accord déplaît aux séparatistes et aux nationalistes à tous crins, c'est-à-dire à ces personnes ombrageuses et méfiantes, il déplaît égale-

ment aux défenseurs d'un fédéralisme centralisé aussi passé de mode, aussi désuet, aussi archaïque aujourd'hui que ceux qui le défendaient hier encore. Mais je le répète, cet accord emporte l'adhésion de l'immense majorité des Québécois qui, avec le gros bon sens qu'on leur connaît, sont partisans d'un fédéralisme certes fort, mais plus décentralisé au profit d'une plus large marge d'initiative pour les provinces.

Ce fédéralisme qui rallie les Québécois c'est en somme le fédéralisme asymétrique recommandé en 1979 par la commission Pepin-Robarts. Bref, c'est un retour heureux, à mon avis, du balancier vers le pouvoir provincial, une évolution nécessaire dans le sens d'une véritable confédération, c'est-à-dire un fédéralisme moins centralisé dans lequel les régions possèdent davantage de poids et les petites provinces jouissent d'une influence accrue. Roch Bilodeau, du journal *La Tribune*, emploie une formule heureuse dans un éditorial du 12 mai 1987 et je la reprends à mon compte: "Les souverainistes, écrivait-il, ne sont plus à l'heure du Québec et les fédéralistes "trudeauistes" à celle du Canada. Ils doivent se rendre à l'évidence que l'accord du lac Meech répond en grande partie à la fois aux attentes du Québec et à celles des autres provinces".

Mme la Présidente, vous me permettrez, j'en suis assuré, de rendre hommage au premier ministre et au ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Je ne peux ni ne veux résister au plaisir de blesser leur modestie en faisant miennes les remarques de M. Graham Fraser, du *Globe and Mail* de Toronto, et de M. Marcel Adam, de *La Presse*. Le premier écrivait, le 2 mai 1987: "Mr Bourassa has won more than he had rejected himself in 1971 and more than René Lévesque failed to get in 1981". Le second soulignait le 7 mai: "Robert Bourassa a eu l'intelligence politique de présenter des propositions réalistes et raisonnables. Il n'a rien demandé mais il a posé des conditions qui devaient être acceptées en bloc faute de quoi il rentrait chez lui. Sa stratégie était la bonne. C'est ma conviction que ce qu'a obtenu Robert Bourassa, c'est le maximum que pouvait obtenir le Québec dans les circonstances. C'est peu par rapport à la pléthore de conditions irréalistes posées par René Lévesque avant son départ, mais c'est beaucoup compte tenu de ce que ce dernier avait abandonné et s'était fait enlever en 1981".

Dans *La Presse* du samedi 9 mai 1987, Michel Roy résume, à mon avis, fort justement le gain québécois de la façon suivante: "Compte tenu, écrit-il, de la force réelle du Québec d'aujourd'hui en termes de poids démographique et de croissance industrielle, compte tenu du fait que le Québec a repoussé par référendum, il y a quelques

années, l'hypothèse de la souveraineté et opté pour la fédération, ce que M. Bourassa a obtenu au lac Meech est un gain remarquable, en particulier, cet article qui reconnaît le caractère distinct et impose aux tribunaux, chaque fois qu'ils devront interpréter la constitution, l'obligation de tenir compte de la personnalité particulière du Québec".

L'accord politique d'Ottawa - je termine là-dessus, afin de laisser à mes collègues le temps d'intervenir à leur tour - profite au Québec et à l'ensemble du Canada. Il permet d'entrevoir une meilleure stabilité politique et économique au Québec et dans tout le pays. Il convient d'y adhérer dès maintenant afin de nous assurer que le cadre constitutionnel canadien évoluera dorénavant en fonction des aspirations et des intérêts de tous les Québécois. (17 h 40)

Le Québec doit redevenir, au sein de la fédération canadienne, ce partenaire majeur et essentiel au progrès de notre pays. Le moment est propice, il faut en prendre avantage. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Bourget. M. le député de Verchères.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: Mme la Présidente, dans des moments comme celui-ci, il est important de savoir comment il se fait qu'on ait à discuter ce genre de chose. Il n'y a pas de générations spontanées. Le genre de débat qu'on fait aujourd'hui et qu'on va faire au cours des prochains jours mérite qu'on le situe dans une perspective historique pour qu'on puisse apprécier, d'une part, la performance du gouvernement et, d'autre part, les résultats et les conséquences de ce que le gouvernement nous présente aujourd'hui.

Il y a une trentaine d'années, ici au Québec, il s'est produit quelque chose d'extraordinaire. Après 150 ans de morosité, de déprime politique, d'isolement, de repli sur soi, on a assisté au Québec, avec la révolution tranquille - c'est arrivé un peu avant - à un réveil du nationalisme québécois, à un renouveau de l'attachement des gens d'ici à leur territoire, à la prise de conscience qu'on était quelque chose d'important, qu'on était capable de faire de grandes choses et que, pendant des années et des générations, on avait perdu des occasions extraordinaires de progresser, alors que, pendant ce temps-là, d'autres peuples avaient progressé.

Cela nous a amenés à nous questionner. On l'avait fait, depuis 1867, à un certain nombre de reprises, mais jamais on ne l'a fait avec autant d'importance, de conviction, de force, de détermination qu'au début des

années soixante, alors qu'on a commencé à remettre en cause le système politique canadien d'une façon qu'on ne l'avait jamais fait auparavant. Cela n'a pas été uniquement le fait des indépendantistes. Cela a été le fait d'une bonne partie de la classe politique, suivie en cela par une bonne partie de l'opinion publique québécoise, de la population du Québec.

Les gens du Québec ont commencé à trouver que le statu quo était inacceptable. Ils ont commencé à se rendre compte que le système politique canadien, de la façon dont il était constitué, était un carcan inacceptable pour le progrès, le développement et même pour la survie de notre peuple. On a vu des élites politiques, des gens qui étaient du Parti libéral à l'époque, des gens comme Lesage et d'autres, que le premier ministre actuel admirait à l'époque, qui se sont faits les champions pour le Québec, pour son peuple, d'une augmentation des pouvoirs, d'une négociation, d'une revendication toujours plus forte et d'une remise en cause toujours plus intensive du système fédéral.

En fait, depuis le début des années soixante, il y a trois grands courants politiques, trois grandes tendances politiques au Québec. Il y a ceux qui - ils sont minoritaires, ils l'étaient il y a 30 ans et ils le sont encore aujourd'hui - se contentaient du statu quo. Il faut le dire clairement, ceux qui se contentaient du statu quo, c'était au Québec beaucoup de nos concitoyens et concitoyennes de langue anglaise. Il y avait ceux qui voulaient remettre en cause le système fédéral sans aller au bout de la logique, des nationalistes. Il y en a de l'autre côté de l'Assemblée nationale que je connais et que je respecte qui se disent: On croit au Québec, on croit à notre peuple, mais on a besoin de plus de place, de plus de moyens pour exercer notre autonomie, nos responsabilités et notre développement. Ces gens ont été ceux qui, au Parti libéral, à l'Union Nationale, entre autres, ont revendiqué des pouvoirs accrus pour le Québec, ont réclamé un espace de liberté et une marge de manoeuvre politique plus grands.

Il y a, finalement, ceux qui, nationalistes comme les précédents, voulaient aller encore plus loin, au bout de la logique, parce que leurs convictions et leur croyance aux capacités des Québécois étaient telles qu'ils se disaient et qu'ils se disent toujours - je suis l'un de ceux-là - qu'on est capables non seulement de prendre plus de pouvoirs mais de prendre tous les pouvoirs, de les assumer, non seulement de devenir une province plus importante et plus puissante à l'intérieur du pays le Canada, mais on est capable de faire un pays du Québec, un pays avec tout ce que cela veut dire d'emballage, d'enthousiasme pour le progrès, le

développement et la dynamique d'avancement d'une société et d'un peuple.

Finalement, Mme la Présidente, ces trois tendances se sont affrontées au sein de la société québécoise et particulièrement les deux tendances nationalistes. Cela nous a conduits au référendum de mai 1980. On avait à ce moment un plancher de revendications. On a demandé aux Québécois un mandat d'aller négocier une nouvelle entente Québec-Canada, un nouveau système politique qui était en fait une véritable Confédération, une association d'États souverains. C'est cela qu'on demandait en 1980. On demandait d'entreprendre des négociations pour que le Québec puisse accéder à l'indépendance politique mais en même temps qu'on puisse maintenir un certain nombre de liens importants avec le reste du Canada. C'était dans la logique de notre courant politique, mais c'était aussi dans la logique du courant majoritaire nationaliste au Québec. Il y a des gens qui ont voté oui, des gens qui croyaient au pays québécois, qui voulaient que cela se produise et d'autres, comme par exemple, Léon Dion, un des experts que le gouvernement a fait venir, qui ont voté oui en se disant: Ce oui va être surtout un oui pour créer un rapport de forces dans une négociation. Ils étaient convaincus qu'on n'obtiendrait pas l'indépendance politique, la souveraineté, mais que le résultat d'une négociation avec un oui majoritaire permettrait au Québec d'accroître son espace de liberté et son pouvoir à l'intérieur du système fédéral canadien, permettrait au Québec de devenir non seulement une province différente des autres, mais une province plus forte. On sait ce qui est arrivé.

On a eu un personnage qui va passer à l'histoire pour bien des raisons, un personnage qui est venu promettre aux Québécois qu'un non voudrait dire un oui. Un oui à quoi? Ceux qui ont cru à ce personnage et ceux qui l'ont côtoyé de l'autre côté de l'Assemblée nationale, ont cru très majoritairement que Trudeau et ses amis étaient sincères, qu'enfin, il avait compris le sens des revendications du Québec, le sens du réveil québécois, le sens du mouvement en avant du Québec depuis les années soixante. Ils ont voté en se disant: On va avoir un fédéralisme renouvelé. On va voter non, mais, néanmoins, il va s'entreprendre, après ça, une négociation dont le résultat sera plus pour le Québec, beaucoup plus. Ce ne sera pas une province comme les autres, ce sera une province où on va nous reconnaître, et surtout, où on va reconnaître nos besoins d'avoir des moyens différents de se développer, des moyens distincts, adaptés à ce qu'on est.
(17 h 50)

Le résultat a été une vaste tromperie, une supercherie monumentale, la tromperie

du siècle, la fraude du siècle au Québec, la fraude de Trudeau et la fraude des gens du non qui y ont cru et qui ont travaillé en sachant très bien que ce personnage était fourbe. Qu'est-il arrivé par la suite? Il n'y a pas eu de négociations. Il y a eu une nuit particulière où les provinces anglaises, après avoir signé un document avec le gouvernement du Québec, l'ont renié et se sont prostituées avec le gouvernement fédéral d'alors pour embarquer le Québec, pour le ligoter, pour le tromper littéralement.

Il y a des gens qui, de l'autre côté, quand tout cela a été terminé, sont allés sabler le champagne, dont le leader du gouvernement et dont quelques autres députés qui sont encore ici dans l'Assemblée. Ils sont allés célébrer ce fait, cette tromperie, alors que d'autres, de l'autre côté, étaient plus mal à l'aise. Qu'est-il arrivé après? En 1985, est arrivé un gouvernement qui avait été réélu. Parfois on se demande si, avec l'histoire, on n'aurait pas dû être battus, en 1981, mais on ne refait pas l'histoire. On a été élu et on a présenté des revendications.

À ce moment-là, il y avait un nouveau gouvernement à Ottawa, conservateur, qui s'était dit prêt à ouvrir les portes au Québec. Qu'est-ce qui explique l'adhésion massive des Québécois et des Québécoises aux dernières élections fédérales si ce n'est qu'ils ont cru, une fois de plus, à la promesse d'un politicien fédéral et qu'ils en ont profité, en même temps, pour régler le compte à celui qui les avait trompés. Lui n'était plus là, mais plusieurs de ceux qui l'avaient servi et qui l'avaient placé là étaient encore là.

On a été battus. C'est le gouvernement libéral, normalement, héritier de la tradition nationaliste fédéraliste au Québec, qui devait par la suite reprendre le flambeau. On s'attendait et on était en droit de s'attendre à un degré de revendications minimum correspondant aux revendications traditionnelles du Québec. On s'attendait et on était en droit de s'attendre... Les Québécois, quand ils ont fait confiance aux gens d'en face, c'est ce qu'ils attendaient. Quand ils ont voté, ceux qui ont pensé à la constitution s'attendaient que le Parti libéral soit au moins fidèle à sa tradition politique d'être un parti fédéraliste mais qui s'inscrivait - en tout cas qui s'est inscrit pendant les années soixante - dans le courant nationaliste de plus de pouvoirs pour le Québec. C'était ce à quoi on s'attendait du Parti libéral et du gouvernement libéral d'aujourd'hui.

Qu'est-ce qu'on a eu? On a eu un gouvernement qui est passé du plancher minimum, qui était pour nous, les indépendantistes, le plancher référendaire de 1980, au plancher du statu quo. Je vous ai dit tantôt qu'il y avait trois tendances. La

tendance minoritaire au Québec, c'était le statu quo. Le Parti libéral, le gouvernement libéral a renié sa tradition politique, sa propre tradition politique de revendications traditionnelles de plus de pouvoirs pour le Québec et s'est contenté de revendiquer le statu quo. Il fallait le faire! Il fallait vraiment avoir le goût morbide du pouvoir. Il fallait vraiment avoir peur des séparatistes que nous sommes, des indépendantistes, des souverainistes. Il fallait vouloir régler le problème une fois pour toutes aux dépens des intérêts supérieurs du Québec pour se contenter de réclamer le statu quo, parce que c'est cela que vous avez eu, le statu quo.

Le chef de l'Opposition, tantôt, a fait un exposé beaucoup plus complet que celui que je n'aurai ni le temps ni la capacité de faire à ce moment-ci sur l'entente du lac Meech et ce qui a suivi l'entente de la part d'Ottawa. Pour moi, ce qui m'importe, c'est le résultat final, celui pour lequel on est ici aujourd'hui. Quant au résultat final, dans le **Le Soleil**, au mois de juin, il est écrit en grosses lettres: "Le triomphe du statu quo". C'est extraordinaire! "Le triomphe du statu quo". On a demandé à peu près le statu quo et on a obtenu le statu quo consacré, cela par un parti qui, jusqu'à maintenant, avait été au moins fidèle à une ligne traditionnelle fédéraliste, nationaliste au Québec, une ligne de revendication.

On n'attendait pas du Parti libéral qu'il aille aussi loin que nous, les indépendantistes, de ce côté-ci de l'Assemblée nationale, mais on s'attendait que vous ayez au moins le courage de votre tradition, le respect de votre ligne politique traditionnelle et le respect des intérêts supérieurs du Québec. Pourquoi plus de pouvoirs, Mme la Présidente? Plus de pouvoirs parce que c'est ce qui permet aux hommes et aux femmes qui sont en politique de changer les choses. Cela fait presque onze ans que je suis député à l'Assemblée nationale et ce que je sais, c'est quand les électeurs et les électrices viennent me voir dans mon comté, les problèmes que je peux régler, c'est parce que j'ai les pouvoirs de les régler. Ceux que je ne peux pas régler, c'est parce que je n'ai pas les pouvoirs et les moyens de les régler. Cela ne prend pas un cours d'université pour comprendre cela. C'est simple.

Quel est le principal problème actuellement qui affecte notre société? Je ne parlerai pas du problème culturel de notre vie, de notre survie nationale. D'autres de mes collègues en parleront. Mais il y a un problème dramatique qui nous affecte tous et qui devrait, en fait, nous affecter tous. Il y a 20 % de la population du Québec qui vit sous le seuil de la pauvreté, Mme la Présidente. Il y a plus d'un demi-million d'hommes et de femmes aptes au travail au Québec qui sont bénéficiaires de l'assurance-

chômage. Il y a des gens qui sont dans la misère au Québec. Il y a des gens qui vivent des situations que vivent des sociétés du tiers monde et ces gens-là côtoient la richesse et la prospérité à cœur de jour. A la télévision, il n'y a pas deux sortes d'annonces, hein? Une pour les pauvres et une pour les riches. Air Canada annonce ses voyages dans les Antilles l'hiver. Ceux qui n'ont pas les moyens regardent la télévision en noir et blanc. Néanmoins, ils ont le goût d'y aller comme moi je peux y aller ou comme le ministre des Relations internationales peut y aller. C'est la réalité des gens qui n'ont pas les moyens de vivre le niveau de prospérité d'une bonne partie de la société québécoise.

Pour changer cela, il faut des pouvoirs accrus pour le Québec. Il faut des pouvoirs additionnels pour le Québec. Le défi du plein emploi, Mme la Présidente, j'en ai déjà parlé en cette Assemblée. J'avais conseillé au premier ministre de lire un livre au cours de la dernière année, un seul, un seul livre, **Le défi du plein emploi**, publié non par des militants péquistes, mais par deux universitaires réputées au Québec, parmi les économistes les plus réputés au Québec, dont une siège au Conseil économique du Canada. Ces deux universitaires ont fait la démonstration que, dans les sociétés où actuellement il y a un taux de chômage de 2 % ou 3 %, on utilise une approche différente. Elles suggèrent dans ce livre-là ce que nous disons depuis plusieurs années mais elles le font d'une façon non partisane, à certains égards, plus claire, peut-être plus convaincante qu'on l'avait fait jusqu'à maintenant. A bien des égards, pour régler le problème de l'emploi au Québec, ça prend plus de pouvoirs à l'État québécois, même l'État provincial québécois. On n'est pas obligé d'être un indépendantiste ou un souverainiste pour croire que l'État québécois actuel n'est pas bien équipé pour faire face au défi du plein emploi, au défi de la lutte efficace contre la pauvreté.

Ce qui est dramatique, Mme la Présidente, c'est que dans l'accord qui a été signé, il n'y a aucun pouvoir pour permettre à l'État québécois, au gouvernement Bourassa actuel, au gouvernement du Parti québécois qui lui succédera, de relever les défis efficaces du plein emploi, mais ce qui est encore plus grave, c'est que ces gens d'en face nous disent qu'ils vont se contenter de ça. Ils ont placé toutes les conditions appropriées pour qu'il ne soit plus possible par la suite de changer facilement la situation. Quel que soit le gouvernement qui viendra après vous, ce gouvernement sera poigné à faire des batailles épiques pour essayer d'obtenir des pouvoirs additionnels. On va le faire. Quand on a dit qu'on voulait s'affirmer, ceux qui se demandaient ce que c'était l'affirmation nationale, c'est ça. C'est

de vouloir avancer, de vouloir prendre sa place, de vouloir s'affirmer. Mais le problème, c'est que vous empêchez toute affirmation du Québec pour l'avenir avec ça. En vous contentant du statu quo, vous bloquez l'avenir.

Je termine avec ça, Mme la Présidente, en bloquant l'avenir, on bloque le progrès, on bloque ce qui est important pour le Québec et je pense que c'est inacceptable. J'aurais eu le goût de vous dire que quand on demande aux Québécois ce qu'ils en pensent, non pas superficiellement, on se rend compte que les gens ne suivent pas le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes ni le premier ministre. Les gens veulent avancer au Québec mais pas rester sur place, pas le statu quo. Jamais on n'acceptera le statu quo. Entendez-vous? Jamais on n'acceptera le statu quo. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Verchères.

Avant de reconnaître M. le député de Trois-Rivières, j'aimerais informer cette Chambre que ce soir, à compter de 20 heures, il y aura sanction de certains projets de loi chez le lieutenant-gouverneur.

M. le député de Trois-Rivières.

M. Philibert: Mme la Présidente, je demande la suspension des travaux jusqu'à 20 heures ce soir.

La Vice-Présidente: Compte tenu de l'heure, nous allons donc suspendre nos travaux jusqu'à ce soir 20 heures.

(Suspension de la séance à 18 h 1)

(Reprise à 20 h 5)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous allons reprendre le débat sur la motion présentée par le premier ministre et qui se lit comme suit: "Que l'Assemblée nationale autorise la modification de la constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe qui est jointe au feuillet." Là-dessus, je suis prête à reconnaître le premier intervenant, M. le député de Viger.

M. Cosmo Maciocia

M. Maciocia: Merci, Mme la Présidente. Aujourd'hui, c'est un grand jour pour le peuple québécois. Depuis longtemps, depuis 1981, on avait cette possibilité de régler la question constitutionnelle du Québec. Il faut se rappeler que, le 16 avril 1981, le Parti québécois faisait perdre le droit de veto à

l'Assemblée nationale du Québec.

On se rappellera aussi la motion que le Parti québécois avait présentée, toujours en 1981, sur le rapatriement de la constitution canadienne. Je dois dire que j'avais voté contre cette résolution. J'étais parmi les neuf qui avaient voté contre cette résolution, et vous savez très bien pourquoi. Pas parce que j'étais d'accord pour que le Canada ramène la constitution au pays sans le consentement du Québec, mais bien parce que la motion était présentée par le Parti québécois. Et vous savez très bien que le Parti québécois n'avait aucun intérêt à signer la constitution canadienne parce que l'objectif premier du Parti québécois c'est celui de la souveraineté du Québec. Le député de Gouin qui va parler tantôt, après moi, se rappellera très bien ces souvenirs du mois d'octobre 1981.

Mme la Présidente, le gouvernement actuel a pris ses responsabilités au moment où il a été élu. J'ai écouté avant l'ajournement de 18 heures le député de Verchères qui nous disait que le gouvernement du Québec n'a eu aucun pouvoir avec l'entente constitutionnelle du lac Meech, que c'était à cause de cela qu'on avait 20 % des gens qui étaient dans la misère, qu'on avait au-delà de 300 000 chômeurs, qu'on avait au-delà de 600 000 assistés sociaux. C'est complètement faux. C'est un héritage qu'on a eu du Parti québécois au moment où on a pris le pouvoir le 2 décembre 1985. C'est à ce moment que le Parti libéral a pris ses responsabilités sur le plan économique, sur le plan constitutionnel. C'est depuis cette date qu'au Québec on va beaucoup mieux et c'est depuis cette date qu'au Québec, dernièrement, on a créé au-delà de 45 % de tous les emplois qui sont créés au Canada, même avec seulement 25 % de la population. C'est le 2 décembre 1985 que le peuple québécois nous a fait confiance, parce qu'on a été clairs dans nos positions. On avait une clarté vraiment à toute épreuve, spécialement sur la question constitutionnelle. On avait, dans le document Maîtriser l'avenir, cinq conditions précises pour réintégrer la constitution canadienne. Le premier ministre du Québec et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes se sont battus avec tout leur courage, avec acharnement pour arriver à avoir ces cinq conditions pour réintégrer la constitution canadienne.

Aujourd'hui, il faut dire que le Québec fait de nouveau partie de cette grande famille qu'est la confédération canadienne. C'est grâce à ces deux personnes qui ont vraiment travaillé très fort pour ramener le Québec à l'intérieur de cette confédération. Mme la Présidente, comme je le disais tantôt quand le député de Verchères nous disait qu'il y avait 20 % de gens qui sont dans la misère, ce ne sera pas avec des pouvoirs accrus qu'on pourra résoudre ce

problème, mais avec des actions. Depuis le 2 décembre, comme je le disais, la population du Québec, les gens d'affaires du Québec, les gens d'affaires de l'extérieur ont pleinement confiance au Québec. Ils y reviennent à cause justement de la stabilité politique qui est une conséquence logique de notre clarté constitutionnelle, de notre position constitutionnelle.

On l'a toujours dit: On n'était pas là pour réintégrer la confédération canadienne à n'importe quel prix. On posait des conditions précises et on se rappellera toujours ces conditions. Elles ont été présentées le 9 mai 1986, ces cinq conditions pour réintégrer la constitution canadienne, et c'étaient les suivantes: reconnaissance explicite du Québec comme société distincte; garantie de pouvoirs accrus en matière d'immigration; limitation du pouvoir fédéral de dépenser; reconnaissance du droit de veto; participation du Québec à la nomination des juges de la Cour suprême du Canada. On a vu que ces cinq conditions ont été acceptées le 30 avril 1987 par les autres provinces canadiennes et par le premier ministre du Canada.

Si on parle de la reconnaissance spécifique de la société distincte, c'est la première fois qu'est consacré dans la constitution depuis 1867 ce caractère distinct de la société québécoise qu'avant on n'avait pas. On peut dire avec toute honnêteté et sincérité qu'elle représente l'un des acquis les plus importants de la société québécoise. En matière d'immigration, Mme la Présidente, on va avoir dans la constitution canadienne, à partir de maintenant, l'incorporation des principes de l'entente Cullen-Couture qui nous donnait la possibilité de choisir des immigrants à l'étranger et des immigrants indépendants au Canada, à part la sélection des réfugiés à l'étranger.

À part cela, le gouvernement fédéral garantira au Québec, sur le total annuel établi par celui-ci sur l'ensemble du Canada, un nombre d'immigrants proportionnel à sa part de la population canadienne avec le droit de dépasser ce chiffre de 5 % pour des raisons démographiques. Tout le monde connaît les problèmes démographiques qu'on a ici, au Québec. Avec cette possibilité, qu'on est allé chercher avec l'acharnement du premier ministre du Québec, de dépasser même de 5 % la proportion de la population qui représente le Québec à l'intérieur du Canada, je crois qu'on peut regarder l'avenir avec plus d'optimisme à cause de cette situation.

Il n'y a pas seulement cela, on a eu d'autres choses. Le Canada s'engagera à retirer les services d'accueil et d'intégration, y compris l'intégration linguistique et culturelle, des ressortissants étrangers. Cela veut dire qu'à partir de maintenant, le Québec a même le choix de la réception et de l'intégration des immigrants. On se

rappellera que les revendicateurs du statut de réfugié, qui venaient ici au Québec, n'avaient même pas droit aux cours de langue française lorsque le Parti québécois était au pouvoir. Depuis qu'on est là, grâce à la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration et au gouvernement actuel, ces ressortissants ont le droit d'aller à l'école française. Nous nous occupons vraiment d'intégrer à la société québécoise les personnes qui viennent au Québec.

C'est fini, c'est terminé, l'ambiguïté; c'est terminé d'être assis entre deux chaises, ce qui a caractérisé le Parti québécois. Vous savez très bien qu'il n'a jamais voulu avec conviction et enthousiasme qu'on réintègre la constitution canadienne parce qu'il ne faut pas oublier que l'article 1, l'article premier de ce gouvernement qui était là, celui du Parti québécois, c'était la souveraineté et c'est encore la souveraineté du Québec. On se rappellera l'intervention du chef de l'Opposition, cet après-midi, quand il a dit: Je suis souverainiste. Plus clair que cela, comment voulez-vous qu'un parti qui est souverainiste, un chef qui est souverainiste puisse signer une entente constitutionnelle pour la Confédération canadienne?

Mme la Présidente, le Parti libéral a été clair dans ses positions du début à la fin. On se rappellera qu'en 1980, avec le chef d'alors du Parti libéral, M. Claude Ryan, on avait des positions claires dans le document **Maîtriser l'avenir**. C'est toujours ces conditions que le Parti libéral a continué à mettre de l'avant jusqu'au moment où, le 30 avril dernier, le chef du parti et le chef du gouvernement du Québec ont réussi à convaincre les neuf autres premiers ministres provinciaux et le premier ministre du Canada à nous consentir les cinq conditions sans lesquelles le Québec n'aurait jamais réintégré la constitution canadienne.

Aujourd'hui, je disais que c'est un grand jour pour le Québec. C'est un grand jour parce qu'on a réintégré la Confédération canadienne et c'est un grand jour pour nos jeunes qui, demain, seront la relève du Québec. Ces jeunes ont besoin non seulement d'avoir la reconnaissance d'un statut particulier mais ont aussi besoin d'avoir du travail et d'avoir une situation économique qui les mettra dans une position où ils ne se sentiront pas inférieurs aux autres. Aujourd'hui, ils peuvent envisager l'avenir avec optimisme, enthousiasme et avec la conviction que le Québec est encore partie majeure de la Confédération canadienne. Le Québec aujourd'hui, c'est un partenaire majeur dans la Fédération canadienne. Comme je le disais tantôt, on a même eu un peu plus que les conditions demandées par le Parti libéral au moment de l'élection du 2 décembre 1985 pour réintégrer la constitution canadienne.

On se rappellera la nomination des

juges à la Cour suprême. Là, on a le droit de suggérer au gouvernement fédéral une liste de personnes qui pourraient être nommées à la Cour supérieure. Avec l'accord du 3 juin 1987, on a le droit de maintenir tous les pouvoirs de l'Assemblée nationale sur la question linguistique. On se rappellera qu'on a eu une commission parlementaire pendant deux semaines et combien de spécialistes en la matière sont venus nous dire que cette entente était très valable même s'il y avait quelques petites corrections à faire! Ces corrections, le premier ministre du Québec, le 3 juin, est allé les chercher avec l'accord des premiers ministres des autres provinces.

Mme la Présidente, je peux dire aujourd'hui en toute honnêteté et en toute sincérité que je suis fier d'être Québécois et que je suis fier d'être Canadien en même temps, parce que, aujourd'hui, on peut dire que le Québec est redevenu ce qu'il était avant que le Parti québécois soit au pouvoir. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Viger. M. le député de Gouin.

M. Rochefort: Merci, Mme la Présidente.

Une voix: Ah, ce n'est pas le député de Rochefort?

M. Rochefort: Pas encore, M. le député.

Une voix: Ce n'est pas la veille.

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Jacques Rochefort

M. Rochefort: Mme la Présidente, la constitution d'un pays et l'adoption de celle-ci marquent, dans tous les pays du monde entier, un grand jour. L'adoption d'une constitution ou une modification importante à la constitution d'un pays est toujours l'occasion de manifestations de fierté, de réjouissances, marque toujours un départ, quand c'est l'adoption d'une première constitution ou lorsqu'il s'agit de modifications importantes dans une constitution, marque un nouveau départ, donne un nouveau souffle à une société.

Les gouvernements comme les dirigeants qui ont été responsables de l'adoption d'une constitution ou de modifications importantes qui y sont apportées sont toujours heureux de pavoiser, de manifester leur fierté, de faire cela au grand jour, d'essayer d'en profiter pour que le peuple fête, pour que cela se fasse d'une façon grandiose, de façon que l'on puisse

tous ensemble manifester notre fierté, notre plaisir de voir adopter ou modifier de façon importante une constitution. Les gouvernements comme les dirigeants qui président à ces adoptions ou modifications à leur constitution sont habituellement fiers. Ils sont fiers parce qu'ils ont l'impression, le sentiment, que la constitution ou les modifications qu'ils y ont apportées sont bonnes, ils en sont convaincus. Et ainsi ils veulent que ce soit connu de la population et, avouons-le, généralement, ils veulent en profiter électoralement, recueillir les retombées positives d'un tel geste. Cela, c'est ce qui se passe habituellement lorsqu'on adopte ou qu'on modifie de façon importante une constitution.

D'autre part, Mme la Présidente, l'adoption d'une constitution ou, toujours, de modifications importantes marque l'aboutissement d'un long, d'un très long processus de consultations, d'implication, d'association, de participation de l'ensemble des groupes intéressés, de l'ensemble des forces vives d'une nation, d'un peuple, de l'ensemble de sa population. D'ailleurs, dans à peu près tous les pays, les constitutions sont adoptées à la suite d'un référendum national qui se tient dans le pays. (20 h 20)

On a vu, au cours des derniers mois, que des pays, un peu partout sur la planète, ont tenu des référendums au moment de l'adoption ou du changement de leur constitution. Même dans les pays de l'Est, très souvent, aussi surprenant que cela puisse sembler pour certains, on adopte la constitution ou des modifications majeures à la constitution par voie de référendum, c'est-à-dire à l'occasion d'une consultation au cours de laquelle l'ensemble, sans exception, des citoyens et des citoyennes de ces peuples peut participer activement par un vote à une décision qui touchera chacun de ces citoyens et citoyennes.

Chez nous, qu'en est-il? Dans le cas qui nous occupe aujourd'hui, au moment de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec d'une entente constitutionnelle importante, majeure, puisque c'est l'entrée du Québec dans la constitution canadienne qui a été adoptée en 1982, le gouvernement libéral de l'actuel premier ministre se comporte exactement comme s'il avait honte du contenu de l'entente constitutionnelle, comme s'il n'était pas certain de lui, comme s'il n'était pas convaincu du contenu des éléments, des articles que comprend cette modification constitutionnelle. Il se comporte comme s'il n'était pas certain d'avoir les appuis populaires nécessaires requis pour que cette constitution puisse soulever l'enthousiasme, puisse soulever l'adhésion massive de la population.

Depuis le tout début de cette démarche du gouvernement libéral dans cette nouvelle

négociation constitutionnelle à laquelle il a assisté, ce à quoi nous assistons c'est la précipitation, la cachette, l'improvisation. C'est ce qui caractérise l'actuel gouvernement dans sa démarche constitutionnelle à la sauvette. Cela, c'est contraire à ce qui se fait partout ailleurs dans le monde. Comme je l'ai dit, une constitution, c'est toujours un grand jour pour un peuple. Ici, le gouvernement qui veut nous faire signer cette constitution se comporte comme un gouvernement qui a honte du document qu'il a signé, comme un gouvernement qui n'est pas convaincu du contenu, qui n'est pas convaincu de la solidité, de la force du contenu de cette constitution, un gouvernement qui doute considérablement d'avoir les appuis nécessaires dans la population pour adhérer à cette constitution.

Aujourd'hui, Mme la Présidente, le geste que ce gouvernement nous demande de poser est encore une illustration fort éloquente de la précipitation qu'aura connue jusqu'à sa toute fin l'ensemble de la démarche constitutionnelle à laquelle l'actuel premier ministre nous a conviés depuis quelques mois. Non seulement ce gouvernement n'a jamais déposé, n'a jamais rendu publique sa position quant aux conditions qu'il revendiquait pour adhérer à la constitution, mais ce qu'il nous a dévoilé, ce sont des coupures de programmes politiques, et de programmes politiques au pluriel.

Comment ce gouvernement, qui nous dit avoir un mandat, peut-il avoir un mandat de la population, alors que son programme sur certains chapitres dit exactement le contraire de ce qui a été signé? Deuxièmement, jamais, mais jamais ce parti qu'est le Parti libéral qui forme le gouvernement actuel n'a fait en sorte que ses demandes constitutionnelles fassent partie de sa plateforme électorale, donc de ce sur quoi la population vote et mandate une équipe pour diriger le Québec. Quand je dis que ce parti, ce gouvernement a même signé des éléments contradictoires avec son propre programme politique, je me réfère, par exemple, à toute cette question concernant le droit de retrait avec compensation financière. Qu'est-ce qu'on retrouve dans le programme du Parti libéral du Québec, dans les textes adoptés à ses conseils généraux, à son congrès national? On retrouve exactement le contraire. On retrouve des chapitres entiers où on nous explique que le droit de retrait avec compensation financière est une mauvaise chose pour le Québec, où on nous dit que ce parti politique, qui forme le gouvernement actuel, s'oppose à revendiquer, donc à obtenir, donc à utiliser éventuellement un droit de retrait avec compensation financière. Et aujourd'hui, vous osez venir nous dire que votre programme était clair, que vous l'aviez soumis à la population et que la population vous avait donné le mandat

de réaliser ce programme. Voyons donc!

Non seulement, Mme la Présidente, ce gouvernement n'a jamais adopté une position gouvernementale claire, mais ce gouvernement, qui est allé au lac Meech pour sonder les coeurs des autres partenaires canadiens, nous est revenu attaché par l'entente du lac Meech. Par la suite, après être revenu du lac Meech, on nous a dit: Non, probablement qu'une commission parlementaire ne sera pas nécessaire. Et, après toutes les pressions qu'on a faites, ils ont dit: Peut-être une journée ou deux. Et on a réussi à obtenir la télédiffusion de cette commission presque en suppliant le gouvernement. Toujours une démarche à la cachette, une démarche à la sauvette, une démarche qui visait à cacher, à rapetisser, à mettre de côté, à informer le moins possible la population du Québec sur le contenu de l'entente.

Et cette commission s'est déroulée sur la base d'un communiqué de presse, d'un texte de journal parce que c'était tout ce qui liait les premiers ministres des dix provinces canadiennes avec le premier ministre du Canada à l'occasion de l'entente du lac Meech. Alors que le premier ministre quitte le Québec après cette commission parlementaire en nous disant: Je vais tenter d'aller chercher plus, compte tenu de ce que j'ai entendu en commission parlementaire, je vais tenter d'aller chercher des protections additionnelles, des précisions pour être certain qu'on ne sera pas affaibli. Ce premier ministre est allé à Ottawa et en est revenu non seulement sans ces protections, sans ces garanties additionnelles, mais avec une entente qui nous affaiblissait.

Aujourd'hui, ce même premier ministre, à la toute dernière minute de la session, nous arrive tout à coup avec une idée qui vient de lui sortir de la tête. Il dit: Aie! il reste trois ou quatre jours de session, on va se dépêcher, on va faire adopter l'entente constitutionnelle par l'Assemblée nationale du Québec. Ça fermera le couvercle une fois pour toutes. Et ça, en même temps que partout ailleurs au Canada, on amorce un large, un profond processus de consultations populaires et publiques, alors que l'ensemble des autres Canadiens seront consultés sur l'adhésion du Québec à la constitution canadienne, alors que le Parlement fédéral viendra ici comme ailleurs consulter l'ensemble des citoyens et citoyennes du Canada sur cette adhésion du Québec à la constitution canadienne, le gouvernement du Québec dit: On ne consulte personne, on fait ça à la dernière minute, à la sauvette, à la cachette, en précipitation, dans l'improvisation totale comme ce que nous avons fait jusqu'à maintenant dans le dossier et on va tenter de passer ça rapidement.

Et, aujourd'hui, le leader du gouvernement vient même nous dire que c'est devenu urgent. On suspend toutes les règles

habituelles de fonctionnement de l'Assemblée nationale pour débattre cette motion. C'est tellement urgent que même sans la discussion constitutionnelle actuelle, le Québec est totalement dans le Canada et le Québec est, pour l'essentiel, géré, dirigé à partir de l'accord constitutionnel auquel il n'a pas souscrit. C'est tellement urgent qu'on a trois ans à partir d'un jour 3 qui n'est même pas commencé, pour faire en sorte que cet accord constitutionnel soit signé. Et, tout à coup, c'est urgent.

Mme la Présidente, le premier ministre agit exactement comme s'il avait honte de son entente constitutionnelle, comme s'il était absolument inquiet, comme s'il sentait lui glisser sous les pieds les quelques appuis qu'il avait, comme s'il sentait qu'ailleurs au Canada il y avait de plus en plus de mou sur l'entente constitutionnelle. Et, devant cette réalité, plutôt que de tenter de protéger mieux qu'il ne l'a fait jusqu'à maintenant les intérêts du Québec, il dit: Non, le Québec va être le premier à aller au front. Le Québec va être le premier à aller se couler dans le béton une fois pour toutes avec un point de non-retour atteint. On va être les premiers à fermer le dossier constitutionnel alors qu'il s'agit de l'adhésion du Québec à la constitution canadienne. Une fois que, nous, on se sera coulé les deux pieds dans le béton, ailleurs au Canada, on discutera de modifications, d'amendements, de changements à apporter à cette entente constitutionnelle qui nous concerne au premier chef puisqu'il s'agit de l'adhésion du Québec. (20 h 30)

Voilà la défense des intérêts du Québec par un gouvernement libéral. Voilà la faiblesse, l'incapacité de défendre et de promouvoir les intérêts du Québec dans des situations aussi névralgiques, aussi conséquentes pour l'avenir de tout notre peuple. Pendant ce temps, on nous dira: Mais non, mais non. Comme le disait l'orateur qui m'a précédé, nous adhérons dans l'honneur et dans l'enthousiasme à la constitution canadienne.

Le ministre délégué aux Relations intergouvernementales canadiennes nous dira qu'il s'agit là d'un accord historique qui fait toute sa fierté. Le premier ministre nous dit que pour lui c'est une belle et grande entente, une grande chose pour le Québec. Chaque fois que quelqu'un lui présente une opposition, chaque fois que quelqu'un soulève peut-être une imprécision, le premier ministre nous dit: Non, non, non, il n'y a pas de problème, c'est clair, c'est bon, c'est solide, fiez-vous sur moi. Mais pourquoi, à ce moment-là, veut-il aller aussi vite? Pourquoi fonctionner à la cachette? Pourquoi fonctionner à la sauvette? Pourquoi fonctionner dans la précipitation et l'improvisation? Quand on est sûr de soi,

quand on est certain que ce qu'on fait est bien et grand et positif, quand on est convaincu que cela contient tout ce qu'il faut pour nous permettre de nous développer, de progresser, d'avancer, pourquoi être gêné? Pourquoi avoir honte? Pourquoi agir comme si on n'était pas certain?

Mme la Présidente, si ce gouvernement a décidé d'aller encore une fois au plus vite, le plus rapidement possible dans cette discussion, c'est parce qu'ils sont de plus en plus conscients probablement que cette entente n'est pas ce que le Québec recherche, n'est pas ce que le Québec a toujours recherché. D'ailleurs, contrairement à ce qu'affirme souvent, dans ses vidéoclips qui le caractérisent bien, le ministre responsable des relations fédérales-provinciales lorsqu'il nous dit que cette entente est une entente historique, comme il le dit si souvent. Ce qu'il y a d'historique dans cette entente, c'est qu'elle constitue justement un bris majeur dans l'histoire politique du Québec.

Cette entente constitutionnelle est l'aboutissement d'un long processus qui dure depuis plusieurs décennies au cours desquelles l'ensemble des gouvernements qui se sont succédé ici, à l'Assemblée nationale du Québec, ont toujours, sans hésitation, revendiqué plus de pouvoirs pour le Québec. Chaque gouvernement qui a succédé à un autre ici depuis plusieurs décennies a posé des gestes, a eu et a fait des revendications importantes pour que le Québec et que le peuple québécois soit plus fort, pour que nous puissions posséder plus d'instruments, plus de leviers pour nous développer, pour progresser, pour avancer, pour être de plus en plus solide comme peuple, conscients que nous sommes une minorité de 6 000 000 de Québécois francophones à l'intérieur d'un continent de 250 000 000 d'anglophones.

Chaque gouvernement qui avait succédé à un autre jusqu'à ce jour avait compris combien le Québec avait besoin de plus de pouvoirs, de plus de forces, de plus de leviers pour assurer une garantie solide de survie à notre peuple et pour lui garantir tout ce qu'on pouvait espérer comme développement, comme progrès, comme avancement, comme construction de notre avenir. Que ce soit M. Duplessis qui revendiquait l'"autonomie provinciale", que ce soit M. Lesage qui revendiquait "Maîtres chez nous" avec tout ce que cela représentait, que ce soit M. Johnson qui revendiquait "Égalité ou indépendance", que ce soit M. Bourassa. L'a-t-il oublié, M. Bourassa? Il revendiquait la "souveraineté culturelle du Québec". Vous dites c'est cela, Mme la ministre, mais où est-elle, votre souveraineté culturelle?

Si c'était juste que vous aviez encore une fois revendiqué la souveraineté culturelle du Québec et s'il était vrai que vous aviez obtenu la souveraineté culturelle du Québec,

il serait écrit noir sur blanc dans l'entente constitutionnelle que le Québec a les pleins pouvoirs en matière linguistique. Non, nous ne les avons pas. Il est faux de prétendre, il est malhonnête de prétendre, comme vous le faites, que nous avons les pleins pouvoirs en matière linguistique par l'entente qui a été signée au lac Meech, à Ottawa. C'est dire le contraire de la vérité que de faire une telle affirmation. Quant au gouvernement de M. Lévesque qui s'est inscrit dans ce cheminement du peuple québécois, qui s'est inscrit dans ce cheminement du peuple québécois qui voulait obtenir plus de pouvoirs pour assurer son plein développement, il a revendiqué l'ensemble des pouvoirs qu'on pouvait retrouver dans la souveraineté politique du Québec. Chaque gouvernement, je le répète, souverainiste comme fédéraliste, bleu comme rouge, au cours des dernières décennies a revendiqué plus de pouvoirs pour le Québec. L'aboutissement que connaît ce dossier qui se prépare depuis 40, 50 ans pour le Québec, le résultat de toutes ces démarches qui visaient à donner plus aux Québécois, à faire en sorte que les Québécois soient plus forts, que les Québécois soient plus solides, que les Québécois soient mieux instrumentés pour se développer, pour progresser comme tous les autres peuples, ce résultat, c'est rien du tout. Ce résultat, c'est aucun pouvoir additionnel pour le Québec.

Ce résultat, c'est rien de plus que ce que nous avons jusqu'à maintenant. Lors du référendum - je ne parlerai pas des militants du oui; c'était clair, les militants du oui revendiquaient l'ensemble des pouvoirs - qu'est-ce que M. Trudeau, votre partenaire de toujours, était venu prendre comme engagement sur les mêmes tribunes, sur les tribunes que vous organisiez au comité du non? M. Trudeau était venu dire: Je prends l'engagement qu'un non voudra dire un oui au renouvellement du fédéralisme, qu'un non voudra dire un oui à plus de pouvoirs pour le Québec...

Une voix: C'est ça.

Mme Robic: ...

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre! À l'ordre! Vous aurez chacun un droit d'intervention. Je ne vous demande pas de partager les opinions des membres de cette Assemblée, vous aurez le droit de faire valoir votre opinion. Là-dessus, je reconnais le député de Gouin.

M. Rochefort: Merci, Mme la Présidente, de rappeler à l'ordre la ministre de l'Immigration. On sera intéressé à entendre ses propos, elle qui a eu justement une participation active avec M. Trudeau pendant la campagne référendaire où, je le répète, M. Trudeau était venu expliquer

qu'un non voudrait dire un oui à plus de pouvoirs pour le Québec. Ce que vient compléter aujourd'hui le gouvernement libéral, c'est l'aboutissement de 50 années de revendications pour plus de pouvoirs pour le Québec; 50 années de revendications faites par des gouvernements de toutes tendances politiques, de toutes allégeances idéologiques. Il vient fermer ce long processus d'un peuple par rien du tout, rien de plus que ce que nous avions.

Or nous avons quand même un petit pouvoir de négociation, nous avons un petit rapport de force possible que nous aurions pu exercer pour justement négocier plus que ce que nous avons parce que le Canada anglais, effectivement, particulièrement depuis l'élection du 4 septembre 1984, avait décidé qu'il fallait, qu'il se devait d'aller chercher le Québec pour le ramener dans l'entente constitutionnelle de 1982. C'était cela notre rapport de forces. L'ensemble du Canada anglais avait décidé qu'il était prêt à certaines concessions pour nous ramener dans l'entente constitutionnelle, pour nous faire adhérer à cette nouvelle constitution de 1982.

Ce qu'a fait le gouvernement libéral, c'est qu'il a gaspillé, littéralement gaspillé le seul petit rapport de force possible qui nous restait, le seul petit pouvoir de négociation qui était entre nos mains, vu cette non-adhésion du Québec à l'accord constitutionnel de 1982 et cette nouvelle volonté du Canada anglais de faire adhérer le Québec à cet accord constitutionnel. Qu'a-t-il obtenu? Rien du tout que nous n'avions jusqu'à ce jour. Parlons de la langue. On parlait tantôt de la souveraineté culturelle de M. Bourassa en 1973, 1974, 1975. Souveraineté, ça veut bien dire souveraineté. Quand M. Bourassa parlait de la souveraineté culturelle en 1973, en 1974, ça voulait donc dire de faire en sorte que le Québec, et donc que l'Assemblée nationale du Québec possède l'ensemble des pouvoirs requis non seulement pour défendre et pour garantir, mais pour promouvoir, pour développer le fait français au Québec.

(20 h 40)

Lui-même est allé en deçà de ce qu'il avait tenu comme discours, de ce qu'il a eu comme slogan, de ce qui, paraît-il, l'a animé alors qu'il était premier ministre, phase 1, de 1970 à 1976. Non seulement n'a-t-il rien obtenu en matière de langue, mais pour reprendre justement son expression, l'ensemble des pouvoirs linguistiques que nous avons perdus au cours des dernières années, il s'est assuré de les bloquer là. Il s'est assuré de prendre les moyens pour que plus jamais, dans le contexte actuel, nous ne puissions retrouver un seul de ces pouvoirs linguistiques que nous avons perdus au cours des dernières années. C'est le contenu de l'entente constitutionnelle que nous invite à signer l'actuel premier ministre, qui, il n'y a

pas cent ans, mais huit ou neuf ans, nous parlait de la souveraineté culturelle du Québec.

Nous nous retrouverons avec une entente constitutionnelle qui, au point de vue linguistique, maintient le statu quo, c'est-à-dire maintient l'affaiblissement du fait français au Québec, maintient l'incapacité, l'impossibilité pour le Québec de faire en sorte que la langue française soit ce que nous voulons qu'elle soit ici, de faire en sorte que, de quelque formation politique que nous soyons, mais seuls, tous ensemble, ici, les députés de l'Assemblée nationale du Québec, nous prenions les moyens, les mesures, les lois, les réglementations requises pour que notre langue continue de se développer et continue de permettre au peuple québécois de se développer chez lui dans sa langue. C'est l'aboutissement de son entente constitutionnelle. Il n'y a rien, non plus, pour nous permettre de nous développer sur l'ensemble des plans culturels, rien pour faire en sorte que nous puissions mieux assumer nos responsabilités en matière d'éducation, rien pour que nous puissions mieux maîtriser nos pouvoirs en matière de communications, l'ensemble, donc, de ces pouvoirs linguistiques, culturels, éducatifs et en matière de communications qui font que le Québec pourrait aller plus loin, que le Québec, comme société, pourrait assurer sa survie. Rien du tout! Zéro! Zéro! Zéro! C'est le résultat de 50 années de ce processus qui visait à doter le Québec de plus de pouvoirs. Le premier ministre actuel du Québec et son équipe libérale ont fait en sorte que cela se solde par un gros zéro au bout du compte.

Qu'est-ce qu'ils ont obtenu au point de vue économique, du développement régional, de l'agriculture, de la main-d'oeuvre, de la recherche, du développement technologique? Rien du tout! C'est évident, ils n'ont rien demandé. Ils sont allés à Ottawa en disant: Vous savez, on n'a rien à demander, dites-nous où est-ce qu'il faut qu'on signe. On est même prêts à signer pour peut-être un peu moins que ce qu'on a actuellement, on veut signer. C'est ce qu'ils sont allés faire.

Ne venez pas vous surprendre qu'on se retrouve avec un texte où on est moins forts qu'on ne l'était avant. Vous n'avez rien demandé. Donc, le résultat, cela a été de ne rien avoir. Quand des groupes sont venus, pendant deux semaines, à l'Assemblée nationale, à la commission parlementaire, nous dire qu'ils voulaient plus de pouvoirs en matière linguistique, plus de pouvoirs dans le domaine de l'éducation, qu'ils voulaient l'assurance de pouvoir maîtriser l'ensemble de leurs pouvoirs dans le domaine des communications, quand l'UPA est venue nous dire qu'elle voulait, en ce qui concerne l'agriculture, plus de pouvoirs pour le Québec, qu'est-ce que le premier ministre et son ministre nous répondaient chaque fois?

Dans la deuxième ronde. Ne vous en faites pas, dans le dernier paragraphe de ma grande entente constitutionnelle du lac Meech, c'est écrit qu'il va y avoir une deuxième ronde. Là, on va discuter de tous les nouveaux pouvoirs que le Québec pourrait peut-être vouloir et que vous autres, les petits groupes qui êtes venus nous voir, vous nous demandez de temps en temps.

Qu'est-ce qu'il y a dans la deuxième ronde? Qu'est-ce qui est écrit dans la deuxième ronde? Imaginez-vous donc ce qui est écrit dans la deuxième ronde: On va discuter du Sénat et des pêcheries. Où sont les nouveaux pouvoirs pour le Québec? Non seulement s'agit-il d'un bris historique majeur dans toutes les revendications que l'ensemble des gouvernements du Québec ont faites pour avoir plus de pouvoirs pour le Québec, mais il nous laisse entrevoir l'espérance, pour adopter cette entente, qu'il y en aura peut-être dans la deuxième ronde. Il n'y a rien, dans cette deuxième ronde, qui nous permette d'aller chercher plus de pouvoirs. On va discuter du Sénat et des pêcheries. Qu'est-ce que les Québécois, qui ont besoin de pouvoirs en matière culturelle, en matière linguistique et en matière économique, ont à faire d'une discussion constitutionnelle qui va peut-être durer encore 20 ans sur le Sénat et les pêcheries? Nous, on vous dit: Tant qu'à faire cela, arrêtez donc cela tout de suite. Cela va nous redonner le petit pouvoir de négociation, le petit rapport de force qui nous restait de ne pas avoir adhéré à l'entente constitutionnelle de 1982 et qui nous restait à la suite de cette nouvelle volonté découlant du 4 septembre 1984 où tout à coup le Canada anglais voulait corriger sa propre erreur et nous accueillir à bras ouverts dans la constitution canadienne.

Mme la Présidente, ce à quoi nous assistons, c'est à une décision lourde de conséquences pour l'avenir du Québec, une décision qui aura pour effet d'affaiblir pour longtemps le Québec, qui a de toute évidence pour objectif et pour conséquence de banaliser le Québec à l'intérieur du Canada. Lorsqu'on nous dit qu'on est reconnu comme société distincte, dois-je vous rappeler, Mme la Présidente, que tout ce qui concerne le Québec dans cet accord constitutionnel est prévu pour les dix provinces du Canada? Comment pouvoir prétendre que le Québec est maintenant distinct alors que ce qui nous concerne concerne également, sur le même pied, les neuf autres provinces canadiennes?

Je termine mon intervention en disant que le leader du gouvernement, cet après-midi, a dit que le Parti québécois souhaitait que ce débat ne finisse jamais. Je dirai qu'effectivement, il a raison de dire que le Parti québécois souhaite que le débat visant à revendiquer plus de pouvoirs pour le Québec ne finisse jamais, parce que nous

avons la conviction que le Québec aura toujours besoin de plus de pouvoirs que ce qu'il a actuellement. Mais ce que nous invite à faire le premier ministre et le leader du gouvernement, c'est de mettre fin à jamais au débat et cela nous le refuserons toujours.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Gouin. M. le député de Montmorency.

M. Yves Séguin

M. Séguin: Merci, Mme la Présidente. Je n'ai pas l'intention d'être aussi long que mon prédécesseur, le député de Gouin, avec lequel d'ailleurs j'ai eu l'occasion de siéger à la commission sur les institutions qui avait comme mission d'entendre l'ensemble des groupes et d'intervenants pour discuter sur l'accord du lac Meech. D'ailleurs, une commission parlementaire qui a duré aussi longtemps sinon plus longtemps que les autres travaux qui avaient eu lieu à l'époque, par exemple lors du référendum et même lors du projet de rapatriement de la constitution.

Je ne veux pas relever toutes les attaques qu'a faites le député de Gouin, c'est son opinion. Certains éléments qu'il a soulevés peuvent susciter des réflexions. En commission parlementaire où le débat s'est fait avec beaucoup de dignité, je pense que des échanges d'opinions de part et d'autre ont permis, sur certains points, d'amener le consensus des différents intervenants, à tout le moins, des deux partis.

Il y a deux éléments qu'il m'apparaît fondamental de préciser parce que l'Opposition ne semble pas être d'accord sur ces deux éléments et elle revient constamment à la charge: Je veux parler de la notion de société distincte et aussi du pouvoir de dépenser. Cela a été les deux éléments majeurs des discussions en commission parlementaire, tant de la part des membres de la commission que de la part de ceux qui sont venus témoigner devant la commission.

Il y avait également trois autres conditions. Je vais simplement les énumérer pour les rappeler. On sait qu'il y avait cinq conditions dans le programme du Parti libéral lorsqu'on s'est présenté devant l'électorat. Nous avons été élus. Nous nous sentons légitimes aujourd'hui et très à l'aise de considérer que notre programme devient notre mandat aujourd'hui.
(20 h 50)

Ces cinq conditions, bien écrites, qui apparaissaient dans notre programme, ont été celles qui se sont retrouvées dans l'accord du lac Meech. On les connaît. Je vous les répète. Il y avait la société distincte, dont je parlerai tantôt, le pouvoir de dépenser du fédéral qu'on veut limiter, la question de l'immigration, qui donne des pouvoirs accrus au gouvernement du Québec pour avoir un

meilleur accueil des immigrants, une meilleure sélection, et une reconnaissance d'une proportion accrue au Québec, considérant sa proportion démographique au Canada, la Cour suprême, c'est-à-dire de reconnaître dans la constitution canadienne que le Québec a le droit de présenter trois noms au fédéral lorsqu'il y a une vacance, dans le but de faire nommer des représentants du Québec à la Cour suprême. Cela se fait, en pratique, depuis de nombreuses années, mais cela n'apparaît pas dans la constitution canadienne. Également, cinquième point important, la formule d'amendement.

Il me semble important, Mme la Présidente, d'ouvrir tout de suite une parenthèse sur la formule d'amendement, parce que, tantôt, mon prédécesseur y est revenu souvent dans son long discours, et je pense que cela a été repris et ce sera repris dans les prochaines heures, les prochains jours du débat par l'Opposition, qu'on aurait perdu, par les accords du lac Meech et les accords dont on discute maintenant, la balance du petit pouvoir ou de la marge de manoeuvre que le Québec avait vis-à-vis du fédéral.

Je ne veux pas commenter là-dessus, mais simplement rappeler un petit fait. Ce pouvoir, qu'on appelait droit de veto, ce n'est pas nous qui l'avons perdu, c'est le gouvernement du Parti québécois, en 1982. Je pense que cela mérite une petite explication parce que ceux qui nous écoutent ont peut-être de la difficulté à identifier ce qu'est le droit de veto. Si je retourne à l'époque qu'a soulignée le député de Gouin, depuis 40 ans et même plus, évidemment, depuis le début de la constitution, le Québec a toujours pensé qu'on avait un droit de veto. C'est-à-dire que le Québec a toujours pensé que la constitution canadienne ne pouvait pas être amendée ni modifiée sans l'accord ou sans le concours obligatoire de la province de Québec. De sorte que, dans les discussions sur le rapatriement de la constitution entreprises par le fédéral pour rapatrier la constitution d'Angleterre au Canada - on se souvient du débat, en 1981 - le Québec, à ce moment-là, pensait que, s'il ne collaborait pas, s'il ne donnait pas son accord au gouvernement fédéral, ce dernier ne pouvait pas rapatrier la constitution canadienne en l'absence du Québec. C'est ce qu'on appelle le droit de veto du Québec.

Malheureusement pour le Québec, ce pouvoir, dont parlait le député de Gouin, a effectivement été perdu parce qu'on croyait que, tant que ce pouvoir n'était pas défini par un tribunal ou écrit, il jouait en faveur du Québec. Il n'était pas écrit, mais tout le monde le reconnaissait dans la tradition. Or, la Cour suprême a dû se prononcer et n'a pas reconnu au Québec un droit de veto, de sorte que le fédéral a eu raison légalement

de rapatrier la constitution sans le Québec. Cela voulait dire, sur le plan juridique, que le Québec n'avait jamais eu de droit de veto et n'en avait pas. Ce fut cela, la perte du Québec en 1981.

Ceci pour dire que, lorsqu'on nous accuse de vouloir faire, à l'heure actuelle, une espèce de gaspillage, une perte, de faire reculer le Québec, de quasiment céder le Québec au fédéral pour rien, ce genre d'attaque ne se vérifie pas lorsqu'on fait une moindre lecture de deux conditions qui apparaissent et qui ont été intercalées dans l'accord. Je vais vous les lire, Mme la Présidente, parce qu'au lieu de faire des discours, j'aimerais qu'on se ramène au texte. C'est très court.

Sur la société distincte, on dit dans la loi constitutionnelle, dans la modification constitutionnelle proposée, qui fait l'objet de notre débat, que toute interprétation de la constitution canadienne doit concorder avec la reconnaissance de ce que le Québec forme au sein du Canada une société distincte. J'ajoute ceci qui est inclus dans l'article: La Législature et le gouvernement du Québec ont le rôle de protéger et de promouvoir le caractère distinct du Québec visé à l'alinéa (1) (b), celui que je viens de lire. J'ajoute: Le présent article n'a pas pour effet de déroger aux pouvoirs, droits et privilèges du Parlement ou du gouvernement du Canada ou des Législatures ou gouvernements des provinces, y compris à leurs pouvoirs, droits et privilèges en matière de langue. C'est la fameuse clause dérogatoire que le premier ministre, M. Bourassa, a fait ajouter dans les négociations des 2 et 3 juin.

Je pense que cet article représente certainement un plus pour le Québec depuis toutes les revendications. Simplement pour résumer ce que je pense, je vous dirai que, s'il est exact de dire que tous les gouvernements qui se sont succédé à l'Assemblée nationale du Québec ont toujours revendiqué, nous, nous avons obtenu quelque chose de différent, nous en ferons une différence, parce que nous avons revendiqué et nous avons obtenu ce que nos prédécesseurs, le gouvernement du Parti québécois, avaient même perdu en 1982.

J'aimerais relever un point sur la société distincte qui revient constamment dans le discours de l'Opposition qui dit que, finalement, on n'a rien obtenu, que ce sont des mots ronflants, que cela ne veut rien dire, alléguant - on l'a dit beaucoup en commission parlementaire - que les mots "société distincte" ne veulent rien dire, que cela ne se définit pas, qu'on aurait dû employer le mot "peuple" ou d'autres expressions qui, pour certains, aurait été plus claires. Je me contenterai de vous citer une seule définition. Je ne veux pas dire qu'elle soit nécessairement la seule qui puisse exister, mais parce qu'elle provient du Parti

québécois, elle me semble présenter une certaine crédibilité et retourner l'attaque à l'Opposition, puisqu'elle nous accuse de quelque chose qu'elle a reconnu elle-même. Il suffit de lire la définition que l'Opposition donnait des mots "société distincte". J'aimerais vous référer - c'est très court - au projet d'accord constitutionnel que le gouvernement du Parti québécois, en 1984, proposait à la population dans ses discussions avec le gouvernement fédéral. Au chapitre 1, on dit ceci: "Depuis quatre siècles, il existe sur les rives du Saint-Laurent un peuple d'origine française qui, sous deux régimes coloniaux et de multiples arrangements constitutionnels, s'est progressivement affirmé à travers ses institutions et avec l'apport d'autres communautés - cela est important, c'est moi qui souligne - s'est développé au point d'acquiescer toutes les caractéristiques d'une société distincte." L'Opposition nous accuse aujourd'hui de reprendre la notion de société distincte en nous disant que cela n'ajoute rien et on retrouve dans sa propre déclaration de projet constitutionnel cette déclaration qu'un peuple organisé qui évolue, qui se développe devient une société distincte. C'est ce qu'on a retenu.

Je vois que le temps file, Mme la Présidente. J'aimerais faire quelques observations, très rapidement, sur le pouvoir de dépenser. C'est aussi, évidemment, dans l'accord constitutionnel un élément fort important.

(21 heures)

On sait, aujourd'hui, que cela a donné lieu à une foule d'observations de toutes sortes. Même l'ancien premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, a fait une longue déclaration jugée assez acerbe, reprochant ni plus ni moins à l'accord que nous avons devant nous de donner trop de pouvoirs du fédéral aux provinces, en ce sens que cette fameuse notion du pouvoir de dépenser permettrait dorénavant aux provinces de se retirer de programmes cofinancés par le fédéral et elles-mêmes et de faire, chacune, son propre programme avec une compensation financière raisonnable versée par le fédéral, pour autant que ce que fait la province correspond aux objectifs nationaux du fédéral. On avait, en commission parlementaire, donné l'exemple des garderies, du réseau des garderies, ou de projets de réfection de trottoirs, etc., où le Québec pourrait, pour autant que cela demeure respectueux des objectifs nationaux du fédéral, se retirer de ce programme pour en faire un autre avec une compensation financière raisonnable. L'Opposition nous a reproché le mot "raisonnable", disant que ce n'était pas clair, que ce n'était pas précis. Il fallait parler de pleine compensation, entière, totale. Dans leur projet d'accord constitutionnel, lorsqu'ils parlent de retrait

d'un programme du Québec ou d'un retrait par la province de Québec de certains arrangements fédéraux, ils parlent, là aussi, d'une compensation raisonnable.

Je pourrais soulever beaucoup d'autres points. Je sais que plusieurs collègues vont le faire de ce côté-ci et de l'autre côté. C'étaient quelques observations que je voulais faire et à ceux qui pourraient nous reprocher de vouloir céder le Québec au fédéral, je leur dis: Non, on n'a pas perdu le Québec; on a gagné le Canada. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Montmorency.

M. le député d'Ungava.

M. Christian Claveau

M. Claveau: Merci, Mme la Présidente. Nous voilà réunis ce soir en cette enceinte, le salon bleu de l'Assemblée nationale du Québec, afin d'écrire, tristement, probablement la page la plus sombre de l'histoire du Québec depuis la conquête anglaise.

Mme la Présidente, nous avons devant nous un texte qui est à peine connu, un texte qui nous a été déposé à la toute dernière minute, un texte sur lequel il n'y a eu aucune consultation, un texte qui a fait l'objet de quelques études de soi-disant experts, de gens qui s'y connaissent dans le domaine probablement, à l'occasion orientés idéologiquement, et qui prétendent régler le sort du peuple québécois en quelques heures. Ils s'imaginent que le peuple du Québec est derrière eux. Voilà ce à quoi, on arrive lorsqu'on est déconnecté de la réalité, lorsqu'on est loin de ses concitoyens, de ses commettants, et lorsque l'on se fie à son simple intérêt partisan pour régler des dossiers d'une telle envergure.

Comment, Mme la Présidente, peut-on prendre au sérieux ces gens qui, en fin de session, rapidement, sans la moindre consultation, nous déposent un texte d'une importance aussi vitale? Vous n'êtes pas sans savoir, Mme la Présidente, que dans nos traditions parlementaires, au Québec, au Canada, dans les pays occidentaux, des constitutions, cela ne se change pas souvent. À moins que ces gens-là ne s'imaginent faire du Québec une république de bananes où la constitution vaut souvent moins que le papier sur lequel elle est écrite, ils vont se rendre compte que ce qu'ils signent ce soir ou ce qu'ils se préparent à signer pour engager le peuple du Québec dans une démarche définitive, eh bien! ce ne sera pas facile de le changer, quoi qu'ils en disent, et ce que l'on fait en ce moment est fondamental et vital pour l'avenir du Québec. Voilà pourquoi, Mme la Présidente, en tant qu'humble citoyen, et tant qu'humble Québécois intéressé par l'avenir de son peuple, de sa

nation, de sa société, je me refuse à accepter une telle démarche et je me refuse à être identifié à un texte aussi précaire, aussi méconnu, aussi difficile à comprendre et aussi sujet à interprétation.

Tout à l'heure, le député de Montmorency nous faisait une démonstration à voix passablement basse, il faut le dire, - il avait probablement peur qu'on l'entende, - à savoir que la société distincte, le pouvoir de retrait avec compensation étaient garantis dans le texte actuel. Je ne sais pas où il prend les garanties dont il nous parlait. Je ne sais pas s'il a pris le temps de lire le texte ou s'il s'est fié uniquement à ce que lui disait son chef et son leader qui ont probablement essayé, à lui comme à tous les autres de sa formation politique, de leur faire croire ou de les orienter dans la façon de lire le texte qu'ils avaient sous les yeux.

Dans ce texte, Mme la Présidente, la société distincte, ce n'est rien d'autre et essentiellement qu'une clause d'interprétation qui sera laissée entre les mains des tribunaux. Il n'y a rien qui définit le concept de société distincte. On nous dit: Ah! c'est une question linguistique. Certes, c'est une question linguistique. On est fier de notre langue, on est fier de nos traditions, on est fier de ce qu'on est, mais il n'y a rien dans le texte qui garantit que c'est cela.

Encore là, advenant le fait que cette société distincte, sur la base de traditions, d'une culture, d'un folklore, d'une langue, soit différente du reste du Canada, en supposant que ce soit garanti, est-ce que l'on devra se contenter de ça pour que le Québec soit une société distincte? Est-ce que l'on devra se contenter de jouer du violon et de taper des pieds en jouant de la cuiller pour dire: On est une société distincte, on ne ressemble pas aux autres ailleurs qui font du western. Je crois qu'il faudra aller beaucoup plus loin que ça si on veut bien se comprendre.

Un très bel exemple de cela nous a été servi il n'y a pas si longtemps, ici même, au salon rouge juste à côté, mais toujours à l'intérieur de l'enceinte gouvernementale, lorsque le président de la République française est venu nous adresser quelques mots de soulagement à nous, Québécois partageant une culture et un folklore qui se rapprochent de ceux de nos origines du peuple français. Qu'est-ce qu'il a dit, le président de la République française? Dans un premier temps, il a bien fait attention de ne jamais prononcer le mot "Canada" alors qu'il parlait dans le salon rouge. Il a fait la même chose la veille à Ottawa en se défendant bien de prononcer le mot "Québec" devant ceux qui n'étaient pas des Québécois ou à l'extérieur du Québec dans le reste du Canada, comme on se plaît à le dire. Qu'est-ce qu'il a fait? À Ottawa, il a parlé

d'économie, d'échanges en termes de technologie. Il a vendu des sous-marins nucléaires. Il a tout fait. Le concept économique était omniprésent dans son discours à Ottawa. Ça, c'était pour les autres, mais pour la société distincte, qu'est-ce qu'il a fait? Je vous mets au défi, Mme la Présidente - et j'étais au salon rouge au moment où parlait le président de la République française - de retrouver dans son discours le mot "économique". Il ne l'a jamais prononcé. Il n'a jamais parlé de coopération économique. Il a parlé de coopération culturelle, il a parlé de coopération folklorique, il a parlé de partage de troupes de danse et de théâtre, il a parlé de nos artistes qui faisaient rire les Français, certes, et on en est fier, mais il n'a jamais parlé de coopération économique.

Je crois, Mme la Présidente, que l'on a là le plus beau présage de ce que sera, à l'avenir, l'interprétation du terme "société distincte", une société qui vit de son folklore et qui joue de la cuiller en tapant des pieds alors que le reste de ce beau et grand pays, comme on se plaît à le dire, qui ne partage pas le même folklore et la même culture que nous, va s'engraisser dans un développement économique et harmonieux. Peut-être qu'ils n'auront pas de cuiller pour jouer, mais ils auront sûrement des guitares électriques.

Voilà la garantie que l'on a dans le texte constitutionnel en ce qui concerne la société distincte. Une clause d'interprétation laissée aux tribunaux où on va se complaire dans nos plaintes francophones alors que les autres vont se plaisir à se développer en dehors de notre société distincte.
(21 h 10)

C'est grave, Mme la Présidente. C'est triste pour le peuple québécois. J'entends des murmures qui vont sûrement dans le sens de mes propos et cela me fait plaisir. Probablement que ces gens vont commencer à comprendre, lorsqu'ils arrêteront de se satisfaire des quelques propos partisans que peut leur tenir leur chef dans son interprétation de la société distincte et qu'ils commenceront, tout comme nous, à lire entre les lignes, ce qu'il y a vraiment, comment on doit vraiment comprendre et interpréter le texte qui nous est proposé et sur lequel on nous demande de voter bêtement. Ils s'imaginent qu'on va adopter cela bêtement avec un grand sourire sans dire un mot, en essayant peut-être de nous passer un petit coup de bulldozer comme essayait de le faire hier le ministre des Finances, ici même en cette Chambre, lorsqu'on discutait d'un projet de loi où il trouvait qu'on parlait un peu trop longtemps.

Voilà ce dans quoi, nous Québécois, nous nous retrouvons plongés au moment où l'on se parle, et en pleine nuit à part cela. On n'ose pas le faire de jour. On n'ose pas le faire en pleine session régulière. On n'ose

pas le faire en se donnant le temps nécessaire pour le faire. On le fait à la toute dernière minute au moment où on sait bien ou au moment où, avec raison d'ailleurs, nos amis confrères, concitoyens, commettants québécois sont en train de se préparer pour leurs vacances, finissent l'année scolaire, se préparent pour fêter notre belle fête nationale du Québec dans cinq jours à peine, alors que tous et chacun sont occupés à autre chose, et avec raison, puisque les jours de soleil sont si peu nombreux par chez nous, alors on s'empresse à la sauvette de faire une petite pirouette et de passer un texte, de faire voter en cette enceinte quelque chose qui va clore, qui va mettre le couvercle définitif sur la marmite dans laquelle ont bouillonné depuis si longtemps les espoirs du peuple du Québec qui commençait à voir le jour à partir des institutions, des moyens économiques, culturels, financiers et autres qu'ils s'étaient donnés au cours des dernières décennies.

Voilà ce à quoi nous convie le premier ministre actuel du Québec ainsi que toute son aile parlementaire. Je ne suis pas certain que ces mêmes gens ont même pris le temps de consulter leurs propres électeurs et fanatiques, oserais-je dire, dans leur propre circonscription électorale parce que probablement qu'ils auraient des comptes à rendre, ce qu'ils ne veulent pas faire de toute évidence.

Parlons un peu, Mme la Présidente, du pouvoir fédéral de dépenser. Quelle belle affaire! Le Procureur général de l'Ontario, M. Ian Scott, disait pas plus tard que le 20 mai dernier - ce n'est pas si loin - que l'entente du lac Meech donne pour la première fois au gouvernement fédéral le droit constitutionnel de dépenser dans des domaines de juridiction provinciale. Quelle belle affaire! Le Procureur général de l'Ontario, à mon avis, ce ne doit pas être un deux de pique. Il est probablement pour le moins aussi intelligent que le Procureur général du Québec. Comment se fait-il qu'il a vu clair et que l'autre n'a pas vu? Comment se fait-il qu'il faut que ce soit le Procureur général de l'Ontario qui vienne nous dire que, oui, c'est vrai? Ce qu'on est en train de faire là, c'est de permettre au fédéral de dépenser dans des domaines où il n'avait jamais pu le faire avant, d'entrer dans les compétences du Québec. Le Procureur général de l'Ontario a tout à fait raison. Si on regarde bien la possibilité de dépenser qui est donnée au fédéral, enchâssée dans la constitution, avec l'amendement que l'on propose, et les effets que cela va avoir à long terme, même si on se garde la possibilité de se retirer, Mme la Présidente, si vous avez bien lu ce qui est proposé, la possibilité de se retirer est strictement liée, uniquement liée ou conditionnée par le fait que la province - non pas

uniquement le Québec, mais l'ensemble des autres provinces qui d'ailleurs ne le revendiquaient même pas avant - qui va se retirer, en l'occurrence le Québec, devra le faire à condition qu'elle respecte les mêmes objectifs nationaux que ceux qui auront été déterminés par le gouvernement fédéral. Cela est pas mal fort. Autrement dit, on se contente de suivre le train. Le gouvernement fédéral décide et si on n'est pas d'accord, on pourra toujours essayer de faire un petit quelque chose qui va lui ressembler. Si on est le moins chanceux, si on interprète que ce que l'on veut faire ressemble le moins aux objectifs fédéraux, à ce moment, on aura peut-être le droit d'avoir quelques cennes qu'on va pouvoir dépenser nous autres mêmes. Voyons donc! Où est la fierté d'être Québécois et de pouvoir décider nous-mêmes des orientations de notre économie, des orientations que nous allons donner aux investissements, dans le domaine municipal, dans l'agriculture, dans l'environnement, dans quoi que ce soit? Prenons simplement le dossier minier, un dossier qui est passablement à jour avec ce qu'on connaît, la problématique qu'on a actuellement dans le domaine minier.

Nous avons signé, il y a quelques années - ce n'est pas l'actuel gouvernement qui peut s'en vanter - une entente auxiliaire fédérale-provinciale sur le développement minier à partir d'objectifs québécois. Non pas les objectifs de la Colombie britannique, non pas les objectifs de Terre-Neuve, encore moins les objectifs de l'Ontario, mais à partir d'objectifs québécois. Avec cette entente, nous avons un programme de 100 000 000 \$ sur cinq ans pour le développement de l'industrie minière ou minérale québécoise avec des objectifs québécois. Que va devenir ce programme? Ah! On va toujours nous dire: Il y a une clause de sauvegarde. Il y a une clause de sauvegarde, oui. La constitution c'est pour un siècle et peut-être plus si on se fie à la moyenne historique que l'on a actuellement. Et l'entente est pour cinq ans. On en est à la troisième année d'application.

Dans deux ans, la clause de sauvegarde, il n'en restera plus tellement. Cela veut dire, Mme la Présidente, qu'à l'avenir, le gouvernement fédéral va décider des politiques minières pour l'ensemble des provinces canadiennes, y compris notre beau Québec, et que si, par malheur, nous ne sommes pas d'accord parce que nous poursuivons d'autres objectifs que ceux qui auront été déterminés par le fédéral en termes de développement minier, nous devrons nous contenter des miettes en dessous de la table. Si jamais nous voulons nous retirer d'un tel programme, nous n'aurons pas le loisir de renégocier une autre entente qui pourrait correspondre aux objectifs québécois. Nous allons devoir faire

quelque chose, un plagiat, si vous voulez, de ce que le fédéral aura décidé comme objectif.

C'est ça que ça dit le pouvoir de retrait avec compensation si on n'est pas d'accord avec une orientation fédérale de dépenser. Même chose dans les municipalités. Certes, vous allez encore me dire: On a une clause de sauvegarde qui dit que ce pouvoir de dépenser du fédéral ne s'étend pas au pouvoir de légiférer. Va pour ça. C'est la moindre des choses. S'il fallait en plus qu'ils viennent faire les lois à notre place, on n'aurait qu'à rentrer chez nous et attendre que la manne nous tombe du ciel. On a prévu cette clause à la dernière minute, d'ailleurs, parce qu'elle n'était pas dans la première version.

(21 h 20)

C'est juste après la rencontre à Ottawa qu'on a réussi à mettre cela. Mais encore là, on se souviendra, dans le domaine municipal, comment, dans les années 1983 et 1984 les députés fédéraux se promenaient au Québec pour nous donner des arénas, des centres de loisirs, des chalets pour les clubs de golf, etc. Il y avait des programmes en masse. Ils n'avaient pas besoin de légiférer dans le domaine municipal; ils avaient juste à faire un programme, à venir nous voir et dire: Je vais vous bâtir une belle aréa - ah oui! comme cela s'est fait - tout équipée dans un petit village de 500 habitants. Après cela, qui paie la note? Ah bien là! il faut se revirer de bord et aller au gouvernement du Québec, on n'est plus capable de payer. Le fédéral nous a donné notre aréna. Il n'a pas besoin de légiférer pour intervenir dans les juridictions provinciales, dans les juridictions strictement québécoises.

Qu'est-ce qu'on va faire, Mme la Présidente, lorsque, par exemple, le gouvernement fédéral orientera - il pourrait très bien le faire - ses programmes d'agriculture ou d'aide à l'agriculture strictement dans le domaine des grains? On sait qu'on n'est pas particulièrement des producteurs de grains; certes, on l'était, au début du siècle. Le Québec, au début du siècle, a déjà été le premier producteur de grains dans la Confédération canadienne. Mais, malheureusement, il y a eu des politiques mises en place, qui ont fait qu'aujourd'hui, quand on réussit à ramasser quelques épis de blé d'Inde, on est bien contents. Le grain, c'est ailleurs qu'on le produit. On a entendu parler, il n'y a pas si longtemps encore, du fameux dilemme du Nid-de-Corbeau, où l'on subventionne à plein le transport du grain dans l'Ouest, alors que le Canadien National et le Canadien Pacifique enlèvent les voies ferrées dans l'Est.

Qu'advient-il? Ce n'est pas un programme de grain qui nous intéresse, mais, éventuellement, par exemple, un programme

de développement du boeuf de boucherie? Il va falloir se conformer probablement à un programme de production de grains si on veut avoir notre dû. Si on ne peut pas le faire, eh bien! on s'arrangera avec notre production de boeuf tout seul et eux, là-bas, ils seront payés par le fédéral pour développer le grain. C'est à peu près à cela que la situation ressemble, celle dans laquelle on s'embarque actuellement.

Pour ce qui est de l'environnement, c'est la même chose. Les priorités! Qui va fixer les priorités? Le fédéral, puisque si nous voulons avoir quelque chose, il va falloir s'orienter sur la politique fédérale. Nos priorités en termes d'environnement, vous voulez savoir ce qu'elles vont valoir lorsque ce sera passé dans la constitution? Zéro! C'est le fédéral qui, en fonction d'une politique globale pancanadienne, d'un océan à l'autre, a *mare usque ad mare*, va déterminer les grandes orientations dans le domaine de l'environnement. Si ces orientations ne sont pas nos pollueurs à nous, eh bien! on aura juste à s'arranger tout seul avec nos pollueurs, alors que les autres pourront bénéficier des programmes fédéraux. C'est la belle proposition que l'on a sur la table, aujourd'hui.

Encore, n'a-t-on pas parlé des secteurs dans lesquels on peut être concurrentiels, parce qu'il arrive, en effet - notre chef, le chef de l'Opposition, l'a si bien dit cet après-midi - que la principale province canadienne qui s'intéresse à nous, à l'occasion, l'Ontario, nous guette de près. Pourquoi? Facile à comprendre: On est concurrentiels et ils n'aiment pas la concurrence. Qu'advient-il dans les programmes fédéraux de pétrochimie? On sait qu'on n'a pas particulièrement été gâtés dans le domaine de la pétrochimie dernièrement, comparativement à l'Ontario qui a sauvegardé à peu près toutes ses raffineries, alors que, chez nous, on commence à les compter, je dirais presque, sur un doigt de la main. Qu'advient-il si le Québec se fait un programme de développement de la pétrochimie, alors que ce n'est pas un objectif national pour le fédéral? Qu'advient-il si le gouvernement fédéral développe un programme de développement pétrochimique dans lequel, à cause de la faiblesse de ce secteur au Québec actuellement, on pourrait difficilement s'insérer en fonction des objectifs qui seront fixés par le fédéral et non pas par nous? Il faut bien s'entendre! Qu'advient-il? Eh bien! la pétrochimie continuera d'aller ailleurs et nous achèterons au prix qu'ils voudront bien nous vendre. Le domaine de l'automobile, un autre domaine très intéressant également où on sait jusqu'à quel point c'est difficile de développer l'industrie automobile au Québec parce qu'on rentre dans les plates-bandes de la sacro-sainte Ontario qui veut se garder le

monopole de l'automobile dans la Confédération canadienne. À partir de maintenant, avec ce pouvoir de dépenser qui va être fixé dans la constitution, comment va-t-on pouvoir prétendre développer l'industrie automobile au Québec avec l'aide du fédéral si un tel geste ne fait pas partie des grands objectifs du gouvernement fédéral? Comment va-t-on pouvoir faire? Le faire nous-mêmes à nos dépens avec notre propre argent sans aide de personne. Probablement que c'est cela qu'on devra faire.

Mme le Présidente, voilà les principes que ces gens sont en train de nous fixer dans la constitution canadienne. Voilà de quoi ils semblent être fiers. Je ne comprends pas comment on peut être fier d'une chose semblable, d'un tel baiser de Judas. C'est absolument incroyable l'affront qu'on est en train de faire au peuple québécois en essayant de lui faire passer du vinaigre pour du miel. C'est absolument impensable. On n'aurait jamais cru que ce gouvernement, malgré son peu de sensibilité à la chose nationale au Québec, ce que l'on savait, aurait pu aller jusque là, qu'il aurait pu aller jusqu'à vendre les intérêts supérieurs de la nation québécoise pour un plat de lentilles. C'est vraiment la situation devant laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui. Ils ont encore le sans-gêne d'en rire et d'essayer de démontrer, à partir de petits textes qu'ils se permettent de lire sans aucun intérêt, qu'ils vont faire de grandes choses pour le peuple québécois alors qu'ils sont en train de signer, à toutes fins utiles, l'arrêt de mort de notre peuple.

Certes, on va peut-être pouvoir conserver notre culture, notre langue mais, encore là, il faut bien s'entendre parce qu'il ne faut pas oublier que les pouvoirs linguistiques donnés au Québec n'entravent en rien la compétence fédérale finale, si vous voulez, en termes de pouvoirs linguistiques. Je cite en cela un article paru dans La Presse du 18 juin, donc celle d'aujourd'hui, où on dit effectivement: "La cause de sauvegarde, tout en stipulant que le principe de dualité ne déroge pas aux compétences québécoises, spécifie également que la protection et la promotion du caractère distinct du Québec ne peuvent avoir pour effet de déroger aux compétences linguistiques fédérales". C'est clair. L'auteur de cet article est professeur en droit constitutionnel de l'Université de Montréal. Ce n'est pas un indépendantiste d'arrière-ban du Parti québécois. C'est un professeur de droit constitutionnel de l'Université de Montréal. On essaie vraiment de nous faire croire que l'on a devant nous quelque chose d'extraordinaire, de sublime alors qu'en réalité on n'a peut-être même moins qu'un plat de lentilles. On n'a vraiment pas grand-chose. On se contente du strict minimum à tous les niveaux.

(21 h 30)

Ce gouvernement est en train de limiter, d'encarcaner les compétences québécoises, de les restreindre à leur strict minimum et de faire en sorte qu'à l'avenir, ce Parlement, le Parlement du Québec ne soit, à toutes fins utiles, que la prolongation d'un autre Parlement en haut, le Parlement fédéral, le Parlement d'Ottawa, et que tout ce qui se fera en cette enceinte ne sera que l'humble reflet des grandes orientations nationales qui auront été prises ailleurs. Si c'est cela que ce gouvernement prétend être de la fierté nationale, il a tout intérêt à retourner faire ses devoirs et à aller s'interroger sérieusement sur les intérêts qui le portent à signer ou à présenter un tel document dans l'enceinte pour laquelle il devrait avoir plus de respect, cette enceinte de l'Assemblée nationale du Québec.

Il est inconcevable, il est inadmissible que plus de 50 ans d'efforts de tous les gouvernements qui se sont succédé dans cette enceinte se retrouvent aujourd'hui devant un véritable mur de béton sans issue et que l'on termine là cette démarche qui était si bien entreprise et qui a évolué, au cours des décennies, pour arriver à situer un tant soit peu le Québec sur la carte mondiale, à se donner quelques outils qui commençaient à permettre aux Québécois de se différencier, de développer une économie, de sortir d'un genre d'économie de subsistance pratiquement pour s'approcher du véritable contexte économique mondial dans lequel on vit.

Actuellement, on se ramène volontairement, ces gens nous amènent volontairement à restreindre les efforts des décennies qui nous ont précédés et à se contenter d'être, je dirais, le reflet presque éteint d'une volonté supérieure qui sera celle de la Confédération canadienne dans laquelle l'histoire nous a prouvé que notre place était passablement restreinte. L'histoire du Canada n'a jamais été rose pour le Québec, dans le Québec. Le Québec a toujours dû se battre pour arracher la moindre parcelle de compétence, de pouvoir, de développement social, économique et culturel, et il devra le faire, à partir de maintenant, avec d'autant plus d'acharnement que l'on est en train de lui enlever les derniers outils qu'il lui restait afin d'être une véritable société distincte en pleine possession de tout son pouvoir, son potentiel, ses capacités.

Je croyais qu'en terminant ce discours, il était normal de faire un moment de silence avant de sonner le glas. Merci, Mme la Présidente.

La **Vice-Présidente**: Merci, M. le député d'Ungava. M. le député de Rosemont.

M. Guy Rivard

M. Rivard: Je vous remercie, Mme la

Présidente. Je suis certain qu'à la suite de la prestation du député d'Ungava, mes propos vont faire l'effet d'un baume sur cette Chambre attentive. C'est avec beaucoup de fierté que je participe aujourd'hui à ce débat, que plusieurs ont qualifié d'historique, et à bon droit, sur le retour du Québec au sein de la Confédération canadienne. Je vais le faire en toute humilité, en toute sérénité et en toute quiétude, sans me faire d'illusion sur ma compétence en matière constitutionnelle. Je vais le faire tout simplement en bon père de famille et après m'être efforcé, personnellement, de suivre avec intérêt et attention la commission parlementaire qui, pendant 55 heures - il ne faut pas l'oublier - a permis de bien saisir l'importance des gains réalisés par le Québec au lac Meech.

Je me souviens qu'en campagne électorale, dans le comté de Rosemont que je représente ici, à l'Assemblée nationale, les gens que je visitais soulignaient la clarté du message du Parti libéral du Québec en matière de constitution. Certes, bien peu d'entre eux auraient été capables de discourir sur nos objectifs, nos orientations, sur les conditions même que poserait éventuellement un gouvernement libéral à l'adhésion du Québec au Canada. Mais la plupart de ces gens qu'on a visités souhaitaient que, rapidement, on règle le problème, car l'isolement du Québec fait problème. Pourquoi y apporter rapidement une solution? Pour qu'un gouvernement libéral puisse travailler, avec toute l'expertise de son équipe et avec la plus grande énergie possible, à remettre l'économie québécoise sur le bon pied. Le 2 décembre 1985, vous vous en souviendrez, Mme la Présidente, ces mêmes personnes ont élu massivement les candidats de notre parti. Le 2 décembre 1985, ces mêmes personnes de mon comté et d'ailleurs ont dit non à ceux qui veulent toujours détruire le Canada en l'amputant d'un élément essentiel. Clairement, ces mêmes personnes ont donné le mandat à un gouvernement libéral de procéder dans le dossier constitutionnel et les sondages, les uns après les autres, prouvent que la population continue de mandater dûment le gouvernement.

Voilà qu'une fenêtre historique s'est entrouverte. Voilà que onze premiers ministres ont vu l'occasion qui se présentait de rétablir le Québec dans ses droits historiques. Il est certain qu'il ne faut pas manquer cette occasion qui pourrait ne pas se représenter avant des décennies. Des décisions d'une telle importance passent par des hommes et des femmes, et un groupe différemment composé de onze premiers ministres pourrait décoder la situation d'une tout autre manière. D'ailleurs, il suffit de lire attentivement l'intervention d'un certain

ancien premier ministre fédéral pour s'en convaincre. Il y a donc urgence de procéder jusqu'au bout dans la démarche québécoise pour bien camper notre position et dire sans équivoque au reste du Canada que le Québec ne veut pas moins que ce qui a été obtenu.

Fort de ce mandat réellement consenti par la population, notre premier ministre est donc allé avec confiance, avec dignité, avec expertise, avec doigté, convaincre ses collègues de la valeur des cinq conditions posées par le Québec. Ces conditions étaient connues depuis mai 1986 et elles avaient été par la suite longuement expliquées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes à ses homologues canadiens.

Je voudrais insister ici, Mme la Présidente, sur la qualité exceptionnelle de la démarche du premier ministre, chef de notre gouvernement, et de son équipe. Il est inacceptable que l'on prétende, comme on l'a fait ici en cette Chambre et ailleurs, que le Québec est allé au lac Meech et à Ottawa comme un petit garçon craintif en culottes courtes, affronter les grands garçons des autres provinces. Que voilà un discours typiquement péquiste auquel, d'ailleurs, un député de l'Opposition applaudit actuellement, un discours typiquement morose, alors qu'en dehors du Québec, on salue la confiance en soi des Québécois et des Québécoises, l'esprit d'entrepreneurship, l'ouverture sur le monde. L'Opposition veut que ça aille mal au Québec, l'Opposition veut qu'on s'y sente à l'étroit. L'Opposition par son discours, qu'elle l'accepte ou non, diminue le Québec et les gens qui y habitent.

Par la suite, il y eut le lac Meech, le 30 avril dernier. Dès les jours suivants, nous nous sommes tous félicités de ce qui fut qualifié de compromis réaliste, d'entente dans les limites du possible et beaucoup ont retrouvé le goût de crier leur fierté.

Je citerai brièvement Solange Chaput-Rolland, une de ces personnes expertes, d'ailleurs appelée à témoigner en commission parlementaire. On trouvera cette citation dans **Le Devoir** du vendredi 8 mai: "Il n'y a pas de monstre au lac Meech. Il s'en crée peut-être dans les usines de ceux qui ont perdu la faculté d'admirer, de se réjouir et de relever la tête pour faire confiance, d'abord à eux-mêmes et ensuite à ceux qu'ils ont choisis massivement, côté Québec et côté Ottawa, pour les diriger."

Il y eut par la suite cette aube historique du 3 juin, à la suite d'une nuit combien plus fructueuse pour le Québec qu'une autre nuit passée dans l'Outaouais par le chef du gouvernement précédent, il y a quelques années. À l'aube du 3 juin, notre premier ministre a franchi les portes de l'édifice Langevin avec une entente fondamentalement bonne pour le Québec, une

entente qui reconnaît le Québec comme société distincte et lui confère des pouvoirs accrus.

(21 h 40)

Je vous ai dit au début, Mme la Présidente, que je ne suis pas un spécialiste de ces questions. Je suis néanmoins frappé par le gain monumental pour le Québec que représente sa reconnaissance comme société distincte. Pour la première fois depuis 1867, le caractère distinct du Québec est consacré dans la constitution. Pour la première fois, l'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec, non seulement peuvent, mais doivent protéger et non seulement protéger, mais promouvoir ce caractère distinct du Québec. Cela me satisfait pleinement et je ne suis pas seul à être satisfait. La majorité des Québécois et des Québécoises, des Canadiens et des Canadiennes, si on en croit les sondages, le sont aussi.

Notre langue, notre culture, nos institutions sont vraiment les nôtres. C'est ce qui fait que nous nous sentons chez nous et que nous n'avons pas de doute que nous sommes vraiment chez nous; chez nous au Québec, chez nous aussi au Canada et, devrais-je dire, chez nous maintenant au Québec en Canada.

D'autres gains importants constituent l'accord de 1987. Une limitation du pouvoir fédéral de dépenser, une formule d'amendement qui protège les intérêts du Québec, une participation à la sélection des juges de la Cour suprême du Canada et, finalement, des garanties en matière d'immigration.

Regardons de plus près, mais très brièvement, ce dernier point. Une entente négociée avec le fédéral permettra de garantir au Québec les pouvoirs accrus en matière d'immigration quant au nombre, quant à la sélection, quant à l'établissement, la formation. Dans ce Québec de 1987, Mme la Présidente, vous conviendrez avec moi que les générations n'arrivent plus à se reproduire. La population vieillit et on prédit que, dans 20 ans, commencera la dépopulation progressive du Québec. Cette évolution ne manquera pas d'avoir des effets économiques, sociaux et culturels importants. Pour affronter cette évolution négative, pour la moduler, la planification et le contrôle de l'immigration québécoise constituent des outils importants. Ces outils, ces pouvoirs, le Québec vient de les gagner.

Mme la Présidente, je ne vois pas le Québec ailleurs qu'au Canada et je ne vois pas le Canada sans le Québec. Je ne conteste pas le droit de certains Québécois et Québécoises de croire plutôt à la souveraineté et d'exprimer ce droit. Mais je ne mérite pas et nul ne mérite de passer pour un moins bon Québécois, pour un Judas, - ai-je entendu tout à l'heure en cette Chambre - lorsque je dis que l'accord du 3 juin est conforme à l'idée que je me fais de

ce vrai pays qu'est le Canada.

Comme a dit récemment le sénateur Lowell Murray, le Canada est assez fort pour reconnaître comme partie intégrante de son identité l'existence en son sein d'une société distincte. Nous disons, nous de ce côté-ci de la Chambre, et plusieurs personnes avec nous, que le Québec est assez fort pour retrouver, pour conserver une place normale au sein du Canada. Nous croyons en cette force du Québec et nous en sommes fiers.

À certains moments de son histoire, une société comme la nôtre doit se décider. Elle doit agir. Elle doit regarder vers l'avant, vers l'avenir. Ce qui s'est passé au lac Meech et à Ottawa est très simple: onze hommes de bonne volonté ont compris une chose fondamentale: le Canada ne fait pas de sens sans le Québec. Dans ce Canada que l'on chante comme étant "la terre de nos aïeux", le Québec retrouve enfin sa place. Ce moment est historique et je suis très fier de le vivre. Mercil

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Rosemont.

M. le député de Bertrand.

M. Jean-Guy Parent

M. Parent (Bertrand): Merci, Mme la Présidente. Ce soir, je suis heureux et je suis triste en même temps. Heureux parce que ça me fait plaisir d'être parmi les quelques députés ici à l'Assemblée nationale qui ont la chance d'intervenir sur un débat aussi important. Triste parce que je pense très sincèrement, tout en respectant l'opinion de chacun de l'autre côté de la Chambre, que ce débat doit se passer dans le respect... Je suis quand même triste parce que je suis profondément convaincu que l'entente du lac Meech n'est pas l'entente dont le Québec avait besoin et je vais m'exprimer là-dessus.

Je suis plus que triste, je suis stupéfait, je suis bouleversé parce que je pense que les propos qui ont été tenus par le premier ministre et par les différents collègues du Parti libéral au cours du débat qui a débuté cet après-midi n'étaient pas profondément sentis quant à la conviction que l'entente du lac Meech est une bonne entente.

C'est bien sûr qu'on pourra, de part et d'autre, dire qu'on a en soi la vérité. Personne n'a la vérité, mais je pense que les citoyens et citoyennes du Québec qui nous regardent ce soir, ceux qui liront un jour les débats que constituent ces 35 heures de discussions que nous avons, comprendront un peu plus avec le temps ce qui se passe ou ce qui s'est passé. D'abord, je m'explique mal l'urgence de ce fameux débat. Mon collègue, le député de Joliette et leader de l'Opposition en a fait largement état aujourd'hui mais je voudrais dire en mes

mots: Comment pouvez-vous prétendre, M. le premier ministre, qu'il y a urgence ce soir, ce 18 juin 1987 pour amener un tel débat à l'Assemblée nationale? Comment, M. le premier ministre, pouvez-vous expliquer à la population du Québec que nous sommes en état d'urgence?

J'aurais bien aimé savoir si le premier ministre du Québec, avant de prendre cette décision, a consulté non seulement les membres de son Conseil des ministres qui sont ses principaux collaborateurs mais aussi tous les membres de sa formation politique, les 99 députés. Est-ce qu'ils ont tous été consultés, est-ce qu'ils étaient tous d'accord pour procéder de cette façon-là? Je me pose la question et je la pose aux gens du gouvernement: Est-ce qu'ils ont été consultés, est-ce qu'ils étaient d'accord avec cette façon de procéder?

Lorsqu'on dit qu'il y a urgence, il y a urgence et si on ne veut pas faire de démagogie et être au-dessus des lignes partisans parce qu'il s'agit de l'avenir du Québec, il ne s'agit pas juste de faire de la petite politique, parce que ceux qui font de la petite politique disparaîtront mais le Québec restera.

Mme la Présidente, il est prévu que nous avons trois ans à partir d'une date qui n'est pas encore déterminée et, même si elle l'était, nous avons trois ans pour procéder à ce débat. Comment peut-on expliquer qu'à la toute veille d'ajourner les travaux de la Chambre pour l'été, le premier ministre décide de déclencher un débat qu'il limite à 35 heures? Il y a peu d'explications mais j'en ai une. C'est une interprétation, elle vaut ce qu'elle vaut, mais je pense qu'elle explique bien ce qui s'est passé au cours de la dernière semaine parce que au feuilleton, jour après jour, les députés en cette Assemblée savent très bien que depuis le 1er juin, depuis cette session intensive nous n'avions pas un menu législatif très chargé comme cela se fait habituellement au cours des sessions intensives.

(21 h 50)

Tous savent que nous avons même eu l'étude des crédits pendant cette session intensive, c'est-à-dire dans la semaine du 1er juin. Comment se fait-il qu'il y a une semaine ou dix jours le premier ministre ne l'a pas inscrite à ce moment-là? C'est fort simple. Le premier ministre a rencontré ses homologues, les différents premiers ministres des provinces avec certains gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre lundi et mardi derniers lors d'une rencontre dans les provinces maritimes. Il y a tout lieu de croire que le premier ministre, notre premier ministre, M. Bourassa, qui représente le Québec a discuté avec ses collègues pour se rendre compte que cela n'allait pas aussi bien, la réaction à laquelle il s'attendait concernant l'entente du lac Meech. Et il n'est même pas resté à

cette entente. Il est revenu lundi soir ou mardi matin parce que mardi, à la période de questions à 10 heures, il était en Chambre, et il était supposé être là-bas.

Mme la Présidente, c'est peut-être très significatif parce que c'est à ce moment que s'est enclenché tout le processus. Peut-être que c'est une interprétation. Elle vaut ce qu'elle vaut, mais je pense qu'elle se tient. Comment le premier ministre, lui qui dit, au nom d'un gouvernement, avoir beaucoup de transparence, décide de procéder à régler un accord constitutionnel de façon aussi rapide? Comment peut-il prétendre avoir une transparence quand il évite le débat? Ah oui! Mme la Présidente, on me dira, bien sûr, il y a eu 55 heures. Mais c'est une vraie farce parce que ces 55 heures étaient pour l'étude approfondie mais de documents qui étaient des communiqués de presse et qui n'étaient même pas le texte final. Et tout le monde s'entend là-dessus. Tout le monde sait que les 55 heures que nous avons eues en commission parlementaire dans le salon rouge ici à côté, où des experts sont venus, de part et d'autre, s'exprimer, certains pour et certains contre... On a vu qu'il y avait plusieurs, si vous me passez l'expression, bémols à apporter quant à la notion de société distincte, quant au pouvoir de dépenser. Il y avait effectivement plusieurs interprétations, et je pense que le premier ministre et le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes se sont vu servir, à l'occasion de ce débat de 55 heures, débat très limité, des avertissements très sérieux. Je pense qu'ils ont même été amenés à réfléchir. Et c'est le but d'une commission parlementaire.

Mais, maintenant que cette commission parlementaire a eu lieu, maintenant que ces 55 heures sont passées, le chef de l'Opposition a réclamé les textes finals, les textes juridiques, avant de partir pour aller au lac Meech. Le 3 juin, au départ du lac Meech, nous n'avions pas les textes finals sous prétexte qu'ils étaient à être complétés. Je ne pense pas que je charrie la situation. Ce sont les faits. Et le premier ministre nous a assurés, en quittant, la veille, le 2 juin, je me souviens très bien, dans cette Assemblée, en réponse au chef de l'Opposition: Nous allons aller là-bas, nous allons explorer. Ne vous en faites pas. Nous allons prendre toutes les précautions. Soyez rassurés. N'ayez pas peur. Si j'étais assis dans les banquettes d'en face, je me poserais des questions. En âme et conscience, comment le premier ministre pouvait-il dire cela de son siège à ce moment et partir le 2 juin, le 3 juin, et, dans la nuit du 3 au 4, de faire un règlement? Et quel règlement!

On nous dira qu'on a été chercher des pouvoirs exceptionnels. On y verra au cours des prochaines minutes. Mais ces événements sont troublants. Ils sont troublants quand on sait qu'il n'y a pas d'urgence à faire adopter

cela en ce 18 juin 1987. Il n'y a personne sur la Grande Allée à Québec, il n'y a personne sur la rue Sainte-Catherine à Montréal, pas plus que sur la rue King à Sherbrooke, que sur le boulevard Rosemont à Rosemont qui, actuellement, est en train de se déchirer, qui est en train de se battre sur la question de la constitution.

C'est bien sûr que les citoyens et citoyennes du Québec, le 18 juin 1987, ne sont pas épris par ce sujet, sauf un pourcentage restreint qui suit de près la politique et qui comprend vraiment ce qui est en train de se passer.

C'est bien sûr que, si on fait des sondages, on va se dire que cela semble bien aller parce que cela devrait être bon, on a gagné des choses en allant là-bas. Je dois dire que le premier ministre est très habile d'ailleurs. Il est très habile parce qu'il a laissé croire qu'il avait gagné beaucoup, mais je pense que tous ceux qui sont dans cette Assemblée, nous ne sommes que 122 élus au Québec, on a à avoir la conviction que ce qui est là-dedans est vrai. Au-dessus des partisaneries, je sais qu'on aura à voter. Mais je dirai à mes collègues d'en face: Est-ce que vous avez cette même conviction que j'ai, à savoir que ce qu'il y a dans l'entente est vraiment ce qu'on dit qu'il y a?

Le premier ministre n'a pas voulu déclencher une consultation comme en auront les autres provinces. Le premier ministre n'a pas voulu avoir de consultation populaire comme le fera le gouvernement du Canada, parce que le gouvernement fédéral va venir consulter les différentes provinces et il va venir consulter aussi les Québécois. Il va venir consulter les Québécois sur ce qu'ils pensent de l'accord, mais le sort du Québec sera déjà réglé. Je m'explique mal, je trouve même inacceptable, inconcevable que ça se passe ainsi. Je ne comprends pas. S'il y en a qui ne veulent pas le faire publiquement par solidarité avec leur chef, au moins qu'ils se passent le message entre eux à savoir que le premier ministre du Québec n'a pas le droit de fonctionner comme il fonctionne actuellement.

A mon avis, c'est un manque de respect envers cette Assemblée. Je vous dirais que c'est un manque de respect envers la population pour servir - et là je pèse bien mes mots - ses fins politiques. Le premier ministre du Québec sait fort bien que si le débat s'engage dans la population au cours des prochains mois, voire au cours de l'automne, si les éditorialistes, si tous ceux qui écrivent, tous ceux qui font des émissions de télévision embarquent pour essayer de démystifier, de décortiquer ce qui est en train de se passer, le premier ministre du Québec sait fort bien ce qui va arriver. Il risque d'y avoir un peu de chahut. Je ne l'espère pas, mais il sait très bien que c'est ce qui arriverait. A partir du moment

où les gens commencent à décoder, commencent à comprendre c'est ce qui arrive. Alors, très habilement, il procède à la sauvette. Je me permets de dire ce soir, M. le premier ministre, que ce geste, vous le regretterez tôt ou tard parce qu'on n'a pas le droit d'agir comme cela.

Sur un débat aussi important que le libre-échange - le premier ministre a reconnu, ce matin, que c'est un débat important, le libre-échange - dans ce cas il y a un échéancier qui est le 4 octobre 1987, quand le Canada et les États-Unis vont signer une entente et sceller le sort économique du Québec dans le cadre du libre-échange pour les prochaines décennies. Là il y a une urgence. Voilà tout près de six mois que, comme porte-parole dans ce dossier du libre-échange, je réclame une commission parlementaire, et on n'a pas daigné y donner suite encore.

Il y a vraiment une urgence pour ça. Qu'on me prouve le contraire. Qu'on vienne me faire accroire à moi que dans le cas du lac Meech il y a urgence et que dans le cas du libre-échange il n'y a pas d'urgence. C'est inconcevable. C'est rire directement à la face des gens. Là je ne fais pas de la petite politique. Je pense que je dis vraiment ce que beaucoup de Québécois et de Québécoises pensent. Si on en vient aux faits par rapport au contenu, parce que le temps est limité et que j'ai d'autres collègues qui aimeraient aussi intervenir, sur le fond, qu'en est-il exactement et de quelle façon peut-on dire que l'accord du lac Meech n'est pas un aussi bon accord? Sur quoi peut-on se baser pour dire que ce n'est pas aussi bon qu'on l'avait laissé entendre et même qu'on n'est pas plus avancé qu'on l'était avant cet accord?

D'abord, je ne traiterai que de la section société distincte, de la notion de société distincte et aussi un peu du pouvoir de dépenser pour essayer de démystifier ces deux notions afin que tous les Québécois et toutes les Québécoises qui nous surveillent, que ce soit dans mon comté ou ailleurs un peu partout, qui suivent ces débats comprennent vraiment ce qui est en train de se passer. Le projet d'entente constitutionnelle reconnaît effectivement que le Québec forme au sein du Canada une société distincte sans toutefois, et là c'est important, spécifier ses attributs et ses caractéristiques. Par ailleurs, on comprend de l'ensemble des dispositions du projet d'entente qu'il s'agit d'une société distincte dans un grand Canada bilingue et multiculturel. En d'autres mots, ce que ça veut dire, c'est que le Québec est distinct, mais il n'obtient rien de plus que les autres provinces qui lui sont égales et il n'a surtout aucun pouvoir spécifique, aucun droit spécifique ni aucun privilège spécifique.

(22 heures)

Mme la Présidente, lorsqu'il s'agit de la question linguistique, où est donc cette sécurité juridique absolue dont parle le premier ministre, M. Bourassa? Où est donc cette sécurité par rapport au fait que nous puissions dire que, dorénavant, à cause de la notion de société distincte, l'Assemblée nationale aura pleinement juridiction, que cette Assemblée dans laquelle nous siégeons aura tous les pouvoirs en matière linguistique?

Pourquoi n'a-t-on pas mis de façon très claire dans ce texte de la constitution que le Québec, à cause de cette notion de société distincte ou en y faisant référence, aura tous les pouvoirs en matière linguistique? Pourquoi ne l'a-t-on pas mis? C'est, bien sûr, parce que ce n'était pas possible, parce que ce n'était pas acceptable. Alors, on a trouvé une formule dans laquelle on parle de la notion de société distincte. Je ne suis pas un juriste et je m'en défends, je n'embarquerai pas dans toute cette question, sauf que j'ai suivi le débat de très près, comme plusieurs de mes collègues, et j'ai aussi analysé avec des spécialistes un peu ce qui se passait en termes de société distincte et ce qu'on avait exactement.

L'Assemblée nationale, après cette entente qui sera ratifiée dans quelques heures, même si elle légifèrait en matière de langue - cela est clair, simple et très limpide - pourra se voir en tout temps amenée devant les tribunaux et, possible-ment, comme c'est arrivé dans le passé, jugée inconstitutionnelle. En tout temps, cela continuera. Et si ce n'est pas le cas, qu'on vienne nous l'affirmer et nous le prouver ici. Mais tout le monde s'entend - une fois que l'analyse est poussée au-delà de la belle notion de société distincte qu'on retrouve - pour dire que cela ne changera absolument rien, que le dernier mot en matière linguistique au Québec appartiendra, plus que jamais, aux tribunaux et non aux élus de l'Assemblée nationale.

Y a-t-il quelque chose de plus clair? Y a-t-il quelque chose que les gens ne comprennent pas dans cette Assemblée? Comment les élus, les députés du Parti libéral, députés du gouvernement actuel, peuvent-ils se lever très fièrement et dire: C'est un jour extraordinaire, un grand jour, pendant que ce que nous revendiquions tous ensemble pour le Québec, c'était qu'ici se prennent les décisions en matière de pouvoirs culturels et linguistiques parce que nous sommes différents? Nous sommes différents du reste du Canada, on est une société vraiment distincte. On a à se protéger, on n'a pas à se rapetisser. Pour cela, il faut que l'Assemblée nationale se retrouve avec ces pouvoirs, mais on ne les obtient pas. Si on les avait obtenus, j'applaudirais, mais on ne les obtient pas.

La notion du pouvoir de dépenser,

qu'est-ce que cela veut dire exactement et qu'est-ce qu'il y a autour de cela? Le premier ministre s'est vanté, au retour du lac Meech, qu'on avait obtenu le 3 juin, des choses extraordinaires en ce qui a trait au pouvoir de dépenser. Le projet d'entente constitutionnelle du 3 juin, dont nous discutons ce soir, donne, à toutes fins utiles, une assise juridique et constitutionnelle au pouvoir du gouvernement central de dépenser son argent dans les domaines de compétence exclusivement réservés aux provinces. Or, si le Québec ou toute autre province, quelle qu'elle soit, choisit de ne pas participer à un programme établi par le gouvernement fédéral, il pourra s'en retirer, mais à la condition expresse d'appliquer un programme ou des mesures compatibles avec les objectifs nationaux. Ce que cela veut dire, ce que cela vient confirmer dans la constitution, c'est que dorénavant, si nous voulons ravoir une partie de nos montants d'argent - parce qu'en fait ce sont les taxes des citoyens qui s'en vont à Ottawa, ce n'est pas de l'argent qui vient juste d'ailleurs, juste des autres provinces, il y a une portion importante que nous envoyons à Ottawa - si on veut ravoir, donc, une partie de ces montants d'argent dans quelque domaine que ce soit, il va falloir que le Québec décide d'appliquer des programmes qui vont dans le cadre des objectifs du gouvernement fédéral. Mais on ne pourra pas, dans tous les cas, donner suite à ces programmes.

Je donne un exemple fort simple. On sait que toutes les provinces du Canada ne sont pas sur un pied d'égalité dans l'évolution du dossier de l'environnement, c'est-à-dire concernant l'amélioration de leur qualité de vie. Supposons qu'au Québec, en 1988, par exemple, notre programme d'assainissement des eaux, notre programme d'épuration ou notre programme d'assainissement du fleuve Saint-Laurent sont complétés et qu'en 1988 ou en 1989, peu importe, le gouvernement fédéral décide de mettre des sommes d'argent, une enveloppe budgétaire, pour les provinces et de dire au Québec: Voilà votre enveloppe budgétaire! Mais, au Québec, on n'est peut-être pas rendu au même stade où sont rendues les autres provinces. Pour nous, ce sera quelque chose de dépassé ou quelque chose dans d'autres domaines qui ne sera pas au point. À toutes fins utiles, si on veut toucher cette somme - c'est ce que cela veut dire - et avoir notre enveloppe budgétaire, il va falloir être capable de mettre sur pied des programmes compatibles, mais cela ne fonctionnera pas. Ce qui va arriver dans ces cas, on ne touchera pas notre argent. On vient de geler dans la constitution, dans l'entente du lac Meech, quelque chose qui est maintenant très ferme: le pouvoir accru du gouvernement fédéral. C'est-à-dire que le gouvernement fédéral va pouvoir dorénavant dire: Je ne

donnerai cette enveloppe budgétaire, ces sommes d'argent au Québec que s'il va dans le sens où moi, je décide qu'il va.

M. le ministre de l'Industrie et du Commerce, si on veut pousser dans le domaine de l'aérospatiale ou de l'automobile, ou si on veut avoir notre papeterie à Matane - soit dit en passant, on attend toujours depuis plusieurs mois, Mme la députée de Matane, les sommes d'argent à être versées du gouvernement fédéral - pourquoi faut-il toujours se mettre à genoux pour avoir notre argent, notre juste part, notre quote-part? Et, là, si on décide qu'on n'investit pas ces sommes et si le gouvernement fédéral décide de ne pas faire une priorité de ces secteurs, mais décide de ne mettre que de petites enveloppes par rapport à cela, qu'allons-nous faire, Mme la Présidente? Voilà ce que cela veut dire dorénavant le pouvoir de dépenser, alors que nous sommes supposés être allés chercher un plus.

Qu'on vienne m'expliquer, dans cette Assemblée nationale, ce que cela veut dire le pouvoir de dépenser accru que nous avons. Ce n'est pas vrai. Nous nous retrouvons dans une situation où nous avons littéralement les deux pieds coulés dans le béton, parce que nous ne pourrions plus, à notre gré, quand bon nous semble, ici au Québec, aller dans tel ou tel domaine, si nous voulons aller chercher notre part du gouvernement fédéral. Mme la Présidente, comment les gens dans cette Assemblée peuvent-ils vraiment applaudir à une chose pareille! Ou bien ils n'en comprennent pas le sens ou bien je suis complètement à côté de la "track". Pour avoir lu assez bien les analyses qui ont été faites concernant cette question du pouvoir de dépenser, je pense que la plupart des analystes et des spécialistes en droit constitutionnel s'entendent pour dire exactement la même chose.

Mme la Présidente, que pense le reste du Canada, que pensent les autres provinces de cette entente? C'était l'euphorie le jour du 4 juin. Oui, cela semblait très beau à la télévision. Mais, dans les jours qui ont passé, les réactions, les analyses, comme toute chose, ont été faites. Je vous citerai trois ou quatre déclarations importantes. Il y en a qui lisent le **Journal de Montréal**, le **Journal de Québec**, **Le Devoir**, **La Presse**, **Le Soleil** peu importe, mais il y a aussi certains médias ou certains journaux qui s'appellent le **Globe & Mail**, le **Toronto Star** et souvent les déclarations des autres provinces se retrouvent là.

Le sénateur Lowell Murray, le ministre d'État aux Relations fédérales-provinciales, le 17 juin 1987 au Sénat, c'est hier disait: "La minorité anglophone du Québec est probablement en meilleure position maintenant qu'avant l'accord constitutionnel. Pour la première fois dans notre histoire, les 11 gouvernements se sont engagés à protéger ce

que j'appellerais la dualité linguistique de ce pays.

(22 h 10)

M. Ian Scott, Procureur général de l'Ontario, déclarait, le 20 mai 1987, il y a à peine un mois, dans le **Toronto Star** "L'entente du lac Meech donne pour la première fois au gouvernement fédéral le droit constitutionnel de dépenser dans les domaines de juridiction provinciale." C'est on ne peut plus clair. Je ne l'invente pas, vous irez aux références.

Le **Globe and Mail** du 25 avril 1987: Jamais, de mémoire récente, le Québec n'a-t-il demandé si peu en échange de sa signature de l'accord constitutionnel de 1982 et de son retour dans la confédération. Toujours M. Ian Scott, Procureur général de l'Ontario, dans le **Toronto Star** du 6 mai 1987: "L'accord du lac Meech renforcera les pouvoirs du gouvernement fédéral de mettre sur pied de nouveaux programmes sociaux. Le pouvoir de dépenser n'est pas mentionné dans la constitution; maintenant, il le sera. Dans ce sens, cette description formelle, une première, est à l'avantage d'Ottawa." Pour en finir avec les citations de certains élus qui se trouvent hors de cette province, David Peterson, premier ministre de l'Ontario, déclarait, le 16 mai 1987, dans le **Globe and Mail**: Ce sont les tribunaux qui définiront le concept de société distincte du Québec. L'impact de cette reconnaissance dépendra largement des interprétations judiciaires et de l'évolution des circonstances.

À toutes fins utiles, Mme la Présidente, je veux vous dire qu'effectivement toute la notion de société distincte, toute la notion de pouvoir de dépenser, même si on les a à peine effleurées dans le bref temps qui m'est accordé, sont confirmées par des élus du peuple un peu partout au Canada, dans différentes provinces et au gouvernement fédéral.

Je terminerai en citant La **Presse** des 16, 17 et 18 juin, car, au cours des trois derniers jours, le journal **La Presse**, à sa page B-3, a publié une série d'articles en continuité de Me José Woehrling. L'auteur de ces articles est professeur de droit constitutionnel à l'Université de Montréal. Il dit, entre autres, que la plus importante modification apportée dans l'accord du lac Meech "est sans contredit l'ajout d'une clause de sauvegarde dont M. Bourassa proclame qu'elle assure une sécurité linguistique absolue." Un peu plus loin, il dit: "La clause de sauvegarde stipule que la reconnaissance de la dualité canadienne et du caractère distinct du Québec..." Si on continue un peu plus loin, il vient à la conclusion.

J'invite tous les membres de cette Assemblée et j'invite aussi ceux, dans la population, qui n'ont pas eu la chance de le faire, à lire le journal **La Presse** des trois

derniers jours. Il dit, entre autres: Or, la clause de sauvegarde interdit expressément que l'on puisse déroger aux pouvoirs, droits et privilèges du gouvernement du Canada. C'est l'explication de ce spécialiste en droit constitutionnel. Bien sûr, on me dira que c'est une version et qu'il y en a bien d'autres, mais je pense qu'il résume bien l'esprit qui anime plusieurs spécialistes qui maintenant, analysent de plus en plus.

Voici ma conclusion, Mme la Présidente, puisque vous m'indiquez que mon temps, à toutes fins utiles, est terminé. Mais j'aurai la chance, si c'est possible, avant la fin de ce débat, d'intervenir quelques minutes, certes, pour toucher à d'autres aspects qui me préoccupent au plus haut point. Je vous dirai en terminant: Comment les membres de cette Assemblée ont-ils pu adhérer à cette prise de position du gouvernement? Ou bien on leur a mal expliqué, ou bien on ne s'entend pas sur le contenu. C'est sûr que des textes juridiques, c'est dur à comprendre, mais l'essentiel n'est pas dur à comprendre; tout le monde peut comprendre ce qu'on aura ou ce qu'on n'aura pas comme société distincte. Posez-vous juste la question êtes-vous capable d'y répondre sincèrement: Est-ce que l'Assemblée nationale, en matière linguistique, aura tous les pouvoirs? À cette question, tout le monde s'entend pour dire non.

Mme la Présidente, je ne comprends pas comment on peut se contenter de si peu, comment on peut se contenter de médiocrité. Je ne comprends pas car tous ceux qui sont dans cette Assemblée, qui ont été élus avaient, certes, le même objectif que moi face au Québec: l'excellence. Cette entente du lac Meech va exactement à l'encontre de l'excellence. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Bertrand.

M. le député de Sherbrooke.

M. André J. Hamel

M. Hamel: Merci, Mme la Présidente. J'aimerais, ce soir, avec votre permission, m'adresser plus particulièrement à vous, madame, et à vous, monsieur, qui regardez cette émission et qui souhaitez probablement comprendre l'essentiel de cette démarche de présenter et d'adopter la résolution constitutionnelle de 1987 à ce moment-ci, à l'Assemblée nationale du Québec.

Si vous voulez, nous allons faire un bref retour en arrière et nous situer au référendum de 1980. Ce référendum historique avait fait abstraction des partis politiques pour regrouper en deux camps les tenants du oui, d'une part, et ceux du non, d'autre part. Les résultats de ce référendum, on s'en souvient, ont démontré que 60 % de la population du Québec ont voté non et que

près de 20 % des 40 % pour le oui étaient fédéralistes, mais voulaient faire pression sur le gouvernement fédéral. Voilà! Donc, près de 80 % ont dit au gouvernement du Québec qu'ils voulaient un renouvellement du fédéralisme canadien, tout en rejetant massivement la souveraineté du Québec.

En 1981, le gouvernement précédent a raté les négociations constitutionnelles et, le 17 avril 1982, le gouvernement du Canada et les gouvernements de chacune des provinces, à l'exception du Québec, faisaient dorénavant partie de la Loi constitutionnelle du Canada.

En 1985, dans son document et programme politique **Maîtriser l'avenir**, le Parti libéral demandait cinq conditions fondamentales pour adhérer à un nouveau pacte constitutionnel. Le 2 décembre 1985, le Québec a élu un gouvernement libéral nettement majoritaire. Le 9 mai 1986, le gouvernement du Québec faisait connaître à ses partenaires canadiens les cinq conditions du Québec, soit: la reconnaissance explicite du Québec comme société distincte, la garantie de pouvoirs accrus en matière d'immigration, la limitation du pouvoir fédéral de dépenser, la reconnaissance d'un droit de veto, la participation du Québec à la nomination des juges à la Cour suprême du Canada.

Nos cinq conditions ont été acceptées à l'unanimité des premiers ministres des provinces et de celui du Canada. Cela veut dire que, maintenant, le Québec est reconnu comme différent des autres provinces, que sa spécificité française est reconnue et acceptée. C'est la première fois depuis 1867 que le caractère distinct du Québec est inscrit dans la loi suprême du pays. De plus, l'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec se voient confier le rôle de protéger et de promouvoir ce caractère distinct.

Comme si cela n'était pas assez, notre premier ministre, M. Bourassa, et notre ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes ont obtenu une clause désignée comme une clause de sauvegarde des pouvoirs, droits et privilèges des Législatures des gouvernements et du Parlement fédéral, cela afin de protéger l'intégralité de nos pouvoirs législatifs en matière linguistique.

(22 h 20)

Concernant l'immigration, nous avons aussi accru nos pouvoirs. Nous pourrions maintenant procéder à la sélection de tout immigrant désireux de s'établir au Québec. Nous aurons maintenant des pouvoirs exclusifs à l'Assemblée nationale en ce qui concerne la formation, l'établissement et l'adaptation des immigrants. Nous pourrions, de plus, accepter 5 % d'immigrants de plus que notre quota actuel. On a donc de nouveau un réel pouvoir supplémentaire.

En ce qui concerne la Cour suprême du Canada, très brièvement, auparavant, comme

nous le savons, le gouvernement fédéral nommait seul les juges à la Cour suprême, et ce sans aucune consultation avec les provinces. Maintenant, le Québec a obtenu la garantie constitutionnelle que trois juges proviendront du Québec et que ces nominations seront proposées à partir d'une liste du Québec.

Le pouvoir fédéral de dépenser. Là encore, le Québec a obtenu un nouveau droit de retrait avec compensation financière. Ainsi, le Québec retrouvera sa totale marge de manoeuvre dans les champs de compétence qui lui sont propres. De plus, on obtient qu'il y aura chaque année une conférence économique des premiers ministres.

Relativement à la formule d'amendement, le Québec, qui avait perdu son droit de veto le 16 avril 1981, a retrouvé maintenant sa capacité de s'opposer à tout amendement constitutionnel affectant la structure du fédéralisme canadien à l'encontre des intérêts québécois. Ainsi, aucune modification relative à la représentation des provinces aux Communes, à la réforme du Sénat, à la Cour suprême, au rattachement de territoires aux provinces et à la création de nouvelles provinces ne pourra intervenir sans l'assentiment du Québec. Cela signifie, en fait, que les institutions canadiennes ne peuvent être modifiées qu'avec l'accord du Québec. Voilà des pouvoirs véritables, M. le Président.

Vous comprendrez facilement que le Québec, qui obtient l'acceptation de toutes ses demandes pour le plus grand bien de tous les Québécois, soit prêt à adopter cette résolution constitutionnelle historique dès maintenant. Vous comprendrez aussi, madame et monsieur qui nous regardez, que l'Opposition du Parti québécois ne puisse pas vouloir le progrès du fédéralisme canadien puisque sa raison d'être est toujours la souveraineté du Québec camouflée sous l'affirmation nationale. Cette même Opposition déplore que notre gouvernement n'ait pas assez demandé, mais, comme d'habitude, ils oublient qu'eux ont demandé certes beaucoup, mais n'ont rien obtenu, si ce n'est la perte du droit de veto, un recul historique du Québec.

M. le Président, cette résolution constitutionnelle donne des gains majeurs pour le Québec et je suis profondément heureux et satisfait qu'enfin nous donnions suite à la volonté des Québécois et Québécoises, volonté exprimée lors du référendum de 1980, en optant pour un fédéralisme renouvelé et véritable dans l'esprit le plus positif de concertation et de collaboration. Merci.

Le Vice-Président: Pour la poursuite du débat, je cède maintenant la parole à M. le député de Mercier.

M. Gérald Godin

M. Godin: M. le Président, je vous remercie. Mon discours s'intitule "Surprise, marketing et inquiétudes". Surprise. Est-ce qu'il faut se surprendre que le Parti libéral livre au Québec la marchandise qui était promise? Pas du tout. Le Parti libéral est un parti fédéraliste qui croit au système canadien et qui croit que le Québec peut s'épanouir totalement dans le fédéralisme. Donc, les libéraux ne font que livrer au peuple du Québec ce pour quoi ils ont été élus dernièrement. Par conséquent, c'est logique et il faudrait être naïf pour se surprendre que le Parti libéral livre la marchandise promise aux élections de 1985. On peut même se surprendre qu'il ait obtenu autant. Étant donné le peu de critique ou la grande naïveté qu'ils ont à l'égard du fédéral, on peut se surprendre qu'ils aient obtenu autant d'un système fédéral qu'ils ont en adoration, M. le Président.

Si on fait le bilan de leurs efforts, on se rend compte qu'effectivement sur certains points, entre autres la langue française au Québec, ils croient avoir obtenu un gain massif. C'est sur ce point-là que j'ai des inquiétudes, M. le Président.

Mon deuxième point, c'est le marketing. Ce qui m'inquiète dans les accords d'Ottawa, c'est que, selon la clientèle à qui il s'adresse, le gouvernement fédéral dit: C'est bon pour les Anglais du Québec. Et le lendemain il dit: C'est bon pour les Français du Québec. Le Parti libéral d'ici dit: On a tout gagné, au Québec, pour le français. Ian Scott en Ontario dit: On n'a rien perdu. Donc, tout le monde gagne et personne ne perd, ce qui est, à mon avis, la preuve absolument claire qu'on a devant nous une boîte de Pandore, un château en Espagne, autrement dit une "patente" libérale fédérale qui nous réservera sûrement dans l'avenir des surprises désagréables.

Pourquoi les inquiétudes? Parce que j'ai en main deux jugements récents rendus par rapport à la loi 101: le jugement du juge Pierre Boudreault et celui du juge Dugas. L'un dit que l'affichage unilingue français au Québec est permis, parce qu'il ne s'agit pas d'un moyen d'expression mais bien d'une langue qui montre le respect des consommateurs, donc une langue commerciale déterminée par les lois du Québec. Le juge Boudreault, lui, prétend qu'en matière linguistique la langue utilisée fait partie également de la liberté d'expression. À mon avis, l'interdiction d'afficher serait une brimade à la liberté d'expression, mais l'imposition d'une langue fait partie des protections des consommateurs au Québec qui est majoritairement francophone.

Donc, on voit que les juges peuvent absolument interpréter la loi comme ils l'entendent, sauf qu'ils oublient constamment

une donnée essentielle dans ce pays - cela inclut autant le Canada que le Québec - c'est le phénomène de l'assimilation. Depuis dix ans, 500 000 francophones dans l'ensemble du Canada se sont assimilés à la langue anglaise, c'est-à-dire 50 000 personnes par année, donc, chaque semaine 1000 personnes de langue française au Canada changent de langue et parlent la langue anglaise à la maison. Au Québec même, pendant les mêmes dix ans, 25 000 personnes sont passées à l'anglais dans une période où il y avait au Québec un gouvernement indépendantiste, péquiste pardon, qui a appliqué la loi 101 et, à Ottawa, le gouvernement qui était le meilleur défenseur, paraît-t-il, des droits du bilinguisme au Canada, le gouvernement Trudeau. Durant cette période, donc, 500 000 francophones sont passés à l'anglais au Canada et au Québec même 25 000 personnes sont passées du français à l'anglais.

Ce phénomène d'assimilation qui illustre la faiblesse du français dans l'ensemble du pays est un phénomène dont les juges ne tiennent jamais compte, même si le "Canada Bill" que je vais citer exceptionnellement, "the Constitution Act, 1982", dit, à l'article 6, paragraphe 4, qu'une province peut adopter un programme ou une loi "destinés à améliorer la situation d'individus défavorisés socialement ou économiquement, si le taux d'emploi dans la province est inférieur à la moyenne nationale." Donc, si le chômage est plus élevé dans une province que dans les autres, cette province aurait le droit d'avoir des programmes de redressement.

Je pense que la loi 101 pouvait être assimilée à une loi de redressement, à une loi de discrimination positive. On n'a jamais vu un juge invoquer l'article 6, paragraphe 4 du "Canada Bill" pour défendre le droit du Québec à avoir une loi linguistique. Au contraire, on a vu le juge Jules Deschênes - ce n'est pourtant pas le dernier venu - accuser le Québec de totalitarisme, parce que sa loi 101 obligeait les enfants nouveaux venus au Québec à aller à l'école française. On a donc vu que le juge a choisi d'aller à l'encontre de l'article 6, paragraphe 4 et de ne pas reconnaître qu'au Québec il y avait, ainsi qu'en a fait état la commission B and B à l'époque, un groupe défavorisé qui était le groupe francophone qui avait moins d'emplois, moins de revenus et dont la langue était menacée.

(22 h 30)

On devrait donc tenir compte, dans la réflexion que les juges font dans leurs jugements à l'égard de la loi linguistique, des rapports et études, entre autres, de la commission Gendron au Québec, de la commission B and B au fédéral, tenir compte donc que dans une province donnée il peut se produire qu'il y ait un groupe, entre autres, au plan linguistique au Québec, les

francophones, qui était "minorisé" et qui était moins bien traité, qui était inférieur par rapport à d'autres groupes ainsi qu'en a fait état la commission 8 and B.

Donc, une loi qui redressait la situation, qui tentait de le faire en tout cas, et qui était une loi assimilable aux lois américaines pour les Noirs. Donc, une loi de discrimination positive, M. le Président. Mais on n'a jamais vu un jugement tenir compte de cette réalité qui est pourtant un fait sociologique connu. Mais le juge au Canada est prisonnier de la loi. Il y a un proverbe qui dit "Don't blame the judge for the law", sauf que nous sommes maintenant dans un système au Canada où les juges décident de tout. La principale contribution du régime Trudeau à la démocratie au Québec et au Canada a été précisément d'enlever aux Parlements les pouvoirs qu'ils avaient et de les confier à la Cour suprême, avec le résultat que ce sont maintenant des non-élus qui vont décider des problèmes sociologiques que vit une province ou que vivent les provinces canadiennes ou le Québec et les autres.

Je n'ai aucune surprise à voir les libéraux adopter l'entente du lac Meech et se battre pour. Je n'ai aucune surprise à ce qu'ils soient satisfaits de ce qu'ils ont obtenu parce que, pour eux, c'est le maximum. Inquiétude, par ailleurs, oui, beaucoup d'inquiétude parce qu'on s'en remet maintenant aux juges et les juges, en des matières linguistiques, sont peu fiables dans la mesure où ils n'ont pas comme mandat d'étudier des problèmes sociaux dans une province donnée, pas plus d'ailleurs des problèmes d'assimilation des francophones par les anglophones dans l'ensemble du pays, pas plus non plus que les résultats de l'enquête B and B qui démontrait clairement que les francophones au Québec étaient victimes de discrimination de la part des possédants de l'époque.

H y avait moins d'emplois, moins de revenus, moins de promotions sociales et moins de succès dans l'ensemble social québécois. Mais les juges ne tiennent pas compte de cela, M. le Président. C'est pourquoi, quand on voit l'entente que les libéraux veulent signer avec les autres provinces, qui remet aux juges l'ensemble des décisions qui touchent l'avenir du Québec dans les domaines culturel et linguistique, je suis inquiet que d'autres jugements, style Boudreault, nous arrivent par la tête et qu'on perde non seulement le droit d'afficher uniquement en français au Québec mais également, et c'est ce qui m'inquiète le plus, la partie de la loi 101 qui fait obligation à l'entreprise de se franciser.

En effet, si je me retourne encore une fois vers le "Canada Bill", "the Constitution Act, 1982", le "bill" Trudeau pour l'appeler par son nom, au paragraphe 6 toujours, qui

s'intitule "Mobility Rights", "Liberté de circulation et d'établissement", on constate que chaque citoyen du Canada a le droit d'entrer, de sortir et de quitter le Canada, donc d'aller d'une province à l'autre. Si un Canadien de l'Ouest arrivait au Québec par conséquent et voulait s'y établir et prendre une "job" dans une entreprise québécoise en voie de francisation, il pourrait contester la loi 101 et réclamer que, puisqu'il est libre en tant que citoyen du Québec d'avoir les mêmes droits partout, contester la loi 101 pour sa partie qui touche la francisation de l'entreprise et les juges pourraient estimer qu'effectivement le Québec n'a pas le droit de franciser la langue de travail au Québec et ignorer le paragraphe suivant qui, pourtant, donne un fondement juridique à cet aspect de la loi 101 qui est de redresser la situation linguistique des travailleurs québécois et de faire en sorte que leur langue natale, la langue qu'ils parlent à la maison, soit également la langue qu'ils parlent au travail. Donc, que leur outil de travail soit aussi le français.

On constate dans chaque province canadienne que, lorsque le français cesse d'être un outil de travail utile, les gens le jettent par la fenêtre et prennent une autre langue qui est l'anglais. Mais, dans ce pays que les gouvernements estiment comme étant le paradis sur terre, l'Éden retrouvé, je n'ai encore vu aucun jugement qui se fonde sur le fait que la loi 101 était une mesure de redressement linguistique, économique et social.

On constate maintenant les progrès accomplis depuis la loi 101, progrès dont se targuent d'ailleurs les libéraux aujourd'hui qui appuient la loi 101 à peu près totalement alors qu'ils se sont battus contre pendant des mois et des mois à l'été 1977. Donc, on constate qu'une loi de redressement a fait ses preuves avec le temps et que même ses pires ennemis de l'époque en reconnaissent aujourd'hui le bien-fondé, M. le Président.

Pour toutes ces raisons, je crois que le gouvernement libéral a obtenu le maximum qu'il pouvait obtenir. Je crois qu'ils sont sincères dans leur volonté de garantir les droits du français au Québec mur à mur, comme on dit. Quand le premier ministre affirme en cette Chambre qu'il est sûr que, d'après lui, grâce au "nonobstant", grâce à l'article 1 (4) de l'entente maintenant d'Ottawa, il a donné au français une garantie totale et absolue sur l'ensemble du territoire québécois, il le croit sincèrement. Il est sûr qu'avec cela on a protégé le français à perpétuité au Québec et mur à mur. Sauf que la question qui se pose est la suivante: Quand la Cour suprême sera saisie bientôt de la question de l'affichage unilingue français au Québec, pourra-t-elle décider, en vertu de la constitution canadienne, que l'affichage bilingue est illégal au Québec ou va-t-elle

aller à l'entente Meech, à l'article 4 de l'entente Bourassa-Mulroney, et dire: L'affichage au Québec peut être français prioritairement ou uniquement?

Si on me garantit qu'on peut estimer que les juges de la Cour suprême vont reconnaître que le Québec a le droit de promulguer l'affichage en français seulement grâce à 1 (4), je voterai pour l'entente du lac Meech, mais jusqu'à maintenant on n'a aucune preuve que tel est le cas. Tout ce qu'on a comme preuve, ce sont des efforts de marketing délirants de la part du gouvernement libéral qui, suivant les audiences et les publics, affirme à tout le monde que c'est bon pour ce groupe. Les Anglais ont gagné au Québec grâce à l'entente du lac Meech. Les francophones ont gagné une garantie mur à mur dans ce domaine. Le sénateur Murray contredit, chaque jour qui passe, le premier ministre du Québec dans ses déclarations qu'il fait à la Chambre des communes en réponse aux questions des défenseurs de l'anglais au Québec. Donc, face à ce mur, face à cet échantillon complet de contradictions et d'efforts de marketing louables, mais à mon avis inutiles, parce que tout ce que cela illustre, c'est que personne ne sait ce que cela vaut vraiment, sauf dans l'avenir ce que les juges décideront. Si, dans quelques mois, la Cour suprême décide que la loi 101 peut sauter pour ce qui touche l'affichage unilingue français au Québec, si, dans quelques années, l'obligation de franciser le domaine du travail au Québec saute aussi, est-ce que le premier ministre du Québec sera encore ici pour répondre à nos questions? J'en doute, et je crois que les libéraux d'en face prendront un air désolé pour dire: Excusez-moi, on n'avait pas prévu cela, mais c'est ce qui se passe. Que voulez-vous, on n'avait pas prévu cela. Là, on n'aura plus aucun recours parce qu'on sera dans le béton, dans l'entente signée par toutes les provinces. On ne pourra la changer que quand toutes les provinces seront d'accord pour la changer.

Donc, je pense que nous sommes dans un piège à rats, pour ne pas dire un piège à confédérés, et, dans le doute et l'inquiétude, je m'abstiens. Tout en reconnaissant, par ailleurs, que dans un Parti libéral obtenir cela, c'est louable, et ils n'ont fait que livrer la marchandise promise à leurs électeurs dans la campagne de 1983. J'admets que là il y a une logique qui s'applique et le contraire eut été étonnant.

Pour toutes ces raisons, surprise, aucune, inquiétude; beaucoup, marketing, raté. Merci beaucoup.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le député de Saint-Louis.
(22 h 40)

M. Jacques Chagnon

M. Chagnon: M. le Président, effectivement, ce 18 juin, nous avons amorcé une discussion qui fera en sorte, je l'espère, de voir adopter une résolution d'une importance capitale pour le devenir du Québec, c'est-à-dire l'accord constitutionnel.

Pour bien nous situer, je pense qu'il faut faire état de quelques événements que nous avons connus ces dernières années. Commençons par le référendum de mai 1980. Posons-nous la question: Pourquoi les Québécois ont-ils voté non au référendum? Je gage, car j'en suis convaincu, que les Québécois qui, comme moi, ont voté non au référendum ont voté non parce qu'ils croyaient pouvoir s'épanouir dans un Canada différent en cela qu'il reconnaîtrait le Québec comme étant une société distincte, dans un Canada qui conserverait ce qu'il a formé, ce qu'il a forgé de racines culturelles et démocratiques. Parmi cela, pensons à cette capacité de pouvoir vivre ensemble, des groupes parmi les plus importants; je pense aux peuples fondateurs de ce Canada, le groupe anglophone, le groupe francophone et, ne l'oublions pas, tous les groupes autochtones qui étaient ici au Canada, bien avant nous.

Les Québécois ont voté non au référendum parce qu'ils reconnaissaient la possibilité de transformer ce Canada pour qu'il soit meilleur, pour qu'il soit décentralisé, pour revivre ce que nous avons pensé pouvoir bâtir et ce que les pères de la Confédération ont pensé bâtir, soit une véritable confédération, une fédération de provinces unies dans des objectifs communs et qui feraient en sorte de permettre aux Canadiens, qu'ils habitent de Vancouver à Toronto, à Montréal, à Québec, à Sherbrooke, à Baie-Comeau ou encore à Halifax, de pouvoir vivre ensemble dans une société qui partagerait les mêmes risques, des risques économiques, politiques, culturels, et qui serait chapeautée par une charte des droits, ce que nous avons au Canada depuis 1958, qui reconnaît à chaque Canadien ou Canadienne, peu importe sa couleur, sa race, sa religion, ses idées politiques, qui reconnaît des droits égaux.

Nous voulions bâtir avec ce ferment un Canada différent, un Canada dans lequel, encore une fois, le Québec serait reconnu comme une société distincte, foyer, patrimoine de l'ensemble de la francophonie, du foyer le plus important de la francophonie en Amérique du Nord. Cela, c'étaient des raisons qui nous incitaient à travailler le 20 mai 1980 à faire en sorte que les Québécois disent non avec nous au référendum. Et ils l'ont dit. Malheureusement, la stratégie référendaire, quand on la regarde - on l'a dit même avant le référendum - c'était une stratégie du gouvernement péquiste d'alors qui nuisait au Québec dans tous ses angles.

En disant non, on savait qu'on se mettait dans une position difficile pour des négociations. Par contre, en disant oui, on provoquait un gâchis constitutionnel et une dislocation du rôle du Québec à l'intérieur du Canada pendant le temps de négociations sur des éléments qu'on ne pouvait même pas juger à l'époque tellement ils étaient abstraits.

Un autre événement, pensons à l'élection du 13 avril 1981. Tout de suite après le référendum, ici au Québec, nous avons été pris dans une espèce de syndrome. Le gouvernement de M. Trudeau avait, à l'époque, dépêché M. Chrétien faire le tour des provinces pour essayer de rapatrier la constitution canadienne de façon extrêmement accélérée et rapide, mettant en cela, laissant tomber, dirais-je, ces partisans du non que nous étions et qui voulaient ce Canada différent dont je parlais tout à l'heure. Après le 13 avril 1981, le gouvernement précédent a été reporté au pouvoir, c'est-à-dire le gouvernement péquiste. Trois jours après l'élection du 13 avril 1981, le 16 avril 1981, le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, indépendantiste, chef d'un parti qui se disait indépendantiste, qui se voulait souverainiste et dont l'article 1 du programme - j'en reparlerai plus tard - était clair... Il nous fallait faire au Québec la souveraineté politique pour vivre une espèce de panacée universelle qu'on l'on aurait retrouvée uniquement au Québec. On voulait faire ici, à Québec même, le Musée de l'homme d'ici. On était parti en pleine vague déferlante!

Mais, revenons au 16 avril 1981. René Lévesque, premier ministre, avec dans son cabinet, le chef de l'Opposition d'aujourd'hui, signait une entente sur le rapatriement de la constitution, le rapatriement de la constitution canadienne. Il a signé en tant que premier ministre du Québec avec sept autres premiers ministres une entente dans laquelle nous retrouvons quoi. Le Québec se retrouve, premièrement, sans nouveau partage des pouvoirs, deuxièmement, sans reconnaissance aucune de la société distincte. Une entente sans limite du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral. Une entente sans protection du français comme langue officielle du Québec. Une entente sans le pouvoir de nomination des juges à la Cour suprême. Une entente sans entente sur l'immigration, malgré l'entente Cullen-Couture faite précédemment. Une entente sans nomination des membres du Sénat. Une entente, M. le Président, faut-il le croire, pouvons-nous le croire, sans même qu'on y retrouve le mot Québec.

M. le Président, c'est en 1981! C'est en 1981 que le Québec s'est de lui-même évacué et a évacué son droit de veto traditionnel et reconnu depuis 1867. En 1981, le Québec se retrouvait seul, sans droit de

veto, sans rien; sans même des recommandations - on en a parlé depuis quelques heures - sans même les demandes les plus traditionnelles que tous les gouvernements, fussent-ils libéraux, unionistes, conservateurs ou péquistes - on aurait pensé qu'un gouvernement péquiste aurait au moins entré dans le sillon des demandes traditionnelles du Québec. Mais non, en 1981 le gouvernement d'alors, élu depuis trois jours, a laissé tomber le Québec!

Le rapatriement unilatéral de 1982 fait par le gouvernement Trudeau a été un gâchis pour le Québec parce que ce rapatriement a exclu le Québec et le Québec s'est exclu lui-même, mais avait-il le choix? Je serais porté à dire que le Québec a été exclu de l'entente de 1982. Le Québec s'est retrouvé sur le trottoir, à la porte de la maison constitutionnelle canadienne, de cet ensemble constitutionnel canadien. Nous en étions au trottoir, presque dans la rue. Il nous fallait réparer ce gâchis. Tout le monde au Québec disait: Il nous faut réparer cette distorsion créée par des gens qui ne pouvaient s'entendre, parce qu'ils étaient diamétralement opposés sur le plan politique, soit M. Lévesque ou M. Trudeau. Il nous fallait réparer ce gâchis.

Des événements ont contribué à nous aider à y arriver. Je pense, entre autres, à la campagne électorale fédérale alors que cela a été un sujet important au Québec et ailleurs au Canada. M. Mulroney a été élu. Changement de cap encore une fois chez le précédent gouvernement, on parlait dorénavant, puisqu'il y avait un changement de gouvernement fédéral, de créer un beau risque pour le Québec de s'entendre avec le nouveau gouvernement fédéral. Mais ce beau risque, comment peut-il être défendu? Comment peut-il être compris? Comment peut-il avancer, mis de l'avant par un gouvernement indépendantiste exsangue, ruiné, miné, un gouvernement qui était déjà au début de sa propre fin?

M. le Président, pendant ces années 1981 à 1985, le Parti libéral du Québec, avec ses militants, comté par comté, région par région, de groupement régional en congrès général, adoptait cinq résolutions, cinq recommandations, cinq demandes fondamentales pour le Québec, pour faire en sorte qu'il adhère au parti canadien. D'abord, la reconnaissance de la société distincte québécoise, des garanties touchant la sécurité culturelle du Québec, particulièrement en matière d'immigration, des limites au pouvoir fédéral de dépenser, une formule d'amendement et la nomination des juges à la Cour suprême.

(22 h 50)

Cinq sur cinq. Cinq conditions établies ouvertement, publiquement dans un programme électoral qui a contribué à faire élire ce gouvernement que nous formons à

l'heure actuelle. Cinq conditions acceptées au lac Meech, cinq conditions sur les textes juridiques appropriés, acceptées par l'accord constitutionnel d'Ottawa. Cinq conditions acceptées à l'unanimité de la part des dix premiers ministres des provinces et, évidemment, avec l'accord du premier ministre du gouvernement fédéral. Cinq propositions améliorées encore, quant à nous, par l'accord constitutionnel d'Ottawa, avec les deux clauses de sauvegarde. Mais n'entrons pas dans la plomberie, même si elle est importante. Ces clauses de sauvegarde font en sorte d'avoir amélioré l'entente de principe conclue au lac Meech à la fin du mois d'avril.

L'Opposition clame vertement, pleure, déchire sa chemise. Cet après-midi, au moment où le chef de l'Opposition s'est exprimé devant nous sur cette résolution, il a commencé son discours en disant: Je suis souverainiste. Le chef de l'Opposition, semble-t-il, nous apprenait quelque chose. Je suis souverainiste. Schizophrénie politique, dirais-je. Trois minutes après, il nous disait: Mais je pense que l'indépendance n'est pas exactement ce qui est le plus populaire, et je souhaite que l'affirmation nationale fasse en sorte de prendre sa place. Mais qu'est-ce, l'affirmation nationale, sinon un pastiche emprunté et confus.

M. le Président, comment pouvons-nous conclure en pensant qu'une Opposition officielle, qu'un parti indépendantiste peut nous laisser croire qu'il pourrait, lui, négocier dans le cadre fédératif quand l'article 1 de son programme se lit de la façon suivante: "Le Parti québécois a comme objectif fondamental de réaliser la souveraineté du Québec par les voies démocratiques." Grand bien nous fasse, sauf que c'est une preuve directe, non pas circonstancielle, qu'il ne peut nous laisser croire, et il ne peut laisser croire à quiconque que ce parti pourrait un jour faire en sorte de nous permettre d'améliorer le cadre fédératif canadien parce qu'il n'y croit tout simplement pas.

En guise de conclusion, l'entente du lac Meech, l'accord constitutionnel d'Ottawa est une victoire pour le pays réel que nous formons. L'entente du lac Meech, l'entente d'Ottawa est une solution entre le centralisme d'un Pierre Trudeau et l'indépendantisme caché du Parti québécois. C'est, entre autres, pour ces raisons que je viens de vous mentionner, qu'il me sera très agréable de voter, d'abord, pour la résolution qui nous est présentée et, deuxièmement, de faire en sorte que nous puissions défendre dans un deuxième round les pouvoirs que nous voulons avoir pour le Québec dans cette dynamique que nous avons installée dans le cadre fédératif canadien.

Le Vice-Président: Je cède la parole à

M. le député de Lac-Saint-Jean et whip de l'Opposition.

M. Jacques Brassard

M. Brassard: M. le Président, l'intervenant précédent a évoqué le référendum, la campagne référendaire et les résultats référendaires. Je voudrais partir justement de cet événement, moi aussi.

On se rappellera la campagne référendaire, on se rappellera surtout de cet événement de taille, d'importance pendant cette campagne référendaire, à quelques jours du scrutin, au Centre Paul-Sauvé, lors d'une assemblée publique organisée par le comité du non. On se rappellera que M. Trudeau, alors premier ministre du Canada, avait fait une déclaration solennelle, selon laquelle, quant à lui, quant à ses collègues libéraux, il s'engageait solennellement, mettait sa tête sur le billot, disait-il, de façon que, si les Québécois votaient non au référendum, il s'engageait, lui, à renouveler, disait-il, le régime fédéral, le fédéralisme. C'était là un engagement solennel, ferme, sauf que personne parmi ceux et celles qui étaient sur la scène ne s'est demandé s'il n'était pas opportun de préciser ou de faire préciser par M. Trudeau en quoi consistait le renouvellement du régime fédéral.

Cela n'a pas semblé utile à quiconque, y compris le ministre de l'Éducation actuel, qui était chef du Parti libéral à l'époque. On n'a pas cru utile, on n'a pas jugé bon d'exiger de M. Trudeau, compte tenu de ses positions extrêmement centralisatrices connues depuis fort longtemps, qu'il précise, qu'il définisse quelque peu ce qu'il entendait par le renouvellement du fédéralisme. On l'a cru sur parole et cela a eu un impact - je pense que tous les observateurs l'ont affirmé - sur les résultats référendaires. On les connaît: à 60 %, les Québécois ont refusé au gouvernement d'alors le mandat de négocier d'égal à égal une nouvelle entente Canada-Québec fondée sur l'égalité des deux peuples. C'est à partir de ces résultats - ça aussi, ce sont des événements historiques - que M. Trudeau a mis en branle un processus irréversible, inéluctable de rapatriement de la constitution, unilatéral s'il le fallait, si cela était nécessaire.

Et comme M. Trudeau avait une espèce d'obsession par rapport à l'enchâssement d'une charte des droits et libertés dans la constitution, cela faisait partie également de son projet de rapatriement, sauf que - et le Québec d'alors s'est opposé farouchement à ce processus - le contenu de la formule de rapatriement, le contenu du rapatriement unilatéral de la constitution comportait une réduction substantielle des pouvoirs de l'Assemblée nationale particulièrement en matière d'éducation, puisque la charte canadienne comportait des clauses concernant

l'enseignement à la minorité. Par conséquent, on se trouvait à réduire, à toucher, à affecter le pouvoir exclusif de l'Assemblée nationale de légiférer en matière d'éducation. Nous étions au gouvernement alors, nous avons refusé carrément, fermement, d'embarquer dans ce processus. Nous avons refusé tout processus qui aurait pour effet de réduire et de diminuer les pouvoirs de cette Assemblée nationale. Nous avons fait voter d'ailleurs par cette Assemblée des motions en bonne et due forme réclamant que toute entente constitutionnelle ne touche en aucune façon les pouvoirs de cette Assemblée nationale, les pouvoirs de ce Parlement.

M. Trudeau n'a rien voulu entendre. Il a poursuivi le processus, il a "bulldozé" tout le monde, et ça s'est terminé, on se le rappellera, par ce qu'on a appelé et ce qu'on appelle maintenant dans l'histoire du Québec "la nuit des longs couteaux".

En novembre 1981 le rapatriement était décrété avec une charte, donc, avec une réduction substantielle inacceptable des pouvoirs de cette Assemblée. Et cela a été l'acte constitutionnel de 1982. M. Trudeau a été franc là-dessus, d'ailleurs, il l'a déclaré à maintes reprises. Il n'a jamais apprécié la loi 101. M. Trudeau s'est toujours opposé au contenu et aux objectifs de la loi 101 et de la charte du français. Il a toujours été en désaccord avec les lignes de force de la loi 101, et son objectif, un de ses objectifs majeurs dans l'opération rapatriement, était de casser la loi 101, d'en arriver à la démanteler, à la rendre inapplicable dans la plupart de ses dispositions. C'était l'objectif avoué de M. Trudeau et de son gouvernement à l'époque.

L'on sait l'importance de la loi 101 au Québec depuis 1977, depuis que cette Assemblée l'a adoptée. C'était une loi majeure, fondamentale en matière de protection et de promotion de la langue française au Québec. Cette loi 101, à l'origine, visait à faire du français au Québec, non seulement la langue officielle, mais la langue de l'administration, la langue de la justice, la langue des tribunaux, la langue de l'Assemblée nationale, bien sûr, mais aussi la langue des affaires, la langue du travail, la langue de l'affichage, la langue de l'enseignement. C'est donc une loi complète qui portait sur toutes les dimensions et tous les volets de la vie en société au Québec, une loi majeure, fondamentale qui, on le sait, a été fort bien accueillie par les Québécois.
(23 heures)

Les Québécois se sont très vite attachés, je dirais effectivement, à la loi 101 et à la charte du français. Ils se sont montrés dès le départ en complet accord avec les objectifs et les visées de la loi 101. L'objectif de M. Trudeau, c'était donc de

détruire, de démanteler la loi 101, la charte du français. Comment s'y est-il pris? Quel a été le moyen qu'il a pris? Le ministre le sait fort bien. Il a écrit des articles fort articulés sur le sujet. Le moyen qu'a pris M. Trudeau pour démanteler la loi 101 a été d'inclure dans la constitution du Canada une charte des droits. C'est par le biais de la charte des droits qu'on a pu, petit à petit, progressivement, à partir de 1982, s'attaquer à des pans entiers de la loi 101 et à les faire juger inapplicables, inconstitutionnels, inopérants par les tribunaux, et en particulier par la Cour suprême.

Le ministre le savait fort bien parce que dès 1982 il a fait une déclaration très ferme et très nette. Pourtant, on ne connaissait pas encore les jugements des tribunaux à l'époque. C'est quelque temps après l'adoption de l'acte constitutionnel de 1982. Il a déclaré: Désormais au Canada, donc au Québec, ce sont les tribunaux et la Cour suprême, en définitive, qui vont faire la politique linguistique chez nous. Et il avait raison et l'histoire lui a donné raison parce qu'à partir de 1982 des citoyens ont porté plainte devant les tribunaux pour faire juger inconstitutionnels toute une série de dispositions et parfois même des chapitres entiers de la loi 101 et ils ont réussi à le faire en invoquant la charte des droits.

C'est ainsi que ce qu'on a appelé la clause Canada, ce qu'on appelle la clause Canada nous a été imposé par l'article 23. Cela va même plus loin. Le ministre en sait quelque chose. Il a écrit aussi là-dessus des articles fort intéressants. Il sait fort bien que cela va plus loin. L'article 23, tel qu'il est rédigé, c'est plus que la clause Canada. Il a fort bien expliqué dans certains de ses articles que lorsqu'un immigrant arrive en Colombie britannique ou en Ontario, s'y installe, envoie ses enfants à l'école anglaise, devient citoyen du Canada et ensuite, au bout de quelques années, décide d'aller s'établir au Québec, ses enfants peuvent avoir accès à l'école anglaise. Pourtant, il n'a pas reçu l'enseignement primaire et secondaire lui-même en anglais au Canada.

C'était donc plus que la clause Canada. C'est encore le cas actuellement. Là-dessus, je lui dis et nous lui avons répété à maintes reprises: Oui, pour l'essentiel nous sommes d'accord, nous, de ce côté-ci, avec le contenu de la clause Canada, mais nous ne voulons pas, et c'est aussi important de le mentionner, que cette clause nous soit imposée par le biais d'une charte encastrée dans la constitution. Si nous sommes d'accord avec la clause Canada, nous disons: Nous allons l'adopter ici à l'Assemblée nationale et l'intégrer à la charte du français. C'est comme cela qu'on doit procéder. C'est cette Assemblée nationale, c'est ce Parlement qui devrait seul avoir le droit et le pouvoir d'imposer au Québec, sur le territoire

québécois, la clause Canada en l'intégrant à la charte du français.

Récemment, on a invoqué l'article 2 qui porte sur la liberté d'expression dans la charte canadienne pour invalider les dispositions de la loi 101 sur l'affichage dans la seule langue officielle, en français. Et on a réussi. On est maintenant à la Cour suprême, on a réussi à la Cour d'appel, la Cour d'appel a décrété: Oui, le fait qu'on impose l'affichage unilingue français va contre la liberté d'expression. On est maintenant à la Cour suprême, en s'appuyant sur l'article 2 sur la liberté d'expression, sur la charte des droits. Mais on pourrait également parler des vieilles dispositions de la constitution, celle qui date de 1867, et de l'article 133. C'est en s'appuyant sur l'article 133 que maintenant, au Québec, tout le chapitre de la loi 101 sur l'administration et la langue de l'État est invalidé, est inopérant. On s'appuyait sur l'article 133.

L'on sait également quelles sont les difficultés causées par l'article 93 de la constitution de 1867. Au Québec, ici, tout le monde reconnaît maintenant, vu l'état de la société, l'évolution de la société, que les commissions scolaires doivent être créées en s'appuyant sur une base linguistique et non plus sur une base religieuse, comme c'était le cas au XIX^e siècle au moment où l'acte de 1867 a été adopté. On ne peut pas le faire. Les tribunaux, là aussi, ont rendu des jugements. C'est inconstitutionnel de créer des commissions scolaires sur une base linguistique au Québec à cause de la constitution et de l'article 93.

Demain matin, la semaine prochaine, il pourrait fort bien arriver qu'un citoyen décide d'invoquer l'article 6, sur la liberté de circulation et de mouvement, qui donne le droit de gagner sa vie n'importe où au Canada, pour rendre invalide l'obligation d'apprendre le français, de connaître le français, imposée par les corporations professionnelles. On sait que, pour pratiquer, un médecin ou un avocat doit connaître le français. Ce sont des règles des corporations professionnelles. Demain matin, il peut fort bien arriver qu'un citoyen, qu'un médecin venant de l'Alberta s'établir au Québec, qui ne connaît à peu près pas le français, décide d'invoquer l'article 6 devant les tribunaux pour rendre invalide le règlement des corporations professionnelles qui oblige les professionnels à parler français en vertu de dispositions de la charte du français. C'est fort possible. C'est fort possible aussi qu'ils aient gain de cause devant les tribunaux, comme on a eu gain de cause devant les tribunaux sur l'affichage à partir de la liberté d'expression. Demain matin, fort probablement aussi que quelqu'un pourrait invoquer l'article sur le multiculturalisme pour s'attaquer à la loi 101.

M. le Président, depuis 1982 - on est

en 1987 - ce qu'on peut dire, c'est que le coup de force, le rapatriement unilatéral réduisant les pouvoirs de l'Assemblée nationale a eu pour effet de créer ici sur le plan linguistique un véritable gâchis, de créer des torts considérables sur le plan linguistique au Québec, de faire des dégâts énormes sur le plan linguistique. Ce qui fait que, désormais, la charte du français, qui faisait la fierté des Québécois et la fierté de cette Assemblée qui l'avait votée, est désormais démolie, démantelée; des pans entiers de cette loi sont tombés en poussière. Dégât, gâchis linguistique.

C'est pourquoi, partant de cette situation, à partir de cette réalité linguistique connue, vérifiée et vérifiable, tangible, il convient d'affirmer qu'une entente constitutionnelle ne serait acceptable par les Québécois que si elle a pour effet de réparer les dégâts, que si elle a pour effet de corriger le gâchis linguistique créé par l'acte constitutionnel de 1982. Sinon, cela ne vaut pas la peine de conclure, et cela ne vaut pas la peine de signer, cela ne vaut pas la peine de ratifier une entente constitutionnelle. Il vaut mieux attendre.

(23 h 10)

De toute façon, vous le savez bien, M. le Président, la constitution s'applique. Elle s'applique certainement parce que le démantèlement de la loi 101 s'est fait à partir de dispositions constitutionnelles de 1982. Alors, même si on n'a pas adhéré, même si on n'a pas donné notre accord à cette constitution, elle s'applique quand même au Québec. Alors, il n'y a rien qui presse. Par conséquent, je le répète, toute entente constitutionnelle ne saurait être acceptable que si elle répare les dégâts, en particulier les dégâts linguistiques. Est-ce que c'est le cas?

On a examiné le communiqué de presse en commission parlementaire. On a ensuite examiné le texte juridique connu et, quand on regarde et le communiqué de presse et le texte constitutionnel, le texte juridique, la réponse est très claire, très simple: Pas du tout! D'aucune façon cette entente constitutionnelle ne corrige les dégâts causés par l'acte constitutionnel de 1982. D'aucune façon, elle ne répare le gâchis. Pour ce faire, il faudrait très simplement, très clairement, avec fermeté, exiger et inclure dans cette entente constitutionnelle la disposition suivante, à savoir que l'Assemblée nationale du Québec se verrait reconnaître les pleins pouvoirs en matière linguistique sur son territoire.

Ce n'est pas le cas et ce n'est pas ce que veut le Parti libéral, ce n'est pas ce que veut le gouvernement libéral. Nous avons, à deux reprises au moins, en cette Chambre, présenté des motions qui visaient à faire en sorte que cette Assemblée reconnaisse que le seul lieu, le seul centre de décision au

Québec en matière linguistique, ce devrait être exclusivement l'Assemblée nationale. Nous en avons présenté une, par exemple, en avril 1987, par le chef de l'Opposition, et elle se lisait comme suit: Que cette Assemblée réclame du gouvernement qu'il n'engage pas l'avenir en adhérant à la constitution sans obtenir des pouvoirs spécifiques accrus confirmant notre identité nationale, garantissant la reconnaissance du droit exclusif de l'Assemblée nationale de disposer sur son territoire des questions linguistiques.

Cette motion, je m'en souviens, a été complètement défigurée, dénaturée par les amendements du ministre responsable des affaires canadiennes, si bien qu'elle n'atteignait plus du tout l'objectif qu'on visait lorsqu'on l'a présentée. Mais cela démontrait de façon très claire que le gouvernement libéral n'avait pas du tout l'intention de réclamer pour le Québec, pour l'Assemblée nationale, les pleins et entiers pouvoirs en matière linguistique. Donc, en ratifiant cette entente, on ne touche en rien aux entraves constitutionnelles actuelles qui nuisent à l'Assemblée nationale pour que cette dernière assure une protection et une promotion efficaces du français sur le territoire du Québec, d'aucune façon.

Les entraves et les dispositions constitutionnelles qu'on a déjà invoquées pour démanteler la loi 101, pour combattre la loi 101, demeurent avec toute leur vigueur, je pourrais dire, avec tout leur effet. Plutôt que de réclamer les pleins pouvoirs en matière linguistique, on sait que ce gouvernement a décidé d'inclure dans la constitution un concept vague, flou, que, quant à moi, je considère comme insignifiant. C'est celui de société distincte qu'on n'a pas jugé bon de définir ni de baliser le moins du monde, et on n'en a fait qu'une règle d'interprétation. Ce n'est même pas une disposition substantielle; c'est simplement une règle d'interprétation.

Cette règle d'interprétation, il n'est pas inutile de le rappeler de nouveau, comporte deux éléments, deux volets. Oui, il y a le volet de la société distincte, mais il y a aussi le volet de la dualité canadienne, de la dualité linguistique, je le rappelle. On peut lire: "Toute interprétation de la constitution du Canada doit concorder avec: a) la reconnaissance de ce que l'existence de Canadiens d'expression française, concentrés au Québec mais présents aussi dans le reste du pays, et de Canadiens d'expression anglaise, concentrés dans le reste du pays mais aussi présents au Québec, constitue une caractéristique fondamentale du Canada; - et - b) la reconnaissance de ce que le Québec forme au sein du Canada une société distincte."

Il ne faut jamais oublier ces deux volets. On parle beaucoup, on parle

abondamment, de l'autre côté, de la société distincte. Le ministre, en commission parlementaire, me faisait penser à un magicien qui sortait à peu près tout ce qu'il voulait de son chapeau, des lièvres, des lapins, des fleurs, des mouchoirs. La société distincte, cela pouvait avoir des effets considérables dans à peu près tous les domaines. Le Québec était largement protégé par cette notion de société distincte. Un véritable magicien! Or, il nous faut reconnaître plutôt que ce concept de société distincte est également associé au concept de dualité linguistique, donc du bilinguisme, et c'est important. Ces deux éléments se retrouvent dans la même règle d'interprétation. Les tribunaux, s'ils décident - ce n'est pas sûr qu'ils le feront - de recourir à cette règle d'interprétation, peuvent aussi bien s'appuyer sur le paragraphe portant sur la dualité linguistique plutôt que sur celui portant sur la société distincte.

Là-dessus, les témoignages des experts sont éclairants, M. le Président; je n'en cite que quelques-uns. M. Côté, un expert en interprétation des lois, déclarait ce qui suit dans son témoignage devant la commission: "Et je crois qu'il y a aussi là - je le cite - en germe, une contradiction entre deux objectifs qui peuvent se concilier, mais qui peuvent aussi être contradictoires: celui de préserver le caractère bilingue du Canada et du Québec, je pense, et celui de promouvoir cette société distincte." Les deux sont sur le même pied, parce qu'il n'est pas du tout indiqué dans le texte constitutionnel que l'un prime sur l'autre, que l'un est subordonné à l'autre. Les deux sont sur le même pied.

À Mme Duplé qui était très favorable à l'entente constitutionnelle du gouvernement - elle était très favorable; elle a même été élogieuse à l'égard de l'entente - on a pourtant posé la question très franche. On lui a dit: Mme Duplé, prenons un exemple bien concret, l'affichage. L'affichage unilingue français a été décrété inconstitutionnel par les tribunaux, par la Cour d'appel, en invoquant la liberté d'expression, l'article 2 de la charte. Prenons ce cas-là et supposons que le texte constitutionnel, l'accord constitutionnel s'applique. Est-ce que, pour vous, dans ce cas, à propos de l'affichage unilingue français - c'est M. Johnson qui posait la question - le fait que le Québec forme au sein du Canada une société distincte l'emporte sur la reconnaissance de la dualité canadienne? Mme Duplé répond: "Là, vous me placez dans un contexte extrêmement précis. Un article de loi, dites-vous, qui interdit l'affichage commercial dans une autre langue que le français. D'accord." M. Johnson affirme: "Oui, oui, c'est cela, que le français." "Que le français", répond Mme Duplé. "Excusez, c'est la première fois que je fais cette... Donc, dans une autre langue

que le français. Mais cet article lui-même - écoutez bien ce qu'elle dit - serait contraire, en admettant qu'il soit adopté aujourd'hui, à l'engagement qu'a pris le Québec, comme toutes les autres provinces, de sauvegarder la caractéristique fondamentale du Canada. D'accord. Cela est clair", conclut Mme Duplé. Mme Duplé, qui était donc très élogieuse à l'égard de l'entente constitutionnelle du lac Meech, nous a dit, en commission parlementaire, concernant l'affichage unilingue français, que même, si le texte constitutionnel s'appliquait, cela ne changerait en rien les jugements des tribunaux. Pourquoi? Parce qu'il ne faut pas considérer exclusivement le concept de la société distincte, il faut le prendre également en considération avec la dualité linguistique, et celle-ci doit être prise également en considération.

(23 h 20)

Ceci pour dire, M. le Président, que, finalement toutes les dispositions constitutionnelles qui limitent le pouvoir de l'Assemblée nationale en matière linguistique demeurent inchangées, intouchées actuellement, même en ratifiant cet accord constitutionnel. Par conséquent, on ne change en rien la situation linguistique au Québec. Et les Québécois l'ont démontré de façon très claire là-dessus, sur cette question à tout le moins, ils ont manifesté dans plusieurs sondages leur volonté de voir leur Assemblée nationale détenir les pleins pouvoirs en matière linguistique. Cette entente, à ce sujet-là en particulier, qui est fondamentale, ne les satisfait en aucune façon.

Je dirai en terminant, M. le Président, que, si le gouvernement pense le contraire, si le gouvernement est convaincu que ces dispositions sur la société distincte auront des effets bénéfiques sur la protection et la promotion du français au Québec, s'il est convaincu de cela, je lui dis: Mettez un terme à ce débat, allez devant la Cour d'appel, comme la loi vous le permet, posez des questions précises à la Cour d'appel pour voir si vraiment ce que vous prétendez sur le plan linguistique est vrai, est réel. Et, après cela, on reviendra en Chambre et on se reparlera. Je pense que ce serait l'élémentaire prudence et d'une sagesse tout aussi élémentaire que de mettre un terme à ce débat et d'aller devant la Cour d'appel pour obtenir une interprétation, un avis judiciaire et complet sur le sens qu'on doit donner à cet accord constitutionnel. Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président: Je reconnais maintenant Mme la députée de Groulx.

Mme Madeleine Bleau

Mme Bleau: M. le Président, c'est un privilège pour moi de prendre la parole ce soir afin d'appuyer l'accord constitutionnel. À mon avis, il est important que l'Assemblée nationale entérine dès maintenant cet accord historique intervenu entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres des dix provinces canadiennes, pour deux raisons principales. Premièrement, afin de démontrer au reste du Canada notre grande satisfaction d'adhérer enfin à la constitution canadienne. Et, deuxièmement, pour bien faire comprendre à tous que toutes les conditions incluses dans l'accord sont capitales pour le Québec et que nous ne voulons en laisser tomber aucune.

M. le Président, la société québécoise, pour la première fois de son histoire, voit enfin son caractère distinct reconnu dans la constitution canadienne. En plus, la spécificité linguistique du peuple canadien fait partie intégrante de la nouvelle constitution.

L'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec auront le rôle de protéger et de promouvoir tout ce qui fait justement notre spécificité, notamment en matière de langue et de culture. Ce rôle, le gouvernement libéral l'a toujours assumé, mais, avec la ratification de l'accord du 3 juin, le Québec y trouvera une assise constitutionnelle lui permettant de fonder une action positive au regard justement de sa spécificité.

Avec la nouvelle entente, on a le droit d'espérer que les deux peuples fondateurs pourront enfin vivre dans un esprit de fraternité, de bonne entente et de respect mutuel. Ce ne serait que de ces deux clauses, et nous aurions déjà de très bonnes raisons de nous réjouir, mais nous avons obtenu des pouvoirs additionnels majeurs dans le domaine de l'immigration. Grâce à ces nouveaux pouvoirs, le Québec peut regarder vers l'avenir avec un peu plus de confiance et espérer, par une immigration choisie, combler la baisse effarante de la natalité.

Ce n'est pas tout, M. le Président. Le Québec obtient dans cette nouvelle entente une représentation adéquate à la Cour suprême du Canada. La participation du Québec à la nomination de trois juges nous assure une interprétation de nos lois en fonction de notre spécificité. N'est-ce pas là un autre gain important?

Parlons donc maintenant du pouvoir de dépenser. Maintes fois, dans le passé, nous avons dû subir de lourdes pertes financières dues à l'établissement de certains programmes du gouvernement fédéral qui n'étaient pas aptes à satisfaire nos besoins et les exigences de notre société distincte. Dans ce nouvel accord constitutionnel, nous pourrions nous retirer d'un programme fédéral

avec droit de compensation. N'est-ce pas là une protection de plus pour la liberté et la spécificité du Québec?

Tous les avantages énumérés plus haut seraient demeurés bien relatifs en l'absence de changements précis à la formule d'amendement. Mais nous avons récupéré notre droit de veto abandonné par l'ancien gouvernement le 16 avril 1981. En effet, le Québec a retrouvé sa capacité de s'opposer à tout amendement constitutionnel qui pourrait venir à l'encontre de ses intérêts particuliers.

Voilà, M. le Président, des raisons amplement suffisantes pour se réjouir de l'accord signé à Ottawa par notre premier ministre, Robert Bourassa. Il est certain que l'Opposition, quelles qu'aient été les conditions de notre adhésion à la constitution de 1982, ne pourra jamais être d'accord. Le chef du Parti québécois renouvelait encore la fin de semaine dernière sa foi en la souveraineté du Québec et en l'article 1 de la constitution du Parti québécois. L'affirmation nationale, comme il dit, n'est qu'un masque pour mieux endormir l'électorat, qui ne veut plus entendre parler de séparatisme.

Le gouvernement libéral n'a pas à transiger, car notre position, nous ne l'avons jamais cachée. Durant la dernière campagne électorale, tous et chacun, de ce côté-ci de la Chambre, nous l'avons bien affirmé, une de nos premières préoccupations, si le Parti libéral reprenait le pouvoir, c'était de travailler avec le reste du Canada pour enfin voir le Québec reprendre sa place de partenaire majeur dans la constitution canadienne.

Nous n'avons pas à attendre le bon vouloir de l'Opposition. Jamais, pour aucune considération, elle ne pourra être de notre avis, à tout le moins en apparence. Il fallait que ce débat qui dure depuis de longues années trouve enfin son dénouement. D'ailleurs, nos concitoyens désirent que l'on passe à d'autres dossiers. Ils nous le font savoir tous les jours. Dans toutes mes rencontres avec les électeurs de mon comté, au cours des dernières fins de semaine, on me parlait de chômage et de dossiers économiques, pas de la constitution. J'ai senti qu'on faisait confiance à notre gouvernement.

En négociant cette nouvelle entente, le Québec et le Canada tout entier ont choisi de regarder vers un avenir prometteur, plutôt que de rester divisés et isolés. Enfin, la grande famille canadienne dans laquelle le Québec reprend la place qui lui revient se trouve de nouveau réunie et les conditions dans lesquelles nous le faisons sont plus que satisfaisantes.

M. le Président, je considère que le jour où l'Assemblée nationale entérinera l'accord constitutionnel sera un jour de fête

pour le Québec. C'est avec fierté et beaucoup d'émotion, pour ma part, que je voterai en faveur de cet accord.

Je veux profiter de l'occasion pour remercier le premier ministre, Robert Bourassa, et le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Gil Rémillard, pour leur patience et leur dévouement à défendre le dossier. Je suis certaine que nos enfants et nos petits-enfants leur en seront reconnaissants et que le Québec et le Canada sauront reconnaître le magnifique travail qu'ils auront accompli. Je vous remercie, M. le Président.
(23 h 30)

Une voix: Bravo!

Le **Vice-Président:** Je cède maintenant la parole à M. le député de Laviolette.

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Merci, M. le Président. Vous aurez remarqué que depuis 20 heures ce soir, étant donné que c'est un dossier important, aucun ministre n'a osé prendre la parole. On a laissé la parole à des gens d'arrière-ban ou à ceux qui aspirent à être ministres le soin de faire des discours éloquentes, en se targuant de vouloir... M. le Président, vous entendez la même chose que moi, j'espère.

Le **Vice-Président:** M. le député de Laviolette, effectivement il y a des propos qui sont échangés entre parlementaires des deux formations politiques. Je demanderai aux parlementaires des deux formations de respecter le droit de parole de l'intervenant et, à ce moment-ci, si vous avez des discussions à faire entre vous, je vous prierais d'aller à l'extérieur pour ne pas déranger l'intervenant.

M. le député de Laviolette, vous avez la parole.

M. Jolivet: Merci, M. le Président. ...en se targuant de parler du passé et en faisant en sorte que, finalement, cela a été une charge à fond de train sur le passé et non pas sur ce qui nous est présenté, là devant nous.

J'ai l'occasion de parler - c'est la deuxième fois que je l'ai - après Mme la députée de Groulx. J'aurais peut-être aimé le faire après avoir entendu mes collègues de ma propre région, collègues que je n'ai malheureusement pas eu l'occasion d'entendre en cette Assemblée sur des sujets aussi importants. J'espère que, dans les deux journées qui viendront, ces personnes auront l'occasion de parler et de faire valoir ce que la région de la Mauricie pense. J'entends la députée de Groulx nous dire qu'elle sera heureuse le jour où cette entente sera signée. Ce sera jour de fête, elle sera des plus satisfaites à la fois de son ministre

délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et de son premier ministre. Je ne lui en tiens pas rigueur, je lui demande, comme à tous ses autres collègues, d'au moins respecter ce que j'aurai à dire sur le sujet et dans le contexte. Quand je suis arrivé dans cette Assemblée, voilà maintenant près de onze ans, j'étais, dans cette salle, le dernier des votants du Parti québécois; l'autre est le député à l'arrière là-bas. Nous avons eu l'occasion d'arriver ici en nous disant dans notre for intérieur: nous sommes membres d'une formation politique dont nous sommes fiers. Celle-ci a été capable de donner à l'ensemble des Québécois une fierté et leur a permis d'augmenter leurs capacités d'intervention dans l'ensemble canadien, nord-américain et international.

Dans ce contexte, moi aussi, je n'ai pas à me sentir petit et diminué, comme des fois des gens de l'autre côté semblent vouloir nous le dire, parce que nous croyons à la capacité des Québécois de se prendre en charge, de déterminer eux-mêmes là où ils veulent aller. On se fait traiter de gens, parce qu'on désire de façon positive le faire, qui veulent rapetisser les autres. Je n'ai rien contre les autres, mais j'en ai beaucoup pour nous. Nous, ce sont les Québécois qui forment l'ensemble de ce peuple, pas une société distincte. Il y a des gens qui ont pris des documents du Parti québécois, notamment le député de Montmorency, qui ce soir les a interprétés à sa façon en disant juste en commençant son intervention que nous allions à fond de train en les critiquant.

La première chose qu'il a faite, c'est de critiquer d'abord ce que nous avons fait. Je peux bien le lui permettre, mais je n'aime pas que l'on prenne ce que l'on critique et qu'on le fasse. Le député de Montmorency a pris un texte et l'a trituré pour ses besoins, en disant que l'on avait mis à l'intérieur du texte les mots "société distincte". Mais s'il le lisait bien et s'il l'a lu sur la base du document, là où ils sont écrits et de la façon dont il le dit, ce n'est pas tout à fait ce que l'on retrouve dans le document actuellement en discussion devant nous.

Il y a urgence! Urgence de quoi? Urgence de discuter une motion aujourd'hui, alors que nous sommes presque à minuit dans une discussion supposée importante qui doit nous permettre, comme parlementaires, de faire valoir l'ensemble de nos propositions sur une résolution aussi importante.

Quelle est l'urgence, l'urgence de quoi? Nous avons - tout le monde le sait - devant nous une résolution qui enclenche, lorsqu'elle sera adoptée, le processus de trois ans d'amendement prévu à la constitution canadienne. Pourquoi est-ce que le Québec serait la première province à le faire? Pourquoi, ce soir, avons-nous à faire cette

discussion pendant que, effectivement, il y a des gens qui s'occupent et qui s'intéressent à autre chose que la discussion que nous avons ce soir, malheureusement? Pourquoi a-t-on décidé de faire cette discussion ce soir, de l'amorcer immédiatement? Parce que nous avons un discours qui a été lu, ce soir, à la Chambre des communes sur l'ensemble de la réforme fiscale, que dans les nouvelles à la télévision, à la radio, dans les journaux on ne parlera que de cela et très peu de la discussion qui est en train de se dérouler ici au Québec.

L'urgence, c'était de le faire de façon à noyer la discussion que nous avons dans une autre discussion qui intéresse actuellement beaucoup de monde compte tenu de son importance, soit la réforme fiscale au Canada. Elle aura des effets sur l'ensemble de la fiscalité québécoise. Un exemple typique - on aura la chance d'en discuter: celui qui dit que nous allons avoir, possiblement, une taxe de vente nationale, à trois conditions posées par le ministre des Finances ici dans cette Assemblée à celui d'Ottawa, dans une discussion, qui va se faire à l'automne, sur une taxe nationale de vente. Dans quelles conditions allons-nous protéger l'ensemble du Québec dans cette notion d'État, de nation distincte?

Autre chose dont on discute aussi et qui commence à être entre les branches, revenons à l'avant-décision de Duplessis de l'époque et amenons ici, au Canada, un seul ministère du Revenu, un seul ministère où les impôts seront perçus par l'organisme fédéral. Dans un contexte de discussion de toute la question de la fiscalité, ce n'est pas quelque chose qui serait, à mon avis, difficile à faire accepter par les gens d'en face, dans la mesure où on ne donnera pas une interprétation complète, correcte de la société distincte dont ils font mention.

Quand on parle de peuple sur un territoire donné possédant tous ses pouvoirs à tous les niveaux, cela est clair, net et précis. Pourquoi le Québec, au moment où l'on se parle, va-t-il étirer le cou, alors qu'il n'y a que deux provinces qui ont actuellement déposé leur résolution et qu'aucune n'est encore à l'étude? Pourquoi est-ce le Québec qui, en termes de négociation, doit commencer le premier ce débat qui peut durer trois ans à partir du moment où une première résolution sera acceptée dans un des onze Parlements du Canada, période dans laquelle on pourrait voir venir les coups, de voir comment cela réagit ailleurs? Pourquoi? Mon collègue de Bertrand faisait mention, ce soir, que le premier ministre était allé, lundi et mardi, à une conférence des premiers ministres des provinces maritimes et des États américains, que ces gens-là, avec le premier ministre, avaient des discussions sur des dossiers qui les concernent, que le premier ministre est revenu ici parce qu'il a

senti effectivement qu'il y avait du mou ailleurs et qu'il y avait danger pour la proposition qu'il faisait, pour l'entente qu'ils avaient conclue le 3 juin dernier, il y avait danger que cela ne se fasse pas. (23 h 40)

Dans ce contexte, on a voulu donner un signal clair à l'ensemble du Canada anglais, en leur disant: Nous serons les premiers à vous dire quelles seront nos conditions et si vous n'acceptez pas cela, c'est fini, il n'y aura pas d'entente. On a voulu, c'est l'une des choses qu'il est possible d'imaginer, de la part du premier ministre, donner le signal de départ à l'enclenchement du processus des trois ans à venir. J'ai eu l'occasion à plusieurs moments dans ma vie de participer à des négociations. J'ai toujours essayé, si j'étais demandeur, de m'organiser pour faire en sorte que l'adversaire en face de moi ou la personne contre qui j'avais à mener une négociation ne sache pas quelles étaient mes intentions pour être capable de soutirer le plus possible.

Qu'est-ce qu'on a devant nous? Ce sont des gens qui déjà décident d'y aller en prenant le risque de nous amener dans un état où si, demain matin, après l'adoption de cette résolution ici à l'Assemblée, nous nous retrouvons avec d'autres provinces à travers le Canada qui n'acceptent pas l'entente nous deviendrions un peu comme les dindons de la farce. Ils ont pensé qu'en donnant et en déployant tout notre jeu devant eux, ils accepteraient de ne faire aucun changement. Je n'en suis pas sûr.

À la première page de l'accord constitutionnel intervenu le 3 juin dernier il est mentionné que dans les meilleurs délais le gouvernement du Canada conclura avec celui du Québec une entente concernant les pouvoirs respectifs du Québec et d'Ottawa en matière d'immigration ainsi que le retrait du fédéral de certains services avec juste compensation financière pour le Québec. Actuellement, au lieu de foncer tête baissée et en solo dans le processus d'adoption de l'accord tel que présenté, ne serait-il pas préférable que le Québec utilise tout ce temps qui s'offre à lui pour négocier immédiatement le partage des pouvoirs respectifs en matière d'immigration, qu'il utilise tout ce temps pour négocier ce retrait ou cette compensation? Cela permettrait peut-être de tester si oui ou non il y a de la part des partenaires en face de nous de la bonne foi. S'il n'y en a pas nous serons à même de pouvoir réagir en conséquence. Pourquoi alors, s'étirer le cou, être les premiers à agir alors que nous avons l'occasion de voir venir les coups, de nous préparer en conséquence et de faire en sorte que l'on obtienne le mieux et le plus possible de cette entente du lac Meech ou de celle du 3 juin?

On s'en souvient, M. le Président, le 30

avril dernier tout le monde pavoisait. Tout le monde semblait dire: Mon Dieu! enfin on a un accord. Les gens sortaient du lac Meech, se congratulaient et arrivaient finalement à dire: C'est formidable. La première réaction qu'on a vue dans les journaux et un peu à la radio et à la télévision a été la même chose. Tout le monde semblait être heureux. Nous nous retrouvons, après les efforts des parlementaires de l'Opposition, à faire accepter qu'une commission parlementaire soit convoquée pour étudier cet accord en demandant à l'époque au premier ministre d'avoir les textes juridiques pour pouvoir non pas faire la discussion sur simplement un compte-rendu ou un communiqué de presse mais sur des choses tangibles sur lesquelles nous pouvons discuter à partir de textes juridiques. Nous avons obtenue la tenue d'une commission. Que s'est-il passé?

Des gens lors de cette commission parlementaire sont venus, demandés par le gouvernement, demandés par l'Opposition, des fois, après entente entre l'Opposition et le gouvernement. Des organismes et des individus ont été entendus. Ils ont fait mention des difficultés présentées par les textes que nous avions devant nous et qui étaient tout simplement des communiqués de presse. Nous nous sommes donc retrouvés avec des gens qui ont mis en doute et qui ont soulevé de nombreuses questions, ce qui fait que, en fin de compte, nous nous sommes retrouvés avec des gens qui, dans les journaux, à la radio, à la télévision, après avoir vécu comme tout le monde un peu l'euphorie du 30 avril, se sont mis à se poser des questions et à dire: Wo! Un instant! Il ne faut pas aller trop vite. Malgré tout cela, le premier ministre, avec la façon dont il a de pouvoir emberlificoter quelquefois les gens, a dit: Écoutez, ne vous inquiétez pas, on s'en va à Ottawa et il n'est pas question qu'on en arrive avec quelque chose qui ne satisfasse pas l'ensemble des cinq conditions que nous avons posées et nous allons essayer d'aller chercher le maximum pour le Québec à partir du plancher qui était très minimum qu'était le plancher du lac Meech.

On s'est retrouvé dans une conférence constitutionnelle qui a été précédée, vous vous en souvenez, M. le Président, d'une rencontre entre les premiers ministres, et on disait: Si cela se conclut de façon convenable, il y aura une conférence de presse où les premiers ministres pourront signer l'entente, sinon nous nous retrouverons à huis clos. Des discussions ont eu lieu, et, finalement, 24 heures plus tard, on arrive à la conclusion d'un accord, lequel accord du 3 juin dernier, à Ottawa, selon le premier ministre, encore une fois, et les gens qui l'accompagnent, semble être tellement excellent que tout le monde autour de la table lui tape dans le dos et lui dit: Félicitations, Robert! Enfin, le Québec est

revenu dans la constitution, dans l'ensemble confédératif canadien. Et là, l'euphorie reprend encore une fois.

N'y a-t-il pas une possibilité, M. le Président, que le Québec, maintenant que nous possédons les textes juridiques, ait une commission parlementaire ouverte à tous les gens pour leur permettre justement de dire ce qu'ils pensent de cet accord constitutionnel qui pourrait être signé si l'ensemble des provinces canadiennes, selon la formule de sept provinces, 50 % de la population, y accèdent. Dans la mesure où on ne sait pas encore ce qui va se passer dans les autres provinces pour toutes sortes de raisons: les unes parce qu'on s'en va en élections, les autres parce que des interventions ont été faites par Pierre Elliott Trudeau, d'autres parce qu'ils s'aperçoivent que le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral pourrait être dangereux pour leur province et qu'en conséquence, ils se sont fait tirer un peu pour arriver à cet accord qui est très fragile. Cet accord que le Québec semble actuellement vouloir signer à la fin d'une session alors qu'en réalité, tout le monde ici le sait, normalement, à l'heure où on se parle, la session aurait pu être terminée.

Nous sommes arrivés à la dernière minute de cette session pour faire accepter un accord constitutionnel qui pourrait être dangereux pour le Québec. D'où nous vient l'ensemble de la vérité sur l'accord constitutionnel du 3 juin dernier? Elle nous vient du Canada anglais. Je reprends ce que d'autres ont dit, et je le répète, parce que c'est ce qu'il faut faire, le répéter souvent. Le sénateur Lowell Murray, ministre d'État aux Relations fédérales-provinciales disait le 17 juin 1987 au Sénat, donc hier: "La minorité anglophone du Québec est probablement en meilleure position maintenant qu'avant l'accord constitutionnel. Pour la première fois de notre histoire, les onze gouvernements se sont engagés à protéger ce que j'appellerais la dualité linguistique de ce pays." Si c'était quelqu'un d'en face qui avait dit cela, peut-être que je l'aurais mis en doute, comme vous pourriez le mettre en doute si c'était quelqu'un de notre côté qui le disait. Mais ce n'est pas nous qui le disons, c'est une personne qui est sénateur et ministre dans un gouvernement fédéral, qui vient nous dire qu'effectivement, aujourd'hui, c'est mieux qu'avant pour la minorité anglophone du Québec et que cela consacre comme principe la dualité linguistique du Canada.
(23 h 50)

Qu'est-ce que disait Ian Scott, Procureur général de l'Ontario le 20 mai dernier dans le **Toronto Star**? Il disait: L'entente du lac Meech donne pour la première fois au gouvernement fédéral le droit constitutionnel de dépenser dans les

domaines de juridiction provinciale.

Encore une fois, si ça venait de nous, on nous dirait: Ah bon, écoutez, vous autres, vous êtes un parti souverainiste, un parti qui veut la souveraineté politique du Québec, c'est compréhensible que vous nous disiez ça. Mais ce n'est pas nous. Ce n'est pas nous; ce sont des gens d'une autre province qui, dans certains cas, ont intérêt à toujours prendre les devants pour protéger l'avantage qu'ils ont sur l'ensemble non seulement du Québec mais des provinces du Canada.

On les connaît. On le répète souvent. L'intérêt supérieur de la nation, ça vient de chez eux dans beaucoup de dossiers, que ce soit l'automobile, que ce soit la pétrochimie ou autre, l'Ontario veut toujours être celle qui possède l'ensemble des pouvoirs de décision.

Dans le **Globe and Mail**, on disait: Jamais, de mémoire récente, le Québec n'a-t-il demandé si peu en échange de sa signature de l'accord constitutionnel de 1982 et son retour dans la Confédération. S'ils le disent, ça doit être vrai, puisque ce ne sont pas des gens de notre formation politique qui le disent. Si je prends la façon dont les gens d'en face réagissent, ça doit être bon. Ce sont des gens de l'Ontario qui disent ça.

Le sénateur Lowell Murray qui dit le 5 mai dernier, toujours au Sénat: Ce que j'ai dit à l'occasion de cette entrevue à l'émission Question Period à l'antenne de CTV, c'est que cette disposition - là, il parle de la clause de la société distincte - ne va en rien modifier la répartition des pouvoirs, qu'elle ne vise pas à le faire et que personne n'a prétendu qu'elle le ferait.

J'entendais le député de Saint-Louis qui disait que, nous, dans un accord constitutionnel préparé pour discussion, on n'avait même pas demandé un partage des pouvoirs et, là, quelqu'un de l'extérieur dit qu'effectivement, cela n'avait rien changé à la répartition des pouvoirs.

Ian Scott, Procureur général de l'Ontario, dans le **Toronto Star** du 6 mai, disait: L'accord du lac Meech renforcera les pouvoirs du gouvernement fédéral de mettre sur pied de nouveaux programmes sociaux. Le pouvoir de dépenser n'est pas mentionné dans la constitution. Maintenant, il le sera. Dans ce sens, cette description formelle, une première, est à l'avantage d'Ottawa. C'est quelqu'un qui fait partie du gouvernement fédéral.

Encore une fois - je vous le répète, M. le Président - ce sont des choses qui sont dites de l'autre côté de la frontière du Québec, dans une province qui est l'Ontario.

Qu'est-ce que dit le premier ministre de l'Ontario, M. David Peterson, dans le **Globe and Mail** du 16 mai dernier? Ce sont les tribunaux qui définiront le concept de société distincte du Québec. L'impact de cette reconnaissance dépendra largement des

interprétations judiciaires et de l'évolution des circonstances.

Si ça ne met pas un doute dans la tête des députés libéraux de l'autre côté, je me demande qu'est-ce qui peut amener le doute dans l'esprit des gens qui sont de la formation politique d'en face, quand c'est le premier ministre de l'Ontario qui le dit. L'impact de cette reconnaissance dépendra largement des interprétations judiciaires et de l'évolution des circonstances. Une société distincte à la merci des tribunaux; une société distincte déterminée par des juges qui auront à prendre des décisions à partir d'un texte qui, déjà, lors de la commission parlementaire qui a eu lieu ici, nous amenait nécessairement à nous poser de sérieuses questions.

Quand on regarde toutes les personnes qui sont venues en commission parlementaire, invitées par le Parti québécois, invitées par le Parti libéral comme personnes ressources connaissant ce que sont les pouvoirs constitutionnels, elles sont venues nous dire que c'est vrai que ce n'était pas sûr, que cela ne permettait peut-être pas une interprétation qui nous donnerait la garantie d'une définition permettant à l'ensemble du Québec de retirer des avantages de la constitution canadienne telle qu'elle sera amendée si on l'amende.

À peu près personne ne voit dans cette clause de société distincte la pierre d'assise d'une politique éventuelle du gouvernement du Québec en matière de protection de la langue française ou de relations inter-nationales telle que le perçoivent M. le premier ministre et M. le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes. Pour eux c'est seulement de l'optimisme, voire même dans certaines circonstances de l'euphorie. Pour la plupart des juristes, des groupes venus à la commission parlementaire, c'est davantage beaucoup plus de prudence et dans certains cas de méfiance qui est de mise et non pas d'optimisme et d'euphorie comme les gens d'en face voudraient qu'on le comprenne.

Comment pouvait-il en être autrement face à un libellé de la clause qui est celui - quand on prend le document, on le voit comme il faut - d'Alliance Québec et une interprétation venant d'Ottawa. Lowell Murray en faisait mention tout à l'heure, et dit qu'elle ne vise aucunement à changer quoi que ce soit dans le partage des compétences constitutionnelles au Canada. Le professeur Dion nous disait, même s'il était l'invité du gouvernement, que la clause telle qu'elle est actuellement rédigée n'est ni plus ou moins qu'une coquille vide, un danger. Il exprime que la juridiction exclusive du Québec en matière linguistique doit être clairement insérée à l'intérieur de cette clause, sinon le Québec en signant deviendra le dindon de la farce.

M. le Président, c'est dans ces circonstances qu'il nous devient difficile de croire qu'il y a vraiment urgence à faire ce débat à ce moment-ci, alors que nous aurions l'occasion de le faire à un autre moment en permettant à ce moment-là à l'ensemble des gens du Québec de regarder ce qui se passe dans les autres provinces du Canada. Le leader du gouvernement nous disait, lors de l'étude de la motion, qu'il y avait urgence: On est bon prince. On va permettre un partage 50-50 à l'Assemblée nationale, ce qui n'a pas été prévu à l'époque du référendum. Je vous dirai, M. le Président, pour ceux qui étaient ici à l'époque du référendum en 1980; que le partage du temps qui avait été fait à l'époque permettait à tous les députés de parler, d'avoir la chance de participer au débat et je dois vous dire que nous avons tous eu l'occasion d'y participer. Je regarde la façon dont cela se produit aujourd'hui; il n'est pas sûr que tous les gens, même ceux du pouvoir, auront l'occasion d'y participer. Cela ne semble pas, du moins dans le contexte actuel, parti pour cela, dans les deux jours qui nous restent encore à partir d'aujourd'hui.

M. le Président, nous aurons l'occasion d'y revenir. D'autres de mes collègues auront l'occasion d'y revenir, mais je dois vous dire que je me refuse à accepter par un vote à ce moment-ci, parce qu'il n'y aura pas eu non plus de discussion en commission parlementaire, parce qu'il aurait été plus logique de le faire après que d'autres provinces au Canada l'auraient au moins adopté ou amendé si elles le désirent puisque le pouvoir est inclus dans la discussion actuelle... J'aurais aimé que ce soit à ce moment-là, mais pour différentes raisons incluant celles-ci, je voterai contre cette motion, M. le Président.

Le Vice-Président: Je reconnais maintenant M. le député de Nicolet.

M. Richard: M. le Président, puisqu'il est 24 heures, je demande l'ajournement du débat.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion d'ajournement du débat est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

Un instant, s'il vous plaît! À l'ordre! Le débat est ajourné, mais les travaux ne sont pas ajournés. Nous allons reconnaître maintenant le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): M. le Président, devant ce qui a l'air d'être la demande générale, je vais vous demander

d'ajourner les travaux à aujourd'hui ou presque, à 10 heures ce vendredi.

Le Vice-Président: Cette motion d'ajournement de nos travaux est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. Donc l'Assemblée nationale ajourne ses travaux au vendredi 19 juin, à 10 heures.

(Fin de la séance à minuit)

Annexe I à la Déclaration ministérielle concernant certaines Mesures fiscales

Signification des déclarations de revenus

En vertu des règles actuelles, plusieurs programmes et mesures fiscales font appel à des critères d'admissibilité presque identiques, mais dont quelques particularités exigent l'utilisation de formulaires différents, ce qui complique grandement la tâche des contribuables qui doivent les compléter pour bénéficier des différents programmes et mesures fiscales.

Afin de simplifier et d'uniformiser les formulaires relatifs au remboursement d'impôts fonciers (RIF) et au crédit d'impôt pour taxes à la consommation, des modifications seront apportées, notamment, à leurs critères d'admissibilité.

Ainsi, actuellement, dans certains cas, la date du 31 décembre est déterminante pour établir la situation familiale d'un requérant, alors que dans d'autres cas, la situation familiale du requérant à un moment de l'année est prise en considération. Dorénavant, pour les fins de déterminer cette situation familiale, un conjoint sera une personne qui a vécu avec le requérant avec qui il a été marié ou une personne qui a vécu maritalement avec le requérant depuis au moins un an, à un moment quelconque de l'année. De plus, pour être admissibles au RIF, les requérants et leurs conjoints n'auront plus à résider au Canada depuis au moins un an, comme c'est déjà le cas pour le crédit d'impôt pour taxes à la consommation.

Par ailleurs, les nombreux ajustements qui sont considérés dans la détermination du revenu total aux fins du RIF et du crédit d'impôt pour taxes à la consommation n'affectent que peu de contribuables, mais compliquent considérablement le calcul des prestations. La notion du revenu total sera donc grandement simplifiée. Ainsi, au revenu net apparaissant à la déclaration de revenus, les requérants n'auront plus à effectuer les ajustements relatifs, notamment, aux montants suivants :

- . les retraits d'un régime enregistré d'épargne-logement (REEL);
- . le recouvrement de déductions pour un régime d'épargne-actions (REA);
- . les pertes déductibles à l'égard de placements dans une entreprise;
- . les frais de déménagement;
- . la déduction additionnelle à l'égard d'un film;
- . la récupération d'amortissement; et
- . d'autres déductions dont les contributions excédentaires versées à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER).

Ces mesures s'appliqueront à compter de l'année d'imposition 1987. De plus, ces critères d'admissibilité et cette notion de revenu total seront également applicables à compter de 1988, à l'égard de la réduction d'impôt pour les familles à faibles ou moyens revenus et du programme d'aide aux parents pour leurs revenus de travail (APPORT).

Ajustements à l'égard de la nouvelle structure de taxation du pari Mutuel

Le tableau suivant précise la nouvelle structure des taux de taxation applicables au pari Mutuel, selon la taille des hippodromes et selon le type de paris. Afin que les hippodromes puissent intégrer ces nouveaux taux de taxation dans leur programmation informatique, ces nouveaux taux entreranno en vigueur à compter du 1er juillet 1987, et les taux actuels continueront entretemps d'être en vigueur.

Taux de taxation applicables au pari mutuel (en % du pari mutuel)

	<u>Avant budget</u>	<u>Budget 30 avril</u>	<u>Nouveaux taux</u>
Hippodromes (1)			
grands			
- pari simple	8,0		7,0
- pari jumelé	12,5		12,0
- pari exotique	12,5		14,5
moyenne pondérée	<u>10,5</u>	<u>10,5</u>	<u>10,5</u>
moyens			
- pari simple	6,3		5,0
- pari jumelé	10,7		10,0
- pari exotique	10,7		12,5
moyenne pondérée	<u>9,5</u>	<u>9,5</u>	<u>9,5</u>
petits			
- pari simple	5,5		4,0
- pari jumelé	10,0		9,0
- pari exotique	10,0		12,0
moyenne pondérée	<u>8,6</u>	<u>8,6</u>	<u>8,6</u>
Moyenne pondérée, TOTAL	10,3	10,3	10,3

(1) Répartis selon la moyenne du volume du pari par programme, en grands hippodromes (250 000 \$ et plus), hippodromes moyens (125 000 \$ à 250 000 \$) et petits hippodromes (125 000 \$ et moins).

Par ailleurs, lors du Discours sur le budget, le gouvernement a annoncé qu'il était prêt à réduire la taxe sur le pari mutuel de 2/3 de point de pourcentage pour chaque réduction d'un point de pourcentage du taux de commission des hippodromes, jusqu'à concurrence d'une réduction de 2 points de la taxe sur le pari mutuel. Il y a lieu de préciser que le taux de taxation du pari mutuel variera en fonction de l'évolution du taux de commission des hippodromes, soit à la hausse ou à la baisse, selon un rapport de 2/3 pour 1.

Régime d'épargne-actions

Pour réaliser une émission d'actions dans le cadre du REA, une corporation émettrice doit avoir eu 5 employés tout au long des 12 mois précédant l'émission. Cependant, une corporation issue d'une fusion réalisée moins de douze mois avant une émission d'actions peut être admissible au REA si elle-même, depuis la fusion, et une des corporations remplacées, à la date de la fusion, satisfont à cette exigence.

Dans le cas des corporations en voie de développement, cette règle spéciale est plus restrictive puisqu'une corporation issue d'une fusion peut se qualifier à titre de corporation en voie de développement si une des corporations qu'elle remplace avait 5 employés depuis 12 mois, mais seulement si l'émission a lieu au cours de son premier exercice financier.

Dorénavant, une corporation en voie de développement issue d'une fusion réalisée moins de douze mois avant une émission d'actions pourra être admissible au REA à titre de corporation en voie de développement si elle-même, depuis la fusion, et une des corporations en voie de développement remplacées, à la date de la fusion, satisfont à l'exigence relative au nombre d'employés.

Cette mesure s'appliquera aux émissions d'actions qui débiteront après le jour de la Déclaration ministérielle, c'est-à-dire celles dont le visa de prospectus définitif ou la dispense de prospectus aura été obtenu après le jour de la Déclaration ministérielle.

Mesures d'harmonisation à la législation et la réglementation fiscales fédérales

. Avis de motion des voies et moyens du 2 juin 1987

Le 2 juin 1987, le ministre d'État aux Finances du Canada déposait à la Chambre des communes un Avis de motion des voies et moyens proposant un cadre législatif ayant pour but de corriger certaines incertitudes et d'assurer les contribuables que les intérêts payés dans des opérations commerciales courantes sur des emprunts contractés avant 1989 sont déductibles. À cet égard, la législation et la réglementation fiscales québécoises seront harmonisées aux dispositions annoncées dans cet Avis de motion et aux modifications techniques qui pourront y être apportées avant l'adoption de la loi. Cependant, ces mesures de concordance ne seront adoptées qu'après la sanction de toute loi ou réglementation fédérale découlant de cet Avis de motion, et seront applicables aux mêmes dates qu'elles le seront aux fins de l'impôt fédéral.

. Avis de Motion des voies et moyens du 5 juin 1987

Le 5 juin 1987, le ministre des Finances du Canada déposait à la Chambre des communes un Avis de motion des voies et moyens complet fournissant le détail des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu annoncées lors du Discours du budget fédéral 1987-1988.

Le ministre des Finances du Québec a déjà fait connaître sa position sur l'ensemble de ces mesures de même que sur d'autres mesures fiscales annoncées antérieurement et dont le détail législatif apparaît aussi dans cet Avis de motion des voies et moyens. Ainsi, 11 a déjà été annoncé que la législation et la réglementation fiscales québécoises seraient modifiées pour y intégrer, notamment, les mesures relatives aux modifications du régime fiscal des dividendes inter-sociétés, les mesures visant à limiter les transferts de pertes et autres déductions entre contribuables non liés et, dans le cadre global de la réforme de l'aide fiscale à l'épargne retraite, les règles concernant les conventions de retraite.

Cependant, il y a lieu de préciser que la législation et la réglementation fiscales québécoises seront modifiées pour y intégrer, en les adaptant en fonction de leur principes généraux, les nouvelles règles visant à appliquer certaines dispositions des conventions fiscales qui permettent un report d'impôt au Canada, correspondant au report d'impôt consenti dans le cadre de réorganisations de sociétés par les autres pays signataires d'une convention avec le Canada, ainsi que les autres nouvelles mesures techniques. De plus, la mesure relative à la responsabilité solidaire en cas de transfert de biens entre personnes ayant un lien de dépendance (52)* sera intégrée à la législation québécoise et s'appliquera à l'égard de tous montants dus en vertu d'une loi fiscale.

Ces mesures de concordance ne seront adoptées qu'après la sanction de toute loi fédérale découlant de cet Avis de motion et seront applicables aux mêmes dates qu'elles le seront aux fins de l'impôt fédéral.

Par ailleurs, certaines des mesures contenues dans cet Avis n'ont pas été retenues parce que notre régime fiscal ne contient pas de dispositions correspondantes; c'est le cas notamment des mesures concernant le calcul du crédit d'impôt à l'investissement (46), la surtaxe applicable aux particuliers (56) et l'impôt sur les distributions de surplus (57).

En ce qui concerne les mesures relatives aux centres bancaires internationaux, la législation fiscale québécoise prévoit déjà des mesures beaucoup plus généreuses qui s'appliquent aux centres financiers internationaux de Montréal et à leurs employés. La politique fiscale du gouvernement du Québec à cet égard ne sera donc pas harmonisée avec celle du gouvernement fédéral. Cependant, certaines mesures à caractère technique pourront être introduites afin de mieux adapter les régimes d'imposition fédéral et du Québec lorsqu'une telle procédure sera nécessaire pour simplifier et améliorer les modalités d'application relatives aux centres financiers internationaux.

* Numéro de l'article de l'Avis de motion des voies et moyens du 5 juin 1987.

ANNEXE

MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE DE 1987

Loi constitutionnelle de 1987

1. La Loi constitutionnelle de 1987 est modifiée par insertion, après l'article 1, de ce qui suit :

Règle
inter-
prétative

"2.(1) Toute interprétation de la Constitution du Canada doit concorder avec :

a) la reconnaissance de ce que l'existence de Canadiens d'expression française, concentrés au Québec mais présents aussi dans le reste du pays, et de Canadiens d'expression anglaise, concentrés dans le reste du pays mais aussi présents au Québec, constitue une caractéristique fondamentale du Canada;

b) la reconnaissance de ce que le Québec forme au sein du Canada une société distincte.

Rôle du
Parlement
et des
législatures

(2) Le Parlement du Canada et les législatures des provinces ont le rôle de protéger la caractéristique fondamentale du Canada visée à l'alinéa (1)a).

Rôle de la
législature
et du
gouvernement
du Québec

(3) La législature et le gouvernement du Québec ont le rôle de protéger et de promouvoir le caractère distinct du Québec visé à l'alinéa (1)b).

Maintien des
droits des
législatures
et gouver-
nements

(4) Le présent article n'a pas pour effet de déroger aux pouvoirs, droits ou privilèges du Parlement ou du gouvernement du Canada, ou des législatures ou des gouvernements des provinces, y compris à leurs pouvoirs, droits ou privilèges en matière de langue."

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 24, de ce qui suit :

Propositions

"25. (1) En cas de vacance au Sénat, le gouvernement de la province à représenter peut proposer au Conseil privé de la Reine pour le Canada des personnes susceptibles d'être nommées au siège vacant.

Choix des
sénateurs

(2) Jusqu'à la modification, faite conformément à l'article 41 de la Loi constitutionnelle de 1982, de toute disposition de la Constitution du Canada relative au Sénat, les personnes nommées aux sièges vacants au Sénat sont choisies parmi celles qui ont été proposées par le gouvernement de la province à représenter et agréées par le Conseil privé de la Reine pour le Canada."

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 95, de ce qui suit :

"Accords relatifs à
l'immigration et aux aubains

Engagement

95A. Sur demande du gouvernement d'une province, le gouvernement du Canada négocie avec lui en vue de conclure, en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province, un accord adapté aux besoins et à la situation particulière de celle-ci.

Accords

95B.(1) Tout accord conclu entre le Canada et une province en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province a, une fois faite la déclaration visée au paragraphe 95C(1), force de loi et a dès lors effet indépendamment tant du point 25 de l'article 91 que de l'article 95.

Restriction	(2) L'accord ayant ainsi force de loi n'a d'effet que dans la mesure de sa compatibilité avec les dispositions des lois du Parlement du Canada qui fixent des normes et objectifs nationaux relatifs à l'immigration et aux aubains, notamment en ce qui concerne l'établissement des catégories générales d'immigrants, les niveaux d'immigration au Canada et la détermination des catégories de personnes inadmissibles au Canada.
Application de la Charte	(3) La Charte canadienne des droits et libertés s'applique aux accords ayant ainsi force de loi et à toute mesure prise sous leur régime par le Parlement ou le gouvernement du Canada ou par la législature ou le gouvernement d'une province.
Proclamation relative aux accords	95C.(1) La déclaration portant qu'un accord visé au paragraphe 95B(1) a force de loi se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord.
Modification des accords	(2) La modification d'un accord visé au paragraphe 95B(1) se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée : a) soit par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord; b) soit selon les modalités prévues dans l'accord même.
Application des articles 46 à 48 de la Loi constitutionnelle de 1982	95D. Les articles 46 à 48 de la Loi constitutionnelle de 1982 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute déclaration faite aux termes du paragraphe 95C(1), à toute modification d'un accord faite aux termes du paragraphe 95C(2) ou à toute modification faite aux termes de l'article 95E.
Modification des articles 95A à 95D ou du présent article	95E. Les articles 95A à 95D ou le présent article peuvent être modifiés conformément au paragraphe 38(1) de la Loi constitutionnelle de 1982, à condition que la modification soit autorisée par des résolutions des assemblées législatives de toutes les provinces qui sont, à l'époque de celle-ci, parties à un accord ayant force de loi aux termes du paragraphe 95B(1)."
	4. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 96, de ce qui suit : "Dispositions générales" 5. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 101, de ce qui suit : "Tribunaux créés par le Parlement du Canada" 6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 101, de ce qui suit : "Cour suprême du Canada" 101A.(1) La cour qui existe sous le nom de Cour suprême du Canada est maintenue à titre de cour générale d'appel pour le Canada et de cour additionnelle propre à améliorer l'application des lois du Canada. Elle conserve ses attributions de cour supérieure d'archives.
Maintien de la Cour suprême du Canada	(2) La Cour suprême du Canada se compose du juge en chef, appelé juge en chef du Canada, et de huit autres juges, que nomme le gouverneur général en conseil par lettres patentes sous le grand sceau.
Composition	

Conditions de nomination	101B.(1) Les juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau d'une province ou d'un territoire, ont, pendant au moins dix ans au total, été juges de n'importe quel tribunal du pays ou inscrites au barreau de n'importe quelle province ou de n'importe quel territoire.
Québec : trois juges	(2) Au moins trois des juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau du Québec, ont, pendant au moins dix ans au total, été inscrites à ce barreau ou juges d'un tribunal du Québec ou d'un tribunal créé par le Parlement du Canada.
Propositions de nominations	101C.(1) En cas de vacance à la Cour suprême du Canada, le gouvernement de chaque province peut proposer au ministre fédéral de la Justice, pour la charge devenue vacante, des personnes admises au barreau de cette province et remplissant les conditions visées à l'article 101B.
Nomination parmi les personnes proposées	(2) Le gouverneur général en conseil procède aux nominations parmi les personnes proposées et qui agrèent au Conseil privé de la Reine pour le Canada; le présent paragraphe ne s'applique pas à la nomination du juge en chef dans les cas où il est choisi parmi les juges de la Cour suprême du Canada.
Nomination parmi les personnes proposées par le Québec	(3) Dans le cas de chacune des trois nominations à faire conformément au paragraphe 101B(2), le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement du Québec.
Nominations parmi les personnes proposées par les autres provinces	(4) Dans le cas de toute autre nomination, le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement d'une autre province que le Québec.
Inamovibilité, traitement, etc.	101D. Les articles 99 et 100 s'appliquent aux juges de la Cour suprême du Canada.
Rapport avec l'article 101	101E.(1) Sous réserve que ne soient pas adoptées, dans les matières visées à l'article 101, de dispositions incompatibles avec les articles 101A à 101D, ceux-ci n'ont pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative conférée au Parlement du Canada en ces matières.
Renvois à la Cour suprême du Canada	(2) Il est entendu que l'article 101A n'a pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative du Parlement du Canada en ce qui concerne le renvoi à la Cour suprême du Canada de questions de droit ou de fait, ou de toute autre question."
Programmes cofinancés	7. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 106, de ce qui suit : "106A.(1) Le gouvernement du Canada fournit une juste compensation au gouvernement d'une province qui choisit de ne pas participer à un programme national cofinancé qu'il établit après l'entrée en vigueur du présent article dans un secteur de compétence exclusive provinciale, si la province applique un programme ou une mesure compatible avec les objectifs nationaux.
Non-élargissement des compétences législatives	(2) Le présent article n'élargit pas les compétences législatives du Parlement du Canada ou des législatures des provinces."

8. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 147, de ce qui suit :

"XII. -- Conférences sur l'économie
et sur d'autres questions

Convocation

148. Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même et portant sur l'économie canadienne ainsi que sur toute autre question appropriée.

XIII. -- Mentions

Présomption

149. Toute mention de la présente loi est réputée constituer également une mention de ses modifications."

Loi constitutionnelle de 1982

9. Les articles 40 à 42 de la Loi constitutionnelle de 1982 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Compensation

"40. Le Canada fournit une juste compensation aux provinces auxquelles ne s'applique pas une modification faite conformément au paragraphe 38(1) et relative à un transfert de compétences législatives provinciales au Parlement.

Consentement
unanime

41. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province :

- a) la charge de Reine, celle de gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur;
- b) les pouvoirs du Sénat et le mode de sélection des sénateurs;
- c) le nombre des sénateurs par lesquels une province est habilitée à être représentée et les conditions de résidence qu'ils doivent remplir;
- d) le droit d'une province d'avoir à la Chambre des communes un nombre de députés au moins égal à celui des sénateurs par lesquels elle était habilitée à être représentée le 17 avril 1982;
- e) le principe de la représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des communes prévu par la Constitution du Canada;
- f) sous réserve de l'article 43, l'usage du français ou de l'anglais;
- g) la Cour suprême du Canada;
- h) le rattachement aux provinces existantes de tout ou partie des territoires;
- i) par dérogation à toute autre loi ou usage, la création de provinces;
- j) la modification de la présente partie."

10. L'article 44 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification
par le
Parlement

"44. Sous réserve de l'article 41, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif fédéral, au Sénat ou à la Chambre des communes."

11. Le paragraphe 46(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Initiative
des
procédures

"46.(1) L'initiative des procédures de modification visées aux articles 38, 41 et 43 appartient au Sénat, à la Chambre des communes ou à une assemblée législative."

12. Le paragraphe 47(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification
sans
résolution
du Sénat

"47.(1) Dans les cas visés à l'article 38, 41 ou 43, il peut être passé outre au défaut d'autorisation du Sénat si celui-ci n'a pas adopté de résolution dans un délai de cent quatre-vingts jours suivant l'adoption de celle de la Chambre des communes et si cette dernière, après l'expiration du délai, adopte une nouvelle résolution dans le même sens."

13. La partie VI de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"PARTIE VI

Conférences constitutionnelles

Convocation

50.(1) Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même, la première devant avoir lieu en 1988.

Ordre
du jour

(2) Sont placées à l'ordre du jour de ces conférences les questions suivantes :

a) la réforme du Sénat, y compris son rôle et ses fonctions, ses pouvoirs, le mode de sélection des sénateurs et la représentation au Sénat;

b) les rôles et les responsabilités en matière de pêches;

c) toutes autres questions dont il est convenu."

14. Le paragraphe 52(2) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

"d) les autres modifications qui lui sont apportées."

15. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mentions

"61. Toute mention de la Loi constitutionnelle de 1982 ou des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 est réputée constituer également une mention de leurs modifications."

Dispositions générales

Patrimoine
multi-
culturel et
peuples
autochtones

16. L'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1867 n'a pas pour effet de porter atteinte aux articles 25 ou 27 de la Charte canadienne des droits et libertés, à l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 ou au point 24 de l'article 91 de la Loi constitutionnelle de 1867.

TITRE

Titre

17. Titre de la présente modification :
Modification constitutionnelle de 1987.